

Bac
Pro T^{le}

Histoire Géographie

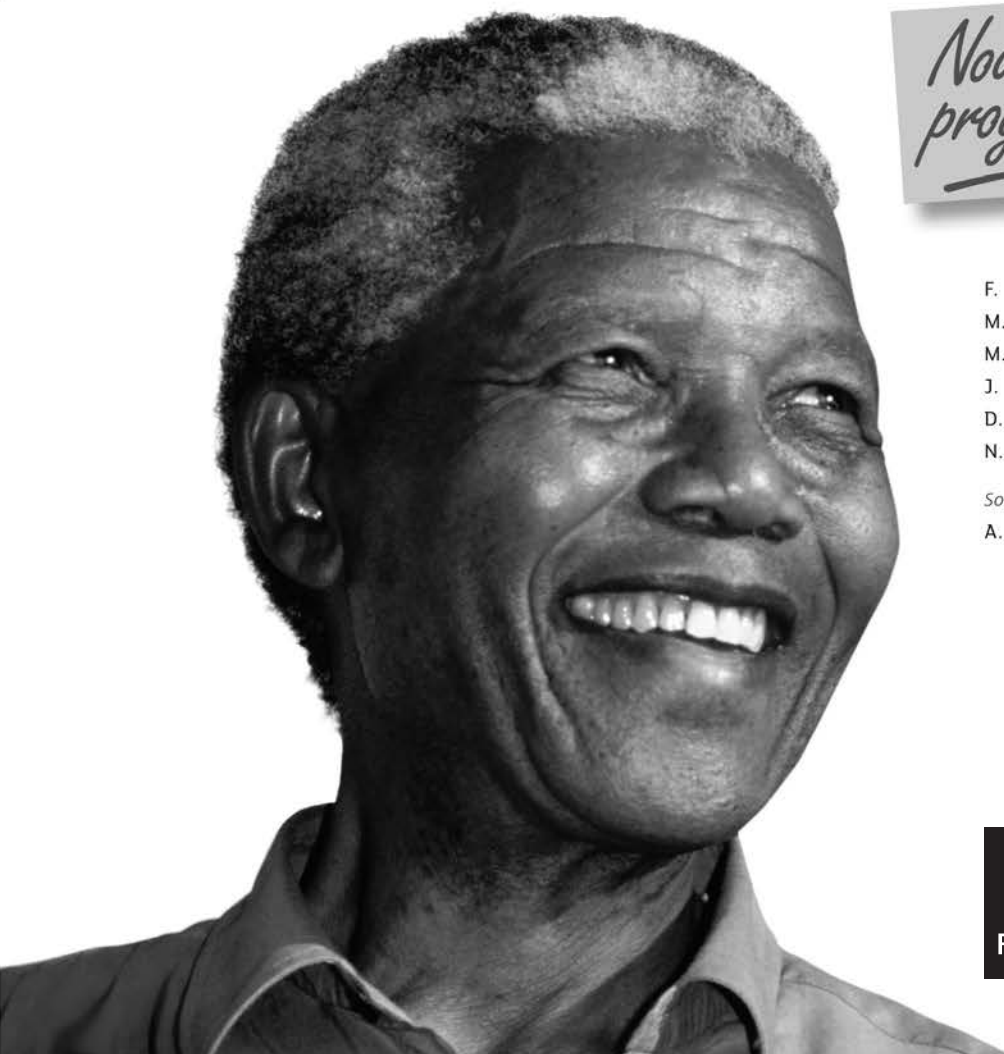
Enseignement moral et civique

GUIDE PÉDAGOGIQUE

*Nouveau
programme*

F. Blanchard
M. Boulanger
M. Fekete
J. Kermarec
D. Le Nuz
N. Perrier

Sous la direction de
A. Couderc



HISTOIRE GÉOGRAPHIE ÉDUCATION CIVIQUE

GUIDE PÉDAGOGIQUE

F. Blanchard

M. Boulanger

M. Fekete

J. Kermarec

D. Le Nuz

N. Perrier

Sous la direction de A. Couderc

Avec la collaboration de V. Saunier



« Le photocopillage, c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs.

Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le photocopillage menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération.

En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite. »

ISBN 978-2-216-13274-4

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du Droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1^{er} juillet 1992, art. 40 et 41 et Code pénal, art. 425).

© Éditions Foucher, Malakoff – 2016

SOMMAIRE

HISTOIRE

SUJET D'ÉTUDE 1

<i>Les États-Unis et le monde (1917-1989)</i>	6
Ouverture	8
Situation 1 Les 14 points de Wilson	9
Situation 2 Le plan Marshall et le début de la guerre froide	10
Cours 1 La naissance d'une superpuissance, 1917-1945	11
Cours 2 La lutte pour l'hégémonie mondiale, 1947-1989	12
L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte	13
Capacités Étudier un témoignage	13
Entraînement	14
Pour mieux rédiger	15
Évaluation	16

SUJET D'ÉTUDE 2

<i>L'idée d'Europe au xx^e siècle</i>	18
Ouverture	19
Situation 1 Le plan Schuman.....	19
Situation 2 Kohl-Mitterrand et l'Europe	20
Cours 1 De l'utopie à la construction de l'Europe	21
Cours 2 De nouveaux enjeux pour l'Europe	22
L'Essentiel autrement et L'Essentiel en cartes.....	23
Capacités Contextualiser plusieurs documents	23
Entraînement	24
Pour mieux rédiger	24
Évaluation	25

SUJET D'ÉTUDE 3

<i>La décolonisation et la construction de nouveaux États : Inde, Algérie</i>	27
Ouverture	28
Situation 1 Gandhi, la non-violence pour l'indépendance.....	28
Situation 2 Le 1 ^{er} novembre 1954 en Algérie, jour de la Toussaint	29
Cours 1 Des luttes coloniales aux indépendances	30
Cours 2 De nouveaux États dans le monde : l'Inde et l'Algérie	31
L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte	32
Capacités Identifier continuités et ruptures historiques	32
Entraînement	32
Pour mieux rédiger	33
Évaluation	34

SUJET D'ÉTUDE 4

<i>Le monde depuis le tournant des années 1990</i>	36
Ouverture	39
Situation 1 La chute du mur de Berlin	39
Situation 2 Le 11 septembre 2001	40
Cours 1 La recherche d'un nouvel ordre international, 1990-2000	41
Cours 2 Un monde multipolaire instable, 2001-2015	42

L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte	43
Capacités Raconter un événement historique	44
Pour mieux rédiger	46
Évaluation	47

SUJET D'ÉTUDE 5

<i>La France dans l'Union européenne et dans le monde</i>	49
Ouverture	50
Situation 1 Paris, ville mondiale	50
Situation 2 L'outre-mer et la puissance française	52
Cours 1 La France, le territoire et les hommes	54
Cours 2 La puissance de la France	56
L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte	58
Capacités Exercer un jugement critique	58
Entraînement	59
Pour mieux rédiger	61
Évaluation	62

SUJET D'ÉTUDE 6

<i>Acteurs et enjeux de l'aménagement des territoires français</i>	65
Ouverture	66
Situation 1 Le Conservatoire du littoral	67
Situation 2 Un aménagement dans une communauté de communes	69
Cours 1 Les acteurs de l'aménagement du territoire	71
Cours 2 Trois enjeux pour un aménagement durable	74
L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte	76
Capacités Décrire les acteurs et les enjeux d'un document	77
Entraînement	78
Pour mieux rédiger	80
Évaluation	80

SUJET D'ÉTUDE 7

<i>Les transformations de l'espace productif et décisionnel</i>	84
Ouverture	84
Situation 1 L'espace productif d'une métropole : Lille	85
Situation 2 Les espaces productifs et décisionnels de la région PACA	87
Cours 1 Vers une mutation des espaces productifs et décisionnels	88
Cours 2 Le redéploiement des espaces productifs et décisionnels	90
L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte	91
Capacités Comparer deux cartes	92
Entraînement	93
Pour mieux rédiger	94
Évaluation	95

SUJET D'ÉTUDE 8

<i>L'Union européenne et ses territoires</i>	98
Ouverture	99
Situation 1 Les frontières de l'Union européenne	99
Situation 2 Un grand projet européen : Galileo	101
Cours 1 Une construction géoéconomique	102
Cours 2 Une construction géopolitique	103
L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte	104

Capacités	Étudier une caricature	105
Entraînement	105
Pour mieux rédiger	107
Évaluation	108

ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE

THÈME 1

PLURALISME DES CROYANCES ET LAÏCITÉ	111
1. La notion de laïcité	112
2. La construction de nouveaux lieux de culte en France	113
3. Concilier libertés publiques et lutte contre dérives sectaires	115

S'engager dans UN DÉBAT

Faut-il aménager les jours fériés pour respecter la diversité religieuse ?	116
--	-----

Évaluation 1

La notion de laïcité	117
----------------------------	-----

Évaluation 2

Exercice des libertés et risque d'emprise sectaire	118
--	-----

THÈME 2

BIOLOGIE, ÉTHIQUE, SOCIÉTÉ ET ENVIRONNEMENT	120
1. « Le bébé médicament », naître pour sauver ?	122
2. L'éthique médicale et la fin de vie	123
3. La pollution urbaine automobile, suffoquer ou agir	124

S'engager dans UN PROJET

Rédiger une charte d'engagements éco-responsables pour votre lycée	125
--	-----

Évaluation 1

La responsabilité environnementale et le principe de précaution	127
---	-----

Évaluation 2

La bioéthique	128
---------------------	-----

HISTOIRE – SUJET D'ÉTUDE 1

LES ÉTATS-UNIS ET LE MONDE (1917-1989)

Ce premier sujet d'étude du programme de la classe Terminale, intitulé « Les États-Unis et le monde (1917-1989) », a pour but de faire appréhender aux élèves la montée en puissance de cet État au ^{xx}e siècle. Le pays a tiré profit de son engagement dans les deux guerres mondiales, puis dans la guerre froide, au nom de la défense de la liberté et de la démocratie, fondements du modèle américain qui triomphera en 1989.

Problématique générale du sujet d'étude

Centré sur un seul pays, les États-Unis, le sujet d'étude traite d'un temps long, couvrant presque un siècle, puisqu'il débute en 1917, année de l'entrée en guerre des États-Unis au côté des Alliés, et se clôt en 1989 lors de la chute du mur de Berlin et de l'effondrement du bloc soviétique.

Afin d'aider à la compréhension des élèves, nous avons choisi de traiter ce sujet en deux parties correspondant aux pages « cours » suivant la chronologie et les points de rupture.

Durant cette longue période, les États-Unis, déjà première puissance industrielle mondiale en 1914, sont devenus, par leur entrée en guerre en 1917, une puissance financière, politique et diplomatique, volontairement en retrait après le règlement du conflit, puis à la suite de la crise économique des années 1930. Leur intervention tardive dans la Seconde Guerre mondiale fait d'eux une superpuissance. De 1947 à 1989, ils affrontent dans la guerre froide l'URSS, l'autre superpuissance bénéficiaire de la guerre, détentrice d'un système idéologique opposé au leur. La disparition du bloc soviétique en 1989 fait des États-Unis l'unique superpuissance, une hyper-puissance.

Les fondements du modèle américain

Proclamée dans la Déclaration d'Indépendance le 4 juillet 1776, rappelée dans le Préambule de la Constitution de 1787, toujours en vigueur aujourd'hui malgré quelques amendements, la

liberté est une valeur fondatrice du modèle américain.

– La démocratie libérale, modèle politique, repose sur la souveraineté du peuple qui élit ses représentants au suffrage universel, le pluralisme des partis, la stricte séparation des pouvoirs, la garantie des droits, des libertés publiques, telles la liberté d'expression, la liberté religieuse.

– Le capitalisme, modèle économique, a pour principe la propriété privée des moyens de production et d'échanges, la liberté d'entreprise et la libre concurrence, le libre-échange, la recherche du profit.

– L'individualisme, modèle social, prône le respect de la liberté de chacun, l'ascension sociale grâce au travail et à la réussite individuelle (self-made man) dans ce pays du business.

– L'idée d'une mission divine civilisatrice perdure depuis la fondation du pays par les « Pères pèlerins », des protestants fuyant au XVII^e siècle la « vieille Europe » pour mettre en place un gouvernement « idéal, pur et parfait » dans « la Terre promise » du Nouveau monde. Selon le concept de « Destinée Manifeste », expression du journaliste John O'Sullivan (1844) à l'occasion de l'annexion du Texas pour décrire le caractère « de droit divin » de la colonisation du continent nord-américain par les immigrants européens, il s'agit alors de répandre la démocratie et la civilisation vers l'Ouest : « Notre Destinée Manifeste [consiste] à nous étendre sur tout le continent que nous a alloué la Providence pour le libre développement de nos millions d'habitants qui se multiplient chaque année » (Y-H Nouailhat, *Les États-Unis et le monde*, de 1898 à nos jours, p. 23).

L'entrée des États-Unis sur la scène mondiale, 1917

Au début de la Première Guerre mondiale, fidèles à leur tradition de non-intervention dans les affaires européennes (isolationnisme) énoncée dès 1796 par G. Washington et reprise par T. Jefferson, puis par Monroe en 1823, les États-Unis se déclarent neutres. Mais au nom de la défense de la liberté face aux attaques allemandes de navires commerciaux, ils interviennent dans le conflit le 6 avril 1917 aux côtés de l'Entente (France, Angleterre, Russie) et de ses alliés, et ils jouent un rôle décisif dans la victoire finale. Leur puissance économique sort renforcée de la guerre : loin des champs de bataille qui ont détruit l'Europe, leur industrie intacte a fonctionné à plein régime pour fournir des armes aux Alliés.

Le président américain en exercice, W. Wilson, remet en cause la diplomatie européenne traditionnelle, reposant notamment sur le secret. Il a une vision idéaliste des relations internationales, il les veut harmonieuses et pacifiques grâce à l'obéissance des États à des règles de droit international et à un ordre garanti par des organisations supranationales : « Il doit y avoir, non pas un équilibre des puissances, mais une communauté des puissances ; non pas des rivalités organisées, mais une paix commune organisée » (Discours du 22 janvier 1917 au Sénat, Wilson). Dans ce but, il établit un plan en 14 points, qui doit servir de base aux traités de paix : multilatéralisme, coopération des États, obéissance à des règles de droit international, ordre garanti par une organisation supranationale (Société des nations), car selon lui, la démocratie génère la paix par l'égalité et la concertation. Si nombre des « 14 points » sont appliqués dans les traités de paix, W. Wilson est désavoué par le Sénat américain qui refuse, en 1920, de signer le traité de Versailles face à une opinion publique américaine hostile à tout engagement. Les tendances isolationnistes, redevenues prépondérantes, s'intensifient à partir de 1929 avec la crise économique et la profonde dépression qui atteint le pays, puis le monde. Alors que les dictatures (Allemagne, Italie, Japon) multiplient les agressions, les États-Unis se replient sur eux-mêmes.

L'intervention dans la Seconde Guerre mondiale, 1941

Au nom de la défense de la liberté et de la démocratie, le président F. D. Roosevelt, élu en 1933, engage progressivement les États-Unis dans la guerre contre les fascismes : livraison d'armes (loi « prêt-bail », mars 1941) au Royaume-Uni, seul à résister après la défaite de la France, puis à l'URSS envahie par Hitler. Après l'attaque par le Japon de

leur base de Pearl Harbor dans le Pacifique (Hawaï) le 7 décembre 1941, les États-Unis interviennent militairement dans le conflit contre les puissances de l'Axe (Japon, Allemagne, Italie).

Grands vainqueurs et bénéficiaires de la guerre qui a épargné leur territoire et a favorisé l'essor de leur industrie (armement), les États-Unis entendent créer un monde nouveau de paix et de liberté, suivant leur propre modèle (démocratie, droits de l'homme, libéralisme économique). L'Organisation des nations unies (ONU), née en juin 1945 à la conférence de San Francisco et siégeant à New York, a pour but d'assurer la paix et la sécurité dans le monde. À la fin de la guerre, les États-Unis sont les seuls à posséder tous les aspects de la puissance (économique, financier, militaire, diplomatique, culturelle), tandis que l'Europe n'est qu'un amas de ruines.

L'affrontement dans la guerre froide, 1947-1989

À partir de 1947, les États-Unis et l'URSS, les deux superpuissances, s'affrontent dans la guerre froide, chacun voulant imposer au monde son propre système idéologique.

Les États-Unis, champion des libertés et de la démocratie, sont les grands bénéficiaires de la guerre : loin du théâtre des combats, enrichis grâce au développement de leur industrie pour la fabrication des armes, ils sont alors la première puissance économique de la planète et les seuls à posséder l'arme nucléaire. L'URSS, prônant le communisme et l'autoritarisme d'État, épuisée économiquement par le conflit, en a cependant tiré un grand prestige militaire et idéologique du conflit.

L'Europe coupée en deux. Face à l'emprise soviétique sur les États de l'Europe de l'Est, le président américain H. Truman lance, en mars 1947, sa doctrine d'endiguement du communisme (« containment ») pour arrêter son expansion. Son application concrète est le plan Marshall, une aide économique et financière proposée en juin à toute l'Europe pour sa reconstruction, sous réserve d'opter pour la démocratie libérale. Refusé par l'URSS et sous sa directive par les pays de l'Europe de l'Est, le plan est accepté par ceux de l'Europe de l'Ouest. Dès lors, l'Europe est divisée en deux parties, séparée par un rideau de fer, frontière hermétique.

Le monde divisé en deux blocs. Pour arrêter l'expansion du communisme, les États-Unis tissent tout un réseau d'alliances défensives visant à encercler l'URSS : le bloc de l'Ouest regroupant autour des États-Unis l'Europe occidentale et le Canada (OTAN), les pays d'Amérique latine, d'Océanie,

d'Asie du Sud-Est, le Japon et des États du Moyen-Orient. Ce bloc fait face au bloc de l'Est dirigé par l'URSS et comprenant les pays de l'Europe de l'Est, la Chine, la Corée du Nord qui forment une sorte de glacis protecteur. L'Allemagne et Berlin sont, à l'image de l'Europe et du monde, coupées en deux par le rideau de fer.

L'ordre bipolaire. La dissuasion nucléaire naît de la course aux armements. Chaque camp s'arme à outrance tout en sachant qu'il n'utilisera pas la bombe nucléaire, car celui qui l'emploiera le premier sait qu'il sera détruit par la riposte de l'adversaire. Une active propagande vise à diaboliser l'autre. Des crises sans affrontement armé direct entre les deux Grands ont lieu à la périphérie des blocs par États interposés, et au cœur des blocs où ils sont clos par la négociation.

Au milieu des années 1980, au moment de l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, l'URSS est en plein marasme économique et n'a plus les moyens de sa politique extérieure. Elle entend désormais privilégier les réformes intérieures (fin de la guerre froide). Suivant la chronologie et les axes de lecture dégagés, nous avons divisé ce sujet d'études en deux parties :

- les États-Unis de 1917 à 1945
- les États-Unis de 1947 à 1989

Les pages d'ouverture. Afin de familiariser les élèves avec le sujet d'étude, nous avons exposé deux points clés : l'intervention des États-Unis dans la Première Guerre mondiale au nom de la défense de la liberté, principe fondateur du pays; leur affrontement avec l'URSS dans la guerre froide.

La situation 1 concerne la première partie du sujet d'étude (Les « 14 points » de Wilson). Elle permet de comprendre, à travers les propositions du plan de paix, les principes de l'idéalisme wilsonien, d'en voir la mise en application partielle et ses conséquences pour l'Europe.

La situation 2 s'inscrit dans la deuxième partie de ce sujet d'étude (le plan Marshall et le début de la guerre froide). Ce plan d'aide matérielle et financière à la reconstruction de l'Europe est l'application économique de la doctrine Truman qui entend endiguer le communisme. Il est à l'origine de la division de l'Europe et du monde en deux blocs.

Le cours 1 Par le titre « La naissance d'une superpuissance », nous avons voulu d'abord préciser les fondements du modèle américain, puis expliquer l'engagement des États-Unis dans les deux guerres mondiales au nom de la défense de ce modèle, avec pour conséquence, leur montée en puissance : puissance mondiale en 1918, superpuissance en 1945.

Le cours 2. Ce cours intitulé « La lutte pour l'hégémonie mondiale, 1947-1989 » a pour but de montrer aux élèves les raisons de l'entrée dans la guerre froide, les moyens mis en œuvre par la superpuissance américaine dans son affrontement avec l'URSS (l'autre superpuissance détentrice d'un système idéologique opposé), l'essoufflement de ces deux grands rivaux, et enfin la victoire du camp américain.

L'« Essentiel autrement » entend présenter sous forme de schéma les éléments importants de ce sujet d'étude.

De 1917 à 1945	De 1947 à 1989
<i>La naissance d'une superpuissance</i> <ul style="list-style-type: none">• protéger et défendre le modèle américain• les États-Unis, une superpuissance	<i>La lutte pour l'hégémonie mondiale</i> <ul style="list-style-type: none">• défendre et étendre le modèle américain• les États-Unis, unique superpuissance

L'« Essentiel en carte » présente l'Europe durant la guerre froide, un enjeu des blocs au cœur du monde bipolaire.

Les pages « Capacités ». La première page porte sur l'étude d'un témoignage, celui du général de Gaulle après son entretien avec le président américain H. Truman en 1945, rapporté dans ses *Mémoires de guerre*. Il s'agit de montrer les éléments de la superpuissance américaine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Elle est suivie d'une page « Entraînement » comportant deux autres témoignages : le premier est la prise de conscience d'un historien-géographe à propos de l'avenir de l'Europe en 1920, le second est le point de vue du président Roosevelt sur le modèle américain en 1945.

Une double page « Pour mieux rédiger » a pour objectif d'apprendre aux élèves à rédiger une réponse simple ou complexe, un paragraphe, une définition.

Les deux pages d'évaluation permettent aux élèves de faire le point sur leurs acquisitions concernant ce sujet d'étude. Une première partie vise à contrôler les connaissances au moyen d'un questionnaire, la seconde porte sur les deux situations étudiées. Pour chacune d'elles, un document sert d'appui au questionnement.

Ouverture (p. 4-5)

1. (Doc 1) *A quels événements les dates font-elles référence ? Qui sont les hommes de part et d'autre de l'image ? Quel est le sens de leur combat ? Aidez-vous de la chronologie.*

La date 1778 est une allusion à l'aide apportée par la France aux colons américains dans leur combat pour l'indépendance de leur pays. Celle de 1943 fait référence à l'intervention des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale au côté des démocraties européennes dans la lutte contre les régimes totalitaires. Les hommes de 1778 sont des insurgés, descendants des « Pères pèlerins », premiers colons européens à avoir immigré aux États-Unis ; ceux de 1943 sont des soldats américains venus libérer l'Europe du joug nazi. Dans les deux cas, il s'agit d'un combat pour la liberté.

2. (Doc 2) *Identifiez les trois éléments composant l'image du timbre. Que symbolise chacun d'eux ? Dites comment le dessin appuie le texte du timbre.*

Sur le timbre, on peut voir de gauche à droite, le drapeau américain, la statue de la Liberté et, en bas, un serpent. Le drapeau est celui des États-Unis, État qui a combattu pour son indépendance ; la statue est l'emblème de l'arrivée dans une terre de liberté, espoir de milliers d'immigrants ; le serpent symbolise le communisme, c'est-à-dire l'URSS. Le drapeau américain transperce de son manche (hampe) de fer le serpent : les États-Unis emportent le combat contre le communisme.

3. (Doc 1, 2 et chronologie) *Au nom de quelles valeurs les États-Unis interviennent-ils sur la scène mondiale ? Quelles sont les conséquences de leur engagement ?*

Les États-Unis interviennent sur la scène mondiale au nom de la défense de la liberté et de la démocratie. Leur engagement dans la Seconde Guerre mondiale au côté des Alliés permet la victoire sur le nazisme. De 1947 à 1989, ils entendent arrêter l'expansion du communisme dans le monde et affrontent l'URSS dans la guerre froide. Puissance industrielle en 1914, puissance mondiale en 1918, ils sont l'une des deux superpuissances en 1945, et l'unique superpuissance au début des années 1990 après l'abandon du communisme en Europe de l'Est et l'implosion de l'URSS.

Situation 1 : Les 14 points de Wilson (p. 6-7)

1. (Doc 1) *Qui est W. Wilson ? D'après la carte postale, quels sont les principes fondateurs de sa politique ?*

W. Wilson est président des États-Unis depuis 1912. D'après la carte postale, les principes fondateurs de

sa politique sont la défense de la paix et de la justice au nom du droit.

2. (Doc 2) *Exposez d'abord les principes d'ordre général, puis les mesures concernant particulièrement l'Europe. Par quels moyens la sécurité sera-t-elle assurée ?*

Les principes d'ordre général sont d'assurer la paix et la liberté dans le monde :

à propos de la paix : fin de la diplomatie secrète, limitation des armements, règlement impartial des questions coloniales ;

pour la liberté : libre circulation sur les mers, liberté du commerce international.

Les mesures concernant l'Europe répondent au principe des nationalités (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) : restauration de la Belgique, retour de l'Alsace-Lorraine à la France, rectification des frontières italiennes selon les limites des nationalités, indépendance des peuples de l'empire austro-hongrois, création d'une Pologne indépendante ayant accès à la mer, liberté de navigation dans les détroits.

La sécurité sera assurée par la création d'une Société des nations, organisme international.

3. (Doc 2 et 1) *Comment ces propositions répondent-elles aux principes inscrits sur la carte postale ?*

Ces propositions répondent aux buts affichés par W. Wilson puisqu'elles entendent préserver la paix par la réduction des armements, le respect des libertés, et instaurer la justice en mettant en avant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

4. (Doc 3) *Pourquoi le sénateur américain s'oppose-t-il à l'adhésion des États-Unis à la SDN ?*

Le sénateur américain s'oppose à l'adhésion des États-Unis à la SDN pour que le pays ne soit pas engagé contre sa volonté dans une guerre, qu'il reste maître de sa politique étrangère.

5. (Doc 4) *Qui est le personnage et que fait-il ? Comment ce dessin concrétise-t-il la position américaine face à la création de la SDN ?*

Le personnage est le président W. Wilson. Au milieu d'une étendue d'eau qui symbolise l'opinion publique et le prestige politique, il tente d'émerger en s'accrochant à une branche représentant la SDN. Ce dessin met en avant, d'une part, la volonté du président de faire adhérer son pays à la SDN et, d'autre part, l'hostilité du Sénat et du peuple à cette adhésion.

6. (Doc 5 et 2) *Quels points du programme de Wilson sont appliqués dans la nouvelle Europe ?*

Les points du programme de Wilson appliqués dans la nouvelle Europe concernent les minorités nationales. Suivant le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les empires multinationaux austro-hongrois et ottoman ont disparu, laissant place à de nouveaux États créés sur leur territoire : Tchécoslovaquie, Autriche, Hongrie, Yougoslavie. La Finlande et les Républiques baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) se détachent de la Russie. L'Alsace-Lorraine redevient française. La Pologne, la Roumanie sont à nouveau indépendantes.

7. (Doc 6 et 5) *Que dénonce l'historien français à propos du traité de Versailles ? Que craint-il ?*

À propos du traité de Versailles, l'historien français dénonce la puissance politique laissée intacte à l'Allemagne alors que le reste de l'Europe est en décomposition. Il craint une nouvelle menace allemande que ses voisins trop faibles ne pourront arrêter, une agression de la part de cet État auquel on n'a pas ôté sa force.

Pour conclure

Quelles sont les conséquences du plan en 14 points sur l'Europe d'après guerre ?

Le plan de paix en 14 points, proposé aux alliés européens par le président américain W. Wilson à l'approche de la victoire en janvier 1918, entend créer un nouvel ordre international qui éviterait les guerres. Outre des principes généraux visant à assurer la sécurité, le droit et la liberté, il comporte des mesures concernant l'Europe après la guerre : l'évacuation de la Russie, la restauration de la Belgique, la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, la création d'un État polonais indépendant ayant accès à la mer, la modification des frontières italiennes selon les limites des nationalités. Une Société des nations, organisation internationale pour la paix, garantira l'indépendance territoriale et politique de tous les États.

Ce plan est appliqué en partie dans les traités de paix. La Pologne et la Belgique sont reconstituées, l'Alsace-Lorraine est rendue à la France, des États indépendants sont créés sur les décombres des empires multinationaux emportés par la guerre. Mais si la SDN est créée, elle perd vite de sa substance, car le Sénat américain refuse d'y adhérer pour éviter au pays un engagement contraint dans des guerres européennes, et il ne ratifie pas le traité de Versailles. L'Allemagne, tenue à l'écart des négociations, se sent humiliée et dénonce une paix qu'elle considère injuste et honteuse. La France est

mécontente, car elle craint une nouvelle menace de l'Allemagne qui a conservé sa puissance politique. La paix demeure incomplète.

Situation 2 : Le plan Marshall et le début de la guerre froide (p. 8-9)

1. (Doc 1) *Quels faits concernant l'Europe sont dénoncés par le président américain ? Identifiez et caractérisez les deux modes de vie présentés.*

Le président américain dénonce l'instauration de régimes communistes imposés de force par l'URSS dans les pays de l'Europe de l'Est (Pologne, Roumanie, Bulgarie). Le premier mode de vie présenté est celui des États-Unis ; il est fondé sur la démocratie libérale, la liberté et le droit. Le second concerne l'URSS ; il se caractérise par l'autoritarisme d'État, la violence, l'absence de liberté.

2. (Doc 1) *Que décide H. Truman ? Quel est son but ?*

H. Truman, au nom des États-Unis, décide de venir en aide aux peuples qui rejettent le communisme et veulent rester libres. Son but est d'arrêter l'expansion du communisme, la mainmise de l'URSS sur une Europe ruinée.

3. (Doc 2) *Qu'appelle-t-on « plan Marshall » ? Quel est son objectif et son intérêt pour les États-Unis ?*

Le plan Marshall est un plan d'aide économique et financière proposée par les États-Unis à tous les pays européens. Il est le prolongement économique de la doctrine Truman qui entend « endiguer » le communisme. L'aide américaine permettra aux États européens de se relever dans la paix en optant pour la démocratie libérale (à l'opposé de la dictature communiste), aux États-Unis d'écouler vers l'Europe leur abondante production.

4. (Doc 3, 2 et 1) *Comment cette photo concrétise-t-elle l'application de la doctrine Truman ?*

Cette photo publicitaire montre un très jeune enfant britannique, souriant et débordant de vie dans les bras de sa maman ravie. Il respire la santé grâce au plan Marshall. L'inscription sur le mur « merci » est un signe de reconnaissance envers l'aide des États-Unis. Le Royaume-Uni se range dans le camp américain.

5. (Doc 4) *Quel est le but de la conférence de Paris ? Pourquoi l'URSS a-t-elle pris cette position ?*

La conférence de Paris a pour but de faire adhérer au plan Marshall l'URSS, et donc tous les pays euro-

péens sous son emprise. L'URSS a refusé ce plan d'aide pour ne pas être sous la dépendance des États-Unis, ne pas se voir imposer le modèle américain (la démocratie libérale) et garder sa tutelle sur les pays de l'Europe de l'Est.

6. (Doc 5 et 4) *Quelle est l'origine de cette affiche et que révèle-t-elle ?*

Cette affiche provient de la zone d'occupation soviétique en Allemagne, la future RDA. Elle révèle le refus de l'aide américaine, le rejet des États-Unis.

7. (Doc 6) *Quels États sont les principaux bénéficiaires du plan Marshall ? À quelle partie de l'Europe appartiennent-ils ? Quels sont ceux qui l'ont refusé ?*

Les principaux États bénéficiaires du plan Marshall sont d'abord le Royaume-Uni et la France puis, dans une moindre mesure, l'Italie, la RFA, les Pays-Bas, la Grèce. Ils appartiennent à l'Europe de l'Ouest. Ceux qui l'ont refusé se situent en Europe de l'Est.

Pour conclure

Pourquoi peut-on dire que le plan Marshall consacre la division de l'Europe et le début de la guerre froide ?

Le plan Marshall, lancé en juin 1947, consacre la division de l'Europe et le début de la guerre froide. Il est, en effet, la prolongation de la doctrine Truman qui entend endiguer le communisme, arrêter son expansion en Europe. Ce plan d'aide matérielle et financière est proposé à tous les pays européens alors en plein délabrement économique et politique, sous réserve qu'ils adoptent des institutions libres, c'est-à-dire le modèle américain fondé sur la démocratie libérale et le libéralisme économique. Pour ne pas être sous la dépendance des États-Unis, l'URSS (dont le système idéologique prône l'autoritarisme d'État et le dirigisme économique) et, sous sa pression, les pays communistes de l'Europe de l'Est le refusent. Les États de l'Europe de l'Ouest l'acceptent : afin de se répartir l'aide américaine, ils se regroupent en 1948 dans l'OECE (Organisation économique de coopération européenne). L'Europe est ainsi divisée en deux camps rivaux : à l'Ouest, le camp américain regroupe les pays liés aux États-Unis et adhérant à leurs valeurs ; à l'Est, le camp soviétique intègre les États devenus communistes, soumis à l'URSS. Elle devient dès lors le théâtre de l'affrontement des deux Grands dans la guerre froide.

Cours 1 : La naissance d'une superpuissance, 1917-1945 (p. 10-11)

Les fondements du « modèle » américain

1. (Doc 1) *Sur quels principes et valeurs les États-Unis sont-ils fondés ?*

Les États-Unis sont fondés sur les valeurs d'égalité, de liberté et sur les principes de droit, de justice et de paix.

2. (Doc 2) *Donnez la mission des États-Unis et citez son origine.*

Les États-Unis ont la mission d'étendre au reste du monde leur modèle fondé sur la liberté. Cette mission provient de Dieu.

3. (Doc 2 et 1) *Comment le tableau illustre-t-il la mission civilisatrice des États-Unis ?*

Le tableau relate la conquête de l'Ouest américain par les pionniers immigrants européens venus apporter la civilisation aux Indiens qu'ils considéraient comme des « sauvages » : une femme angélique (personnification des États-Unis), câblant le télégraphe dans son sillon, porte la lumière de la « civilisation » à l'Ouest avec les colons américains, tandis que les Indiens et les animaux sauvages fuient vers les ténèbres de l'ouest non civilisé.

Une puissance accrue par les guerres

4. (Doc 3) *Pourquoi W. Wilson décide-t-il d'entrer en guerre ? Quel est le but du combat ?*

W. Wilson décide d'entrer en guerre parce que des bateaux de commerce américains ont été coulés par les Allemands. Grande puissance industrielle exportatrice, les États-Unis entendent préserver leurs intérêts et faire respecter la liberté du commerce et de la navigation maritime.

5. (Doc 3 et 2) *Dites pourquoi ce but répond aux principes fondateurs de son pays ?*

Ce but répond aux principes fondateurs de son pays puisqu'il s'agit d'un combat pour préserver la paix, la liberté, le droit et la démocratie dans le monde.

6. (Doc 4) *Que demande l'auteur de l'affiche ? Sur quels symboles historiques s'appuie-t-il ?*

L'auteur de l'affiche demande aux citoyens américains d'économiser la nourriture pour la fournir aux Alliés qui combattent pour la liberté. Il s'appuie sur les symboles de leurs ancêtres immigrants venus chercher la liberté aux États-Unis.

7. (Doc 5 et 4) Pourquoi peut-on parler de guerre totale en 1942 et en 1917 ?

On peut parler de guerre totale en 1942 et en 1917 car toutes les forces et les ressources de la nation sont mises au service de la guerre : les femmes sur l'affiche de 1942, la production agricole sur celle de 1917.

L'accession au rang de superpuissance, 1945

8. (Doc 6) Indiquez les conséquences des deux guerres mondiales sur la puissance américaine.

Les deux guerres mondiales ont fortement accru la puissance américaine : loin des zones de conflit, leur industrie a fonctionné à plein régime pour fournir des armes aux Alliés. Ainsi, la Grande Guerre (1914-1918) a fait des États-Unis la première puissance économique du monde. Leur production industrielle s'est accrue de 50 %, tandis que celle des puissances européennes stagnait (Angleterre) ou était fortement diminuée (France, Allemagne). À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis deviennent la première puissance économique mondiale : ils détiennent plus de la moitié de la flotte commerciale et de la production industrielle du monde. Ils sont désormais une superpuissance (économique, commerciale, financière, militaire, diplomatique).

Cours 2 : La lutte pour l'hégémonie mondiale, 1947-1989 (p. 12-13)

L'entrée dans la guerre froide, 1947

1. (Doc 1) Quel avertissement W. Churchill lance-t-il aux Américains ? Comment les faits dénoncés sont-ils matérialisés en 1952 ?

W. Churchill prévient les États-Unis de l'emprise soviétique sur l'Europe de l'Est, de la naissance d'un rideau de fer qui va isoler cette partie de l'Europe du reste du continent. Les faits dénoncés sont matérialisés en 1952 par l'expansion du communisme dans les pays de l'Europe de l'Est, la mise sous influence soviétique de ceux-ci : annexions de territoire le long de la frontière orientale de l'URSS (pays baltes...), installation de régimes communistes dans les États voisins qui deviennent ainsi des satellites soumis aux ordres de Moscou.

2. (Doc 2) Que décident alors les États-Unis ?

Les États-Unis décident alors d'arrêter l'expansion de l'URSS, de « l'endiguer » fermement sans provocation.

3. (Doc 2 et 1) Comment l'affiche témoigne-t-elle de la mise en place de la politique d'« endiguement » ?

L'affiche témoigne de la mise en place de cette politique d'« endiguement » car elle met en évidence les bases militaires installées par les Américains autour de l'URSS et de ses pays amis communistes afin de contenir son expansion (encercllement).

Le monde dans la guerre froide

4. (Doc 3) Pourquoi parle-t-on de « monde bipolaire » ? Quelle grande puissance les États-Unis affrontent-ils ?

Le monde est dit « bipolaire » car il est divisé en deux camps opposés, chacun des deux Grands voulant imposer son propre modèle :

- le bloc de l'Ouest est dirigé par les États-Unis et il regroupe autour d'eux les États du continent américain (sauf Cuba), de l'Europe occidentale, du Moyen-Orient (la Turquie, l'Iran, le Pakistan), d'Asie (la Thaïlande, les Philippines, la Corée du Sud, le Japon), d'Afrique essentiellement occidentale et méridionale (l'Afrique du Sud), l'Australie et la Nouvelle-Zélande ;

- le bloc de l'Est a pour chef de file l'URSS, il est formé d'États communistes amis situés tout autour de ses frontières : les pays de l'Europe de l'Est, la Chine, la Corée du Nord et le Vietnam. L'île de Cuba est une avancée du bloc communiste dans l'espace américain. Des bases militaires, installées à la périphérie, entendent protéger l'URSS de toute attaque de l'autre camp.

5. (Doc 3) Repérez les deux principaux théâtres de la guerre froide. Précisez la situation de l'Europe et, particulièrement, celle de l'Allemagne.

Les deux principaux théâtres de la guerre froide sont l'Europe et l'Asie. L'Europe, et particulièrement l'Allemagne, se trouvent au cœur des rivalités Est-Ouest ; elles constituent un lieu de contact des deux blocs. Elles sont divisées en deux, de part et d'autre du rideau de fer, une frontière hermétique entre les blocs. L'Europe de l'Ouest avec la RFA (l'Allemagne de l'Ouest) appartient au camp américain, l'Europe de l'Est avec la RDA (Allemagne de l'Est) fait partie du camp soviétique.

6. (Doc 3 et 2) Comment la carte concrétise-t-elle l'application de la doctrine Truman ?

En application de la doctrine Truman qui entend « contenir » les « tendances à l'expansion » de l'URSS, les États-Unis ont :

- tissé un réseau d'alliances visant à « endiguer » le territoire soviétique en l'encerclant ;

- complété ce dispositif par l'implantation de bases militaires américaines chez leurs alliés ;
- fait croiser en permanence leur flotte sur les mers limitrophes de leur adversaire.

7. (Doc 4 et 1) Donnez le sens et le but partagés par ces deux affiches.

Ces deux affiches veulent témoigner de la menace communiste qui pèse sur le monde : sur le reste de l'Europe après la mainmise soviétique sur l'Est du continent (document 1), sur les États-Unis même (document 4).

8. (Doc 5) Qu'entend-on par « course aux armements » et « dissuasion nucléaire » ?

La course aux armements consiste pour chaque camp à s'armer à outrance de façon à dépasser l'adversaire. La dissuasion nucléaire a pour but de ne pas utiliser ces armes et d'empêcher le camp opposé d'attaquer le premier, car la réplique de l'adversaire entraînerait sa destruction : il s'agit de faire peur à l'autre.

Vers la fin des blocs, 1989

9. (Doc 5) Comment le graphique témoigne-t-il de la fin de la guerre froide en 1989 ?

Le graphique témoigne de la fin de la guerre froide en 1989, car on constate une nette réduction de l'armement dans chaque camp.

L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte (p. 14-15)

À partir du schéma et de la carte, dites comment les États-Unis ont protégé et défendu leur modèle (1917-1945) pour ensuite vouloir l'imposer au monde (1945-1989).

De tradition isolationniste pour protéger leur modèle fondé sur la liberté et le droit, les États-Unis interviennent cependant, certes tardivement, dans les deux guerres mondiales afin de le défendre : en 1917, quand la liberté du commerce maritime est menacée ; en 1941, à la suite de l'attaque de leur base de Pearl Harbor par les Japonais. En 1918, le président Wilson propose aux Européens un plan de paix en 14 points, fidèle aux valeurs et principes fondateurs des États-Unis. Celui-ci ne sera que partiellement appliqué : les États-Unis n'adhèrent pas à la SDN, car le Sénat américain refuse de ratifier le traité de Versailles par crainte d'engager le pays dans une guerre qui ne le concernerait pas. Dans l'entre-deux-guerres, c'est le retour à leur isolation-

nisme traditionnel, la crise économique de 1929 accentuant encore leur repli.

Promus superpuissance à la suite du second conflit mondial, les États-Unis sont confrontés à l'URSS, l'autre supergrand détenteur d'un système idéologique opposé au leur. Dès 1947, face à la mainmise soviétique sur l'Europe de l'Est, ils décident de contenir l'expansion du communisme, de l'« endiguer » en lançant le plan Marshall, une aide économique et financière proposée à toute l'Europe pour sa reconstruction. Accepté par les pays de l'Europe de l'Ouest, le plan est refusé par l'URSS et les États devenus communistes de l'Europe de l'Est, placés sous l'emprise de Moscou. Les États-Unis mettent en place, par ailleurs, tout un réseau d'alliances militaires défensives visant à encercler l'URSS. Le monde est ainsi divisé en deux blocs. L'Europe, et particulièrement l'Allemagne, partagées en deux de part et d'autre du rideau de fer, sont le symbole de cette bipolarisation. Dès lors, les États-Unis et l'URSS s'affrontent dans la guerre froide lors de crises par pays interposés ou réglées par la négociation, la politique de dissuasion nucléaire menée empêchant toute attaque directe. La guerre froide prend fin en 1989 par l'effondrement du bloc soviétique et la victoire du camp américain.

Capacités : Étudier un témoignage (p. 16)

1. Indiquez la nature de ce document.

Ce document est un témoignage du général de Gaulle, extrait de ses *Mémoires de guerre*. Il fait part de son constat sur la situation internationale établie après un entretien avec H. Truman.

2. Précisez quand et dans quel contexte le général de Gaulle rencontre H. Truman.

Le général de Gaulle rencontre H. Truman à la fin du mois d'août 1945, après la capitulation de l'Allemagne nazie et le largage de deux bombes atomiques sur le Japon par les États-Unis, peu de temps avant la capitulation japonaise mettant fin à la Seconde Guerre mondiale.

3. Identifiez la fonction politique que chacun d'eux occupe alors.

Fin août 1945, le général de Gaulle est depuis un an le chef du gouvernement provisoire de la République française. H. Truman vient d'être élu président des États-Unis à la suite du décès de F. Roosevelt.

4. Délimitez les deux aspects de la situation internationale relevés ici.

Le premier aspect de la situation internationale a trait à la rivalité entre le modèle américain (démocratie libérale) et le modèle soviétique (communisme) pour la domination du monde. Le second aspect concerne la très grande puissance (superpuissance) détenue par les États-Unis à l'issue de la guerre.

5. Indiquez quelle politique étrangère le président Truman entend conduire. Pour quelle raison, selon lui ?

Le président Truman entend arrêter l'expansion du communisme dans le monde. Il s'agit pour lui d'une mission originelle : les États-Unis doivent prendre la tête de la défense de la liberté.

6. Mentionnez les éléments de la puissance américaine d'après le général De Gaulle.

D'après le général de Gaulle, les États-Unis détiennent tous les éléments de la superpuissance : la puissance économique (immenses ressources d'un territoire épargné par la guerre, industries florissantes), la puissance commerciale (vastes débouchés : marché intérieur avide de consommation, pays étrangers à reconstruire), la puissance militaire (monopole de l'arme nucléaire).

7. Expliquez pourquoi, d'après le constat que le général de Gaulle fait en 1945, les États-Unis vont entrer dans la guerre froide et constituer le bloc occidental.

D'après le constat fait par le général de Gaulle en 1945, les États-Unis vont entrer dans la guerre froide pour arrêter l'expansion du communisme en Europe (doctrine Truman) et constituer le bloc occidental pour « endiguer » son extension en encerclant l'URSS.

Entraînement (p. 17)

Exercice 1

1. Donnez la nature du document.

Ce document, extrait de son livre intitulé *Le Déclin de l'Europe*, est le point de vue d'un historien-géographe sur la place de l'Europe dans le monde en 1920.

2. Situez la date de sa parution dans le contexte historique.

Le livre est paru en 1920, soit peu après la fin de la Première Guerre mondiale.

3. Précisez le sujet abordé.

Le sujet abordé est la perte de la suprématie de l'Europe sur le monde.

4. Indiquez l'idée générale du texte.

L'Europe, en position d'hégémonie à la fin du XIX^e siècle, est en déclin après la Première Guerre mondiale, alors que de nouveaux concurrents formés à son école, tels les États-Unis et le Japon, montent en puissance.

5. Dites pourquoi l'Europe est dans cette situation.

L'Europe est dans cette situation à la suite de la Première Guerre mondiale, dont elle a été le champ de bataille.

6. Mentionnez les nouvelles puissances rivales de l'Europe.

Les nouvelles puissances rivales de l'Europe sont les États-Unis et le Japon.

7. Relevez, à travers le propos de cet historien, les effets de la Grande Guerre sur l'Europe.

La Grande Guerre a rendu l'Europe exsangue par ses pertes humaines et l'a ruinée matériellement, tout en favorisant la montée en puissance de nouveaux concurrents situés loin des lieux de combat.

Exercice 2

1. Indiquez la nature du document.

Ce document est le point de vue de F.D. Roosevelt sur le modèle américain, et il est extrait de son livre « *Combats pour demain* », publié en 1945.

2. Situez-le dans le contexte historique.

L'année 1945 voit la fin de la Seconde Guerre mondiale avec la victoire des démocraties sur les dictatures.

3. Précisez qui est Roosevelt, son auteur.

Roosevelt, son auteur, est le président des États-Unis en exercice durant la guerre.

4. Relevez le mot (nom ou adjectif) qui est répété à maintes reprises.

Le mot répété à maintes reprises est liberté en tant que nom, libre en tant qu'adjectif.

5. Nommez l'événement historique auquel il est fait référence au début du texte.

L'événement historique auquel il est fait référence au début du texte est la Seconde Guerre mondiale, provoquée par la charge des dictatures sur les démocraties.

6. Expliquez la raison de l'engagement des États-Unis dans le monde.

Les États-Unis entendent défendre la liberté, la démocratie, les droits de l'homme partout dans le monde et aider les pays qui voient ces valeurs menacées.

7. Donnez les fondements du modèle politique américain et sa vocation.

Le modèle politique américain est fondé sur la liberté, les droits de l'homme, la démocratie. Sa vocation, mission divine, est la défense de ces valeurs partout dans le monde.

Pour mieux rédiger (p. 18-19)

Exercice 1 : Rédiger une réponse simple

1. Citez les deux principaux théâtres de la guerre froide. (Réponse. L'Europe et l'Asie.)

Les deux principaux théâtres de la guerre froide sont l'Europe et l'Asie.

2. Qu'entend-on par « plan Marshall » ? (Réponse : un plan d'aide financière et économique proposé par les États-Unis à l'Europe en 1947.)

Le plan Marshall est un plan d'aide financière et économique proposé par les États-Unis à l'Europe en 1947.

3. Sur quelles valeurs les États-Unis sont-ils fondés ? (Réponse : la liberté, la justice et le droit.)

Les États-Unis sont fondés sur la liberté, la justice et le droit.

Exercice 2 : Rédiger une réponse complexe

Pourquoi le président Truman lance-t-il sa doctrine en 1947, quel est son but et quels moyens emploie-t-il ?

Éléments de réponse : Cause : système politique américain opposé à celui des Soviétiques, mainmise de l'URSS sur l'Europe de l'Est = extension du communisme en Europe.

But : arrêt de l'expansion du communisme.

Moyens : plan Marshall et réseau d'alliances qui encerclent l'URSS.

Le président Truman lance sa doctrine en 1947 en raison de la mainmise de l'URSS sur l'Europe de l'Est, où elle entend imposer son propre modèle fondé sur la dictature du Parti communiste. En effet, le système politique américain est opposé à celui des Soviétiques. Afin d'arrêter l'expansion du communisme, il lance le plan Marshall et tisse un réseau d'alliances qui encerclent l'URSS.

Exercice 3 : Rédiger un paragraphe mettant en relation deux documents

L'effort de guerre des États-Unis, 1917 et 1942.

Complétez le texte en utilisant les éléments de réponse donnés et des connecteurs logiques présentés dans l'exercice 2.

Ces affiches présentent des points communs. Premièrement, elles émanent toutes deux du gouvernement américain en raison de l'entrée en guerre des États-Unis, et elles s'adressent au peuple américain. Deuxièmement, elles comportent le même personnage central, l'oncle Sam, qui personnifie les États-Unis. Entouré du drapeau américain, de soldats, d'avions et de bateaux, symboles de la guerre, il interpelle son peuple pour soutenir financièrement la guerre par l'achat d'obligations.

Deux camps opposés durant la guerre froide, 1947-1989.

Rédigez la suite du texte en utilisant les éléments de réponse donnés et des connecteurs logiques présentés dans l'exercice 2.

La guerre froide se manifeste par une active propagande de la part des deux camps opposés dont sont issues ces deux affiches : le PCF, Parti communiste français, « Paix et liberté », mouvement français anticommuniste. Celles-ci présentent de nombreux points communs. **D'abord**, toutes deux sont publiées vers 1950, période de guerre froide; elles sont françaises et s'adressent au peuple français. **Puis** elles représentent un acteur unique, un animal dangereux et effrayant en gros plan comportant des symboles de chaque camp. **Ainsi**, la pieuvre, composée du drapeau américain (tête) et des dollars (yeux) représente les États-Unis; le crocodile avec la faucille et le marteau (yeux) s'identifie à l'URSS. **Enfin**, le texte qui accompagne la première affiche montre le rejet des Américains concrétisé par le refus du plan Marshall qui engendre la dépendance; celui de la seconde affiche signale la méfiance à l'égard du communisme (« coco ») qui séduit par son sourire pour mieux détruire (arme). **En effet**, ces affiches de propagande ont pour but de provoquer la peur et le rejet du camp opposé.

Exercice 4 :
Rédiger une définition

Vous devez donner la définition de chaque mot, puis les replacer dans le contexte historique.

Expression	Aide à la rédaction (mot et contexte)	Rédaction de la définition
*Doctrine de **l'endiguement	* Principe, règle de conduite ** Action d'endiguer, contenir par des digues → retenir, arrêter l'expansion du communisme	La doctrine de l'endiguement est le principe de contenir par des digues. Il s'agit, en 1947, d'arrêter l'expansion du communisme.
Rideau de fer	Rideau : fermeture de fer : métal fort, résistant → frontière, séparation entre les deux blocs en Europe	Un rideau de fer est une fermeture métallique très résistante. Durant la guerre froide, l'expression désigne la frontière hermétique séparant les deux blocs en Europe.

Évaluation (p. 20-21)

1. Le sujet d'étude

Exercice 1

1. Sur quels principes les États-Unis sont-ils fondés ?

Les États-Unis sont fondés sur les principes de liberté, de justice et de droit : la démocratie libérale et le libéralisme économique.

2. Quelle mission depuis leur création sont-ils persuadés de détenir ?

Ils sont persuadés de détenir une mission divine civilisatrice, celle d'apporter et de défendre la liberté partout dans le monde.

3. À qui cette affiche fait-elle référence ? Pourquoi et dans quel but ?

Cette affiche fait référence aux immigrants européens, car ceux-ci sont venus peupler les États-Unis pour trouver la liberté. Le but est d'inciter le peuple américain à acheter des obligations d'État afin de financer la guerre pour la défense de la liberté en lui rappelant les efforts de ses ancêtres.

4. Au nom de quelles valeurs, les Américains se sont-ils engagés dans les deux guerres mondiales et dans la guerre froide ?

Les Américains se sont engagés dans les deux guerres mondiales et dans la guerre froide au nom de la défense de la liberté, de la démocratie, fondements de leur modèle.

5. L'engagement des États-Unis : complétez le tableau.

	Dates (début et fin)	Entrée des États-Unis
1 ^{re} Guerre mondiale	1914-1918	1917
2 ^e Guerre mondiale	1939-1945	1941
Guerre froide	1947-1989	1947

6. Le modèle américain en opposition au modèle soviétique : complétez le tableau.

	États-Unis	URSS
Politique	Démocratie libérale	Autoritarisme d'État
Économie	Capitalisme	Collectivisme et dirigisme d'État
Société	Individualisme	Encadrement de la société

7. Expliquez ce que l'on entend par :

- **Démocratie libérale.** La démocratie libérale est un régime politique qui garantit les libertés et dans lequel le peuple souverain élit ses représentants au sein de divers partis.
- **Capitalisme.** Le capitalisme est un modèle économique fondé sur la propriété privée, la liberté d'entreprise, la libre concurrence, le libre-échange et la recherche du profit.
- **Guerre froide.** On appelle guerre froide la période entre 1947 et 1989 où les deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS, ont divisé le monde en deux blocs rivaux, sans affrontement armé direct entre elles.
- **Dissuasion nucléaire.** La dissuasion nucléaire consiste pour chaque camp à s'armer dans le but d'empêcher l'adversaire d'attaquer le premier car la riposte le détruirait.
- **Superpuissance.** Une superpuissance est un État qui possède tous les éléments de la puissance : puissance économique, commerciale, financière, diplomatique, militaire.

8. Complétez le tableau suivant.

	Auteur	Date	Buts
Doctrine de l'«endiguement»	H. Truman	1947	Arrêter l'expansion du communisme
Programme en 14 points	W. Wilson	1918	Organiser un nouvel ordre international pour préserver la paix
Plan d'aide économique à l'Europe	G. Marshall	1947	Aider à la reconstruction des pays européens qui adoptent la démocratie libérale (modèle américain).

9. Dites pourquoi les deux guerres mondiales ont accru la puissance américaine.

Les deux guerres mondiales ont accru la puissance des États-Unis et les ont enrichis. En effet, alors que l'Europe est dévastée, leur territoire, éloigné des champs de bataille, a été épargné. L'industrie américaine a pu fonctionner à plein régime pour fournir en armes les Alliés et se doter d'une avance technologique et militaire. Première puissance industrielle en 1914, les États-Unis accèdent au rang de grande puissance (économique, politique et militaire) en 1918, puis à celui de superpuissance en 1945, où ils détiennent le monopole de l'arme atomique. Disposant aussi d'énormes réserves financières face aux pays européens ruinés, ils peuvent jouer un rôle diplomatique prépondérant sur la scène mondiale (« 14 points » de Wilson en 1918, conférences internationales en 1945).

2. Les situations (p. 21)

Situation 1. Les 14 points de Wilson

1. Identifiez le « Temple de la paix » et dites qui est à l'origine de sa création.

Le « Temple de la paix » est la Société des nations (SDN), organisme international fondé à la fin de la Première Guerre mondiale pour le respect du droit et le maintien de la paix dans le monde.

2. Qui sont les deux personnages et quelle est l'attitude de chacun d'eux ?

L'homme est le président W. Wilson, la fillette représente les États-Unis. Le président W. Wilson tire par le bras la petite fille, c'est-à-dire qu'il veut faire entrer les États-Unis à la SDN.

3. Quel rôle le président Wilson entend-il assigner à son pays ?

Le président Wilson entend assigner à son pays un rôle de dirigeant.

4. À quelle réalité historique ce dessin fait-il référence ?

Ce dessin fait référence au refus des États-Unis d'adhérer à la SDN.

Situation 2 : Le plan Marshall et le début de la guerre froide

1. Donnez les différents éléments de l'affiche. Que représentent-ils ?

Sur fond de ciel très bleu, l'affiche montre un immeuble en construction : celui-ci est composé d'un échafaudage et de blocs de ciment représentant les drapeaux des États qui acceptent le plan Marshall.

2. Pourquoi faut-il reconstruire l'Europe à ce moment-là ?

En 1950, l'Europe, qui a subi d'énormes destructions durant la guerre, est en ruines.

3. Qu'appelle-t-on « plan Marshall » ? Quelle partie de l'Europe a accepté ce plan ? Laquelle l'a refusé ?

Le plan Marshall consiste en une aide économique et financière proposée à tous les pays européens dans le but d'arrêter l'expansion du communisme. L'Europe de l'Ouest a accepté ce plan alors que l'Europe de l'Est l'a refusé sous la pression de l'URSS.

4. Quel est le but du plan Marshall et quelle est sa conséquence pour l'Europe ?

Le plan Marshall a pour but de permettre aux États européens de se relever dans la paix en optant pour la démocratie libérale, afin d'arrêter l'expansion du communisme, la mainmise de l'URSS sur l'Europe ruinée. Le plan Marshall a pour conséquence la division de l'Europe qui, enjeu des deux Grands, se trouve alors divisée en deux blocs rivaux séparés par un rideau de fer.

HISTOIRE - SUJET D'ÉTUDE 2

L'IDÉE D'EUROPE AU XX^e SIÈCLE

Ce sujet d'étude vise à étudier les grands projets politiques et économiques d'unité de l'Europe en tenant compte des idées de supranationalité et de fédéralisme qui sous-tendent l'histoire de l'Union. Le sujet s'intitule bien « L'idée d'Europe » car il prend en compte les projets avortés comme celui d'A. Briand, qui n'en reste pas moins marquant entre les deux guerres. Cependant, l'idée a permis des réalisations concrètes, dont la situation 1, avec le plan Schuman, marque un point de départ déterminant. Le contexte historique est important pour chaque avancée du projet, en particulier la disparition des blocs, ce qui explique le choix de la situation 2 « Kohl-Mitterrand » ouvrant sur l'Union Économique contemporaine.

Problématique générale du sujet d'étude

La difficulté du sujet est de présenter à la fois les idées et les réalisations, de passer de l'abstrait au concret ou plutôt d'ajuster la première partie à la seconde. Ce sujet d'étude privilégie une approche chronologique.

Les pages d'ouverture. Les deux documents en face à face permettent d'inscrire la notion d'Europe dans l'histoire : l'Europe se crée avec l'établissement de la paix à partir du second conflit mondial et la mise en place de la démocratie sur son territoire. L'Europe possède un horizon à l'échelle du monde, et pas seulement à l'échelle du continent, par des engagements conformes aux droits de l'homme inscrits dans ses institutions.

La situation 1 présente l'idée d'Europe jusqu'en 1973 qui marque le début de la crise économique et la nécessité de relancer le projet sur des bases plus fermes. Victime de son succès, le marché commun compte de plus en plus de membres et de demandes d'entrée. La fin de la guerre froide ne fait qu'augmenter ces caractéristiques. La période allant de 1973 à 1989 voit l'Europe passer de 9 à 12 pays sans initiative vraiment importante, et l'idée d'Europe semble piétiner. Cette première partie permet de mettre en place les idées importantes pour la construction de l'Europe : en finir avec les conflits récurrents franco-allemands et garantir la paix, mettre en commun les productions essentielles à la vie économique d'un pays et créer des institutions

capables de gérer ces données. Les premiers projets énonceront déjà les notions de fédéralisme et de supranationalité qui seront déclinées et nuancées par la suite dans les institutions réalisées, tant au sein de la CECA que de la CEE.

La situation 2 met l'accent sur les nouveaux enjeux de l'Europe : l'élargissement à l'échelle continentale et le renouveau indispensable de ses institutions. L'idée d'Europe s'accomplit et avance grâce à la compréhension et l'entente du couple franco-allemand depuis le début, mais l'événement de la chute du mur de Berlin met les deux dirigeants dans la situation de prendre des initiatives capitales. L'idée de garantir la paix et la prospérité en filigrane amène le chancelier Kohl et le président Mitterrand à poser les jalons de l'Europe d'aujourd'hui. L'Acte unique, le traité de Maastricht, dans le respect des principes démocratiques, donnent à l'Europe un souffle nouveau avec la libre circulation des personnes, une monnaie unique et une représentation sur la scène internationale, inachevée certes, mais largement en cours. L'idée d'Europe énoncée et posée par A. Briand, R. Schuman et J. Monnet, est en perpétuel mouvement, comprenant des projets qui peuvent paraître encore utopiques comme celui d'un partenariat euro-méditerranéen pour réaliser un espace commun de paix, de stabilité et de prospérité, ainsi qu'un partenariat économique, social, culturel et humain. De nouvelles questions se posent aux Européens qui ont obtenu la double nationalité avec la citoyenneté européenne : où s'arrêtent les frontières réelles ou idéelles de l'Europe ?

L'essentiel autrement et l'essentiel en cartes. L'organigramme doit permettre aux élèves de périodiser et de mettre en parallèle l'idée d'Europe et ses réalisations sur un axe chronologique ainsi que son évolution. Le sujet qui l'accompagne peut faire l'objet d'une synthèse construite. L'élève dispose de la carte pour donner des exemples précis sur les différents élargissements et les différents espaces de l'UE. Il peut aussi aller chercher dans le cours le contenu des différents traités évoqués sur l'essentiel autrement. C'est l'occasion également de replacer la situation étudiée en cours, en vue de l'examen.

Ouverture (p. 22-23)

1. (Doc 1) *Que font l'homme et la femme au premier plan ? Pourquoi sourient-ils ?*

L'homme et la femme vont déposer un bulletin de vote dans une urne où est inscrite la lettre E, première lettre du mot Europe. Ils sourient en regardant droit devant eux car voter est fondateur du principe démocratique qui laisse au citoyen la première place dans les décisions.

2. (Doc 1) *Qui sont les spectateurs ? Que rappellent les noms inscrits ? Pourquoi les spectateurs applaudissent-ils ?*

Les spectateurs sont tous les anciens combattants des guerres entre pays européens. Les noms inscrits le rappellent. Ce sont les guerres napoléoniennes (Les batailles de Trafalgar et d'Austerlitz en 1805, Waterloo en 1815), les batailles franco-prussiennes de Sedan et d'Orléans en 1870, celle de Verdun en 1916. Les batailles d'Isonzo entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie entre 1815 et 1817. Certaines sont plus lointaines, celle de Magdebourg (1631) de Rossbach (1757). C'est pourquoi on trouve tant d'habits militaires variés et de drapeaux différents, ainsi que des hommes d'église, car les guerres pouvaient être religieuses. Ils applaudissent parce que la paix a été maintenue grâce à la communauté européenne depuis 1945 et elle va pouvoir s'affirmer encore davantage avec des élections parlementaires européennes.

3. (Doc 2) *Quel événement rappelle ce monument ?*

Ce monument rappelle la création de la monnaie européenne mise en circulation le 1^{er} janvier 2002 que l'Acte unique européen avait projeté dès 1986.

4. (Doc 1 et 2) *Avec l'aide de la chronologie dites comment l'idée d'une Europe unie est progressivement devenue une réalité.*

L'idée d'Europe, rêvée depuis plusieurs siècles, restait une utopie. Elle devient réalité par la mise en place d'institutions communes comme la CECA, la CEE, puis le Parlement européen ou la création d'une monnaie unique. Le citoyen en profite économiquement, est sollicité pour sa construction lors des élections et il l'expérimente au quotidien par l'utilisation de l'euro dans son porte-monnaie, par exemple.

Situation 1 : Le plan Schuman (p. 24-25)

1. (Doc 1) *Dans quelle circonstance R. Schuman et J. Monnet ont-ils travaillé ensemble ? Quel élément biographique peut expliquer l'engagement de R. Schuman ?*

Les deux hommes ont travaillé dans le cadre du Conseil de l'Europe fondé en 1949, essentiellement destiné à défendre la démocratie et les droits de l'homme. L'engagement de R. Schuman pour la paix peut s'expliquer par son lieu de naissance, la Lorraine, annexée au Reich pendant la Seconde Guerre mondiale. Né en 1886, Il est allemand jusqu'en 1918, puis français entre les deux guerres et allemand à partir de 1940. Il est donc très sensible aux problèmes de nations et de guerre.

2. (Doc 2) *Quel est l'objectif poursuivi par le plan et quels sont les moyens envisagés pour le mettre en œuvre ?*

L'objectif du plan Schuman est de garantir la paix en Europe en créant une «solidarité de fait» entre la France et l'Allemagne. Le premier moyen est une «solidarité de production», c'est-à-dire la mise en commun du charbon et de l'acier produits par les deux pays, si bien qu'ils ne pourront plus matériellement se faire la guerre. Le second moyen est la Haute Autorité chargée de cette organisation qui doit être un premier pas vers une Fédération européenne.

3. (Doc 3 et 4) *Quel rôle ont les gouvernements dans la création de la Haute Autorité ? Quel pouvoir lui est accordé ?*

Les gouvernements ont une représentation par le biais du Conseil des ministres, mais c'est la Haute Autorité qui détient le pouvoir exécutif. Les représentants des États membres ont un rôle consultatif seulement. Les États ne font que mandater ou nommer des représentants composés de «personnalités indépendantes». La Haute autorité se situe donc au-dessus des nations. On peut aussi noter que l'Assemblée commune préfigure déjà le parlement et que la société civile est prise en compte. La

Haute Autorité est une institution démocratique et supranationale.

4. (Doc 5) *De quel type de document s'agit-il ? Quelle est sa tendance politique ? Relevez le vocabulaire employé dans l'article pour expliquer les craintes suscitées par ce projet.*

Il s'agit de la une du journal du Parti communiste *L'Humanité*. Le quotidien est hostile à la construction européenne car la guerre froide, commencée en 1947, a déjà séparé le monde et l'Europe en deux blocs, à l'image de l'Allemagne divisée par la création de la RFA à l'Ouest et de la RDA à l'Est. L'auteur de l'article utilise un vocabulaire peu rassurant : « ruine », « chômage », « arsenal ». Le journal met en avant la crainte de tomber sous la dépendance économique de l'Allemagne, elle craint que cela ne provoque du chômage mais aussi la renaissance de l'armée allemande, la Wehrmacht.

5. (Doc 1 et 2) *Expliquez le choix de la date du 9 mai pour la fête de l'Europe.*

Il s'agit de la date de la déclaration Schuman, le 9 mai 1950, qui fonde le projet de la CECA.

Pour conclure

Expliquez en quoi le plan Schuman est novateur pour l'époque au niveau économique et politique.

Le plan Schuman est novateur pour l'époque car, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il propose aux belligérants séculaires de faire la paix de façon définitive. Il pense que la condition au maintien de la paix en Europe est d'établir des liens d'amitié entre la France et l'Allemagne. Dans cet objectif, il propose une mesure concrète : la mise en commun du charbon et de l'acier qui forment une production de base pour les économies des pays afin de construire des liens de solidarité. Ce projet est novateur car il ne sépare plus deux pays mais tente de les rapprocher par une idée de partage. Cela suppose que les frontières soient abolies ainsi que les droits de douane entre les deux pays. Cela induit aussi une organisation particulière par le biais d'institutions à créer. Pour la première fois, les États vont déléguer une partie de leur pouvoir à une Haute Autorité qui gèrera, selon des principes démocratiques, ces produits essentiels à l'économie et sans lesquels elle n'est plus viable. Le principe d'un marché commun et d'une instance supranationale se dessine à travers l'organisation de la CECA. Enfin, cette organisation est originale par l'ouverture laissée à tous les pays d'Europe qui souhaitent y participer. Quatre pays vont immédiatement y adhérer et formeront l'Europe des Six, premiers fondateurs de l'Europe à

27 pays qui reste toujours ouverte à d'autres adhésions. Ces initiatives garantiront une paix durable sur l'ensemble du continent.

Situation 2 : Kohl-Mitterrand et l'Europe (p. 26-27)

1. (Doc 1) *Quel souvenir est commémoré ? Que représente l'unique cercueil ? Quelle est l'attitude des deux hommes ?*

Le souvenir commémoré est celui de la bataille la plus meurtrière de la Première Guerre mondiale, celle de Verdun, sur le lieu même de la bataille. L'unique cercueil représente tous les soldats morts lors de cette bataille, allemands comme français ; il n'y en a qu'un pour signifier que le drame a été des deux côtés, et qu'il n'y a plus d'esprit de revanche. Les deux dirigeants se tiennent par la main en signe de réconciliation et de reconnaissance du drame que les deux nations ont affronté.

2. (Doc 2 et 1) *Que suggère ce dessin sur le « couple franco-allemand » ? Expliquez les paroles du Président Chirac.*

Ce dessin suggère que l'amitié franco-allemande est à la base de la paix en Europe et qu'il faut que les deux nations continuent ainsi. C'est le sens des paroles du président Chirac qui tient par la main le chancelier Schröder, reproduisant le geste de Mitterrand et de Kohl en 1984. Le dessin rappelle de la même façon la collaboration entre de Gaulle et Adenauer qui permit le développement de la CEE.

3. (Doc 3) *Quel est l'enjeu de la bonne entente franco-allemande ?*

L'enjeu est de « parfaire l'intégration économique ». En effet, l'Europe compte 12 membres en 1986 et doit revoir ses institutions. Le Livre blanc prévoit l'harmonisation des législations, l'abolition des barrières et propose une première mesure concrète avec l'ouverture des frontières préfigurant l'espace Schengen. Enfin, il pense à une « coopération monétaire », c'est-à-dire à une monnaie commune.

4. (Doc 4) *Comment le président français envisage-t-il les relations avec les pays d'Europe de l'Est ?*

Le président Mitterrand est favorable à l'ouverture de la Communauté européenne aux pays de l'est de l'Europe. Il pense que la construction européenne va de pair avec cette intégration dans laquelle elle va puiser de nouvelles forces. C'est une façon de se renforcer et d'affirmer une identité européenne, et l'occasion de poursuivre et renforcer ses institutions.

5. (Doc 5) *Quelle peur la réunification allemande provoque-t-elle malgré tout ?*

La réunification de l'Allemagne après la chute du mur de Berlin en 1989 ravive la peur d'une grande Allemagne qui pourrait à nouveau se confronter avec la France, économiquement, ou par de nouveaux conflits. La une du *Figaro magazine* le montre en mettant en évidence, et peut-être avec un peu d'exagération, la taille des deux dirigeants; le chancelier Kohl paraît gigantesque à côté du président Mitterrand.

6. (Doc 6) *Comment se manifeste concrètement l'amitié du couple franco-allemand ? A quelle idée de la chaîne peut se rapporter le choix d'un homme à cou et tête de girafe pour la statue ?*

Elle se manifeste par la création de la chaîne Arte, chaîne franco-allemande. Elle diffuse des émissions à caractère culturel destinées à améliorer la compréhension entre les différents pays d'Europe. Les actualités sont présentées à tour de rôle par un présentateur français et allemand. La girafe invite à regarder le plus loin possible, symboliquement vers l'avenir, et pour cela elle est montée sur un tabouret. Elle signifie aussi que la chaîne essaie de voir les choses de haut, avec un esprit d'analyse, d'objectivité et de qualité.

Pour conclure

Montrez comment l'amitié franco-allemande a permis de relancer et de rendre plus concrète l'idée européenne ?

L'amitié du couple franco-allemand se manifeste par la rencontre de deux hommes fortement marqués par la Seconde Guerre mondiale et qui ont le désir de maintenir la paix à travers un grand projet européen, comme cela s'est effectué depuis la création de la CECA et de la CEE. Dans les années 1980, l'Europe s'est élargie et comprend 12 pays. Les deux pays fondateurs comprennent qu'il est nécessaire de moderniser les institutions pour permettre l'intégration et le fonctionnement du libre-échange entre les nations. Ils proposent, dès 1984, la liberté de circulation des personnes entre leurs pays et, en 1986, ils mettent en place l'Acte unique, préparatoire du traité de Maastricht en 1992 qui institue l'UE. Grâce à l'amitié franco-allemande, les craintes de nouveaux conflits, ravivées par la chute du mur de Berlin en 1989, seront vite apaisées. Cette amitié permettra la réunification des deux Allemagnes et, plus tard, l'intégration de nouveaux pays de l'Est, libérés aussi du joug soviétique. Le couple franco-allemand est également à l'origine de la création d'une première défense de l'Europe

par la création de l'Eurocorps et de nombreuses initiatives culturelles comme la chaîne Arte qui diffuse des informations dans les deux langues. On pourrait aussi évoquer le projet Erasmus destiné à favoriser les échanges pour les études ou la carte Interail pour que les jeunes circulent partout en Europe à moindre coût. Avec le couple Kohl-Mitterrand, l'Europe est devenue une réalité quotidienne pour chacun grâce à des réalisations concrètes et plus proches des citoyens européens.

Cours 1 : De l'utopie à la construction de l'Europe (p. 28-29)

Aux origines de l'idée européenne

1. (Doc 1) *Quel courant d'idée A. Briand représente-t-il ici ? Dans quel contexte ?*

A. Briand représente le courant européiste qui soutient l'idée d'un grand marché européen selon un système fédéraliste; il rêve d'« États-Unis d'Europe ». Il présente son projet en 1929, devant la SDN, organisation internationale destinée à maintenir la paix en Europe, créée par le traité de Versailles au lendemain de la Première Guerre mondiale.

L'Europe à petits pas : 1947-1957

2. (Doc 2) *En quoi consiste le projet de la CED ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?*

Le projet de la CED consisterait à mettre en place une armée européenne qui aurait à sa tête un ministre de la Défense nommé par les gouvernements des nations adhérentes. Ce ministre serait responsable devant une assemblée élue. R. Pleven, président du Conseil des ministres, désigne peut-être, pour cette assemblée européenne, le Conseil de l'Europe, créé en 1949. Il se situe dans le contexte de la guerre froide et au moment où se met en place la CECA, organisation à visée supranationale.

3. (Doc 1 et 2) *Quelle idée commune aux deux projets peut expliquer l'échec de la CED ?*

L'idée qui rassemble les deux projets est celle d'un commandement supranational, or le fédéralisme fait peur, et l'Angleterre y est très hostile. C'est la raison pour laquelle elle ne fera pas partie de la CECA.

L'Europe s'affirme : 1957-1973

4. (Doc 3) *Quel État ne fait pas partie de la CEE ? Pourquoi ?*

La Grande-Bretagne ne fait pas partie de la CEE, car elle craint de perdre un peu de sa souveraineté en

adhérant aux principes qui visent la libre circulation des personnes et des marchandises.

5. (Doc 4) En quoi le traité Euratom complète-t-il la CEE?

L'Euratom est chargé de faciliter les investissements et de développer les programmes de recherche sur l'énergie nucléaire. Il est chargé aussi de la surveillance et de la sécurité de la production. Cet accord se rapproche des objectifs de la CEE, car il s'agit d'un « marché commun » des spécialistes et des équipements du nucléaire. Il s'agit vraiment de mettre tout ce qui concerne le nucléaire en commun.

6. (Doc 3 et 5) Quel bilan peut-on tirer, quelques années plus tard, de l'expérience européenne entre 1957 et 1973?

L'Europe des Six représente un territoire riche et important en superficie, le nombre de ses habitants et donc de sa population active est fort. Le résultat de la Politique agricole commune dans les années 1980 est une réussite; elle est excédentaire pour l'alimentation de base avec les céréales, le lait, mais aussi pour le beurre et le vin. Cela permet d'exporter les excédents et de retirer de grands bénéfices.

Cours 2 : De nouveaux enjeux pour l'Europe (p. 30-31)

L'Europe face à l'élargissement

1. (Doc 1, 2 et 5) En quoi le parlement a-t-il un rôle important? Que révèle pourtant le taux de participation aux élections européennes?

Le Parlement a un rôle important car il représente le peuple qui s'exprime par le bulletin de vote au suffrage direct pour les élections de ses représentants au Parlement européen. Ces députés ont une influence directe sur toutes les instances européennes. Le Parlement européen contribue à l'adoption des lois en part égale avec le Conseil des ministres et a un droit de regard sur la Commission puisqu'elle ne peut fonctionner sans être investie par lui. Le président de la Commission est élu par le Parlement. Malgré cela, le taux d'abstention aux élections européennes ne cesse de progresser, montrant un certain désintérêt des Français et des Européens en général. Ce taux d'abstention passe de 39,3 % en 1979 à 57,7 % en 2014 pour les Français, et de 38 % à 57,46 % pour les Européens, toutes nations confondues.

2. (Doc 3) Quelle réaction face à l'Europe exprime ces manifestants? Est-ce exactement la même dans les deux cas? Justifiez votre réponse.

Ces manifestants montrent tous deux un mécontentement vis-à-vis de l'Europe. Néanmoins, ils n'expriment pas la même chose. Les manifestants situés à gauche demandent une Europe plus sociale et refusent la politique d'austérité en cours, ils ne sont pas anti-européens. Cela n'est pas le cas pour l'Anglais sur l'image de droite qui, en brûlant un billet de banque, rejette le modèle même de l'Europe.

L'UE : vers des « États-Unis d'Europe »

3. (Doc 1) Quelles sont les initiatives prises à Maastricht? En quoi l'élargissement rend-il ces mesures nécessaires?

C'est à Maastricht que la CEE se transforme en Union européenne. Il est décidé alors de se diriger vers une monnaie unique, d'établir une politique étrangère et de sécurité commune ainsi qu'une défense, afin d'être présent sur la scène internationale comme une entité. Le traité décide aussi de créer une citoyenneté européenne qui permettra aux électeurs de participer aux élections municipales dans son pays de résidence et de voter à partir de celui-ci pour les députés européens. L'élargissement rend ces mesures nécessaires parce qu'il faut des institutions efficaces et plus modernes pour gérer un ensemble de pays plus important (la CEE s'est élargie à 12 pays), et la citoyenneté permettra de faciliter les élections et de rassembler les Européens entre eux.

Une construction originale mais inachevée

4. (Doc 1 et 2) Quelles institutions sont, selon vous, à caractère plus national ou plus fédéral?

Le Parlement européen et la Commission européenne ont une vocation plus fédérale; ils sont indépendants des gouvernements nationaux et ne prennent de mesures que par eux-mêmes. Le Conseil européen est plus un organisme de coopération gouvernementale. L'UE peut être représentée à l'extérieur par le président de l'Union (M. Herman Van Rompuy), nommé par le Conseil européen à la majorité qualifiée, mais c'est surtout le Haut-Représentant pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité (Catherine Ashton) qui est chargé de la diplomatie et des relations extérieures.

5. (Doc 1 et 2) Quel est le rôle du Parlement européen?

Le Parlement européen a des compétences législatives puisqu'il élabore les lois, il a des compétences budgétaires, car il établit avec le Conseil des ministres le budget annuel de l'Union. Enfin, il a des compétences de contrôle de l'exécutif puisqu'il

peut censurer la Commission qui doit alors démissionner. Le président de la Commission est nommé par le parlement et les commissaires choisis par lui sont soumis à son approbation. Il reçoit et soumet les initiatives citoyennes à la Commission. Le Parlement européen a reçu un rôle plus important avec le traité de Lisbonne.

Erratum : l'énoncé de la question 6 est erroné. Voir la question à poser ci-dessous.

6. (Doc 4 et 1) Expliquez ce qui peut effrayer ce nouvel arrivant ?

La complexité des institutions européennes, de son organisation peuvent effrayer un nouvel arrivant, car tous les pays n'ont pas le même statut. Certains font partie de l'espace Schengen d'autres pas, certains font partie de la zone euro mais pas tous, cela rend la gestion de l'UE bien compliquée et c'est pourquoi elle est représentée comme un labyrinthe. Le taureau, qui symbolise l'Europe (cf. p. 35), avoue qu'il a du mal à s'y reconnaître lui aussi.

L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte (p. 32-33)

À l'aide d'exemples précis, et en vous aidant de la carte, montrez comment l'idée d'Europe est liée à la recherche de la paix et expliquez son évolution.

La recherche de la paix. Elle est présente après les deux grands conflits mondiaux et pendant la guerre froide où l'Europe se divise en deux blocs. L'Allemagne partagée en deux est une grande source de conflits sur le territoire européen. Il s'agit aussi de préserver la paix et l'unité européenne après la chute du mur de Berlin qui réveille les nationalismes (Yougoslavie).

Des réalisations concrètes. L'idée d'Europe défendue par A. Briand entre les deux guerres ne voit aucune réalisation concrète, et semble rester une utopie. Le choc du deuxième conflit mondial, par le biais de la reconstruction, amène la réalisation de la CECA en 1951 puis de la CEE en 1957. Les deux ennemis séculaires sont les principaux architectes de la paix, et le couple Kohl-Mitterrand relance l'avenir européen avec de nouveaux traités qui mèneront entre autres choses à la monnaie unique, à la libre circulation des personnes, etc.

Une idée qui a fait du chemin. L'Europe se rapproche aujourd'hui de plus en plus de l'idée d'États-Unis d'Europe prônée par A. Briand entre les deux guerres, mise alors en échec par le protectionnisme

des États et la montée du nazisme. L'Europe est passée, petit à petit, de la simple coopération économique de la CECA à l'idée d'une Communauté (CEE) à visée supranationale. Cela conduit, après 1989, à une Union économique élargie presque à l'intégralité du continent, dont le cadre institutionnel est à plusieurs égards à vocation fédérale. L'idée d'Europe s'impose lentement d'elle-même et semble laisser le temps à chaque pays de rejoindre ses initiatives en laissant libre de toute contrainte ceux qui préfèrent attendre pour entrer dans l'espace euro ou l'espace Schengen.

Capacités : Contextualiser plusieurs documents (p. 34)

1. Repérez le document principal et indiquez de quel type de document il s'agit. À quoi sert-il en général ?

Ce document est l'affiche d'une institution européenne, elle est destinée à mettre en valeur l'institution qui la publie.

2. Mentionnez la date et l'institution concernée. Cette affiche a été publiée par le Conseil de l'Europe en 2001.

3. Définissez le sujet précis de ce document.

La légende indique qu'il y a de nombreuses langues parlées en Europe et qu'il faut pourtant « une seule voix », c'est-à-dire celle de l'Europe. Une tour est en construction au-dessous d'un ciel constellé des 12 étoiles du drapeau européen. Le paysage est idyllique et les hommes fraternisent pour bâtir cette tour commune.

4. Nommez l'élément commun aux trois documents.

Les trois documents montrent des tours, soit en construction, soit réalisées, comme le siège du Parlement européen à Strasbourg.

5. Indiquez quel est le plus ancien. Quelle est sa source ? Que cherche-t-il à démontrer ?

Le plus ancien document est le tableau de Bruegel l'Ancien, daté du XVI^e siècle. Il s'inspire d'un texte mythique, celui de la tour de Babel dans la Bible.

6. Interprétez l'affiche à travers sa représentation.

Il montre que des hommes unis et parlant tous le même langage autour d'un même projet peuvent devenir puissants au point de rivaliser avec Dieu. L'union rend les hommes puissants.

7. Énoncez les réalités qu'elle recouvre.

L'affiche reprend le mythe biblique de la tour de Babel peint par Bruegel au XVI^e siècle, d'autant plus que le bâtiment du Parlement européen (où siège le Conseil de l'Europe) ressemble étrangement à cette construction imaginaire.

8. Décryptez le message délivré ici.

Comme dans le mythe, les Européens parlent plusieurs langues différentes (123 sont officiellement recensées, dont 43 langues nationales et 80 langues régionales pratiquées), et il est difficile de se comprendre, de faire entendre la voix d'une certaine unité. L'UE reconnaît 23 langues officielles et tous les documents officiels sont traduits dans ces 23 langues.

Entraînement (p. 35)

Exercice

1. Identifiez le document 1 : date, sujet, type de document.

Le document représente un nouveau billet de banque européen sur lequel figure le portrait d'Europe posé de deux façons différentes. Le premier billet de ce type circule depuis le début du mois de mai 2013.

2. Repérez les points de ressemblance entre les trois documents.

Sur les trois documents on retrouve le même personnage : Europe. Dans le second document, elle est représentée exactement de la même façon.

3. Recherchez combien de siècles les séparent. Quelle qualité est attribuée au taureau ? Et à la femme ?

Plus de trois millénaires séparent la représentation grecque du billet et de la sculpture, qui n'ont que seize années de différence. Sur le vase comme dans la sculpture, le taureau est représenté comme puissant et énergique, fort par sa corpulence sur le vase, et déterminé (il baisse la tête, fait une ruade, en signe de combat). La femme est fluette et fragile, très féminine (elle a des cheveux longs ou bien bouclés), elle symbolise aussi la maternité et se laisse emporter par la force virile du taureau comme cela est représenté dans la sculpture.

4. Expliquez pourquoi l'Union européenne reprend le mythe d'Europe pour la représenter ?

Elle reprend le mythe d'Europe, car la Grèce est une des plus anciennes et brillantes civilisations du continent dont elle est directement l'héritière ; elle invente en particulier la démocratie. De plus,

Europe et le taureau symbolisent l'union féconde de la force et de la fragilité puisque trois fils naîtront de leur union : de la force du taureau et de la fragilité de la femme naît une civilisation.

Pour mieux rédiger (p. 36-37)

Exercice 1 : Rédiger l'analyse complète d'un document.

1. Formulez une ou deux phrases pour présenter le document (nature, date) et introduire le sujet.

Le document est un diagramme élaboré à partir d'un sondage destiné à mesurer le sentiment d'être européen, c'est-à-dire une opinion, il est appelé « eurobaromètre ».

2. Repérez les mots, dans les phrases du tableau, qui permettent d'ordonner le texte.

Les mots qui permettent d'ordonner le texte sont : la majorité, très peu, certains, seulement, d'autres.

3. Illustrez chacune des affirmations du schéma par un ou plusieurs exemples précis issus du diagramme.

a) Les pays qui sont autour de 50 % d'opinion positive et négative, c'est le cas de la République tchèque, de la Roumanie mais aussi de l'Italie.

b) Le Luxembourg (88 %), Malte (81 %) et la Slovaquie (76 %).

c) 24 pays sur 28 se situent au-dessus de 50 % d'opinion positive.

d) Cela se situe entre 0 et 4 %.

e) Quatre pays se situent entre 48 % et 44 % d'opinion positive.

4. Pour clôturer l'analyse, imaginez une phrase de conclusion concernant le sentiment d'appartenance à l'Europe.

On peut conclure que le sujet ne laisse pas les Européens indifférents et que le sentiment d'être européen est partagé par la majorité des participants au sondage.

Exercice 2 : Illustrer une idée en développant ses conséquences

1 à 3. Élaborer 4 paragraphes de 2 ou 3 phrases chacun, en associant chaque réalisation européenne aux conséquences qu'elle a entraînées.

1. L'espace Schengen est un espace de libre circulation des personnes entre les États signataires de l'accord de Schengen ; on peut franchir les frontières des autres pays sans subir de contrôles. De

ce fait, cet accord entre dans une logique supranationale.

2. L'euro, monnaie de l'Union économique et monétaire formée au sein de l'Union européenne, est géré par la Banque centrale européenne, donc la BCE entre dans une logique supranationale.

3. Le Conseil européen réunit tous les chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de l'Union européenne (UE). Ils prennent les grandes décisions entre eux. C'est pourquoi il entre dans une logique intergouvernementale.

4. Le Parlement européen est une institution représentant les peuples des États membres de l'Union européenne, c'est pourquoi tous les Européens peuvent élire les députés au suffrage universel direct depuis 1979. Par conséquent, c'est une institution supranationale.

Exercice 3 : Rédiger l'analyse d'une caricature

1. Appuyez-vous sur la 1^{re} colonne du tableau pour rédiger le premier paragraphe

Le dessin est une caricature du couple franco-allemand en mai 1982. Au premier plan, une très grande femme, inanimée, est allongée sur le sol. Elle est évanouie ou peut-être mourante. Sur le bas de sa robe longue est inscrit le mot « Europa ». Deux hommes l'auscultent, l'un porte un bonnet phrygien et ils tentent de la réanimer. Un homme les observe en arrière-plan, les mains dans les poches.

2. Utilisez les éléments de la 2^e colonne du tableau pour rédiger le second paragraphe.

Cette caricature illustre une Europe qui ne va pas bien en 1982, tant elle s'est agrandie, et qui risque en effet de s'éteindre si elle n'est pas « soignée ». C'est ce que tentent de faire le chancelier allemand Helmut Kohl et le président Mitterrand qui essaient alors d'agir pour maintenir l'Europe en vie, sous les yeux du président Reagan qui observe sans apporter d'aide.

Exercice 4 : Rédiger l'analyse d'un document illustré

1 à 4. Décrivez la carte postale. Exposez la situation réelle en 1942. Expliquez le décalage entre ce qui est représenté sur la carte et la réalité. Concluez.

Comme l'indique le timbre, la carte date d'avril 1942, confirmant ainsi l'inscription « Pâques 1942 ». La France est alors sous le régime de Vichy.

L'Europe est représentée comme une mère poule qui protège ses poussins sous ses ailes, c'est-à-dire toutes les nations à égalité, y compris l'Allemagne nazie. La Suisse et la Suède sont à part, en raison de leur neutralité, et regardent le cortège passivement. En revanche, l'Angleterre, mécontente, est exclue car elle est attirée par la boîte piège américaine dont le couvercle, marqué d'une étoile juive, va se refermer.

En réalité, l'Europe est sous domination allemande, les poussins sont les pays conquis ou qui collaborent, comme la France. Cette dernière paie, en plus, de très lourdes indemnités de guerre et a dû se plier au service du travail obligatoire.

Par conséquent, il y a un décalage entre ce qui est représenté et la réalité. Le but de cette carte est de rassurer les Français. En effet, Pétain pense que la collaboration permettra à la France d'obtenir une place en Europe et dans le monde. Il s'agit donc d'une carte de propagande du régime de Vichy.

Évaluation (p. 38-39)

1. Le sujet d'étude

Exercice 1

1. Repérez la difficulté soulevée par l'auteur.

L'auteur explique qu'il est impossible à trente chefs d'États et de gouvernement de prendre des décisions rapides et cohérentes. Il est impossible d'envisager trente présidences, chacun est président de son pays seulement.

2. Indiquez la solution envisagée par ce dernier.

L'auteur pense qu'il faut compléter l'intégration économique par une intégration politique pour que la première puisse fonctionner correctement.

3. Dégagez l'idée d'Europe défendue par l'auteur.

L'idée d'Europe défendue par l'auteur est celle de Robert Schuman, c'est-à-dire une fédération européenne.

4. Expliquez en quoi consiste cette idée.

L'idée d'Europe consiste dans la création d'un Parlement européen pour exercer le pouvoir législatif et d'un gouvernement européen pour exercer le pouvoir exécutif. Il s'agit bien d'une construction politique nouvelle et supranationale dans laquelle les États actuels devraient céder leurs prérogatives au bénéfice d'un gouvernement commun.

Exercice 2

Complétez le tableau en nommant l'événement correspondant à la date et en en précisant le contenu.

Année	Événements	Définitions
1929	Projet Briand	Il défend l'idée d'union fédérale européenne devant la SDN
1950	Plan Schuman	Organisation supranationale autour de la production du charbon et de l'acier (CECA)
1957	Traité de Rome	Il crée la CEE
1986	Acte unique européen	Il révisé les traités de Rome pour relancer l'intégration européenne, modifie les règles de fonctionnement des institutions européennes, élargit les compétences communautaires
1992	Traité de Maastricht	crée un marché supranational, un cadre institutionnel unique, la citoyenneté européenne, met en place la monnaie unique et la PESC
1993	Copenhague	Il définit les critères d'adhésion politiques et économiques à l'UE
1995	Schengen	Il assure la libre circulation des personnes
2007	Traité de Lisbonne	Il réorganise le fonctionnement de l'UE et crée un président du Conseil européen

2. Les situations

Situation 1 : Le plan Schuman

1. Citez les pays indiqués sur les pupitres et représentés par les musiciens de l'orchestre.

Les pays indiqués sur les pupitres sont l'Allemagne, l'Italie, le Benelux (Belgique, Nederland, Luxembourg).

2. Nommez le chef d'orchestre.

Le chef d'orchestre est le français R. Schuman initiateur du plan.

3. Trouvez le pays qui refuse de jouer.

La Grande-Bretagne refuse de jouer; sur le pupitre est dessiné un drapeau anglais, le musicien tourne le dos à l'orchestre.

4. Recherchez le « concert » orchestré ici. Sur quoi ces pays essaient-ils de s'accorder?

Le morceau que cherche à diriger le chef d'orchestre pourrait s'intituler « Concert européen autour du charbon et de l'acier ». Sa partition est écrite en français et indique un air célèbre, « Viens pou-poule », transformé en « Viens pool, pool ». Il s'agit du pool du charbon et de l'acier créé par la CECA et sur lequel les musiciens cherchent à s'accorder afin d'assurer la paix en Europe. La Grande-Bretagne, hostile à l'idée de supranationalité, refuse d'y participer. R. Schuman décide donc de « jouer » la partition européenne sans elle et malgré elle.

Situation 2 : Kohl Mitterrand et l'Europe

1. Nommez le personnage situé à gauche de la photo, et à droite.

Le personnage à gauche de la photo est le chancelier allemand Helmut Kohl; à droite, se trouve le président de la République française, François Mitterrand.

2. Expliquez l'opinion du journal allemand Der Spiegel au sujet de la création de l'euro.

Le journal allemand pense que l'euro a été l'objet d'un marchandage entre les deux hommes. Ils auraient négocié la réunification de l'Allemagne contre le renoncement au mark. Le mark était alors la monnaie forte en Europe, la « force nucléaire » de l'Allemagne.

3. Développez l'opinion de J.-L. Bianco sur ce même sujet.

J.-L. Bianco, ancien secrétaire général de l'Élysée, pense au contraire que ces décisions émergent d'une volonté commune des deux hommes.

4. Soulignez les craintes des deux pays face à la réunification pour la France et face à l'abandon du mark pour les Allemands.

La France craint la constitution d'un grand pays susceptible de devenir une telle force économique que les conflits renaîtraient avec la France. H. Kohl craint que l'abandon du mark ne rejette l'Allemagne dans les difficultés inflationnistes de l'entre-deux-guerres, période pendant laquelle les Allemands ont beaucoup souffert. Au bout du compte, chacun passera outre ses craintes pour faire avancer l'Europe et la paix.

HISTOIRE - SUJET D'ÉTUDE 3

LA DÉCOLONISATION ET LA CONSTRUCTION DE NOUVEAUX ÉTATS : INDE, ALGÉRIE

Le sujet d'étude répond au double objectif fixé par le programme officiel allégé en septembre 2013. « On montre, à travers l'Inde et l'Algérie, les luttes coloniales et les processus de décolonisation. On présente leurs conséquences politiques, économiques et humaines sur la construction des deux nouveaux États ».

Dans un premier temps, on présente la décolonisation, « onde de choc » qui fait disparaître en trente ans les empires coloniaux constitués au cours de deux à trois siècles, ensuite la construction des États, nouveaux venus sur la carte du monde, en prenant appui sur l'Inde et l'Algérie. On n'entre pas dans le détail des événements, mais on cherche à faire comprendre la contestation de l'ordre colonial jusqu'à la fin de la domination, puis l'originalité des réponses apportées par les jeunes États face aux immenses défis économiques et politiques qu'ils rencontrent.

Problématique générale du sujet d'étude

Les peuples dominés remettent en cause la colonisation qui a mis en valeur des territoires au bénéfice des métropoles (exploitation de matières premières, cultures d'exportation), a brisé les activités traditionnelles en apportant une certaine modernité avec des structures administratives, des écoles, des dispensaires, etc. La population locale a été peu, ou pas du tout, associée à la gestion des colonies. Des mouvements nationalistes très divers, nés avant ou entre les deux guerres mondiales, se sont développés après 1940, recrutant leurs cadres parmi les élites locales, formés en Europe, instruits par l'enseignement et/ou par l'armée. Ils mesurent le décalage entre les idéaux (égalité, liberté) et la réalité vécue.

En 1945, les colonies espèrent être récompensées de leur loyauté (2 millions d'Indiens ont combattu dans l'armée britannique) et devenir indépendantes. Mais les réponses des métropoles, sorties affaiblies de la Seconde Guerre mondiale, sont inadaptées. Les Anglais veulent accorder plus d'autonomie dans leurs territoires, les Français faire évoluer le droit des colonisés, la Belgique, les Pays-Bas désirent garder leurs colonies comme un élément de prestige international. La décolonisation, prioritaire pour l'ONU qui a pour objectif l'égalité des nations, soutenue par les deux Grands, est inéluctable.

Les pages d'ouverture permettent d'entrer dans le sujet en montrant deux aspects de la décolonisation, la chute de la puissance britannique d'un côté, la libération et l'espoir du côté des anciens colonisés.

La Situation 1 : « Gandhi, la non-violence pour l'indépendance » étudie le rôle d'une personnalité exceptionnelle dans la décolonisation. Les textes présentés sont de Gandhi et non des études récentes d'historien ou des images de films.

Que l'Inde ne se soit pas émancipée du joug colonial grâce à la seule méthode de Gandhi fait peu de doute. En revanche, le mouvement de libération nationale n'aurait sans doute jamais acquis une telle ampleur sans son charisme et son pouvoir de mobilisation. L'exemple de la marche du sel est caractéristique de la méthode de Gandhi. L'impôt sur le sel rapportait 15 000 000 de franc-or (environ 38 millions d'euros) par an au gouvernement britannique. La taxe sur un produit essentiel à la vie et à celle du bétail était très lourde pour les paysans pauvres. Ceux qui habitaient sur la côte auraient pu faire bouillir de l'eau de mer pour fabriquer du sel, mais c'était interdit. Gandhi invite tout le peuple de l'Inde à violer cette interdiction. Pour cela, il entame à pied, à l'âge de 61 ans, une marche de 384 km et atteint en trois semaines Dandi, village symbolique de l'injuste taxation des Britanniques sur le sel. En brandissant une poignée de ce sel dans la mer,

devant les fidèles qui l'avaient suivi, Gandhi brave ainsi le monopole d'État.

La Situation 2 : « Le 1^{er} novembre 1954 en Algérie, jour de la Toussaint » étudie une journée particulière, déterminante pour la France et l'Algérie, fondement de la mémoire collective. Pour illustrer cette date précise, les documents disponibles sont peu nombreux, titres des journaux français d'une part et proclamation du FLN de l'autre ; on a donc choisi de montrer comment elle est commémorée (et utilisée) actuellement.

En 2009, le rôle de Moudjahid (combattant), assez bref, du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, est mis en évidence. Né à Oudja au Maroc en 1937, il entre dans l'Armée de libération nationale (ALN) en 1956 lorsque le FLN ordonne à tous les étudiants algériens de rejoindre ses rangs. Secrétaire de H. Boumediene, il devient ministre des Affaires étrangères après l'indépendance en 1963 (il a 26 ans) jusqu'en 1979. Il dirige la diplomatie algérienne qui fait de l'Algérie un pays porte-parole du tiers-monde, interlocuteur privilégié dans les rapports entre le Nord et le Sud. Écarté un moment de la vie politique, il se présente en 1999 (après la guerre civile) à la présidence de la République comme candidat indépendant. Élu avec 73,8 % des suffrages, président d'honneur du Front de libération nationale en 2005, il est réélu en 2009 avec 90,2 %. En 2014, affaibli par la maladie, il est réélu avec 81,53 % des voix pour un quatrième mandat.

Le cours 1 explique comment deux colonies importantes, l'Inde « perle de l'empire britannique », l'Algérie seule colonie française de peuplement, ont contesté l'ordre colonial et se sont libérées de la domination européenne par des voies différentes.

Le cours 2 met en évidence le rôle des jeunes États désormais acteurs de leur destin. Ils affirment leur force de « tiers-monde » et choisissent des voies économiques et politiques illustrées par des exemples significatifs.

L'Essentiel autrement reprend, dans un organigramme, les points forts du sujet d'étude que les élèves doivent retenir.

Les pages Capacités et entraînement reviennent sur l'histoire de l'Algérie en développant la méthode d'analyse d'une frise chronologique, la recherche des continuités et des ruptures. On applique ces capacités à des exemples pris en Inde.

Une double page « Pour mieux rédiger » prend appui sur des données et des documents dérivés du sujet d'étude.

Les pages Évaluation concluent le chapitre en proposant des exercices permettant aux élèves de contrôler les connaissances acquises.

Ouverture (p. 40-41)

1. (Doc 1) *Sur quelle partie du monde est centré le dessin ? Comment la décolonisation est-elle vue par John Bull ?*

Le dessin est centré sur l'Afrique et sur une partie de l'Asie (l'Inde) où s'est déployée la colonisation britannique. John Bull, fièrement installé au sommet du globe, est le pilote sûr de lui. Brutalement, il est renversé, écrasé par le monde qu'il dirigeait, étonné de cette chute qu'il n'a pas prévue.

2. (Doc 1) *D'après le titre du dessin, à quelle date la décolonisation a-t-elle eu lieu ?*

La décolonisation commence après la Seconde Guerre mondiale, aux alentours de 1950.

3. (Doc 2) *Décrivez le premier plan de la peinture murale, puis l'arrière-plan. Quelle situation est résumée dans cette fresque ?*

Au premier plan, dans la partie bleue (la nuit), des hommes enchaînés, soumis, ont les yeux baissés et l'air triste. Puis, les yeux s'ouvrent sur la situation vécue. La partie opposée, dans la lumière, montre l'homme libéré, décidé à donner son avis en votant. La peinture murale, destinée à être vue par tous les passants, résume la colonisation et la libération des peuples.

4. (Doc 1 et 2) *Dans le document 1, qui conduisait le monde ? Selon le document 2, qui va désormais le diriger ?*

Les puissances européennes conduisaient le monde. Désormais, les peuples jusqu'alors dominés prennent en main leur histoire démocratiquement afin de jouer un rôle dans le monde.

Situation 1 : Gandhi, la non-violence pour l'indépendance (p. 42-43)

1. (Doc 1) *Comment Gandhi apparaît-il dans ce portrait ? À quelle classe sociale appartient-il ?*

Gandhi est un jeune homme vêtu d'un élégant costume, chemise et cravate à la mode. Cela suppose qu'il vient d'un milieu aisé, capable de financer des années d'étude à Londres pour qu'il devienne un vrai britannique.

2. (Doc 2) Dans quel but est organisé le refus des vêtements étrangers ?

Refuser l'achat de produits anglais a pour but de gêner et d'affaiblir l'industrie anglaise qui exporte, en particulier des textiles, vers l'immense marché indien. Ce boycott doit faire avancer sans violence la cause de l'indépendance.

3. (Doc 3) Comment Gandhi se montre-t-il en 1930 ? Expliquez pourquoi la marche du sel est importante.

Gandhi a abandonné la mode occidentale et porte désormais le vêtement traditionnel, le *khadi* tissé à la main. En 1930, il invite le peuple de l'Inde à violer l'interdiction de fabriquer du sel à partir de l'eau de mer, afin d'échapper à la taxe imposée par les Britanniques sur ce produit indispensable. Gandhi entame à pied la marche jusqu'à la mer et ramasse une poignée de sel. Il brave ainsi la loi et lance le mouvement de désobéissance civile dans le but d'ébranler la puissance britannique.

4. (Doc 4) Selon Gandhi, qui peut utiliser la non-violence ? Quel élément remplace la force physique ?

Tout le monde peut utiliser la non-violence, elle n'est pas réservée à des gens extraordinaires. Elle demande du courage et une volonté indomptable.

5. (Doc 4, 3 et 2) Pourquoi les manifestations de 1921 et de 1930 sont-elles caractéristiques de la doctrine de la non-violence ?

La doctrine de la non-violence est appliquée en 1921 lorsque Gandhi invite tous les Indiens à boycotter les vêtements étrangers pour s'habiller du *khadi* (vêtement traditionnel). Sans recourir à la force ni à la violence, en restant dans la légalité (on a le droit de s'habiller comme on veut), le boycott exprime la volonté de gêner l'industrie textile anglaise. En 1931, la manifestation de « la marche du sel » donne l'exemple du refus de l'impôt. Désobéir aux lois anglaises fait partie de la doctrine de Gandhi mais demande du courage, car on peut être arrêté pour infraction à la loi.

6. (Doc 5 et 1) Comment l'Assemblée de l'ONU célèbre-t-elle le principe de non-violence ? Ce principe est-il toujours en vigueur aujourd'hui ?

Une journée internationale est dédiée à la non-violence (le 2 octobre) reconnue comme une valeur universelle. Le principe, toujours d'actualité, a montré son efficacité dans le combat pour les droits civiques aux États-Unis et contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Pour conclure

Comment Gandhi a-t-il développé et appliqué le principe de non-violence ?

Gandhi, issu d'une famille aisée, a fait des études de droit en Grande-Bretagne puis s'est installé comme avocat en Afrique du Sud (colonie britannique) pour défendre la cause de ses compatriotes, victimes de discrimination. Il recherche une voie originale pour lutter contre la puissance britannique et élabore la doctrine de la non-violence. De retour en Inde en 1914, il lance une campagne de non-coopération qui s'adresse à tous les Indiens. Le but est de perturber l'économie britannique en refusant d'acheter des produits venus de la métropole. Gandhi abandonne son costume occidental pour le vêtement traditionnel tissé en Inde. Devenu chef du parti du Congrès, homme politique de premier plan, il reste cependant un guide spirituel qui aspire « à changer les cœurs ». En 1930, il lance le mouvement de désobéissance civile marqué par la « Marche du sel » en demandant de ne pas suivre la loi britannique jugée injuste. Le principe de non-violence, développé par Gandhi et appliqué en Inde pour affaiblir la puissance britannique jusqu'à l'obtention de l'indépendance, est devenu une valeur universelle.

Situation 2 : Le 1^{er} novembre 1954 en Algérie, jour de la Toussaint (p. 44-45)

1. (Doc 1) Dans quelles régions les attaques ont-elles lieu ? Relevez les villes les plus touchées.

Les attaques du 1^{er} novembre ont eu lieu dans l'est de l'Algérie, les régions montagneuses de la Grande Kabylie et le massif des Aurès ainsi que les environs de Skikda. Les villes les plus touchées sont Tizi Ouzou en Kabylie et la capitale, Alger.

2. (Doc 2) Comment le gouvernement français réagit-il ? Quelles raisons avance-t-il ?

Le gouvernement français envoie des CRS, 16 compagnies républicaines de sécurité, pour rétablir l'ordre en Algérie. Les raisons mises en avant font remarquer que les trois départements sont une partie de la France, les habitants doivent donc être défendus comme les habitants de la métropole.

3. (Doc 3) Qui sont les auteurs de la proclamation ? À qui est-elle destinée ? Quel est le but à atteindre et par quels moyens ?

Les auteurs de la proclamation se présentent comme de jeunes militants de la cause nationale, lassés de l'immobilisme du mouvement qui n'a, jusqu'alors,

rien obtenu. Le ton solennel et déterminé explique quel est le but du Front de libération nationale. Le texte s'adresse à la fois à chaque Algérien et à l'ensemble du peuple, mais plus particulièrement aux militants du mouvement national. Le but est d'obtenir l'indépendance par tous les moyens : convaincre tous les Algériens, faire connaître la lutte de l'Algérie sur le plan international (à l'ONU), prendre les armes contre la France.

4. (Doc 3 et 2) Soulignez dans chaque texte une ou des phrases qui s'opposent. Pourquoi s'opposent-elles ?

Le ministre de l'Intérieur dit que « L'Algérie, c'est la France » et qu'il faut « affirmer la force française ». Le FLN veut « la restauration de l'État algérien souverain » et « rendre la liberté à l'Algérie ». Ces phrases s'opposent car elles sont prononcées par la France, puissance coloniale, et par le mouvement national algérien qui réclame la décolonisation.

5. (Doc 4) Pourquoi peut-on dire que le drapeau du FLN a inspiré celui de l'Algérie ?

Le drapeau algérien reprend, en grande partie mais en le simplifiant, celui du FLN qui a mené la lutte contre la France : les couleurs vert et blanc, le croissant et l'étoile rouge. Il est adopté en 1958 par le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) puis normalisé par l'État algérien en 1963.

6. (Doc 5) Quels sont les thèmes abordés dans le programme du 55^e anniversaire du 1^{er} novembre 1954 ?

Le programme met en avant deux thèmes, l'hommage au président de la République, A. Boumedienne, combattant de la guerre de libération, et l'étude historique du rôle des élites, des femmes et des citoyens. L'anniversaire du 1^{er} novembre 1954 est devenu un sujet d'étude et de mémoire.

7. (Doc 5 et 2) Quelles transformations se sont produites depuis 1954 ?

Le FLN, mouvement à l'origine du déclenchement de la guerre en 1954 et moteur de libération de l'Algérie, est devenu depuis l'indépendance un parti politique qui présente des députés aux élections. C'est le symbole de l'Algérie depuis 1954.

Pour conclure

Expliquez l'importance de la date du 1^{er} novembre 1954 en Algérie.

Le 1^{er} novembre 1954 est une date clé pour l'Algérie et la France. Ce jour-là, des attentats ont lieu simultanément en différents points éloignés du pays, les

zones montagneuses de Kabylie et des Aurès, dans des villes, Tizi Ouzou, Philippeville (Skikda), et dans la capitale Alger, ce qui prouve une minutieuse préparation.

Le Front de libération nationale revendique l'organisation des attentats et présente les acteurs. Ce sont de jeunes militants de la cause nationale, issus du Parti populaire algérien, déçus de ne pas obtenir de changement par la voie politique et par les élections. Le FLN proclame solennellement son but, l'indépendance et la souveraineté de l'Algérie, et explique aux Algériens les moyens de la lutte afin qu'ils s'engagent. Le gouvernement français ne prend pas conscience que la Toussaint 1954 est le début d'une longue guerre.

Le 1^{er} novembre 1954 est le jour de la fête nationale. C'est l'occasion de célébrer l'anniversaire du déclenchement de la guerre et de rappeler les difficultés de la lutte pour l'indépendance. C'est aujourd'hui un sujet d'étude et un enjeu de mémoire pour les jeunes générations.

Cours 1 : Des luttes coloniales aux indépendances (p. 46-47)

Des empires coloniaux contestés

1. (Doc 1) Comment Gandhi conçoit-il la marche vers l'autonomie ?

Gandhi demande à chacun de faire des efforts en vue d'obtenir l'autonomie et de se gouverner sans la Grande-Bretagne. Tous les Indiens doivent veiller à la propreté des lieux publics, les riches aristocrates doivent partager leurs richesses.

2. (Doc 2) Relevez les arguments qui expriment le droit des Algériens à l'indépendance.

Un siècle de colonisation a été néfaste pour les Algériens, appauvris, soumis dans leur propre pays à des institutions qu'ils n'ont pas choisies. Ils ont le droit de retrouver la véritable figure de leur pays, de connaître son passé, sa civilisation.

3. (Doc 2 et 1) Les discours des deux leaders nationaux ont-ils des points semblables ? Si oui, lesquels ?

Les deux partis ont en commun la lutte pour l'indépendance de leur pays. Mais ils sont très différents. En Inde, le parti du Congrès, fondé en 1875, est reconnu par la loi et participe au gouvernement auprès des Anglais. Le Parti du peuple algérien, créé en 1937, est très rapidement privé de son chef, arrêté par le gouvernement français.

L'accès de l'Inde à l'indépendance

4. (Doc 3) *Qui sont les participants? Où et comment se déroule le partage des Indes?*

Les leaders indépendantistes sont présents, Nehru, vice-président du gouvernement indien et chef du parti du Congrès; Ali Jinnah, chef de la Ligue musulmane ainsi que les chefs des États princiers. Le vice-roi des Indes, Lord Mountbatten, et son chef d'État-major, un interprète, représentent la Grande-Bretagne. Autour d'une table ronde, les discussions entre les participants vont aboutir aux modalités de l'indépendance et de la partition de l'Inde en deux États, l'Union indienne et le Pakistan.

Le long chemin de l'Algérie vers l'indépendance

5. (Doc 4) *Décrivez le lieu, l'attitude des personnages. Quel aspect de la guerre est mis en évidence?*

Sur une piste dans une zone caillouteuse, cinq soldats de l'armée française et leur chien menaçant sont sortis d'un camion. Ils font face à un paysan enturbanné qui lève les mains en l'air. On voit le déséquilibre entre les combattants, d'un côté les soldats d'une armée officielle bien équipée, de l'autre un Algérien désarmé qui peut être favorable au FLN.

6. (Doc 5) *Relevez les dates citées dans le document. Lesquelles sont fondatrices pour l'Algérie?*

Les deux dates citées sont importantes pour l'Algérie. En 1830, c'est le début de la conquête et de la colonisation par la France. L'Algérie devient une colonie de peuplement, organisée en trois départements, et 1930 en fête le centenaire. L'année 1962 est la date fondatrice de l'Algérie indépendante après 132 ans de colonisation.

7. (Doc 3 et 4) *Comment qualifier les deux démarches vers l'indépendance?*

En Inde, l'indépendance se fait par la négociation car les Britanniques discutent avec les nationalistes indiens. En Algérie l'indépendance se fait dans la violence, la guerre a duré presque 8 ans.

Cours 2 : De nouveaux États dans le monde : l'Inde et l'Algérie (p. 48-49)

La construction politique des nouveaux États

1. (Doc 1) *Quels éléments montrent la diversité de l'Union indienne? Son unité?*

15 langues officielles écrites dans plusieurs alphabets ont cours dans l'Union indienne formée de plusieurs États (28) très différents. Mais l'unité se fait autour de la même monnaie, du Parlement, d'un personnage reconnu par tous, Gandhi.

2. (Doc 2) *Qui est convoqué lors d'un référendum? Quel est le thème de celui évoqué dans le document?*

L'ensemble des citoyens d'un territoire est appelé à exprimer son opinion par oui ou par non à une proposition qui leur est faite. Il s'agit ici d'accepter ou de refuser «la Charte pour la paix et la réconciliation nationale». Ce texte énonce des mesures de clémence en faveur de 5 à 6000 ex-terroristes et des victimes de ce qu'on appelle «la tragédie nationale». Les violences, le terrorisme et contre-terrorisme dans lesquels a sombré d'Algérie durant la décennie 1990 a fait plus de 100 000 morts. La Charte a été adoptée à 90 % de votants, le 16 septembre 1999.

Les défis économiques

3. (Doc 3) *Quels sont les problèmes vitaux évoqués par Nehru? Leurs causes? Les solutions proposées?*

Le peuple indien manque des produits de base (nourriture, vêtements) et tout ce qui est nécessaire à une vie correcte. On peut penser que les «autres nécessités» sont l'éducation, la santé. La colonisation qui a soumis l'Inde est une des causes des problèmes dénoncés par Nehru. Il prévoit de moderniser la propriété de la terre pour développer l'agriculture et d'industrialiser le pays pour augmenter le PIB. L'État pourra alors faire une redistribution plus équitable de la richesse nationale.

4. (Doc 4) *Expliquez pourquoi le secteur des hydrocarbures est le pilier de l'économie algérienne. Pourquoi l'Algérie est-elle «otage» des hydrocarbures?*

La moitié du PIB de l'Algérie provient de l'exportation des hydrocarbures au prix fixé sur le marché mondial. Les devises obtenues par ce secteur servent à importer tout ce dont le pays a besoin (matériel, nourriture, etc.). C'est donc un secteur vital, un pilier de l'économie. Sans les hydrocarbures, qui représentent 97,6 % des exportations, le pays ne pourrait pas vivre, comme un otage privé de liberté.

Les lents progrès sociaux

5. (Doc 3 et 5) *Expliquez l'importance donnée à l'alphabétisation des femmes en Inde.*

Les femmes qui vivent dans les régions rurales sont souvent tenues à l'écart de l'école, les parents ont besoin d'elles pour aider à la maison ou aux champs. C'est pourquoi des programmes d'alphabétisation dédiés aux femmes sont menés dans les villages reculés. Les femmes alphabétisées sont sensibilisées aux problèmes de santé, de contraception, d'hygiène, facteurs de progrès dans les campagnes.

6. (Doc 3 et 5) *L'analphabetisme est-il un des « problèmes vitaux » évoqués par Nehru ? Justifiez votre réponse.*

On peut penser que Nehru considère l'analphabetisme comme un des problèmes vitaux de l'Inde bien qu'il ne cite pas le mot. En effet, sortir les individus de l'ignorance, c'est lutter pour le développement. Il faut scolariser toute la population, garçons et filles, car les personnes analphabètes sont le plus souvent vouées à la pauvreté, sans possibilité de formation, de promotion économique et sociale.

L'essentiel autrement et L'essentiel en carte (p. 50-51)

À l'aide de l'organigramme et de la carte, expliquez à l'écrit ou à l'oral, les différentes formes d'accès à l'indépendance.

L'indépendance a été obtenue de deux façons différentes, la négociation ou la violence. La puissance coloniale discute avec les nationalistes comme les Anglais le font en Inde et en Afrique, les Français en Afrique occidentale et équatoriale.

À l'inverse, la décolonisation se fait par la guerre, entre les Français et les Indochinois, les Néerlandais et les Indonésiens de 1945 à 1956. Pendant la période suivante, la France lutte militairement contre les nationalistes algériens jusqu'en 1962, le Portugal contre les nationalistes du Mozambique jusqu'en 1970 et de l'Angola en 1975.

La décolonisation, par la négociation ou par la guerre, est source de violences, comme l'emploi de la torture, lors des transferts ou de l'exode des populations.

Capacités : Identifier les continuités et les ruptures historiques (p. 52)

1. *Indiquez la longueur de la flèche chronologique en centimètres, en années.*

La flèche chronologique est longue de 20 cm, ce qui représentent une durée de 50 ans.

2. *Dites ce que représentent les différentes couleurs.*

Les périodes de guerre (guerre de libération, guerre civile) sont en rouge. En vert, les présidents de la République et le/les partis au pouvoir.

3. *Trouvez à quelle date se produit la rupture majeure. Précisez la situation avant puis après.*

L'indépendance, proclamée le 5 juillet 1962, est la rupture majeure. Auparavant, l'Algérie était une colonie française partagée en trois départements et gouvernée par la métropole. Indépendante, l'Algérie est une république dirigée par un président élu.

4. *Mentionnez les changements qui se produisent en 1988, 1992, 1999.*

En 1988, ont lieu des émeutes qui obligent le président Chadli à accepter la création de plusieurs partis politiques. En 1992, le Front islamique de salut, un des nouveaux partis, arrive en tête des élections annulées par le gouvernement, mécontent du résultat. En 1999, après sept ans de guerre civile, le président Bouteflika fait voter la loi de réconciliation (loi de la concorde civile).

5. *Indiquez l'élément politique présent pendant toute la période étudiée.*

Le Front de libération nationale (FLN) est présent tout au long de la période étudiée. D'abord mouvement de libération, il est devenu le parti politique unique puis le parti majoritaire.

6. *Désignez le système politique de l'Algérie de 1962 à 1988.*

L'Algérie connaît un régime autoritaire avec un parti unique.

7. *Dites si le titre « En Algérie, de l'immobilisme aux années de turbulence » vous paraît-il justifié.*

De l'indépendance aux émeutes de 1988, l'Algérie a connu une période sans opposition ni élections libres, marquée par l'immobilisme politique. Les années suivantes connaissent des émeutes, une longue guerre civile et des changements politiques importants. Ces troubles graves contrastent avec la période précédente.

Entraînement (p. 53)

Exercice 1

1. *Relevez, dans le texte, le nom de la première politique économique puis de la suivante après les réformes.*

La première politique économique de l'Inde est la planification socialiste : l'État intervient en établissant des plans, fixant les priorités économiques et des objectifs. Après les réformes, l'économie devient de plus en plus libérale.

2. Repérez, dans le tableau, deux grandes périodes de croissance du PIB. À laquelle des politiques économiques relevées dans la question 1 correspondent-elles ?

Le PIB s'accroît lentement, 3,5 % puis 3,8 % et une baisse de 2,9 % dans les 30 années qui suivent l'indépendance. Cette période correspond à l'application de la planification socialiste et l'intervention de l'État. Pendant les deux décennies suivantes (1980/1999), le PIB augmente à 5,60 % puis, à partir de 2000, il est autour de 7 %. Cette période correspond aux réformes qui ont amené l'Inde vers une économie libérale.

3. Indiquez quelle date marque une rupture. Quelle est la croissance avant, puis après cette date ?

Le tournant des années 1980 marque une rupture, la croissance passe alors de 0,70 % à 3,6 %, elle est multipliée par 5.

Exercice 2

1. Calculez la longueur de la flèche chronologique en années.

La flèche va de 1947 (date de l'indépendance) à 2014, elle couvre donc 67 années.

2. Désignez le parti politique qui a été le plus longtemps au pouvoir. À quelles dates ont lieu des changements de majorité politique ?

Le Parti du Congrès a été au pouvoir sans interruption pendant 42 ans, de 1947 à 1989, puis dans des alliances de 1989 à 1998 puis de 2004 à 2014. Le premier changement de majorité a lieu en 1989 (le parti du Congrès n'est pas majoritaire). Un autre changement a lieu en 1998 avec l'élection du leader nationaliste pour 5 ans et en 2004, la majorité revient à une alliance avec le Parti du Congrès. En 2014, le parti nationaliste revient au pouvoir.

3. Donnez un titre qui caractérise l'Inde de 1947 à 2009 en choisissant dans les termes suivants : démocratie enracinée, changement économique, vie politique stable, croissance économique soutenue.

L'Inde, une démocratie enracinée. Ce titre correspond à la vie politique indienne, la plus grande démocratie du monde. Les électeurs – 714 millions en 2009, 814 millions en 2014 – votent pour élire

les députés (en ce moment). Trois alliances ou coalitions regroupent de nombreux partis. Le Parti du Congrès, au pouvoir depuis 2004 au sein de la coalition de l'Alliance progressiste, brigue un troisième mandat sous la conduite de Rahul Gandhi. Il affronte une Alliance dirigée par le parti nationaliste Bharatiya Janata Party, dont le candidat au poste de Premier ministre est Narendra Modi, et un troisième front formé autour de partis communistes et régionaux. Le parti nationaliste remporte la majorité absolue des sièges et Narendra Modi devient premier ministre. Le parti du Congrès n'obtient que 44 sièges.

Pour mieux rédiger (p. 54-55)

Exercice 1 : Rédiger une phrase complète en associant correctement les propositions

1. Transformez les phrases nominales des colonnes A et B en phrases verbales. Reliez par un connecteur logique (parce que, étant donné que, donc...) chaque phrase de la première colonne (A) avec celle de la seconde (B).

– Le mouvement pour l'indépendance s'accélère car le parti du Congrès dirigé par Gandhi s'est transformé en parti de masse. Des campagnes contre les Britanniques peuvent donc être lancées.

– En 1945, le contexte international se révèle favorable à la décolonisation étant donné que les États-Unis et l'URSS sont deux grandes puissances anticolonialistes. De plus, l'ONU déclare le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

– Les Anglais acceptent la partition de l'Inde bien que Gandhi et Nehru soient favorables à l'unité indienne, mais la Ligue musulmane réclame un État musulman.

Exercice 2 : Rédiger un paragraphe expliquant une scène représentée

1. Identifiez les éléments représentés.

Le lieu, la date. De quel bâtiment s'agit-il ? Décrire les 3 personnes (vêtements, attitude) Qui sont les gens allongés ? Que font-ils ? Pourquoi ?

2. Rédigez pour expliquer la scène.

La scène se déroule en 1930 à Delhi, la capitale de l'Empire des Indes, devant un bâtiment entouré de grilles, le Maidens Hotel. Des Britanniques, élégamment vêtus de blanc, un casque colonial sur la tête, veulent entrer dans leur hôtel. Mais ils se trouvent confrontés à une situation étrange. Des Indiens sont allongés les uns à côté des autres, immobiles sur le

trottoir, empêchant d'arriver à l'entrée du bâtiment. Ils manifestent ainsi de façon non violente leur opposition à la présence coloniale de façon à rendre les Britanniques mal à l'aise. Les Indiens appliquent les idées de Gandhi qui a élaboré des moyens d'action originaux fondés sur la non-violence et la résistance passive, puis la désobéissance civile. Le but poursuivi est de faire comprendre aux Britanniques qu'ils doivent quitter le pays et accorder l'indépendance aux Indes.

Exercice 3 : Rédiger un texte comparant les accords d'Évian vus par deux journaux.

1. Élaborez deux ou trois phrases simples (sujet + verbe + complément) montrant le (s) point(s) communs des deux journaux. Utilisez des pronoms pour éviter les répétitions.

2. Rédigez deux ou trois phrases montrant la différence avec laquelle les deux journaux traitent un événement. Utilisez les connecteurs logiques d'énumération (d'une part, d'autre part...).

3. Insérez entre les deux paragraphes une phrase simple qui servira de transition. Employez pour la commencer un connecteur marquant l'opposition (cependant, pourtant, mais...);

Le *Figaro* et *El Moudjahid* sont des journaux quotidiens, l'un français, l'autre algérien. Ils sont datés tous deux du 19 mars 1962 et le gros titre utilise le même mot : cessez-le-feu. Mais là s'arrêtent les points communs car l'événement est traité de façon différente dans les deux éditions. D'une part, le titre du *Figaro*, sans article, de forme impérative, sonne comme un ordre et une fin après deux ans de négociations avec le FLN. Le général de Gaulle, président de la République, apparaît comme l'acteur principal. D'autre part, *El Moudjahid* considère le cessez-le-feu comme une étape, non comme une fin, et apostrophe le peuple algérien. La suite logique doit être l'indépendance, terme qui n'apparaît pas dans le journal français. Il faudra attendre le 5 juillet 1962 pour que l'indépendance soit proclamée.

Exercice 4 : Définir la décolonisation

Rédigez trois phrases en utilisant pour chacune d'elles les termes suivants :

- peuples colonisés, désir d'égalité, leaders
- guerre mondiale, contexte international, indépendance
- moyens, négociations, guerre, métropole, indépendance. Rappel de la définition donnée dans le cours : Mouvement qui conduit les peuples colonisés, par des

moyens différents, à devenir des États indépendants de la métropole.

Les peuples colonisés prennent conscience, dans l'entre-deux-guerres, de leur état de soumission, et des leaders de partis nationaux, comme Gandhi et Nehru en Inde, Messali Hadj en Algérie, expriment leur désir d'égalité.

La Seconde Guerre mondiale a affaibli les puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne, et le contexte international a changé après 1945 : les États-Unis et l'URSS, qui dominent le monde, sont favorables à l'idée d'indépendance des colonies.

L'indépendance s'obtient par divers moyens, le plus souvent par des négociations (exemple de l'Inde), parfois par la guerre, la violence et le déchirement quand la métropole se crispe sur ses positions.

Évaluation (p. 56-57)

1. Le sujet d'étude (p. 56)

Exercice 1

1. Recopiez la ligne chronologique et placez sur celle-ci :

- La période de contestation au sein des empires coloniaux : 1920-1945
- La guerre d'Algérie : 1954-1962
- Le multipartisme en Algérie : 1988

2. Complétez les cases en y inscrivant le nom de l'événement.

- 1947 : Indépendance de l'Inde
- 1955 : Conférence de Bandung
- 1962 : Indépendance de l'Algérie

Exercice 2

Trouvez la notion définie dans la phrase suivante :

Mouvement qui conduit les peuples à devenir indépendants de la métropole.

La décolonisation

Exercice 3

Cochez les phrases adaptées au choix d'un développement autocentré et donnez au moins un exemple.

☒ Donner la priorité au marché intérieur : Proposer à l'achat une majorité de produits fabriqués localement, taxer lourdement les produits importés.

☒ Établir des plans pour coordonner les efforts économiques : Ex. : des plans de cinq ans en Inde, quatre ans en Algérie sont établis avec des objectifs précis à atteindre.

☒ Faire de l'État le premier entrepreneur du pays : Ex. : en Algérie, l'État développe l'industrie pétrolière

(création de la Sonatrach, société pour la recherche, la production, le transport, la transformation des hydrocarbures).

☑ Assurer les besoins de base de la population : Ex. : l'Inde assure les besoins de nourriture de sa population en lançant la Révolution verte.

Exercice 4

1. À quelle date la photo est-elle prise? Que montre-t-elle?

La photo est prise le 15 octobre 1947, deux mois après l'indépendance de l'Inde et du Pakistan. Des trains bondés sont dans la gare de la ville frontière.

2. Entre quels États est située Amritsar, la ville-frontière?

Amritsar se trouve sur la frontière entre l'Inde et le Pakistan.

3. Quel est l'événement représenté?

On voit sur la photo l'ampleur des transferts de populations entre les deux États.

2. Les situations (p. 57)

Situation 1 : Inde : Gandhi et la non-violence

1. Pourquoi Gandhi est-il représenté debout, en grand, au centre de l'image, le drapeau indien derrière lui?

Sur cette image naïve, Gandhi occupe le centre du tableau, le drapeau indien est près de lui car Gandhi est considéré comme le père de l'indépendance de l'Inde.

2. Décrivez les scènes 1 et 2. Expliquez quelle décision de Gandhi est évoquée. Quel est le but à atteindre?

La scène 1 montre Gandhi, jeune avocat européanisé après ses études en Grande-Bretagne et son installation en Afrique du Sud. Sur la scène 2, on voit Gandhi vêtu d'un pagne en train de filer du coton. Il veut prouver que l'on peut fabriquer soi-même son vêtement. Le but est de n'acheter aucun vêtement importé d'Angleterre. Le boycott de ces produits par les Indiens doit affaiblir l'industrie textile britannique.

3. Quel est l'intérêt de cette image populaire?

L'image de Gandhi montre sa popularité dans la population indienne et les épisodes de sa vie entrés dans la mémoire collective.

Situation 2 : La Toussaint 1954

4. Que signifie le « Nous » des paroles de cet hymne national?

Le texte est écrit en avril 1955, cinq mois après la Toussaint 1954; la guerre de libération a commencé. Le « Nous » représente tous ceux qui luttent pour la liberté, les combattants du FLN, tous les militants nationalistes et tous ceux qui veulent que l'Algérie soit indépendante.

5. Quelles causes sont mises en avant pour expliquer la guerre?

La France n'a pas tenu compte des revendications de la population et les discussions n'ont servi à rien. Seule la guerre peut apporter le changement.

6. Dans quel contexte est écrit le texte? À quelle date et dans quel contexte est-il adopté?

Le texte est écrit en 1955, un an après le déclenchement de la guerre, par un militant algérien Moufdi Zakaria, alors emprisonné dans la prison Barberousse à Alger. Le poème, mis en musique par un compositeur égyptien, est adopté comme hymne officiel à l'indépendance de l'Algérie.

HISTOIRE - SUJET D'ÉTUDE 4

LE MONDE DEPUIS LE TOURNANT DES ANNÉES 1990

Ce quatrième sujet d'étude «Le monde depuis le tournant des années 1990» clôt le programme d'histoire de la classe de Terminale de Baccalauréat professionnel. Il a pour but de mettre en évidence l'évolution des rapports de puissance et les changements survenus sur la scène internationale depuis la fin de la guerre froide.

Problématique générale du sujet d'étude

Ce sujet d'étude, qui nous est contemporain, traite d'une période relativement courte, les deux dernières décennies. Le début des années 1990, avec la fin de l'ordre bipolaire, constitue en effet un tournant dans le monde. Les États-Unis, dès lors unique superpuissance, tentent d'établir un nouvel ordre mondial fondé sur le multilatéralisme. Mais la disparition de la guerre froide n'apporte pas pour autant la paix, les conflits ethniques ou religieux se multipliant. Les attentats du 11 septembre 2001 créent une nouvelle rupture dans les relations internationales. Les États-Unis entrent alors en guerre contre le terrorisme international et conduisent une politique unilatérale. Cependant, le monde désormais devenu multipolaire avec la montée en puissance d'États émergents, est aujourd'hui plin de menaces, désorganisé et instable.

La fin du monde bipolaire, 1989-1991

L'effondrement du modèle soviétique, 1989-1990. Encouragés par la politique de non-intervention à l'extérieur proclamée dès 1986 par M. Gorbatchev, le nouveau dirigeant de l'URSS, les pays de l'Europe de l'Est se libèrent de l'emprise soviétique : démantèlement du rideau de fer, chute du mur de Berlin en 1989. Ils abandonnent le communisme pour adopter la démocratie libérale et l'économie de marché. L'Allemagne est réunifiée en 1990.

La fin de l'URSS, 1991. Lors de son arrivée au pouvoir en URSS en 1985, M. Gorbatchev trouve un État épuisé, économiquement par la course aux armements, socialement par le poids d'une bureaucratie rigide. Il lance à partir de 1986 de vastes réformes économiques et politiques visant à libéraliser le

régime. Mais leur échec (faillite du pays) accroît le mécontentement de la population et les manifestations nationalistes. En 1990, les républiques Baltes annexées en 1940 proclament leur indépendance. En décembre 1991, par la déclaration de Minsk (Biélorussie), les pays fondateurs de l'URSS (1922) constatent la disparition de l'URSS en tant qu'État; ils forment alors la CEI, groupement essentiellement économique. M. Gorbatchev, contraint, démissionne alors.

La victoire du modèle américain. Les États-Unis victorieux dans la guerre froide n'ont, dès lors, plus de rivaux. Ils sont l'unique superpuissance dans le monde, une hyperpuissance puisqu'ils détiennent tous les aspects de la puissance : puissance géographique par l'étendue du territoire; démographique par l'importance de la population; industrielle par le dynamisme des entreprises; financière par leur richesse et leur monnaie; commerciale par les exportations; militaire par leur réseau d'alliances défensives et le poids de leur armement; stratégique par de nombreuses bases et une flotte de guerre présente sur tous les océans; diplomatique par leur poids dans le monde (siège permanent à l'ONU); culturelle et linguistique (langue, cinéma, produits...).

La recherche d'un nouvel ordre mondial, 1990-2000

Le choix du multilatéralisme, 1991. Les États-Unis entendent créer un nouvel ordre international suivant leur modèle, fondé sur le droit, la démocratie et le concert des nations en s'appuyant sur l'ONU. À la suite de l'attaque du Koweït (petit pays du Golfe persique riche en ressources pétrolières) par le puissant voisin irakien, les États-Unis se portent à la tête d'une vaste coalition d'États ayant l'aval de l'ONU

et en chassent l'envahisseur, au nom de la liberté et des droits de l'homme.

Les États-Unis, «gendarmes» du monde? Cependant, face aux conflits locaux, nationalistes, ethniques ou religieux qui se multiplient, l'hyperpuissance américaine cible ses interventions en fonction de ses intérêts. La guerre civile en Yougoslavie, au cœur même de l'Europe, débouche sur le génocide des musulmans de Bosnie (Bosniaques) en 1994, tout comme la guerre au Rwanda aboutit au génocide des Tutsis.

Un monde inquiétant et instable depuis 2001

Les attentats à New York et de Washington, le 11 septembre 2001. Ces attentats terroristes ont atteint les États-Unis au cœur de leur puissance. Ils ont traumatisé et bouleversé le peuple américain et le monde; des quatre avions de ligne régulière détournés par des terroristes, trois se sont écrasés sur leurs cibles, provoquant la mort de milliers de victimes innocentes.

La riposte américaine : la guerre au terrorisme international. Le président des États-Unis rend le réseau al Qaida responsable de ces attentats. Peu de temps après, sous l'aval de l'ONU et appuyés par des troupes européennes (françaises, britanniques...), les États-Unis engagent leur armée en Afghanistan, refuge des terroristes qu'ils entendent arrêter. G. W. Bush fait de la guerre contre le terrorisme un combat du bien (représenté par l'Occident et ses valeurs) contre le mal (incarné par les terroristes). Ainsi, il entend poursuivre les pays qui protègent les terroristes ou qui sont susceptibles de détenir des armes de destruction massive («États voyous»). Ainsi, en 2003, dans une guerre préventive et de façon unilatérale (sans accord de l'ONU), les États-Unis interviennent en Irak pour chasser le président S. Hussein. Ainsi, en 2003, dans une guerre préventive et de façon unilatérale (sans accord de l'ONU), les États-Unis interviennent en Irak pour chasser le président S. Hussein. Ils occupent le pays pendant de nombreuses années sans parvenir à y rétablir l'ordre. On sait aujourd'hui que les armes de destruction massive, prétexte à l'intervention, étaient inexistantes.

Les «printemps arabes». Débutant en décembre 2010 en Tunisie, puis gagnant la plupart des États du monde arabe, des manifestations populaires contre les régimes autoritaires voire dictatoriaux en place, débouchent sur le départ du dirigeant (Tunisie, Égypte, Libye), parfois la démocratie (Tunisie), mais l'instabilité (Égypte, Yémen), le chaos (Libye), la guerre civile (Syrie).

Le terrorisme islamiste, d'al Qaida à «EI». Al Qaida, littéralement «la Base», désigne un ensemble d'organisations terroristes basées dans les pays musulmans d'Afrique et d'Asie. Fondée en 1987, elle est alors fortement liée à la Première Guerre d'Afghanistan. Ses camps d'entraînement ont formé des milliers d'islamistes militants à travers le monde, à l'origine d'attentats terroristes en Europe (Madrid, Londres), en Afrique (au Maghreb tel celui de Marrakech en 2011), en Asie (au Moyen-Orient, en Inde, au Pakistan, en Afghanistan, en Indonésie). «EI», l'État islamique (ou Daesh, son acronyme arabe à consonance péjorative), ne constitue en rien un nouvel État, puisqu'il rejette la notion de frontière et se passe d'institutions. Il s'agit d'un mouvement djihadiste (organisation armée terroriste islamiste) qui trouve son origine dans des mouvements proches d'Al Qaida à la suite de l'invasion américaine de 2003 en Irak. Composé de volontaires venus du monde entier, l'État islamique instaure un califat en juin 2014 sur les territoires conquis en Syrie et en Irak, profitant de la décomposition de ces États (guerre civile en Syrie, chaos en Irak depuis la chute de Saddam Hussein) de l'opposition historique entre deux grandes branches de l'islam (les Sunnites et les Chiites) dans ces deux États. EI pratique la violence, sème la terreur : massacre des populations qui n'adhèrent pas à leur vue de l'islam (génocide, attentats suicides dans le monde : Tunisie, Turquie, France, Belgique...), destruction des vestiges archéologiques par haine de l'Occident et de ses valeurs. Il veut imposer la charia, un mode de vie très rigoureux (loisirs interdits, port du niqab pour les femmes...). Depuis l'été 2014, une coalition arabo-occidentale (22 pays) dirigée par les États-Unis, et appuyée par la Russie et l'Iran, intervient militairement contre l'organisation terroriste, qui recule en Irak et en Syrie mais tente de s'étendre en Libye.

La crise migratoire en Europe. Le continent affronte, de Calais à Vintimille en passant par les Balkans, la plus grande crise migratoire depuis la Seconde Guerre mondiale : des milliers de migrants (+ de 500 000 de janvier à août 2015) se présentent à ses portes depuis 2010. Tous, fuyant la misère, sont en quête d'une vie meilleure. Aujourd'hui, ce sont surtout des réfugiés politiques syriens qui veulent échapper aux violences de la guerre civile, aux persécutions de Daesh. Beaucoup trouvent la mort au large des côtes turques, sont la proie des passeurs, parcourent à pied la Hongrie, la Slovaquie et la Croatie pour gagner les pays riches de l'Europe du nord. Les États de l'UE, débordés et désarmés face à ce flux de réfugiés, peinent à trouver un accord

pour les accueillir en se les répartissant suivant des quotas. Les pays de l'Europe de l'Est s'y opposent, certains ferment leurs frontières (Hongrie), d'autres rétablissent des contrôles (Allemagne, Autriche).

Autres menaces

- De nombreux foyers de tension. Les conflits israélo-palestinien, nationalistes (Russie), religieux, ethniques (Nigeria, Soudan, Mali) perdurent : ils peuvent déboucher sur des guerres civiles en Afrique (Nigeria, Soudan, Côte d'Ivoire, Mali, Centrafrique).
- La prolifération nucléaire. À côté des anciennes puissances nucléaires (États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine), de nouveaux États détiennent la bombe atomique (Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord) ou développent un programme nucléaire militaire. En 2015, un accord sur le nucléaire a été signé avec l'Iran.
- Le réchauffement climatique. C'est un défi mondial qui concerne tous les États. Ainsi, en 2015 à Paris, la conférence sur le climat (COP21), qui a réuni 195 pays, a abouti à un accord international applicable à tous, limitant le réchauffement mondial.

La montée de nouvelles puissances

Si les États-Unis demeurent toujours et incontestablement la première puissance mondiale, de nouveaux rivaux apparaissent. Ce sont des puissances émergentes, c'est-à-dire des États (hier encore en voie de développement) dont le niveau de vie se rapproche aujourd'hui de celui des pays développés, touchés de plein fouet par la crise économique : ces pays ont connu ces dernières années une croissance extrêmement forte, quoique quelque peu amoindrie actuellement. La Chine, devenue la deuxième puissance économique mondiale en 2010, pourrait dépasser les États-Unis d'ici deux ou trois décennies. Le poids de son marché intérieur (1,3 milliard d'habitants), ses immenses réserves en devises, l'importance de son commerce (premier exportateur mondial), sa puissance militaire en font un redoutable rival. L'Inde connaît aussi un important dynamisme économique, elle est suivie par le Brésil et la Russie. Ces quatre États formant le BRIC, acronyme créé par la Banque Goldman Sachs en 2003, ont été rejoints par l'Afrique du Sud et le Mexique, deux nouveaux pays émergents, pour constituer les BRICS. De plus, l'Inde, la Chine, la Russie détiennent l'arme nucléaire. La Chine et la Russie sont membres permanents au conseil de sécurité de l'ONU. Cette dernière entend retrouver son rang de grande puissance sur la scène internationale : accord sur le nucléaire iranien, intervention en Syrie.

Le sujet d'étude. Nous avons divisé ce sujet d'étude en deux parties suivant la chronologie et la politique conduite par les États-Unis : le monde de 1990 à 2000 ; le monde de 2001 à 2013.

Les pages d'ouverture. Deux événements, qui constituent des ruptures dans la période étudiée, sont présentés dans ces pages : la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 et l'attentat terroriste contre le World Trade Center (centre des affaires) à New York, le 11 septembre 2001.

La situation 1 constitue un point clé de la période étudiée, une rupture importante dans les rapports internationaux. Elle est le signe de la fin de la division de la ville et de l'Allemagne, symbole du monde bipolaire et de la guerre froide en Europe et dans le monde. La chute du mur permet les retrouvailles des Berlinoises et des Allemands séparés pendant une quarantaine d'années par le rideau de fer. L'événement sera suivi de la réunification de l'Allemagne, qui devra cependant affronter des problèmes de disparités de développement entre les deux anciens États.

Situation 2. Le titre, une simple date : 11 septembre 2001, met en évidence l'importance de l'événement, second point de rupture dans les relations internationales. Les attentats du 11 septembre 2001, perpétrés sur le sol même de la première puissance mondiale, ont créé un profond traumatisme aux États-Unis et dans le monde. Il s'agit désormais de faire la guerre au terrorisme en monopolisant toutes les forces dans un combat de type nouveau, contre un ennemi caché et en lutte contre l'Occident et ses valeurs. Ainsi, abandonnant le multilatéralisme en faisant fi du vote de l'ONU, le président américain G. W. Bush va privilégier l'action unilatérale et conduire une guerre préventive en Irak.

Le cours 1 fait état de la situation internationale à la suite de la chute du mur de Berlin et de la fin de la guerre froide. Après l'indépendance des républiques Baltes en 1990 et surtout la création de la CEI par les anciens fondateurs, l'URSS implose et disparaît en tant qu'entité politique. Les États-Unis, unique superpuissance, en position d'hégémonie sur la scène mondiale, sont à la recherche d'un nouvel ordre international, fondé sur l'ONU. Mais l'espoir de paix est vite déçu.

Le cours 2 met en évidence le profond traumatisme, le changement radical de la politique des États-Unis à la suite des attentats du 11 septembre 2001 perpétrés sur leur sol. Loin de la gouvernance mondiale, déjà bien effritée, le président américain, G. W. Bush, décide de faire la guerre au terrorisme international, au besoin de façon unilatérale comme

ce sera le cas en Irak en 2003. Mais ses troupes s'y enlisent, elles ne parviennent pas à pacifier le pays. Par ailleurs, les menaces de la prolifération nucléaire se multiplient dans le monde. Et les États-Unis doivent compter avec la montée des puissances émergentes.

L'«**Essentiel autrement**» a pour objectif de mettre en évidence, sous forme d'un schéma simple, les articulations et les points importants du sujet d'étude :

- la fin du monde bipolaire, 1989-1991, avec la fin de la guerre froide et l'effondrement du modèle soviétique;
- un monde unipolaire, 1991-2001, où les États-Unis sont l'unique superpuissance et recherchent un nouvel ordre mondial (multilatéralisme) sous leur contrôle;
- un monde multipolaire et instable, 2001-2015, depuis les attentats du 11 septembre 2001, qui voit les menaces se multiplier (terrorisme, crise migratoire) et la montée en puissance des pays émergents.

L'«**Essentiel en carte**» permet de situer les rapports de puissance depuis la fin de la guerre froide : les alliances politiques et militaires; les menaces terroristes; les interventions militaires; les niveaux de développement.

Les pages «**Capacités**». À partir d'une chronologie détaillée, il s'agit pour les élèves de raconter un événement important de la période : la disparition de l'URSS en tant qu'État. Un questionnaire détaillé et calqué sur les indications générales de méthodologie aide à la rédaction. Le récit en tant que tel doit être structuré suivant les étapes traditionnelles : état initial, déclencheur, épisodes, résolution et état final.

Deux exercices d'application sont proposés dans l'entraînement :

- La guerre du Golfe, 1990-1991
- La guerre en Irak, 2003

Une double page «**Pour mieux rédiger**». Une batterie d'exercices variés donne des outils aux élèves pour rédiger leurs réponses : rédiger l'explication d'une expression, introduire un exemple pour illustrer la définition d'une notion, décrire et interpréter un dessin de presse.

Les deux pages d'évaluation. Des questions simples sur le sujet d'étude font appel à la mémorisation et doivent permettre de vérifier l'acquisition des connaissances (dates, définitions...). Un questionnaire à partir de documents sur chacune des deux situations doit permettre de vérifier les acquis.

Ouverture (p. 58-59)

1. (Doc 1) *Qui sont les gens massés de part et d'autre du mur et que font-ils ?*

Les gens massés de part et d'autre du mur sont des Berlinoises et des soldats garde-frontières. Ils assistent à l'ouverture du mur de Berlin sous la poussée du peuple et la passivité des gardes de la RDA.

2. (Doc 2) *Que symbolise aux yeux du monde l'attaque du World Trade Center par des terroristes ?*

L'attaque du World Trade Center par des terroristes marque un affaiblissement de la puissance américaine. Cet important centre des affaires (commercial et financier) est le symbole de la richesse et de la réussite du pays. En le prenant pour cible, les terroristes ont voulu frapper le cœur de la puissance américaine, son modèle économique (le capitalisme).

3. (Doc 1 et 2) *Pourquoi chacun de ces deux événements constitue-t-il un tournant historique ?*

Chacun de ces deux événements constitue un tournant historique. La chute du mur de Berlin marque la fin de la séparation de la ville en deux parties, les retrouvailles des Berlinoises, la fin de la guerre froide. Elle sera suivie de la réunification allemande. Les attentats du 11 septembre 2001 montrent que, désormais, les États-Unis ne sont plus invulnérables, qu'ils peuvent être attaqués sur leur propre sol, au cœur de leur puissance.

Situation 1. La chute du mur de Berlin (p. 60-61)

1. (Doc 1) *Quelle est désormais la politique extérieure de l'URSS ?*

La politique extérieure de l'URSS est désormais la non-ingérence, la non-intervention dans les affaires intérieures des pays de l'Est, qui décideront eux-mêmes leur propre politique.

2. (Doc 1 et 2) *Quelle est la conséquence de la nouvelle politique soviétique ? Pourquoi ? Que réclament les Berlinoises de l'Est ?*

Cette nouvelle politique soviétique incite les pays de l'Europe de l'Est, comme ici la RDA, à manifester. Ces États, jusqu'alors sous l'emprise de Moscou, étaient soumis à la dictature du Parti communiste. Les Berlinoises de l'Est réclament les libertés individuelles et des réformes.

3. (Doc 3 et 2) Que décrètent les autorités de RDA ? Comment expliquer une telle décision ?

Les autorités de RDA décrètent la libre circulation de leurs ressortissants, leur droit à quitter le pays, à s'exiler à l'étranger. Une telle décision peut s'expliquer par la nouvelle politique menée en URSS qui ne soutient plus dès lors les gouvernements des pays de l'Europe de l'Est, par le fait que le régime semble débordé par l'ampleur des manifestations.

4. (Doc 3) Quelle est la conséquence de cette annonce ?

Cette annonce a pour conséquence la chute du mur de Berlin, la fuite des Berlinoises de l'Est vers l'Ouest, la réunion de familles jusque-là séparées.

5. (Doc 4) Qui sont ces manifestants ? Que réclament-ils ?

Ces manifestants sont des ressortissants de la RDA. Ils réclament l'unification de l'Allemagne.

6. (Doc 5) Que décide le Traité 2 + 4 ? Pourquoi l'appelle-t-on ainsi ?

Le traité 2 + 4 décide la réunification de l'Allemagne qui devient un État souverain : la RFA et la RDA formeront un seul État, l'Allemagne. Le traité est appelé 2 + 4 parce qu'il est signé non seulement par les deux États allemands (la RFA et la RDA) mais aussi par les quatre puissances d'occupation (les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS).

7. (Doc 6 et 5) Que ressent le chancelier H. Kohl le jour de la réunification ? Quels sont les symboles de la réunification. Pourquoi, selon lui, s'agit-il d'un événement historique ?

Le jour de la réunification, le chancelier H. Kohl ressent un grand bonheur, il a l'impression de vivre un instant magique après les quarante ans de division de son pays. Les symboles de la réunification sont le drapeau de la RFA hissé à Berlin sur le Reichstag (le Parlement, haut lieu de la démocratie) qui se trouvait au temps de la division de l'autre côté du mur, en territoire est-allemand. Il s'agit, pour lui, d'un événement historique car la réunification s'est faite pacifiquement.

Pour conclure

Pourquoi la chute du mur de Berlin a-t-elle été possible et quelles sont ses conséquences pour l'Allemagne ?

Pendant pratiquement quatre décennies, le mur de Berlin coupant la ville en deux parties est le symbole de la guerre froide en Europe, celui de la division de l'Allemagne en deux États situés de part et d'autre du rideau de fer. En 1961 par les autorités de la RDA pour arrêter la fuite vers la RFA et l'Ouest de ses ressortis-

sants épris de liberté, ce mur réputé infranchissable entoure Berlin-Ouest. Il s'effondre le 9 novembre 1989 sous la poussée des Berlinoises de l'Est, face à des garde-frontières passifs. Cette chute a été rendue possible à la suite de la politique de non-intervention, de non-ingérence dans les pays européens conduite, à partir de 1986, par M. Gorbatchev, le dirigeant de l'URSS, pays épuisé par la course aux armements et à l'économie sinistrée. La chute du mur permet la libre circulation dans la ville, les retrouvailles des habitants, familles et amis ayant jusqu'alors été séparées. Elle est aussi à l'origine de la réunification du pays l'année suivante. En effet, le traité 2 + 4, signé à Moscou le 2 septembre 1990 par les deux États allemands et les quatre anciennes puissances occupantes qui abandonnent leurs droits, proclame la création d'un État allemand pleinement souverain, issu de la fusion de la RFA et de la RDA. Le peuple allemand accueille avec liesse la réunification du pays, célébrée par une fête légale fixée au 3 octobre.

Situation 2.

**Le 11 septembre 2001
(p. 62-63)**

1. (Doc 1) Que s'est-il passé le 11 septembre 2001 ?

Le 11 septembre 2001, une série d'attentats terroristes visant les symboles de la puissance américaine ont été perpétrés sur la côte Est des États-Unis. Quatre avions de ligne régulière ont été détournés par des islamistes : deux s'écrasent à New York, sur le *World Trade Center*, un centre des affaires incarnant la puissance financière ; un troisième s'abat à Washington sur le *Pentagone*, le département de la Défense, représentant la puissance militaire ; un quatrième tombe dans la campagne avant d'atteindre l'objectif visé, la *Maison Blanche*, siège du pouvoir politique présidentiel.

2. (Doc 1 et 2) Justifiez les deux titres de cette Une.

Les deux titres de cette Une « jour de terreur », « c'est la guerre » traduisent l'horreur de l'événement : les États-Unis ont été attaqués sur leur propre territoire, au cœur de leur puissance.

Ces attentats ont en effet traumatisé les États-Unis et le monde par leur nombre (quatre), leur déroulement simultané (quelques minutes d'intervalle), le procédé employé (détournement d'avions de ligne), les cibles (les symboles de la puissance américaine), le nombre de victimes (des civils innocents).

3. (Doc 3) Selon G.W. Bush, qui au-delà des symboles a été la cible des attentats ? Quelle nouvelle politique extérieure le président entend-il désormais conduire ?

Pour G. W. Bush, au-delà des symboles, ce sont la liberté et la démocratie qui ont été la cible des attentats. Le président américain entend faire une guerre sans merci au terrorisme international en mobilisant les ressources du pays, en ralliant à cette cause le monde épris de liberté.

4. (Doc 4) Quel est le but de l'intervention américaine en Afghanistan ?

Après le 11 septembre 2001, les États-Unis interviennent en Afghanistan à la tête d'une coalition ayant l'aval de l'ONU pour chasser les terroristes qui ont trouvé refuge dans ce pays. Il s'agit de traquer les chefs islamistes et surtout O. Ben Laden, responsable des attentats du 11 septembre.

5. (Doc 5 et 4) A quelle action G. W. Bush fait-il allusion au début du discours ?

Au début du discours, G. W. Bush fait allusion à l'intervention en Afghanistan, à la suite de laquelle des islamistes ont été tués ou faits prisonniers.

6. (Doc 5) Quels sont dorénavant ses deux objectifs ? Qu'entend-il par « Axe maléfique » ?

Il s'agit d'une part de détruire les camps d'entraînement, de neutraliser, d'arrêter et de juger les terroristes ; d'autre part, d'empêcher les États qui protègent les terroristes de détenir des armes de destruction massive. G.W. Bush parle d'« Axe maléfique » pour désigner des États (selon lui, la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak de S. Hussein) qui soutiennent les terroristes et détiennent des armes qu'ils pourraient leur fournir.

7. (Doc 6) Quelles sont les réactions face à la guerre lancée par les EU contre l'Irak ?

La guerre a été lancée par les EU contre l'Irak sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, qui par un vote s'est prononcé contre une intervention en Irak. De nombreuses manifestations d'opposants à la guerre ont lieu dans le monde, comme ici aux États-Unis, dans la capitale même.

8. (Doc 6 et 5) Pourquoi peut-on parler de guerre préventive ?

On peut parler de guerre préventive puisqu'en 2003 l'Irak n'a attaqué aucun État. L'intervention américaine a pour but de désarmer l'Irak car G. W. Bush soupçonne ce pays de détenir des armes de destruction massive qui pourraient être mises au

service des terroristes, exercer un chantage sur les États-Unis ou attaquer leurs alliés.

Pour conclure

Quelles sont les conséquences du 11 septembre sur la politique extérieure américaine et sur le monde ?

Les attentats terroristes, perpétrés le 11 septembre 2001 sur le sol américain, ont visé et atteint les États-Unis au cœur de leur puissance, créant un profond traumatisme dans le pays et dans le monde : l'hyper-puissance n'est désormais plus invulnérable. Très vite, le président américain, G. W. Bush déclare la guerre au terrorisme international et, au nom de la défense de la liberté et de la civilisation (occidentale), il invite les démocraties à se joindre aux États-Unis dans ce combat contre la terreur. Il entend monopoliser tous les moyens (diplomatiques, financiers et militaires) dont dispose la superpuissance pour traquer partout dans le monde les membres du réseau Al-Qaïda responsable, selon lui, des attentats, et poursuivre les nations qui les protègent. Ainsi, dès octobre 2001, avec l'accord de l'ONU et l'aide militaire du Canada, du Royaume-Uni et de la France, les États-Unis s'engagent militairement en Afghanistan, refuge des terroristes, puis s'y enlisent. En 2003, abandonnant le multilatéralisme prôné au début des années 1990 par le président précédent, G. Bush père, ils interviennent en Irak dans une guerre préventive et unilatéralement (sans l'aval de l'ONU), pour en chasser le dirigeant S. Hussein qu'ils soupçonnent de détenir des armes de destruction massive. Une fois le dictateur éliminé, ils ne parviennent cependant pas à rétablir la paix dans le pays, ni dans le monde. En effet, les attentats terroristes se multiplient, éclatant un peu partout : en Europe (à Madrid et à Londres), en Afrique (au Maghreb, en Mauritanie, au Kenya), en Asie (au Moyen-Orient, en Afghanistan, au Pakistan, en Inde et en Indonésie). La prolifération nucléaire est aussi source de menaces. De plus, les États-Unis doivent compter avec la montée de nouveaux rivaux, la Chine et l'Inde, qui sont des puissances émergentes nucléaires, dans un monde devenu multipolaire.

Cours 1. La recherche d'un nouvel ordre international, 1990-2000 (p. 64-65)

1. (Doc 1) Qui sont et que font ces hommes ? Que symbolisait le Rideau de fer ?

Ces hommes sont des garde-frontières hongrois en train de démanteler le rideau de fer le long de la frontière entre la Hongrie, État appartenant au camp soviétique, et l'Autriche liée au camp occidental. Le rideau de fer symbolisait la limite entre les deux blocs en Europe.

2. (Doc 2) *Que devient l'URSS en 1991 ? Quel État en est l'héritier sur la scène mondiale ?*

En 1991, l'URSS disparaît en tant qu'État. La Russie en est l'héritière sur la scène mondiale, car elle est l'État le plus vaste de l'ex URSS, et comporte Moscou, sa capitale. Elle garde ainsi le siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, et dispose de l'arsenal nucléaire soviétique.

3. (Doc 3) *Quelle situation M. Gorbatchev trouve-t-il à son arrivée au pouvoir en URSS en 1985 ? Comment l'explique-t-il ?*

Lors de son arrivée au pouvoir en URSS en 1985, M. Gorbatchev trouve un pays sinistré. Selon lui, l'économie est épuisée par la course aux armements, la société est étouffée par le poids de la bureaucratie.

4. (Doc 3) *Quelle politique conduit-il alors et quel bilan de son action établit-il ?*

M. Gorbatchev conduit une politique d'importantes réformes :

- à l'intérieur, libéralisation du régime (liberté politique et spirituelle),
- à l'extérieur, fin de la guerre froide et de la course aux armements ; ouverture au monde et non ingérence dans les affaires des autres États.

5. (Doc 3 et 2) *Quelles sont les conséquences de sa politique pour lui-même et pour l'URSS ?*

Sa politique a généré une forte opposition, ce qui l'a contraint à démissionner, et a entraîné l'effacement de l'URSS et sa disparition en tant qu'État.

6. (Doc 4) *Pourquoi peut-on qualifier les États-Unis d'unique superpuissance ?*

On peut qualifier les États-Unis d'unique superpuissance, car son grand rival, l'URSS, a implosé. Eux seuls désormais possèdent tous les éléments de la puissance : puissance économique, militaire, technologique, financière, culturelle et linguistique.

7. (Doc 5) *Quel nouvel ordre mondial voulu par les États-Unis la guerre du Golfe illustre-t-elle ?*

La guerre du Golfe illustre le nouvel ordre international fondé sur le concert des nations (multilatéralisme) pour défendre la démocratie et le droit : au Koweït, des États du monde entier ont uni leurs

forces pour faire respecter la liberté et les droits de l'homme face à l'agresseur irakien.

8. (Doc 6) *Que révèle cette photo sur le monde de l'après guerre froide ?*

La guerre civile en Bosnie montre que la fin de la guerre froide n'a pas apporté la paix. Des conflits locaux se multiplient dans le monde, et même au cœur de l'Europe. Ils peuvent déboucher sur des atrocités comme le génocide des Bosniaques par les Serbes en 1994.

Cours 2. Un monde complexe et multipolaire, 2001- 2015 (p. 66-67)

1. (Doc 1) *Que s'est-il passé le matin du 11 septembre 2001 aux États-Unis ? Quelle a été la réaction américaine ?*

Le matin du 11 septembre 2001, des milliers de civils ont été la cible d'attentats terroristes sur le sol même des États-Unis : des avions de ligne régulière se sont écrasés sur les tours jumelles du World Trade Center à New York, sur le Pentagone à Washington. La réaction américaine a été de faire la guerre au terrorisme islamiste : guerre en Afghanistan, refuge des terroristes d'Al Qaïda, puis guerre à l'Irak, soupçonné à tort de détenir des armes de destruction massive.

2. (Doc 1) *Selon le président Obama, d'où le terrorisme provient-il ?*

Selon le président Obama, le terrorisme provient d'une idéologie : la croyance que l'Occident mène une guerre contre l'islam.

3. (Doc 3) *Localisez les principales zones de conflit, puis celles cibles des attentats islamistes.*

Les principales zones de conflit (arc de crise) s'étendent de l'Afrique subsaharienne et orientale à l'Afrique du Nord et à l'Ouest de l'Asie, en passant par le Moyen-Orient

Les attentats islamistes depuis 2001 ont visé de nombreuses régions du monde, plus particulièrement :

- en Asie : Moyen-Orient (Turquie, Syrie), Afghanistan, Inde, Pakistan, Indonésie ;
- en Afrique : Maghreb (Maroc, Tunisie), Mali, Burkina Faso, Somalie ;
- en Europe : Espagne, Royaume-Uni, Russie, Danemark, France, Belgique.
- en Amérique : États-Unis, Canada.

4. (Doc 1 et 3) *Pourquoi peut-on dire que la puissance américaine s'est amoindrie ?*

La puissance américaine paraît amoindrie car elle n'est pas parvenue à éradiquer le terrorisme islamiste : celui-ci continue à multiplier les attentats sur la plupart des continents, il a pu sévir à nouveau sur le sol même des États-Unis (Boston, 2013).

5. (Doc 2) Quels sont les actes commis le soir du 13 novembre 2015 à Paris ? Qui était visé ?

Le soir du 13 novembre 2015, plusieurs lieux de la capitale (et de sa proche banlieue) ont été la cible d'attentats terroristes simultanés. C'est la France tout entière qui était visée : sa civilisation (occidentale), ses valeurs (la liberté, les droits de l'homme), sa jeunesse, son mode de vie (la fête, le sport, la culture).

6. (Doc 1 et 2) Relevez les points communs et la différence d'origine des auteurs de ces attentats. Pourquoi s'agit-il d'une guerre de type nouveau ?

Les points communs : ce sont des attentats « aveugles » qui visent des civils innocents, n'importe qui, le but étant de tuer un maximum de personnes ; il n'y a pas d'armée ; c'est une guerre idéologique contre la civilisation occidentale et ses valeurs.

La différence d'origine des auteurs de ces attentats : le 11 septembre 2001, l'organisation terroriste Al Qaïda, dont le berceau historique se trouve en Afghanistan, attaquait les États-Unis ; le 13 novembre 2015, le groupe islamiste EI, appelé aussi Daech, formé en Irak, sévissait en France.

Il s'agit d'une guerre d'un type nouveau, car il n'y a pas de déclaration préalable, ni d'armée face à face. Elle est le fait d'individus dispersés, qui sèment la terreur en tuant des civils au moyen d'actions kamikazes par haine de la civilisation occidentale.

7. (Doc 2 et 4) Qui sont ces migrants ? D'où viennent-ils et où veulent-ils se rendre ?

Ces migrants sont des Arabes (reconnaissables à leurs vêtements) réfugiés politiques, qui fuient la guerre civile et Daech. Ils viennent de Syrie et d'Irak. Ils veulent se rendre en Europe en passant par la Serbie pour entrer en Hongrie et ainsi dans l'espace Schengen. Ils pourront alors rejoindre la plupart des pays de l'UE (Allemagne).

8. (Doc 4) Expliquez la présence des barbelés.

Les barbelés ont pour but d'empêcher les réfugiés de pénétrer en Hongrie. Ce pays craint en effet d'être submergé par une vague de migrants. Cette attitude est contraire aux valeurs de l'UE qui entend accueillir et protéger les réfugiés politiques.

9. (Doc 5) À quel groupe de pays les BRICS appartiennent-ils ? Qualifiez leur croissance et son évolution. Justifiez l'appellation « émergents ».

Les BRICS appartiennent au groupe de pays émergents. Ils ont connu une croissance forte au cours de la décennie précédente, alors que celle des pays riches était faible. Cette croissance est aujourd'hui moindre, voire négative pour certains (Russie, Brésil). Mais, bien que réduite, elle demeure encore plus élevée que celle des pays riches, surtout en ce qui concerne la Chine et l'Inde. On nomme ces États « émergents » car, jadis pauvres et sous-développés, ils bénéficient ces derniers temps d'une forte croissance économique qui les fait s'approcher des pays riches développés.

10. (Doc 5) Pourquoi peut-on dire que ces pays sont disparates ? Sur quel plan connaissent-ils encore un certain retard ?

Ces pays sont disparates par l'importance de leur population et l'étendue de leur superficie : La Chine et l'Inde sont des géants et des colosses démographiques. Et surtout, certains ont un grand poids politique : dans le domaine militaire, la Russie, la Chine et l'Inde détiennent l'arme nucléaire ; dans celui de la diplomatie, la Russie et la Chine sont membres permanents au conseil de Sécurité de l'ONU.

Cependant, tous connaissent encore un certain retard en ce qui concerne le niveau de vie : le PIB par habitant reste très inférieur à celui des pays développés, notamment celui des États-Unis

L'essentiel autrement et L'Essentiel en carte (p. 68-69)

À partir du schéma et de la carte, montrez l'évolution des rapports de puissance dans le monde depuis le début des années 1990. Pourquoi peut-on parler aujourd'hui d'un monde « multipolaire et instable » ?

Au début des années 1990, avec la fin de la guerre froide et l'implosion de l'URSS, les États-Unis sont en position d'hégémonie sur la scène mondiale. Unique superpuissance, ils détiennent tous les éléments de la puissance, tant sur le plan économique et financier que militaire et diplomatique. Afin d'assurer la paix et la sécurité dans le monde désormais unipolaire, ils entendent organiser un nouvel ordre international, fondé sur le concert des nations dans le cadre de l'ONU, et placé sous leur commandement. Ainsi dès 1991, avec l'aval de l'ONU, ils se trouvent à la tête d'une vaste coalition d'États pour chasser du Koweït l'envahisseur irakien. Avec la montée des nationalismes multipliant les conflits locaux, ethniques ou religieux, ils interviennent en « gendarmes » du monde là où leurs valeurs et leurs intérêts sont menacés.

cés. Mais ils ne peuvent empêcher des génocides en Bosnie (ex-Yougoslavie) et au Rwanda.

Après les attentats terroristes perpétrés le 11 septembre 2001 sur le sol américain, le président G. W. Bush déclare une guerre sans merci au terrorisme international : il invite toutes les démocraties à se joindre aux États-Unis pour traquer les terroristes partout dans le monde. Ainsi en octobre 2001, appuyés militairement par le Canada, le Royaume-Uni et la France, les Américains interviennent, sous accord de l'ONU, en Afghanistan qu'ils considèrent comme un refuge des terroristes, puis s'y enlisent. En 2003, passant outre l'opposition de l'ONU, et aidés du Royaume-Uni, ils attaquent l'Irak qu'ils soupçonnent de détenir des armes de destruction massive, en chassent le dictateur mais ne parviennent pas à rétablir la paix. Ce combat contre « l'axe du mal » n'empêche pas d'autres attentats terroristes en Europe, en Afrique ou en Asie. Les foyers de tension se multiplient dans le monde. Depuis la fin de 2012, les « Printemps arabes » dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient débouchent sur des guerres civiles qui rendent la région instable. Le mouvement islamiste Daech (ou EI), composé de volontaires venus de partout, et formé lors de l'invasion de l'Irak, profite de la désorganisation de cet État et de celle de la Syrie pour créer le chaos et former un califat. Daech multiplie sur tous les continents (et particulièrement en Asie, en Afrique et en Europe) les attentats suicides ayant pour cible des civils innocents, par haine de la civilisation occidentale et de ses valeurs. Le but est de semer la terreur, d'étendre au monde la charia. Des milliers de réfugiés politiques (Syriens, Irakiens, Kurdes) affluent aux portes de l'Europe au péril de leur vie, pour fuir la guerre, la cruauté.

La prolifération nucléaire est lourde de menaces. Tandis que la crise économique et financière frappe de plein fouet les pays riches et industrialisés, des puissances émergentes (BRICS), telles la Chine et l'Inde, connaissent une forte croissance économique et deviennent de redoutables concurrents. La Russie tient à jouer un rôle politique et diplomatique de premier plan sur la scène internationale (conflit syrien). Ainsi, aujourd'hui, le monde est multipolaire et instable.

Capacités : Faire le récit d'un événement (p. 70-71)

La disparition de l'URSS en tant qu'État

1. Nommez les États et les personnages directement concernés par cet événement. À partir de quand est-il enclenché ?

Cet événement concerne directement l'URSS, principalement son dirigeant, M. Gorbatchev, qui démissionne le 25 décembre 1991, puis B. Eltsine, partisan de l'abandon du communisme et élu président de la Russie en juin. Il concerne aussi les pays de l'Europe de l'Est, sous l'emprise soviétique. La disparition de l'URSS en tant qu'État est enclenchée à partir de 1986 à la suite de l'échec des réformes économiques lancées par M. Gorbatchev, arrivé au pouvoir en URSS l'année précédente.

2. Expliquez ce que l'on entend par « URSS ». Dans quelle situation se trouvait ce pays en 1985 ?

L'URSS est l'Union des Républiques socialistes soviétiques, État fédéral fondé en 1922 sur la dictature du Parti communiste. En 1985, ce pays était sinistré politiquement et économiquement par la course aux armements, l'échec des réformes, et étouffé par le poids et la rigidité de la bureaucratie.

3. Indiquez qui est M. Gorbatchev. Quelle politique entend-il mener en URSS ? A-t-il atteint ses buts ?

M. Gorbatchev est le chef du Parti communiste soviétique, la plus haute instance dirigeante de l'URSS. Il entend entreprendre de profondes réformes pour démocratiser et libéraliser le régime : transparence politique (glasnost) et restructuration économique (perestroïka). M. Gorbatchev n'est pas parvenu à redresser le pays. Les réformes économiques ayant échoué, le système soviétique est en faillite.

4. Mentionnez les conséquences de cette politique en 1989 et en 1990. Pourquoi la mort de l'URSS se révèle-t-elle inéluctable fin 1991 ?

Cette politique a entraîné :

- en 1989, à l'intérieur, des élections libres au Parlement ; à l'extérieur, la chute du mur de Berlin et la fin de la tutelle soviétique sur les pays de l'Europe de l'Est ;
- en 1990, à l'intérieur, l'indépendance des républiques Baltes annexées en 1940 ; à l'extérieur, la réunification de l'Allemagne.

La mort de l'URSS est inéluctable en décembre 1991 car, après la disparition du bloc soviétique et l'élection de B. Eltsine partisan de l'abandon du communisme, le régime, fondé sur la dictature du parti unique, n'a plus de raison d'être.

5. Faites le récit de la disparition de l'URSS en tant qu'État.

Lors de son arrivée au pouvoir en URSS en 1985, M. Gorbatchev, chef du Parti communiste, trouve

un pays sinistré économiquement, épuisé par la course aux armements et étouffé par le poids d'une administration rigide et l'absence de libertés. Dès 1986, il conduit une politique de vastes réformes radicales destinées à sauver le communisme en transformant le pays en profondeur. Il décide la transparence politique (glasnost) en accordant la liberté d'expression et d'information et la restructuration économique (perestroïka) pour moderniser le pays. Mais ces réformes échouent, le système est en faillite et le mécontentement populaire s'accroît. Dans les pays de l'Europe de l'Est, où des manifestants nationalistes réclament la fin de la tutelle soviétique, Moscou refuse d'intervenir au nom de la politique de non-ingérence à l'extérieur. Ces États se libèrent alors de son emprise et abandonnent le communisme (ouverture du rideau de fer et chute du mur de Berlin en 1989). En URSS, les premières élections libres ont lieu au Parlement en 1989. L'année suivante, les républiques Baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), annexées par Staline en 1940, accèdent à l'indépendance sans opposition du Kremlin, l'Allemagne est réunifiée. Enfin, en 1991, la dissolution du pacte de Varsovie consacre la fin de la guerre froide et la victoire des États-Unis. Élu en 1990 président de la Russie, la plus importante des républiques fédérales, B. Eltsine est partisan de l'abandon du communisme. Le 8 décembre 1991, les accords de Minsk, signés par les Républiques fondatrices du pays, mettent fin à l'existence de l'URSS en tant qu'État pour créer la CEI, groupement économique assez lâche. Impuissant face à l'écroulement du pays, M. Gorbatchev abandonne ses fonctions le 25 décembre 1991. L'URSS est officiellement dissoute le lendemain.

Application

1. La guerre du Golfe (1990-1991)

1. Où la guerre se déroule-t-elle et quelle est sa durée ? Citez les deux camps face à face (États)

La guerre se déroule au Moyen-Orient, plus précisément au Koweït, durant un mois et demi, du 17 janvier au 3 mars 1991. L'Irak, l'agresseur, affronte une coalition de 26 pays sous commandement américain.

2. Quelle est la cause directe du conflit et quel est le but poursuivi ? Donnez la réaction de l'ONU.

La cause directe du conflit est l'invasion du Koweït, petit État souverain, par l'Irak. Le but poursuivi est la libération du Koweït. L'ONU condamne cette agression et exige le retrait des forces irakiennes.

3. Repérez les différentes étapes du conflit.

Situation initiale. Le Koweït, un État souverain

Déclencheur. Invasion du Koweït par l'Irak, et ultimatum de l'ONU.

Action. Opération « tempête du Désert », menée par une coalition de 26 pays sous commandement américain.

Équilibre. Libération de la capitale et débâcle de l'armée irakienne.

Situation finale. Le Koweït libéré retrouve sa souveraineté, l'Irak doit détruire ses armes.

4. Quelle est la situation du Koweït à la fin de la guerre ?

À la fin de la guerre, le Koweït libéré est à nouveau un État indépendant et souverain.

5. Faites le récit de la guerre du Golfe suivant la méthode proposée et vos réponses aux questions.

La guerre du Golfe, nommée ainsi car elle se déroule près du golfe persique au Moyen-Orient, débute en janvier 1991 et se termine le mois suivant. Une vaste coalition de 26 nations, conduite par les États-Unis et basée en Arabie Saoudite, intervient militairement contre l'Irak dirigé par Saddam Hussein. En août 1990, ce puissant État a envahi le Koweït, son petit voisin riche en pétrole, et ne s'est pas retiré malgré la condamnation et les injonctions de l'ONU. L'ultimatum lancé le 29 novembre 1990 et prenant fin le 15 janvier 1991 menace l'Irak d'une intervention armée en cas de non retrait. Le 17 janvier, l'opération « tempête du Désert » est déclenchée. Après un mois de bombardements aériens, une offensive terrestre débute le 24 février et libère la capitale du Koweït deux jours après, entraînant la débâcle de l'armée irakienne. Le 28 février, le pays est libéré. Enfin, le 3 mars, le cessez-le feu est accepté par l'Irak selon les conditions de l'ONU. Le Koweït retrouve ses frontières, l'Irak doit détruire ses armes afin de ne plus être une menace.

2. La guerre en Irak, 2003

1. Où et quand le conflit a-t-il lieu ? Nommez les États engagés se faisant face.

Le conflit a lieu en Irak, État du Moyen-Orient, en 2003. Les États-Unis et le Royaume-Uni affrontent l'Irak.

2. Quelle est la situation de l'Irak après 1991 ? Quelle est-elle fin 2003 ?

Après 1991, l'Irak est un État vaincu qui a dû se retirer du Koweït et détruire son armement. Fin 2003, le régime dictatorial est emporté, son dirigeant, S. Hussein, est capturé par les Américains et remis au peuple irakien.

3. Pourquoi le président américain engage-t-il son pays dans la guerre? Obtient-il l'aval de l'ONU? Pourquoi?

Le président américain engage son pays dans la guerre parce qu'il soupçonne l'Irak de détenir des armes de destruction massive. Il n'obtient pas l'aval de l'ONU. Une majorité s'est déclarée défavorable à une intervention militaire en Irak lors du vote à l'ONU, d'autant plus que la France et la Russie, par leur droit de veto en tant que membres permanents du Conseil de sécurité, s'opposent à la guerre.

4. Repérez les épisodes successifs du conflit.

Situation initiale. Les États-Unis, victimes d'attentats terroristes sur leur propre sol.

Déclencheur. La guerre au terrorisme international (un «axe du mal») décrétée par le président américain G. W. Bush

Action. Présentation à l'ONU de «preuves» d'armes de destruction massive détenues par l'Irak

Opposition de l'ONU au sujet d'une guerre à l'Irak

Intervention décidée unilatéralement par les États-Unis, soutenus par le Royaume-Uni.

Équilibre. Chute du régime. Poursuite de la guerre contre le terrorisme.

Situation finale. Capture, remise aux Irakiens et exécution de S. Hussein

5. Faites le récit de la guerre en Irak.

Durant un mois et demi en 2003, la guerre en Irak voit cet État du Moyen-Orient affronter militairement les États-Unis appuyés par le Royaume-Uni. À la suite des attentats islamistes du 11 septembre 2001 perpétrés sur le sol américain, le président G. W. Bush entend lutter contre le terrorisme. Il définit le 29 janvier 2002 un «axe du mal» incluant l'Irak. Bien que l'Irak ait été désarmé à la suite de la guerre du Golfe en 1991, les États-Unis le soupçonnent de détenir des armes de destruction massive. Décidés à entrer en guerre, ils présentent le 5 février 2003 des «preuves» de ces armes devant le Conseil de sécurité de l'ONU. N'ayant pu obtenir l'accord souhaité, ils déclarent alors unilatéralement la guerre le 14 février et enclenchent le début de l'opération «Liberté pour l'Irak». Le 20 mars, aidés des Britanniques, ils prennent la capitale, ce qui provoque la chute du régime et la fuite de son dirigeant. Le 9 avril, G. W. Bush entérine la fin des combats. Saddam Hussein est capturé par les Américains le 1^{er} mai, remis aux Irakiens pour être jugé, et le 30 décembre 2006 exécuté.

Pour mieux rédiger (p. 72-73)

Exercice 1. Rédiger l'explication d'une expression

On nomme «*printemps arabes*» les révoltes des peuples du monde arabe en raison de la misère et de l'absence de libertés. Leur but est d'instaurer la démocratie et de partager les richesses.

On désigne «*terrorisme*» les actes de violence commis par des individus isolés ou organisés afin de créer un climat d'insécurité, faire pression sur l'État, intimider la population, médiatiser une cause.

Exercice 2. Introduire un exemple pour illustrer la définition d'une notion

Une *superpuissance* est un État qui, par ses ressources économiques, militaires, politiques et culturelles, domine le monde, ainsi les États-Unis, et durant la guerre froide, l'URSS.

On appelle «*multilatéralisme*» un système privilégiant les modes de discussion, de concertation, de négociation ou d'action à plus de deux États : l'ONU, la guerre du Golfe.

On nomme *génocide* l'extermination délibérée et méthodique d'un groupe d'hommes en raison de ses origines ethniques, religieuses, tels les Tutsi au Rwanda, les musulmans en Bosnie.

Exercice 3. Décrire et interpréter un dessin de presse.

• Rédigez la description du dessin en ordonnant les phrases proposées précédées des connecteurs.

On observe d'abord un État divisé en deux parties. De plus, celles-ci sont séparées par un espace occupé par des barbelés. Le pays situé à gauche est très peuplé, alors que celui à droite est vide d'hommes. En effet, les habitants de l'État situé à droite passent par la Hongrie pour gagner l'État situé sur la gauche.

• Complétez le paragraphe par des mots de l'analyse et des connecteurs.

Au centre, un sillon correspondant au rideau de fer divise l'Allemagne en deux États appartenant à deux camps opposés. Située à gauche, la RFA dans le camp occidental, est très peuplée; à droite, la RDA dans le camp soviétique, est vide d'hommes. Effectivement, les habitants de celle-ci fuient le pays pour rejoindre la RFA en passant par la Hongrie (camp soviétique) depuis l'ouverture du rideau de fer avec l'Autriche (camp occidental).

Évaluation (p. 74-75).
Le monde depuis le tournant
des années 1990

1. Le sujet d'étude

1. Citez et datez les deux événements qui constituent un tournant dans l'histoire du monde.

Les deux événements qui constituent un tournant dans l'histoire du monde sont la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989, les attentats terroristes aux États-Unis le 11 septembre 2001.

2. Pourquoi peut-on dire que les États-Unis sont l'unique superpuissance au début des années 1990 ? Donnez des éléments de leur puissance.

Les États-Unis sont l'unique superpuissance au début des années 1990, car l'autre superpuissance rivale durant la guerre froide, à savoir l'URSS, a implosé en 1991 et n'existe plus en tant qu'État. Ils sont désormais les seuls à détenir tous les éléments de la puissance : puissance politique, économique, financière, militaire, diplomatique, culturelle. Ils sont en position d'hégémonie.

3. Classez chronologiquement les événements des années 1989-1991 :

Démission de M. Gorbatchev ; ouverture du rideau de fer en Hongrie ; « fin » de l'URSS ; réunification de l'Allemagne ; libéralisation des pays de l'Europe de l'Est ; chute du mur de Berlin.

1989	1. Ouverture du rideau de fer en Hongrie ; 2. Chute du mur de Berlin
1990	3. Libéralisation des pays de l'Europe de l'Est ; 4. Réunification de l'Allemagne
1991	5. Démission de M. Gorbatchev ; 6. « Fin » de l'URSS

4. Indiquez le nouvel ordre international que les États-Unis tentent d'instaurer au début des années 1990. Donnez un exemple d'intervention dans ce sens et qualifiez-la.

Au début des années 1990, les États-Unis tentent d'instaurer un nouvel ordre international fondé sur les principes de la démocratie, le droit international et le multilatéralisme. Ainsi, lors de la guerre du Golfe, une grande coalition d'États, soutenue par l'ONU, a combattu pour libérer le Koweït de l'envahisseur irakien. On peut qualifier la guerre du Golfe d'action multilatérale.

5. Indiquez une intervention qui marque une nouvelle orientation de la politique américaine après le 11 septembre 2001. Pourquoi parle-t-on alors d'unilatéralisme ?

L'invasion de l'Irak fin mars 2003 marque une nouvelle orientation de la politique américaine après le 11 septembre 2001. En effet, sans accord de l'ONU, les États-Unis entrent en guerre pour en chasser le président S. Hussein. On parle alors d'unilatéralisme américain puisqu'une majorité d'États ont voté contre la guerre à l'Irak lors d'un vote au Conseil de sécurité de l'ONU en février 2003.

6. Inscrivez dans le tableau le nom des hommes d'État des pays concernés par ces événements

Événement	État	Dirigeant
Fin de l'URSS	URSS	M. Gorbatchev
Guerre du Golfe	États-Unis Irak	G. Bush (père) S. Hussein
Guerre en Afghanistan	États-Unis	G. W. Bush (fils)
Guerre en Irak	États-Unis Irak	G. W. Bush (fils) S. Hussein

2. Les situations

Situation 1. La chute du mur de Berlin

1. Décrivez la scène.

Des milliers de Berlinoïses massés devant le mur, qui divise Berlin depuis 1961, tentent de l'ouvrir sous la passivité des garde-frontières est-allemands.

2. Dites en quoi la photo est-elle significative de l'événement.

La photo est significative de l'événement, car ce mur, réputé infranchissable, est tombé sous la poussée des manifestants, permettant aux habitants de Berlin-Est de passer librement à l'Ouest.

3. Indiquez le sens de cette caricature. Que met-elle en avant ?

La caricature entend représenter la réunification de l'Allemagne. Elle met en avant la puissance de la RFA : son chancelier, H. Kohl, semble vouloir avaler la « petite » RDA.

4. Mentionnez les conséquences de la chute du mur pour les Berlinoïses, puis pour les Allemands.

La chute du mur permet aux Berlinoïses d'être enfin réunis : les Berlinoïses de l'Est ont pu retrouver leur famille restée à l'Ouest. Elle entraîne la réunification de l'Allemagne : les Allemands vivront désormais dans une seule patrie, dans le même État.

Situation 2. Le 11 septembre 2001

1. Dites à quels attentats le texte fait-il référence.

Le texte fait référence aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 perpétrés sur le sol américain.

2. *Indiquez les conséquences de ces attentats sur la politique extérieure des États-Unis.*

Les États-Unis décident de faire la guerre au terrorisme en mobilisant toutes leurs ressources et en ralliant le monde à cette cause, un combat du Bien incarné par les États-Unis contre le Mal représenté par les terroristes. Ainsi, ils engagent fin 2001 leur armée en Afghanistan, refuge des terroristes, puis en 2003 en Irak qu'ils soupçonnent à tort de détenir des armes de destruction massive. La guerre à l'Irak constitue un changement dans la politique extérieure américaine puisqu'il s'agit d'une action unilatérale, qui n'a pas le soutien de l'ONU.

3. *Relevez, selon le journaliste, le bilan de ces actions dix ans plus tard.*

Selon le journaliste, dix ans plus tard, la guerre au terrorisme international est un échec. La menace terroriste existe toujours, car les islamistes sont toujours présents en Irak, en Afghanistan, dans un Pakistan en crise et se sont répandus dans d'autres pays musulmans (Maghreb, Yémen, Nigeria).

4. *Précisez la situation actuelle des États-Unis sur la scène mondiale.*

La situation actuelle des États-Unis sur la scène mondiale est en déclin relatif. Ils ne sont pas parvenus à éliminer le terrorisme islamiste et doivent affronter la montée en puissance de nouveaux États, les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud).

GÉOGRAPHIE - SUJET D'ÉTUDE 5

LA FRANCE DANS L'UNION EUROPÉENNE ET DANS LE MONDE

Ce premier sujet d'étude de géographie se propose d'étudier la place de la France dans l'Union européenne et dans le monde avec une insistance particulière sur l'Union européenne comme l'indique le titre de cette partie de la géographie du programme de terminale. Ce sujet, déjà abordé dans d'autres programmes, est un sujet classique qui permet de définir les notions de puissance et de territoire. De ce premier sujet d'étude découlent les autres points du programme. En effet, l'insertion de la France dans l'Union européenne et dans le monde conditionne les politiques et les enjeux de l'aménagement du territoire et la transformation de l'espace productif.

Problématique générale du sujet d'étude

Le chapitre permet d'imbriquer différentes échelles. Trois d'entre elles sont explicites, la France, l'Union européenne, le monde. D'autres sont implicites, dans la mesure où le programme évoque les « dynamiques territoriales », ce qui induit le régional et le local. Dans cette optique interscalaire, on s'interroge sur les rapports entre puissance et territoire. Les atouts d'un territoire (sa taille, sa position géographique, ses ressources, la diversité de ses potentialités) permettent-ils d'expliquer sa puissance ou bien celle-ci n'est-elle pas plutôt liée à des facteurs humains tels que la population (son nombre, son taux de renouvellement, son degré de créativité lié à son savoir-faire) et sa capacité à valoriser ses atouts par la mise en place, par exemple, d'infrastructures ? On s'interroge également sur le poids de l'histoire dans la configuration du territoire (comme le pré-carré, l'empire colonial devenu aujourd'hui « confettis d'empire »), dans les institutions (après la Seconde Guerre mondiale, participation plus ou moins active à la création d'organisations internationales telles que l'ONU, l'OTAN, le G8, le G20), dans le mouvement des idées enfin (liberté, égalité, droits de l'homme).

Suite aux aménagements du programme, on intègre la population dans ce sujet d'étude, en particulier sa mobilité et sa répartition.

On cherche ensuite à montrer les différents aspects de la puissance de la France dans les domaines traditionnels précisés dans le programme (écono-

mique, géopolitique, culturel) tout en insistant sur son ouverture sur l'Europe et sur le monde. Cette puissance se concrétise dans des réalisations spectaculaires, européennes souvent, telles que Airbus, Ariane, projet ITER et dans des lieux emblématiques tels que Paris qui fait l'objet d'une « situation » spécifique. Mais « mesurer » la puissance revient aussi à l'évaluer dans un contexte de mondialisation et à la comparer à celle d'États européens (Allemagne, par exemple) ou à celle d'États comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et à montrer son évolution par rapport à ce qu'elle était par exemple au début du ^{xx}e siècle. Force est alors de constater un déclin de sa puissance et de son influence dans le domaine économique, mais aussi diplomatique et culturel. La France apparaît ainsi aujourd'hui comme une puissance moyenne.

Les pages d'ouverture montrent quelques aspects de la place de la France dans le monde au travers de ses activités tertiaires. La puissance de la France est ainsi mise en scène. Mais ces documents sont de nature différente :

- Le lieu : la France, Paris, et plus spécifiquement le château de Versailles, lieu particulièrement prestigieux ; l'Afrique subsaharienne, le Niger, un des États les plus pauvres du continent.
- Les personnages : des acheteuses nippones fortunées ; des écoliers et un instituteur dans une petite école rurale.
- Les activités : une activité commerciale de luxe issue d'un artisanat traditionnel marqué par le savoir-faire et le bon goût ; une activité culturelle liée à la francophonie.

Le cours 1 : Ces deux pages sont destinées à envisager les bases de la puissance française. Ces bases sont à rechercher dans les aménités du territoire et dans son histoire.

Le cours 2 : Différents aspects de la puissance de la France en Europe et dans le monde sont envisagés : économie (document 1), diplomatie (document 2), militaire (document 3), culturel (document 4).

Ouverture (p. 76-77)

1. (Doc 1 et 2) Précisez quelle est la localisation de chacune de ces photographies.

La photographie de la page 76 représente des jeunes touristes japonaises en visite au château de Versailles, situé en banlieue parisienne. Celle de la page 77 est prise en Afrique subsaharienne, au Niger. Il s'agit d'une classe élémentaire accueillant des enfants de 8 à 9 ans. Cette salle de classe et son matériel sont tout à fait rudimentaires.

2. (Doc 1 et 2) Nommez les domaines dans lesquels s'exerce la puissance de la France.

La première photographie montre que la puissance peut être commerciale et, partant industrielle (industrie de luxe), touristique et de ce fait historique et culturelle (le château de Versailles).

La seconde que la puissance peut être culturelle mais aussi diplomatique (puisque'elle illustre les rapports entretenus avec l'Afrique postcoloniale).

3. (Doc 1 et 2) Relevez les éléments qui permettent, dans chacun des cas, d'expliquer cette puissance.

Dans le cas de Versailles, le château et le musée attirent une clientèle étrangère aisée (touristes) qui a acheté des macarons Ladurée et des produits dérivés des monuments français (produits de luxe). Dans le cas de l'école primaire, maintien de l'usage du français après la décolonisation (du fait du grand nombre de langues ethniques); cadre qui est celui d'une école française : position du maître et des élèves; usage du tableau; objectifs pédagogiques qui s'apparentent aux objectifs pédagogiques français (participation de l'élève; étude du calcul, du français avec l'apprentissage de la lettre a).

Situation 1 : Paris, ville mondiale (p. 78-79)

D'emblée se pose la question de l'identification de la situation.

Paris : Que faut-il entendre par là ? Le Paris des vingt arrondissements, dit aussi « intramuros », ce qui exclut La Défense, La Plaine-Saint-Denis... et ce qui est, par conséquent, difficilement concevable. Ou bien, l'agglomération parisienne (presque 10 millions d'habitants). Ou bien, la région Ile-de-France ? Le programme ne le précise pas.

Ville mondiale : une ville mondiale ne se définit pas par l'importance de sa population, mais par les fonctions stratégiques qu'elle exerce à l'échelle mondiale, les flux qu'elle organise et sa fonction de commandement dans la mondialisation.

1. (Doc 1 et 2) Quels atouts permettent à Paris d'être une ville mondiale ?

Différents atouts permettent à Paris d'être une ville mondiale :

- Sa situation à la terminaison de l'Europe occidentale, au cœur du bassin parisien, sur la Seine avec un débouché sur la Manche, une des mers les plus fréquentées du globe.

- Son histoire politique : tradition de centralisation d'ancien régime d'abord, puis républicaine ensuite. Paris est, de ce fait, le siège du gouvernement (Élysée, Matignon, ministères), de l'Assemblée nationale, du Sénat, du pouvoir judiciaire. Toute l'histoire de la France émane de Paris et le prestige de la France à l'étranger passe par Paris.

- Sa population : 2,7 millions d'habitants pour la ville, 10 millions pour l'agglomération et 12,3 millions pour l'aire urbaine. Paris devance largement Lyon et Marseille, ce qui contribue à marquer l'originalité du système urbain français. Paris est, par sa population, la 25^e plus grande ville du monde.

- Ses aménagements : Paris concentre des infrastructures qui la relie au reste de l'Europe et au monde : autoroutes, LGV, aéroports internationaux. Paris concentre également un fort potentiel de recherche avec universités, laboratoires... Paris est ainsi le premier pôle européen par ses équipements scientifiques.

2. (Doc 1 et 2) Énumérez les activités qui font de Paris une ville mondiale.

Paris est une ville mondiale par ses activités :

- C'est un pôle de commandement économique puisqu'elle concentre des sièges sociaux d'entreprises multinationales.

- C'est un pôle de commandement politique puisqu'elle abrite des institutions internationales telles que l'UNESCO, l'OCDE.

- C'est un centre de production industrielle et tertiaire (services), puisque Paris assure 4 % du PIB de l'UE.

- C'est un centre de recherche fondamentale et appliquée.
- C'est un centre culturel avec ses monuments, ses musées et expositions, ses spectacles. Paris est, de ce fait, la capitale du tourisme international.

Ainsi, Paris est remarquable par sa richesse à l'échelle de la France (29 % de la richesse nationale) et de l'Union européenne (4 % du PIB de l'Union européenne).

Paris est un centre économique important dans la mesure où c'est la première concentration industrielle française (20 % de la production industrielle mais 80 % des grandes entreprises), mais c'est surtout un centre financier (90 % des grandes banques; 3e place financière européenne après Londres et Francfort et 5e mondiale) et directionnel (53 % des cadres, et le plus vaste ensemble de sièges sociaux de France). C'est aussi un centre d'activités (activités stratégiques) de haut niveau (66 % des chercheurs). Au total, Paris est le 4e pôle économique mondial (après New York, Londres, Tokyo).

Paris est un centre culturel. C'est le 2e centre culturel mondial (après New York). Paris doit ce rôle à son patrimoine (monuments anciens, mais aussi plus récents comme le centre G.-Pompidou, la pyramide de Pei ou les tours de la Défense), à ses musées (Louvre, Orsay...). Elle le doit également à sa vie artistique (organisation de grandes expositions, en particulier au Grand Palais), littéraire (représentations théâtrales), cinématographique. Il ne faut pas oublier non plus que Paris est la capitale de la mode (défilés des grands couturiers) et de la gastronomie (chefs étoilés). Ces atouts culturels expliquent le nombre important de touristes (de loisir et d'affaires puisque Paris est la 2e ville mondiale organisatrice de congrès après Singapour). La provenance des touristes est de plus en plus diversifiée (nous avons vu dans la page d'ouverture l'importance des touristes asiatiques).

3. (Doc 3) Montrez comment évolue le rôle mondial de Paris. Justifiez votre réponse.

Le rôle mondial de Paris semble se dégrader. On constate une frilosité de son rôle économique puisque la croissance de son PIB est nettement moins importante que celle de ses concurrentes, Londres en particulier (trois fois moins importante). Les investissements étrangers à Paris sont en recul puisqu'ils passent de la 4^e place en 2008 à la 7^e en 2013, ce qui a une répercussion sur l'emploi dans la mesure où ces investissements sont créateurs d'emplois. Son rôle financier régresse également puisque sa place financière passe du 11^e rang mondial en 2007, au 26^e aujourd'hui. Enfin, si Paris reste la 3^e ville la plus visitée du monde, le nombre de

ses visiteurs augmente beaucoup moins que celui d'autres villes européennes et surtout elle n'en tire pas les mêmes profits (5^e rang pour les dépenses des touristes). Sont peut-être à mettre en cause les prix parisiens trop élevés, l'accueil parfois mitigé ou le manque de créativité artistique et culturelle. Même si Paris reste un pôle de niveau mondial, il n'en reste pas moins qu'elle subit, ne serait-ce qu'en Europe, la concurrence de Londres, Bruxelles, Amsterdam.

4. (Doc 2 et 4) Précisez en quoi consiste le projet gouvernemental du Grand Paris.

Ce projet du Nouveau Grand Paris vise à :

- créer des pôles d'excellence dans des secteurs et filières porteurs liés à l'innovation (santé, développement durable, finance) afin de créer des synergies entre les différents acteurs. Ces pôles doivent s'appuyer sur les infrastructures et les données qui existent déjà (ex. : pôle scientifique autour de Saclay où sont déjà installés le CEA, l'École polytechnique, ou pôle aéronautique autour de Roissy);
- assurer des liaisons entre ces pôles grâce à un métro automatique;
- relier ces pôles à l'international grâce à une interconnexion LGV entre les LGV Nord et Sud et les aéroports de Roissy et d'Orly. De nouvelles gares LGV s'ajouteraient à celles de Roissy et de Massy (ex. : Orly, Marne-la-Vallée). Ce projet entraînerait la création de nouveaux emplois (700 000 emplois à terme) et pourrait assurer une meilleure croissance économique.

Ce projet contribuerait au glissement de la ville-centre vers sa périphérie, au-delà du cadre traditionnel de Boulogne-Billancourt, La Défense, la Plaine Saint-Denis, accréditant l'idée que Paris ne doit son rôle mondial que grâce à son imbrication dans la région Île-de-France.

5. (Doc 2 et 4) Comment ce projet pourrait-il renforcer le rôle mondial de Paris ?

Le pôle d'activités de La Défense est déjà un pôle de haut niveau à l'échelle hexagonale. Sur le document 4, on constate, en effet, qu'il rassemble, dans des ensembles architecturaux parfois audacieux, des sièges sociaux de grandes entreprises françaises : EDF, GAN (Groupe des assurances nationales), SFR (télécommunications), AREVA (énergie nucléaire et énergies renouvelables), CNIT (Centre de nouvelles industries et technologies). Ce sont toutes des entreprises françaises de haut niveau, dites stratégiques. Le projet de Grand Paris visant à développer les pôles d'activités économiques, à mieux les relier entre eux et à l'international (connexion facilitée avec les LGV et les aéroports internationaux) permettrait, en atti-

rant des entreprises mondiales, de renforcer le rôle international de la capitale. Le rôle des autres pôles dans les domaines scientifique, médical et développement durable serait équivalent. Paris pourrait ainsi mieux résister à la concurrence des autres villes-monde et des villes émergentes.

Pour conclure

Définissez et justifiez le rôle de Paris dans le monde et indiquez quelle en est l'évolution.

Paris est de loin la métropole la plus importante de France par sa population, ses activités... C'est également une métropole internationale au plan économique du fait de ses activités tertiaires de haut niveau et au plan culturel. Tout comme New York, Tokyo, Londres, c'est une ville-monde. Mais la place de Paris dans le monde n'est plus ce qu'elle était. Elle est concurrencée par de très grandes métropoles européennes et américaines souvent plus dynamiques et créatives qu'elle. Pour conserver ou retrouver son rang, Paris compte sur un projet de Grand Paris.

Situation 2 : L'outre-mer et la puissance française (p. 80-81)

L'outre-mer est un des éléments de la puissance de la France. Il contribue à sa diversité, à sa richesse, à son ouverture sur le monde.

1. (Doc 1) Montrez la diversité de l'outre-mer.

Les territoires d'outre-mer manquent d'unité du point de vue :

- de leur administration : départements et régions d'outre-mer, collectivités d'outre-mer, pays d'outre-mer et domaine privé de l'État se distinguent les uns des autres par leur plus ou moins grande autonomie ;
- de leur situation géographique. Ils sont dispersés dans tous les océans : Atlantique, Pacifique, Indien et leur distance par rapport à la métropole est très variable. Ce sont les îles de Saint-Pierre-et-Miquelon qui sont les plus proches (4 300 km) alors que la Nouvelle-Calédonie est située aux antipodes à 19 000 km de la métropole. Ces territoires sont donc caractérisés par leur isolement. Ils sont situés à des latitudes très différentes, souvent dans la zone intertropicale. À l'exception de la Guyane, ce sont des îles ou des archipels très émiettés (ex. : Polynésie, 118 îles regroupées en 5 archipels) ;

– de leur superficie. Les TAAF sont les plus vastes avec 439 000 km², mais Clipperton est un atoll de seulement 9 km² ;

– de leur population. La Réunion est le territoire le plus peuplé avec pratiquement 845 000 habitants, alors que les TAAF et Clipperton n'ont pas de population permanente. L'étude de la densité que l'on peut calculer (rapport entre le nombre d'habitants et la superficie) laisse apparaître également de forts contrastes (Guyane : 2,90 hab./km² ; Saint-Pierre-et-Miquelon : 25 hab./km² ; Martinique : 347 hab./km²).

En outre, ces territoires se caractérisent par la jeunesse de leur population ; alors que la métropole ne compte que 25 % de jeunes de moins de 19 ans, l'outre-mer en compte toujours plus de 30 % avec un record pour la Guyane : 45 %.

– de leurs ressources. Le tableau n'indique que l'importance de la ZEE dont on sait la richesse halieutique et l'intérêt qu'elle suscite en ce qui concerne les nodules polymétalliques.

Il existe cependant d'autres ressources non mentionnées dans ce tableau, en particulier des ressources agricoles dites tropicales, telles que la canne à sucre, la banane, les agrumes, les ananas, la vanille mais ces productions connaissent, malgré les subventions qu'elles reçoivent, un déclin remarquable. De plus, il existe des ressources minérales tel le nickel en Nouvelle-Calédonie.

2. (Doc 2) Déterminez le fait historique qui, selon l'auteur, explique la présence mondiale de la France.

Le terme de colonisation est employé à plusieurs reprises dans ce texte. En effet, au XVIII^e et surtout au XIX^e siècle, la France a établi des colonies sur tous les continents : Amérique (une partie du Canada actuel et des États Unis), Afrique (Afrique du Nord, Afrique de l'ouest, Afrique équatoriale, Madagascar), Asie (presqu'île indochinoise). Après des rivalités entre puissances coloniales et la décolonisation, il en reste aujourd'hui des « confettis d'Empire » dispersés sur tous les continents.

3. (Doc 1, 2, 3) Relevez les atouts de l'outre-mer qui peuvent contribuer à la puissance française.

Les atouts de l'outre-mer qui peuvent contribuer à la puissance française sont liés à :

- sa situation dans tous les océans et à toutes les latitudes, y compris à proximité de l'équateur, position favorable à la mise en orbite de satellites ;
- la diversité de ses ressources due en partie à l'étendue de sa ZEE puisque la France, du fait de l'outre-mer, est la 2^e nation maritime du monde

(11 millions de km²) après les États-Unis, et à la richesse de sa biodiversité qui peut lui conférer un rôle scientifique, celui-ci étant géré par l'IRD ou Institut de Recherche pour le développement (anciennement ORSTOM ou Office de recherche scientifique et technique de l'outre-mer);

– sa richesse humaine et culturelle. L'outre-mer constitue un des piliers de la francophonie (communauté de 220 millions de personnes) et il constitue un réservoir de main-d'œuvre. En outre, l'outre-mer a donné des valeurs reconnues dans le domaine des lettres, du sport (foot et athlétisme), ce qui contribue à l'idée d'une France plurielle.

4. (Doc 2 et 3) Précisez les domaines dans lesquels les contributions de l'outre-mer à la puissance française sont les plus évidentes.

C'est dans les domaines géostratégiques et culturels que les contributions de l'outre-mer à la puissance française sont les plus évidentes. La dispersion des territoires dans tous les océans permet la présence de forces militaires qui peuvent intervenir rapidement dans les régions concernées. La position de la Guyane à proximité de l'équateur permet, à partir de Kourou depuis 1964, par le biais du CNES, ou Centre national d'études spatiales, la mise en orbite de la moitié du marché mondial des satellites de télécommunications et d'observation. Le CNES représente la France à l'Agence spatiale européenne qui coordonne les programmes spatiaux d'une vingtaine d'États européens dont on voit les drapeaux sur le document 3. La multiplicité des populations et des cultures dans ces territoires d'outre-mer contribue à la richesse intellectuelle de la France (ex. : en Nouvelle-Calédonie, à Nouméa, Musée du patrimoine Kanak).

En outre, le potentiel commercial de la France est valorisé par la position de ces territoires situés à proximité de marchés de consommation (ex. : la Réunion à proximité de l'île Maurice).

5. (Doc 4) Déterminez les atouts touristiques de la Martinique et les aménagements réalisés.

La Martinique est située dans la zone intertropicale entre le tropique du Cancer et l'équateur. Il s'agit donc d'une île au climat chaud et ensoleillé. La végétation est luxuriante. Les paysages sont diversifiés : montagnes et collines, côtes découpées, parfois élevées et rocheuses et parfois composées de criques et de plages. Les eaux sont limpides et les fonds marins poissonneux.

Pour essayer de développer un tourisme de masse certains aménagements classiques d'une mise en valeur touristique ont été réalisés :

– des hôtels d'architecture différente, en hauteur au premier plan, plus bas au fond de la photo; des villas dispersées dans des jardins;

– des infrastructures de loisirs : port de plaisance, jetées de protection de la plage avec des aménagements de bars, de restaurants, de solarium... Mais on est loin d'un aménagement systématique de grande envergure.

Toutefois, il reste le problème d'acheminement des touristes (desserte aéroportuaire), de la conception vieillotte de l'infrastructure hôtelière et souvent aussi du climat social délétère.

Par ailleurs, certains grands hôtels comme celui du premier plan, faute de clientèle régulière et faute d'entretien, ont été abandonnés. Devant les faiblesses de l'acheminement, l'obsolescence des infrastructures, il n'est pas étonnant que le tourisme de séjour marque le pas au profit du tourisme de croisière.

6. (Doc 5) Précisez si les atouts de l'outre-mer sont suffisants pour assurer un niveau de vie satisfaisant à leurs populations. Argumentez votre réponse.

L'outre-mer offre, certes, des atouts mais ceux-ci semblent insuffisants pour assurer un niveau de vie confortable à ses populations. En effet, les PIB/hab. des différents territoires d'outre-mer sont tous inférieurs à celui de la métropole. On constate toutefois de fortes inégalités entre ces territoires. Par exemple, entre Saint-Pierre-et-Miquelon et la Guyane, le PIB/hab. varie pratiquement de 1 à 2. La situation est particulièrement difficile pour Mayotte, récemment devenue département français et qui a un PIB/hab. presque 5 fois plus faible que celui de la France métropolitaine. La mortalité infantile illustre la situation sanitaire. Partout cette mortalité est supérieure à celle de la métropole et dans un certain nombre de territoires (Guadeloupe, Martinique, la Réunion, Polynésie), entre 2000 et 2012, elle est en augmentation, ce qui traduit une dégradation des conditions de vie et des conditions sanitaires (prévention, personnel médical, soin).

Ces difficultés des territoires d'outre-mer expliquent la fréquence du recours à l'aide sociale et l'importance des mouvements migratoires des Domiens vers la métropole. Ces migrations qui sont liées à l'accomplissement des études ou à la recherche d'un emploi sont en augmentation nette depuis le milieu des années 1950 et elles ont tendance à devenir définitives.

Partout, dans l'outre-mer :

– très faible part du secteur industriel (sauf en Nouvelle-Calédonie);

- importance de la fonction publique (36 % de l'emploi dans les DOM mais 47 % à Mayotte contre 22 % en métropole);
- importants transferts financiers de l'État et de l'Union européenne;
- faible taux de couverture des importations par les exportations.

Il apparaît donc que les ressources locales de l'outre-mer ont été insuffisamment valorisées (ex. : aquaculture, plantes à parfum, tourisme) et que leurs revenus profitent peu aux populations locales. De là, des manifestations sociales récurrentes et qui se doublent parfois d'objectifs politiques.

7. (Doc 2, 4, 5) Montrez quels liens unissent l'outre-mer et la métropole et les relations de dépendance qu'ils créent.

L'outre-mer est dépendant de la métropole. Certes, l'outre-mer contribue à la richesse de la France, mais la métropole contribue à l'économie de l'outre-mer :

- Elle finance les infrastructures (ex. : La Martinique, installations touristiques telles les ports de plaisance, les structures hôtelières) en même temps que les entreprises métropolitaines et que l'Union européenne dans la logique des territoires ultrapériphériques.
- Elle assure les liaisons avec la métropole (Air France, Nouvelles Frontières, Air Caraïbes qui s'enrichissent d'ailleurs sur ces marchés).
- Elle offre des aides diverses (en même temps que l'Union européenne), des prestations sociales, des salaires artificiellement élevés.
- Elle accueille les migrants qui viennent faire leurs études en métropole ou y travailler.

Les paradis tropicaux vus par le géographe J.-R. Pitte, La France, A. Colin, 2005.

«L'opinion compare volontiers les territoires de la France d'outre-mer à des danseuses qui coûtent cher et à d'inutiles confettis d'un empire qui ne mérite aucune nostalgie. Les habitants de l'outre-mer, quant à eux, sont partagés entre la volonté de rester français (le 14 juillet, et même tout le mois de juillet, est en Polynésie une fête grandiose), l'amertume d'une périphérie qui se pense oubliée, le rêve d'indépendance et la nonchalance qui remet au lendemain les décisions importantes, mais s'oublie parfois en cédant à ses nerfs. Les primes élevées dont bénéficient tous les fonctionnaires travaillant dans les DOM-TOM sont censées compenser le coût élevé de la vie. En réalité, elles permettent dans ces territoires un niveau de vie très supérieur à celui des pays voisins. Cette hypertrophie des services publics apparaît bien dans le paysage un peu stéréotypé de toutes les villes organisées autour d'un

port et d'importants bâtiments administratifs (préfecture, haut-commissariat, mairie...).»

Pour conclure

Dans quelle mesure l'outre-mer contribue-t-il à la puissance de la France ?

Explicitiez votre réponse.

L'outre-mer contribue à la puissance de la France par la richesse de ses civilisations, ses ressources, ses potentialités géostratégiques. Mais ces ressources, outre le fait qu'elles ne sont pas assez exploitées, ne contribuent pas assez à la prospérité des territoires de l'outre-mer. De là, un PIB/hab. faible et un taux de chômage élevé, si bien que la métropole doit aider par des investissements, des prestations sociales ces territoires qui apparaissent, dans leur cadre régional souvent défavorisé, comme des îlots de prospérité.

Cours 1 : La France, le territoire et les hommes (p. 82-83)

Un territoire au cœur de l'Europe

1. (Doc 1) Expliquez pourquoi on peut dire que la France est un finistère et un carrefour.

La France est un finistère, car c'est la terminaison occidentale de l'Europe continentale. De ce fait, elle a un débouché maritime sur la mer du Nord, la Manche et l'océan Atlantique et une grande potentialité d'aménagements portuaires.

La France est aussi un carrefour ou une plaque tournante entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud et entre l'Europe centrale et les territoires ultramarins (Royaume-Uni et mondes américains). La disposition du relief (montagnes au sud et à l'est) laisse ce carrefour se développer facilement. Ce carrefour est centré sur Paris, situé sur la Seine, au centre des plaines et plateaux du Bassin parisien. Il a été valorisé par la construction de routes, de LGV et d'aéroports internationaux. Son importance s'explique aussi par les données de l'histoire (formation du «pré-carré» français à partir de Paris et des possessions royales du Bassin parisien; centralisation monarchique puis républicaine). Il existe d'autres carrefours : Lyon, Lille. On peut aussi considérer que les ports (Marseille, Le Havre, Bordeaux) interfaces entre des milieux et des continents différents sont des carrefours.

2. (Doc 1 et 2) Citez les grands ports français et expliquez comment ils contribuent à intégrer la France au monde.

Au début de l'année 2016, les trafics portuaires connus sont ceux de 2014. Ils s'établissent à 67,6 millions de tonnes pour Le Havre et à 78,5 millions de tonnes pour Marseille.

Les principaux ports français sont Marseille (1^{er} port avec 78,5 Mt de trafic en 2014), Le Havre (2^e avec 67,6 Mt en 2014), Dunkerque (44 Mt en 2013), Nantes-Saint-Nazaire. Marseille occupe une position exceptionnelle à proximité d'une des principales routes du commerce mondial (route Asie-Amérique par Suez et Gibraltar). Elle est bien connectée au sillon rhodanien. Elle bénéficie des nouveaux terminaux de Fos (FosXXL), mais le climat social délétère du port peut expliquer la stagnation de son trafic et le fait qu'elle est plus un port du sud de la France et de la région lyonnaise qu'un port international. Le Havre, Dunkerque, Nantes et Bordeaux ont un trafic plus orienté vers le nouveau monde. La photographie du document 2 nous présente l'importance des installations portuaires du Havre développées avec l'opération «Port 2000» qui a consisté à agrandir et à moderniser le port pour le rendre plus compétitif face aux grands ports de la mer du Nord. Au fond et à gauche, on distingue l'estuaire de la Seine puis un vaste polder en cours d'aménagement pour le trafic des marchandises conteneurisées (on voit les portiques de déchargement), la digue et un ensemble de réservoirs d'hydrocarbures, puis le bassin René-Coty avec un pétrolier à quai. Au-delà, à l'arrière-plan, sur un terrain plus ancien, un autre port porte-conteneurs, la centrale thermique et la gare maritime transatlantique. Le Havre est relié à 500 ports dispersés dans le monde. Il reçoit des marchandises conteneurisées d'Asie mais aussi d'Amérique qui sont redistribuées en Europe. Il apparaît ainsi comme un hub logistique. Il reçoit également des hydrocarbures du Moyen-Orient et de la mer du Nord qui sont ensuite redistribués. Le Havre est ainsi le 2^e port français et le 8^e port européen.

Une population nombreuse et mobile

3. (Doc 3) Montrez, en citant les régions de fortes et de faibles densités, comment se répartit la population sur le territoire métropolitain.

La densité moyenne de la France est de 118 hab./km², mais la population se répartit très inégalement sur le territoire métropolitain. Les régions (le terme ne doit pas être pris uniquement au sens administratif) qui ont les plus fortes densités (supérieures à 100) correspondent aux vallées fluviales (Seine, Loire, Garonne, Rhin, Rhône et Saône), aux littoraux (Normandie, Bretagne et littoral méditerranéen), aux régions frontalières (Nord, Lorraine, Alsace) et aux aires urbaines importantes. Il s'agit donc de

régions qui sont tournées vers les communications, les échanges.

Les régions qui ont les densités les plus faibles sont les régions isolées (îles comme la Corse, montagnes comme les Alpes) et la diagonale du vide qui prend le territoire en écharpe du nord-est au sud et qui correspond à la Champagne, la Bourgogne, le Massif central. Il s'agit de régions de hauts-plateaux et de montagnes, de régions situées à la frontière de deux mondes, l'un qui regarde vers le continent, l'autre qui regarde vers l'océan.

4. (Doc 3 et 4) Précisez quels sont les différents types de mobilité de la population et à quelles nécessités ils peuvent être liés.

Les mobilités sont d'abord résidentielles et elles s'inscrivent alors dans de plus ou moins longues distances. Elles sont liées aux études, à l'emploi et se dirigent du nord ou du nord-est, où la situation de l'emploi est difficile, vers la région parisienne et les régions de l'ouest, du sud-ouest et du sud. Mais ces migrations concernent également des populations de la région parisienne attirées vers des régions plus dynamiques sur le plan de l'emploi (ouest et sud-ouest et Alpes du Nord où on trouve des emplois de haute technologie) ou vers des régions ensoleillées (Midi méditerranéen). Ces migrations résidentielles peuvent correspondre également à des migrations de retraite. Elles correspondent donc à un glissement de la population du nord vers le sud.

Un deuxième type de mobilité correspond à la mobilité des populations étrangères qui arrivent du Maghreb, d'Afrique subsaharienne ou des pays de l'Est en tant que demandeurs d'asile, réfugiés ou demandeurs d'emplois.

Le troisième type de migration ne modifie pas la répartition de la population. Il s'agit des migrations quotidiennes (on dit aussi pendulaires). Elles sont extrêmement importantes. Elles sont liées au travail (elles sont particulièrement importantes les jours ouvrés) mais aussi aux loisirs et à la chalandise (déplacements de personnes plus âgées). Ce sont des migrations locales. La distance des déplacements augmente actuellement ce qui correspond à une dissociation de plus en plus marquée entre travail et résidence. Ces migrations quotidiennes posent le problème des transports.

5. (Doc 3) Expliquez comment évolue la population française.

La population française augmente du fait de sa croissance naturelle et du fait du bilan migratoire (arrivée d'immigrés). Elle évolue également dans sa répartition sur le territoire. Les régions de très fortes

densités du nord de la France, du centre du bassin parisien ont tendance à perdre des habitants au profit d'un vaste croissant périphérique allant des pays de la Loire à la région lyonnaise et au nord des Alpes en passant par le bassin aquitain et le littoral méditerranéen et qui correspond souvent à une France dynamique économiquement.

Un passé prestigieux

6. (Doc 5) Mettez en relation cette affiche et les valeurs que la France s'est forgée depuis le XVIII^e siècle

Cette affiche est une campagne pour la journée internationale de la femme organisée traditionnellement le 8 mars. En 2015, la ville de Dax, dans les Landes, commémore cette journée sous le nom « d'Apollon à Olympe », regards croisés masculins/féminins ou alors de la beauté à la conquête des droits et de l'égalité en référence à Olympe de Gouges (1748-1793), pionnière du féminisme est l'auteur d'une Déclaration de la Femme et de la Citoyenne.

Au XVIII^e siècle, la France s'est forgé des valeurs de liberté et d'égalité. Ces valeurs ont été progressivement acquises par les femmes à des dates qui sont indiquées sur l'affiche : 1791, 1938, 1944, 1965, 1975. Parmi les valeurs de liberté, on peut noter la liberté de travail, le droit de vote, la contraception, le divorce... Parmi celles d'égalité on trouve l'égalité des chances professionnelles, l'éducation, la parité...

Cours 2 : La puissance de la France (p. 84-85)

Une puissance économique

1. (Doc 1) Déterminez quelle est la place de la France dans l'économie européenne et mondiale en 2015.

Les États représentés sont les dix États les plus riches du monde. Ce sont donc les dix premiers du G20. Par son PIB, la France arrive, en 2015, au 6^e rang mondial et elle s'inscrit ainsi en tant que 6^e puissance économique mondiale derrière les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne. Elle arrive au 2^e rang européen derrière l'Allemagne. La France est donc sur la scène mondiale une puissance économique importante et sur la scène européenne une puissance encore plus importante

2. (Doc 1) Indiquez quelle est l'évolution du PIB et la signification de cette évolution.

La croissance économique (croissance du PIB) de la France est aujourd'hui très faible (0,7 % en 2014)

mais elle a été franchement négative en 2009 (- 3 %). Cette croissance est bien inférieure à ce qu'elle a été jusque vers 2004 (supérieure parfois à 4 %). En outre, cette croissance est pratiquement toujours inférieure, depuis 1990, à la moyenne mondiale et cette différence s'accroît depuis 2010. En 2014, cette moyenne mondiale poussée par la croissance dans les États émergents est de 3,6 %. De ce fait, la France qui était la 4^e puissance économique mondiale en 1980, n'est plus que la 6^e en 2015.

Une puissance politique

3. (Doc 2) Relevez ce qui peut expliquer le rôle politique et diplomatique que joue la France dans le monde.

Le rôle politique et diplomatique que joue la France dans le monde peut s'expliquer par :

- son passé de puissance coloniale qui se traduit aujourd'hui encore par la persistance de réseaux importants (la Francophonie);
- la dispersion de ses territoires d'outre-mer à travers le monde;
- sa présence économique à l'étranger (grandes entreprises françaises délocalisées, personnel expatrié);
- ses valeurs morales et intellectuelles issues de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789;
- son armée de 400 000 soldats professionnels, sa force de dissuasion (arme nucléaire);
- sa participation à de grandes institutions internationales (ex. : membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU).

4. (Doc 3) Étudiez cet exemple d'engagement français : lieu, date, raisons et modalités de l'engagement.

Cette intervention se localise au Mali. Elle débute le 11 janvier 2013 (et cette photographie est prise le 17 janvier 2013) à l'appel du président malien. C'est une intervention multinationale menée par la France dans son ancienne colonie de concert avec l'Union africaine et la CEDEAO. Son but est d'aider, en apportant une assistance militaire (5 000 hommes au plus fort de l'opération et matériel au sol et avions de chasse), les forces armées maliennes afin de reprendre le contrôle des zones nord du territoire malien tombées aux mains du « Mouvement de libération de l'Azawad » (mouvement indépendantiste touareg) soutenu par les Djihadistes, c'est-à-dire les groupes armés islamiques de l'Ansar Dine et d'Aqmi et d'empêcher la progression de ces mouvements vers le sud du pays. En mai 2014,

1 500 militaires français, appuyés sur un matériel performant, poursuivent leur soutien aux forces maliennes dans leur lutte contre les groupes terroristes. L'opération Serval, terminée en juillet 2014, se prolonge en fait par l'opération Barkhane qui associe plus étroitement à la France les puissances régionales.

Une puissance culturelle

5. (Doc 2 et 5) Expliquez quels sont les domaines de l'influence culturelle de la France.

La France s'affirme dans différents domaines culturels dont les documents 4 et 5 ne font pas l'inventaire complet, le document 5 illustrant plus l'influence commerciale de la France que son influence culturelle dans la mesure où l'entreprise multinationale Mariage Frères, spécialisée dans la vente du thé ne diffuse pas un produit culturel français.

- Le domaine linguistique : il y a 274 millions de locuteurs français dans le monde. Le français est la langue officielle ou de travail de 29 États. C'est la 5^e langue la plus parlée dans le monde.

- Le domaine littéraire et scientifique. Nombre d'ouvrages français sont lus à l'étranger, soit dans leur version d'origine, soit en traduction. Le cinéma français a une audience internationale.

- Le domaine artistique comme le montrent le succès des grandes expositions parisiennes et celui de la FIAC (Foire internationale d'art contemporain). La France est le premier pays touristique du monde et son patrimoine artistique est en grande partie à l'origine de ce succès. La France symbolise le bon goût et la publicité de Mariages Frères est un marqueur de cette élégance (élégance de la jeune femme à l'ombrelle, élégance de la boutique à l'ancienne et de l'immeuble néo-classique...)

- Le domaine de la mode. Les maisons Dior, Saint Laurent, Chanel et les stylistes tendance ont beaucoup de succès dans le monde.

- Le domaine de la gastronomie. Le succès de chefs tels P. Bocuse, A. Ducasse, P. Troigros, C. Constant, A.S. Pic qui ouvrent souvent des restaurants à l'étranger, en particulier à New York et à Tokyo, ne se départit pas. De plus, depuis novembre 2010, le repas gastronomique français appartient au patrimoine immatériel mondial de l'humanité.

6. (Doc 4) Montrez que la langue confère à la France une dimension planétaire.

Nous avons vu qu'il y avait 274 millions de francophones dans le monde. Ces francophones sont répartis sur tous les continents avec une prédilection pour l'Europe de l'ouest (45 % des francophones) et pour l'Afrique subsaharienne-Océan Indien. Il y

a cependant relativement peu de locuteurs français en Asie et en Océanie, en Europe centrale et au Moyen-Orient. Le nombre de francophones semble augmenter actuellement. 80 pays (54 États et gouvernements membres; 23 États observateurs, 3 États associés) appartiennent à l'Organisation mondiale de la francophonie (OIF) qui ne fait pas seulement partager l'amour de la langue mais aussi des valeurs telles que la paix, la démocratie, le droit, la liberté et qui développent ces idéaux lors de sommets de la francophonie : le XIV^e sommet de la francophonie s'est tenu en 2012 à Kinshasa, en République démocratique du Congo; en 2014 à Dakar; le prochain se tiendra en 2016 à Antananarivo (Madagascar).

L'usage du français dans le monde est à mettre en relation avec plusieurs facteurs :

- la présence de Français expatriés sur tous les continents;

- les habitudes nées de la colonisation française;

- le maintien d'une multitude de langues locales, dites vernaculaires et la nécessité, par conséquent, d'adopter une langue de communication, dite véhiculaire (par exemple, l'ancien Congo français, peuplé de 4,5 millions d'habitants, dispose de 40 langues vernaculaires et sa langue officielle est le français);

- les progrès de l'enseignement (en Afrique, par exemple) qui assure le passage d'une civilisation de l'oralité à une civilisation de l'écrit;

- les efforts du gouvernement français et des ONG. Il existe 492 lycées français dans le monde répartis dans 135 États, et 1040 implantations d'Aliances françaises dans 136 États répartis sur tous les continents.

7. (Tous les doc.) Montrez que, malgré le recul de sa puissance, le rayonnement de la France dans le monde reste important.

La puissance française n'est plus aussi importante aujourd'hui que par le passé et elle est souvent éclipsée par la puissance américaine (économique, géostratégique et culturelle puisqu'il y a plus de 2 milliards de locuteurs anglophones) et par la puissance chinoise (économique et curiosité pour la puissance culturelle).

Cependant, le rayonnement de la France se maintient. La France conserve une influence :

- économique. C'est la 6^e puissance économique du monde et elle participe fortement aux échanges internationaux;

- diplomatique et militaire. Elle a la capacité d'intervenir diplomatiquement et militairement dans le monde comme elle l'a fait en Afghanistan mais aussi

comme elle le fait plus souvent en Afrique (Mali, Centrafrique);

– culturelle. La francophonie reste bien vivante. Le patrimoine français est admiré par les touristes qui visitent l'Hexagone et l'image culturelle de la France reste porteuse à l'étranger.

L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte (p. 86-87)

En vous aidant de l'organigramme et de la carte, montrez :

- les aspects de la puissance française
- les parties du monde dans lesquelles elle s'exerce le plus.

La puissance de la France est :

- économique. La France dispose du 3^e PIB européen et du 6^e mondial. Elle a le 7^e IDH européen et le 8^e mondial. Elle appartient au G20 et au G8. Cette richesse est due à ses ressources (en particulier sols, potentialités d'une vaste ZEE), à sa capacité de les mettre en valeur (importante population), à ses échanges (marchandises, services);
- diplomatique et militaire. La France appartient aux grandes organisations internationales. Elle est la 3^e puissance nucléaire mondiale derrière les USA et la Russie. Elle a la capacité humaine et logistique d'intervention dans le monde;
- culturelle. Elle a une position privilégiée dans le domaine des arts, du cinéma, de la littérature, de la mode...

De ce fait, la France est un pays attractif (migrants, touristes) et elle compte dans le monde. Toutefois, elle est avant tout une puissance européenne. Ainsi, si elle entretient des relations commerciales avec l'ensemble de la planète (États-Unis, Canada, pays du Maghreb, Chine, Russie, Japon, Corée du Sud), l'essentiel de ses échanges s'effectue au sein de l'Europe. On peut noter cependant le rôle particulier que la France joue en Afrique au plan culturel (francophonie) et militaire (présence permanente de troupes françaises). Enfin, force est de constater que le rôle de la France dans le monde est en recul.

Capacités : Exercer un jugement critique (p. 88)

1. Indiquez la nature des documents présentés et la région du monde concernée

Il s'agit de deux documents récents de nature très différente. L'un d'entre eux est une photographie de promotion touristique vraisemblablement, de date indéterminée et de lieu non précisé, l'autre un texte officiel puisqu'il s'agit du rapport public annuel de la Cour des Comptes 2014.

Ces documents concernent l'outre-mer et plus précisément l'île de la Réunion, département de 2 500 km² situé dans l'Océan indien, à plus de 9 000 km de la métropole.

2. Dites si ces documents sont comparables. Justifiez votre réponse.

Leur nature (une photo, un texte) différencie ces documents qui sont cependant comparables dans la mesure où :

- ils sont récents (2014 pour le texte et date non précisée pour la photo, mais récente au vu de l'activité évoquée);
- ils concernent tous deux la France du lointain, la Réunion;
- ils évoquent la même activité : le tourisme;
- ils se complètent dans la mesure où le texte évoque toutes les potentialités touristiques de la région et la photo, le choix qui a été fait d'orientation touristique.

3. Décrivez chacun des éléments de cette publicité. Quelle image de la Réunion cherche-t-elle à donner ?

Cette publicité nous montre deux éléments de nature et un élément de présence humaine : la montagne aux pentes abruptes, sauvage, couverte de forêts, inhabitée, mais pas hostile pour autant puisqu'ensoleillée; le lac de montagne, calme, au niveau d'eau relativement bas (on n'est pas à la saison des pluies); un groupe de cinq randonneurs à cheval.

Cette photographie cherche à nous donner une image de nature intacte, apaisée, maîtrisée par la présence humaine, une image de paradis sauvage et de bonheur de vivre.

4. Déterminez, d'après ce texte, la situation du tourisme à la Réunion.

La situation du tourisme à la Réunion est mauvaise, ce qui signifie que la fréquentation touristique marque le pas, alors qu'il y a un essor du tourisme (en 2014) partout dans le monde et en particulier dans les îles de l'Océan Indien, Maurice et les Maldives. En effet,

- le tourisme n'est pas soutenu par les pouvoirs publics qui n'en assurent pas la promotion (« message peu lisible »)

- le tourisme s’est heurté à deux fléaux successifs : les moustiques qui sont responsables de la maladie du Chikungunya et les requins qui en se rapprochant des côtes, s’attaquent aux baigneurs et aux surfeurs ;
- l’offre d’hébergement inadaptée à la demande touristique actuelle : prestations hôtelières trop chères (valeur de l’euro, poids des charges), vieilles, accueil peu amène.

5. Mettez en relation les deux documents. Quelle forme de tourisme souhaite promouvoir la Réunion ? Justifiez cette orientation.

À la Réunion, les choix touristiques sont multiples. Le « vert » consisterait à s’orienter vers le tourisme de nature, axé vers la randonnée dans les montagnes, les volcans, les paysages de l’intérieur de l’île. Le « bleu » viserait à mettre davantage en valeur le littoral et à s’orienter vers le tourisme balnéaire qui serait davantage un tourisme de masse. La publicité montre que la Réunion cherche à développer la première potentialité touristique dans sa volonté d’échapper aux fléaux des plages, d’ailleurs limitées en nombre (moustiques, requins) et de ne pas affronter la concurrence des îles touristiques confirmées.

6. Montrez, grâce aux documents et à vos connaissances, que l’apport de l’outre-mer à la puissance française doit être nuancé.

L’outre-mer est un atout pour la France si on considère ses ressources, sa dispersion dans tous les océans, sa richesse culturelle et ses atouts touristiques. Ainsi, la Réunion offre à la fois dépaysement, paysages splendides et variété de l’offre balnéaire. Néanmoins, cette offre touristique doit être mise en valeur par une réelle volonté de la part des pouvoirs publics et des habitants d’assurer un développement local, et par des investissements appropriés afin de moderniser les infrastructures. Les compagnies aériennes, quant à elles, doivent pour accéder à l’île, éloignée des bassins touristiques émetteurs (Europe, Moyen-Orient...), s’efforcer de mettre en place des acheminements compétitifs.

Entraînement (p. 89)

Exercice 1

1. Présentez les documents (nature, auteur, date) et les liens qui existent entre eux.

Ces deux textes sont des articles de presse issus du journal *Le Monde*. Ils datent de l’été 2013. Le premier de ces textes est signé Thierry Mariani, en 2013, vice-président de l’UMP et député des Français de

l’étranger. Le second est d’Hélène Conway-Mouret, ministre socialiste déléguée, chargée des Français de l’étranger, en 2013.

2. Déterminez quel aspect de la puissance française évoquent ces textes.

Ces textes évoquent l’expatriation des jeunes français et particulièrement ses causes. Il s’agit donc du rayonnement de la France d’un point de vue économique (délocalisation ou création d’entreprises ou participation à des entreprises étrangères), scientifique (transferts de technologies) ou culturel (développement de l’aire francophone et de manifestations culturelles françaises).

3. Précisez la vision de Thierry Mariani : le sujet, ses causes, ses conséquences.

Thierry Mariani explique que ces jeunes qui quittent la France sont des personnes de haut niveau, des « talents ». Ils partent car la France ne leur offre pas assez d’opportunités et parce qu’ils souhaitent échapper à la pression fiscale. Les conséquences sont tout à fait négatives pour la France, dans la mesure où les coûts de formation sont perdus, où ces jeunes vont développer à l’étranger des productions qui vont concurrencer les productions françaises et où le dynamisme de la France va encore s’amincir. Thierry Mariani a donc une vision tout à fait négative de l’expatriation de ces jeunes, en particulier, et de l’économie française en général.

4. Précisez la vision de Hélène Conway-Mouret : le sujet, ses causes, ses conséquences.

Hélène Conway-Mouret évoque également l’expatriation des jeunes mais elle ne l’attribue pas aux difficultés de l’économie française. Elle l’explique par le dynamisme de ces jeunes, leur désir de découverte et leur volonté d’adaptation à la mondialisation. Ces expatriations seraient une chance pour la France dans la mesure où elles renforceraient les contacts avec les économies dynamiques et placeraient la France en bonne position sur la scène de la mondialisation.

5. Expliquez cette différence de points de vue.

La différence de point de vue, un point de vue franco-français et un point de vue franco-mondial, entre ces deux personnalités s’explique en partie par leur appartenance politique : Thierry Mariani (UMP) cherche à mettre en évidence les conséquences négatives de la politique économique des socialistes alors que Hélène Conway-Mouret cherche à justifier la politique du gouvernement auquel elle appartient.

6. Faites une synthèse de ces deux points de vue pour montrer quelles peuvent être les différentes causes de l'expatriation des jeunes et leurs conséquences.

L'expatriation des jeunes est en progression. 27 % des jeunes aujourd'hui contre 13 % en 2012 verraient leur avenir à l'étranger et pas obligatoirement dans un étranger très lointain puisque la moitié des départs s'effectue vers les pays européens. Cependant, le Royaume-Uni « exporte » plus de jeunes que la France et, par ailleurs, la France attire également des talents étrangers.

En s'expatriant, certains jeunes souhaitent fuir la morosité économique hexagonale, s'estimant manquer de perspectives en France. D'autres ont comme but de parfaire leur formation à l'étranger, de se confronter à des langues, des civilisations, des méthodes nouvelles.

La question est de savoir si cette expatriation des jeunes est, ou non, une menace pour la France. Certes, celle-ci perd certaines de ses forces vives qui vont renforcer la compétitivité des pays concurrents. Mais, d'un autre côté, outre le fait que ces expatriés pourront rentrer une fois qu'ils se seront confrontés à l'étranger, cette expatriation permet de mieux inscrire la France dans la mondialisation.

Exercice 2

1. Présentez les documents (nature, auteur, origine, date).

Ces deux documents sont des iconographies ayant un rapport avec le pain. Le document (a) est la couverture d'un guide de l'historien américain Stephen L. Kaplan consacré aux meilleures boulangeries de Paris, publié en 2004. Le document (b) est un dessin d'A.-P. Côté publié dans le journal britannique Wall Street Journal, paru en France dans Courrier International du 21 août 2013.

2. Identifiez, en justifiant votre réponse, le lieu concerné.

Ces deux dessins montrent Paris, que l'on reconnaît à la tour Eiffel et à ses immeubles et, dans le dessin d'A.-P. Côté à la diversité de sa population et à l'intensité de sa circulation.

3. Déterminez l'aspect de la puissance française illustré par ces caricatures.

Ces dessins illustrent un aspect de la culture française, à savoir la baguette de pain, donc la puissance gastronomique et, plus généralement, la puissance culturelle. La baguette de forme allongée que l'on nomme parfois « pain français » est emblématique de la France et plus particulièrement de Paris (on

dit aussi, la baguette parisienne) au même titre que le vin rouge, le béret (le personnage du livre de S.-L. Kaplan porte d'ailleurs un béret) ou le fromage (camembert ou roquefort en particulier). Cette baguette de pain, à la fois moelleuse et croustillante, s'est répandue dans de nombreux pays autrefois liés politiquement à la France : Algérie, péninsule indochinoise, Afrique noire, mais aussi au Québec (A.-P. Côté est un dessinateur québécois).

4. Décrivez la caricature a (cadre, personnage, couleurs employées). Répondez à la même question pour la caricature b

La caricature illustrant l'ouvrage de S.-L. Kaplan montre une rue de Paris bordée d'immeubles bien entretenus et de belles promenades arborées. Un homme accompagné de son chien est représenté sous forme de tour Eiffel. Il porte la tête haute. Il a l'air satisfait. Il est coiffé d'un béret. Sous son bras, il tient une baguette de pain, bien ferme et croustillante puisqu'elle ne casse pas. Les couleurs du dessin sont vives et joyeuses.

Le dessin d'A.-P. Côté représente une rue de Paris encombrée de voitures et motos polluantes (les petits nuages), bordée d'immeubles plus ou moins désordonnés. Les personnages représentés, d'âge et d'origine ethnique différents, rentrent du travail ou font leurs courses. Ils sont tous moroses, courbés, mal vêtus, résignés, mais affairés puisqu'ils donnent l'impression de courir. Ils tiennent tous à la main ou sous le bras une baguette de pain qui semble en mauvaise forme, reflétant l'humeur des personnages. Le dessin est réalisé dans des tons ternes.

5. Confrontez les deux caricatures pour montrer qu'elles donnent de la France une image opposée. La caricature (a) donne de la France une image joyeuse et dynamique. Elle montre que la France est fidèle à ses traditions culturelles (le pain bien cuit). La caricature (b) donne de la France une image maussade et résignée dans laquelle les traditions culturelles se perdent (pain mal cuit)

6. Montrez que la date à laquelle ces caricatures ont été réalisées peut expliquer cette opposition.

Les représentations de ces caricatures sont le reflet de la situation économique de la France. La caricature (a) a été réalisée en 2004 quand la France connaissait encore une croissance économique importante (voir le document 1 de la page 84). La caricature (b) a été réalisée en période de difficultés économiques. De là, le titre de l'article : « la baguette française a un coup de mou ».

Pour mieux rédiger (p. 90-91)

Exercice 1 : Rédiger un paragraphe montrant des aspects de la puissance de la France

1. Choisissez parmi les expressions de la colonne de droite celles qui illustrent la puissance maritime de la France.

Un des plus gros porte-conteneurs du monde; compagnie de transports maritimes basée à Marseille; CMA-CGM, 3^e transporteur maritime du monde.

2. Choisissez celles qui illustrent la puissance culturelle de la France.

Architecture audacieuse; musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée; musée à vocation internationale.

3. Rédigez deux paragraphes de 5 lignes environ chacun. Le premier commencera par «Marseille est un symbole de la puissance maritime française parce que...». Le deuxième pourra commencer par : «Marseille est un symbole de la puissance culturelle française dans la mesure où...»

4. Vous établirez un lien entre ces deux paragraphes par le connecteur qui vous semble le plus adapté : cependant, en outre, deuxièmement, en outre, car, parce que.

Marseille est un symbole de la puissance maritime française parce que la CMA-CGM, 3^e transporteur maritime du monde y est basée et parce que, depuis juin 2013, cette compagnie affrète un des plus gros porte-conteneurs du monde. En outre, Marseille est un symbole de la puissance culturelle française dans la mesure où un musée à vocation internationale, le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, à l'architecture audacieuse, y a été inauguré.

Exercice 2 : Utiliser des exemples pour illustrer une affirmation

1. Sélectionnez dans la liste ci-contre des exemples montrant que Paris est une ville mondiale.

2. Classez, en soulignant par des couleurs différentes, les exemples sélectionnés selon les rubriques suivantes :

- une forte concentration de population : population de 2,2 millions d'habitants. Aire urbaine de 11,8 millions d'habitants. 20 % de la population active occupée de la France métropolitaine.
- une intégration au monde : Roissy-Charles de Gaulle, 7^e aéroport mondial par le nombre de pas-

sagers. 2^e centre mondial pour l'accueil des congrès internationaux.

– un pôle économique : Premier PIB/hab. de France. Concentration de sièges sociaux d'entreprises. 2^e place financière européenne. Pôle de recherche de Saclay. Quartier des affaires de Bourse-Opéra-Champs-Élysées. La Défense.

– un rayonnement culturel : Siège de l'UNESCO. «Ville lumière». Lycée international de Saint-Germain-en-Laye. Louvre, premier musée du monde par sa fréquentation.

3 et 4. Rédigez un paragraphe reprenant les rubriques précédentes illustrées par les exemples sélectionnés.

... Paris est aussi une ville mondiale parce qu'elle est reliée par ses infrastructures au monde entier : ainsi Roissy-Charles-de-Gaulle est le 7^e aéroport mondial par le nombre de passagers. En outre, Paris est un pôle économique important parce que Paris, qui a le premier PIB de France, concentre dans les quartiers d'affaires de Bourse-Opéra-Champs-Élysées et de La Défense un grand nombre de sièges sociaux d'entreprises et s'affirme comme la 2^e place financière européenne. Enfin, Paris a un rayonnement culturel planétaire. Elle est fréquemment qualifiée de «ville lumière». Elle est le siège de l'UNESCO et le Louvre est le premier musée de France par sa fréquentation et un des plus importants du monde.

Exercice 3 : Restructurer un texte pour rédiger une phrase donnant sa signification

1. Repérez les connecteurs au début de chacune de ces phrases.

En outre. Cependant. De plus. De ce fait. En effet. Certains de ces connecteurs peuvent ne pas être en tout début de phrase.

2. Utilisez ces connecteurs pour donner un ordre logique à ces différentes affirmations.

La phrase sans connecteur est obligatoirement la première phrase. Le texte doit montrer d'abord les aspects positifs de l'activité touristique pour la nuancer ensuite.

3. Réécrivez le texte en mettant ces phrases dans le bon ordre.

La France est une grande puissance touristique. La France bénéficie en effet de sites exceptionnels et d'un patrimoine historique et culturel important. De ce fait, elle attire 78 millions de touristes étrangers (8 % du flux international). En outre, en 2012, le tourisme a été à l'origine de près de 7 % du PIB français, d'un million d'emplois directs et

de 33 milliards d’euros de recettes. Cependant, la compétitivité de l’activité touristique connaît une lente dégradation depuis quelques années, et les recettes touristiques de la France n’arrivent qu’au 3^e rang mondial. Le tourisme, de plus, n’est pas assez internationalisé dans la mesure où plus de 80 % de la fréquentation internationale de la France provient de pays de l’Union européenne.

4. Construisez une conclusion en employant les expressions suivantes que vous remettez dans le bon ordre :

Dégradation de l’activité touristique; 78 millions de touristes; nombreux atouts touristiques.

La France dispose de nombreux atouts touristiques. De ce fait, avec 78 millions de touristes par an, sa fréquentation touristique est importante. On note cependant, actuellement, une dégradation de l’activité touristique.

Exercice 4 : Rédiger le commentaire d’une caricature

1. Identifiez le cadre (1) et le sujet (3).
Il s’agit de l’intervention française (le drapeau français) au Mali en 2013. Cette intervention est militaire (la jeep, les mitrailleuses) et elle a lieu au Mali (le désert caillouteux du premier plan).

2. Identifiez les personnages que l’on trouve dans les albums de Hergé.
On retrouve les Dupont et Dupond et, bien sûr, Tintin.

3. Identifiez les représentations (2, 4). Pour cela, aidez-vous des attitudes des personnages et des symboles qui les accompagnent.
Tintin est représenté en combattant, n’ayant peur de rien, sur le marchepied de sa jeep. Il est représenté sous les traits du président de la République, François Hollande. Les Dupont et Dupond sont assis confortablement dans leur fauteuil, comme s’ils assistaient au tournage d’un film, attendant que les événements se passent sans qu’ils aient à intervenir. Ils sont assis sous le drapeau européen. Ils représentent donc l’Union européenne.

4. Rédigez un paragraphe présentant ce document. Pour cela, utilisez le modèle ci-dessous.

4a. Complétez les parenthèses.

4b. Conjuguez les verbes au présent de l’indicatif.

Ce document est une caricature parue dans le Monde du 15 janvier 2013. Il montre l’intervention française au Mali. Le dessinateur Plantu utilise les personnages d’Hergé, Tintin et les Dupont-

Dupond. Le personnage du centre est la représentation du président de la République, François Hollande. Il est à la tête des forces militaires françaises. En se retournant, il sollicite l’aide de l’Union européenne qui n’apporte pour le moment que son soutien moral.

5. Trouvez une phrase de conclusion parmi celles-ci : « La France a la capacité d’intervenir militairement dans le monde ». « La France préfère agir seule ». « La France défend ses territoires ».

La France a la capacité d’intervenir militairement dans le monde.

Évaluation (p. 92-93)

1. Le sujet d’étude

Exercice 1

Indiquez la notion définie par les phrases suivantes.

Définition	Notion
Capacité économique, politique, culturelle à s’imposer, voire à commander	Puissance
Nœud de voies de communications où se concentrent les activités	Carrefour

Exercice 2

Cochez la réponse qui convient. Justifiez si l’affirmation est juste. Rétablissez la bonne réponse si elle est fausse.

	Vrai	Faux
• Par sa superficie, la France est le 4 ^e État européen.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> (1)
• L’ouverture maritime de la France se fait par les ports du Havre, Marseille, Montpellier.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> (2)
• La France possède un siège au Conseil de sécurité de l’ONU.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• La France occupe la première place mondiale dans le domaine de la créativité artistique.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> (3)
• La place de l’économie française dans le monde est moins importante aujourd’hui qu’il y a 30 ans.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

(1) C’est le 1^{er} État de l’Union européenne et le 2^e d’Europe si on tient compte de la Russie qui a une partie de son territoire en Europe (4 millions de km²).

(2) Le Havre, Marseille, mais aussi Dunkerque, Nantes, Bordeaux. Montpellier est située dans la plaine du Languedoc, à une dizaine de kilomètres de la mer, sans port significatif.

(3) Cela a été vrai jusque dans les années 1950. Mais, depuis cette date, la France est dépassée par les États-Unis avec des centres de créativité tels que New York, San Francisco, voire par le Royaume-Uni (Londres) ou même par l’Allemagne (Berlin).

Exercice 3

1. Définissez l'expression « migration résidentielle de population ».

Une migration résidentielle de population correspond à un changement de résidence pour un temps plus ou moins long. Une migration résidentielle est liée à la recherche d'un emploi, à la poursuite des études ou à la retraite.

2. Indiquez quelles parties du pays perdent de la population et dites pourquoi.

Les parties du territoire qui, du fait des migrations (il n'est pas tenu compte du bilan naturel), perdent de la population sont représentées dans des tons mauves. Il s'agit de toute la partie septentrionale de l'Hexagone, y compris de l'Île-de-France. Il s'agit aussi de certains départements de l'Ouest comme la Charente, de l'Est comme le Rhône et la Loire ou du Sud comme les Bouches-du-Rhône. On constate que les départements dans lesquels il y a de grandes villes (Paris, Lille, Lyon, Marseille) perdent des habitants.

3. Précisez dans quelles parties du pays les gens vont s'installer et dites pourquoi.

Les migrants intérieurs vont s'installer dans les départements de l'Ouest, du Sud (y compris la Corse) et de l'Est qui offrent des opportunités de travail (y compris de travail précaire) et un cadre de vie plus agréable. Ces régions constituent un vaste croissant périphérique.

Exercice 4

1. Définissez le terme de francophonie.

La francophonie est l'ensemble formé par les populations parlant français. C'est aussi l'action de promotion et de défense de la langue française.

2. Localisez ce centre. Quelle est son activité ?

Ce centre est situé en Mauritanie (Akjoujt). Il s'agit d'un centre de lecture et d'animation. La Mauritanie est située en Afrique du Nord-ouest, entre le Sahara occidental, l'Algérie, le Mali, le Sénégal, au contact de l'Afrique blanche et de l'Afrique noire. Akjoujt est une ancienne ville minière (cuivre) située à l'ouest de la Mauritanie, dans la région de l'Inchiri. Elle compte environ 8000 habitants. La Mauritanie, colonisée à partir de 1902, devient colonie française en 1920. Elle acquiert son indépendance en 1960. Elle fait partie de l'espace francophone, ce qui explique l'existence de cette bibliothèque où l'on aperçoit des dictionnaires Larousse.

3. Citez cinq autres pays francophones dans le monde.

Il existe des États francophones :

- en Europe (Roumanie, Bulgarie);
- en Asie (Cambodge, Laos, Vietnam);
- en Amérique (Canada, Haïti);
- en Afrique (Centrafrique, Tchad, Congo, Sénégal, Madagascar...)

2. Les situations

Situation 1. Paris, ville mondiale

1. Relevez les lieux où s'exercent dans Paris des fonctions internationales. De quels types de fonctions (économique, politique, culturelle, logistique...) s'agit-il ?

Les fonctions internationales de Paris sont des fonctions :

- économiques : sièges sociaux et bureaux d'entreprises étrangères, institutions financières, lieux d'expositions. Elles sont localisées dans l'ouest de Paris, dans l'axe du 1^{er} arrondissement-Nanterre, de la Bourse à La Défense en passant par les Champs-Élysées et par Neuilly. Il existe d'autres lieux ponctuels d'activités économiques internationales comme le Parc des expositions de la Porte de Versailles ou le quartier de la gare Montparnasse, mais aussi l'Est parisien, dans le XII^e arrondissement autour de la gare de Lyon et du ministère de l'Économie et des Finances;
- politiques : siège de l'OCDE qui n'a pas été indiqué sur la carte, dans le XVI^e arrondissement, de l'UNESCO qui peut être considéré comme politique dans la mesure où il organise tout ce qui est culturel dans le monde. À Paris, les fonctions politiques sont surtout nationales.
- culturelles : lieux touristiques concentrés surtout dans les huit premiers arrondissements du Paris historique (musées, monuments); lieux universitaires et culturels (bibliothèques, librairies), dans le Quartier latin, autour de la Sorbonne mais aussi dans le nouveau quartier d'affaires de l'est de Paris (Bibliothèque nationale de France); lieux récréatifs dispersés, souvent d'origine récente, sportifs (stade Roland-Garros, stade de France), salles de spectacle ou consacrées à la musique (Cité de la musique de La Villette). Tous ces lieux ont une vocation mondiale dans la mesure où ils attirent des touristes, étudiants, chercheurs, sportifs internationaux;
- logistiques : essentiellement les gares d'où partent les LGV (ex. : gare du Nord) à destination internationale (R.-U., Allemagne, Benelux).

2. Expliquez ce qu'il faut entendre par «ville mondiale».

«Ville mondiale» correspond à une ville qui dispose d'un rayonnement international en attirant des artistes, chercheurs, créateurs. C'est aussi une ville d'où émanent des idées nouvelles. C'est enfin une ville remarquable par sa richesse. Aujourd'hui, le terme de «ville mondiale» s'applique à quatre villes : New York, Londres, Paris, Tokyo. Mais de nombreuses villes aspirent à devenir des «villes mondiales». Ainsi, Berlin, Shanghai, Pékin, Sao Paulo.

3. Selon F. Chaubet, Paris est-il toujours une «ville mondiale»? Justifiez votre réponse.

Paris a été une «ville mondiale» incontestée jusqu'à la Première Guerre mondiale. Elle a alors attiré des chercheurs (Marie Curie), des artistes, parfois venus d'Europe centrale, fuyant les persécutions contre les juifs, dont certains vont constituer l'École de Paris. C'est ainsi qu'arrivent Picasso (1904), Modigliani (1907), Chagall (1909), Soutine (1913), Brancusi... Aujourd'hui, Paris n'attire plus les artistes, et le flambeau a été repris par New York. On pourrait faire la même constatation en ce qui concerne l'intelligentsia (philosophes, écrivains).

Situation 2. L'outre-mer et la puissance française

4. Où est située la Nouvelle-Calédonie?

La Nouvelle-Calédonie est un archipel du Pacifique Sud, situé un peu au nord du tropique du Capricorne,

en Mélanésie. Il comprend Grande-Terre, l'île des Pins, les îles Loyauté... Il est à 1 500 km à l'est de l'Australie, à 2 000 km du nord de la Nouvelle-Zélande et à 18 000 km de la métropole. Il mesure 18 000 km². C'est un POM qui jouit d'un statut particulier d'autonomie.

5. En quoi la Nouvelle-Calédonie contribue-t-elle à la puissance française?

La Nouvelle-Calédonie, contrairement aux autres territoires de la France d'outre-mer, détient des ressources industrielles : le nickel, matériau stratégique (avions, fusées, réacteurs nucléaires), soit le tiers des réserves mondiales. En outre, la Nouvelle-Calédonie assure la présence de la France dans le Pacifique Sud. Elle peut ainsi s'imposer géostratégiquement face à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande.

6. La population calédonienne semble-t-elle profiter des atouts énumérés par le texte? Justifiez votre réponse.

La population calédonienne ne semble pas bénéficier de ces atouts; le PIB est inférieur de 16 % à celui de la métropole et le chômage est plus du double. La situation est difficile pour la plupart des Canaques. Le fossé entre Canaques et Caldoches se maintient.

GÉOGRAPHIE - SUJET D'ÉTUDE 6

ACTEURS ET ENJEUX DE L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES FRANÇAIS

Ce chapitre est le deuxième sujet d'étude consacré à la France. L'objectif majeur est de montrer que de nombreux acteurs contribuent aujourd'hui à l'aménagement des territoires français, dont l'Union européenne; l'État, s'il joue toujours un rôle déterminant, n'a plus le rôle exclusif qui lui était réservé avant les lois de décentralisation (1982-1983 et 2003-2004); les rôles des collectivités territoriales et de l'Union européenne sont particulièrement soulignés. L'aménagement des territoires obéit de plus à de nouveaux enjeux complexes : compétitivité des territoires, équité territoriale, gestion durable. La diversité des acteurs et des enjeux peut être exprimée à travers deux situations au choix, le Conservatoire du littoral et un aménagement dans une communauté de communes. Il ne s'agit pas de traiter l'histoire de l'aménagement du territoire en France.

Problématique générale du chapitre

Les territoires sont des espaces économiques, sociaux et politiques organisés par les sociétés qui les contrôlent; ils sont des espaces d'activités, de vie et des sujets de débats. L'aménagement des territoires français est une nécessité pour faire face aux enjeux contemporains : il influe sur la vie économique et sociale des lieux de vie, qui doit permettre à la France de rester compétitive dans l'économie européenne et dans la mondialisation des échanges. Il doit également améliorer la vie quotidienne des citoyens pour rendre les territoires attractifs et dynamiques. Le chapitre doit faire comprendre la diversité des acteurs impliqués, tous concernés par les décisions prises, et l'importance des trois enjeux majeurs qui sont caractéristiques des attentes des sociétés contemporaines et qui doivent s'équilibrer, autant que possible, dans les projets actuels. Le chapitre s'efforce d'aborder ces objectifs à différentes échelles, avec des exemples précis illustrant des domaines et des enjeux variés d'aménagement.

Les pages d'ouverture effleurent la complexité des aménagements et des territoires en présentant deux exemples différents mais complémentaires en termes d'acteurs et d'enjeux. La couverture du magazine du Conseil régional de Basse-Normandie souligne la richesse et le dynamisme des projets de développement économique répondant aux enjeux de compétitivité territoriale et de développement

durable à travers l'exemple du Pont de Normandie. Le Conseil régional insiste sur le souci de la gestion durable, de la préservation de l'environnement et des paysages. La campagne publicitaire pour la métropole Grand Lyon développe les enjeux de compétitivité et d'équité territoriale à l'échelle de l'intercommunalité. Les questions invitent les élèves à s'interroger sur la diversité et la modernité des acteurs et des enjeux.

Les pages de situation illustrent les acteurs et les enjeux de l'aménagement, anticipant ainsi sur les pages de cours.

La situation 1 est une étude du Conservatoire du littoral, organisme public chargé de la défense et de la valorisation du patrimoine côtier; ses missions sont nombreuses et recouvrent particulièrement les enjeux d'équité territoriale et de gestion durable de l'aménagement des territoires (protéger et faire connaître le patrimoine faunistique et floristique), sans négliger pour autant la compétitivité dans la recherche de la valorisation économique des littoraux protégés (tourisme durable). L'élève découvre rapidement que, pour remplir ces missions coûteuses, l'action coordonnée d'acteurs nombreux, des institutions aux simples citoyens, est nécessaire.

La situation 2 présente les aménagements de la jeune communauté de communes Val-de-Cher-Controis, destinés à relancer l'économie et la démographie dans un territoire rural. Cette situation permet d'analyser en détail l'organisation et le fonctionnement de

l'intercommunalité et de montrer l'importance que cette structure territoriale peut avoir pour dynamiser des espaces qui, individuellement, disposent de peu de moyens. Le rôle des acteurs locaux est particulièrement souligné, de même que les retombées des projets sur les conditions de vie et de développement du territoire. La situation permet d'évoquer les débats qu'implique la mise en place de projets qui peuvent faire l'objet de conflits d'intérêt.

Le cours 1 : les premières pages de cours reprennent en détail les rôles spécifiques de chaque catégorie d'acteurs ; elles distinguent les nouvelles responsabilités des structures gouvernementales (État et Union européenne) et des collectivités territoriales depuis les lois de décentralisation jusqu'à la loi NOTRe de 2015 qui met en application la réforme territoriale en débat depuis 2008. Les pages insistent sur le rôle des citoyens et des entreprises avant de souligner l'importance actuelle des structures intercommunales, établies à partir de 1992 et des nouvelles régions (2016). Ces pages reprennent la problématique de la solidarité entre les acteurs nécessaires à l'aboutissement de projets souvent ambitieux et complexes.

Le cours 2 aborde successivement les trois enjeux actuels de l'aménagement évoqués lors des pages de situation et s'efforcent d'en souligner la nécessaire complémentarité, à travers l'exemple de la ZAC de Bezons-Bords-de-Seine, de la notion d'éco-quartier à La Roche-sur-Yon et de la campagne de Metz Métropole. La plupart des projets actuels, s'ils veulent être retenus et recevoir des aides de financement, doivent s'impliquer dans au moins deux des trois enjeux évoqués : la dimension du développement durable et de l'amélioration de la qualité de vie sont maintenant, dans la plupart des cas, au cœur de la réflexion, au même titre que les retombées économiques. Un document relatif au point visio souligne les efforts d'équité territoriale déployés par les services publics pour se rendre accessibles à tous.

L'«Essentiel autrement» et L'«Essentiel en cartes» résument les idées principales du chapitre et proposent aux élèves une autre manière de mémoriser l'essentiel d'un cours. Un schéma synthétique fusionne les apports des deux parties du cours et réutilise les notions majeures. Une carte de l'aménagement des territoires en France permet de localiser plus facilement les grands ensembles d'aménagements actuels. La légende est organisée selon les différents enjeux étudiés ; la superposition des territoires de projet permet de montrer le dynamisme et la complémentarité des enjeux et des acteurs.

Les pages «Capacités» permettent, à travers le projet de l'écoquartier Flaubert mené par Rouen

Métropole, de réutiliser les connaissances acquises pour expliquer une plaquette d'information. La méthode proposée pour retrouver les acteurs et enjeux de l'aménagement des territoires à partir de cet exemple peut être appliquée avec deux exercices d'entraînement : le premier fait réfléchir sur le rôle social du département, à travers la création d'une maison de santé en Lozère ; le second se focalise sur la gestion durable à travers l'aménagement de la «trame verte et bleue» en Poitou-Charentes.

Une double page «pour mieux rédiger» propose des méthodes de rédaction de réponses complexes adaptées au sujet d'étude : rédiger un commentaire de tableau de données statistiques en liaison avec des budgets départementaux et régionaux, rédiger une analyse d'affiche en liaison avec le sujet d'étude, rédiger une définition simple.

Les deux pages d'évaluation concluent le sujet d'étude en insistant sur les grands points de vocabulaire et l'exploitation des savoirs acquis dans le cours et dans les pages de situation, ainsi que sur l'analyse documentaire en liaison avec le sujet d'étude.

Ouverture (p 94-95)

1. (Doc 1) *Décrivez le document et nommez les domaines dans lesquels la région soutient des projets d'aménagement. Expliquez quelle image la région entend donner d'elle-même à l'horizon 2016.*

Le document est la couverture du magazine du conseil régional. La Normandie soutient les hautes technologies (recherche médicale contre Alzheimer), la formation et les activités qui stimulent l'esprit d'entreprise et d'initiative adapté aux ressources de la région (ex : aquaculture). Elle soutient le développement économique et les transports qui facilitent les échanges. Le pont donne une image de dynamisme, d'échanges avec la zone industrialoportuaire Le Havre-Honfleur. Elle souligne l'importance des flux humains et de marchandises que la région espère attirer pour stimuler son économie. Le pont est intégré au paysage dans un souci de protection de l'environnement. La région entend donner une image de dynamisme et de compétitivité, intégrée dans un paysage préservé.

2. (Doc 2) *Relevez les différents domaines d'activités présentés par le document. Comment la métropole de Lyon envisage-t-elle la ville de demain ? La métropole Grand Lyon présente une image dynamique et attractive de l'intercommunalité et de son cadre de vie (convivialité, places agréables,*

espaces verts accueillants...). L'agglomération paraît en expansion (travaux en arrière-plan). La métropole propose des services de proximité pour améliorer la vie des gens (logements, commerces, cinéma, artisans...). Lyon se soucie également du développement durable et de la protection de l'environnement : il propose des transports durables (vélos, espaces réservés aux piétons). La métropole de Lyon donne l'image d'un espace urbain en mouvement, créatif, à l'écoute des citoyens et de leurs avis; elle propose des emplois tertiaires (employés au travail en filigrane) et semble engagée dans la création d'activités. Le plan local d'urbanisme et de l'habitat envisage la réhabilitation de quartiers anciens et planifie la construction de nouveaux quartiers pour les entreprises et les citoyens qu'elle entend attirer dans un proche avenir : l'habitat est une priorité de l'aménagement du Grand Lyon, et la métropole planifie sur le long terme. La publicité souligne les objectifs de compétitivité et de gestion durable dans les projets d'aménagements de l'intercommunalité.

3. (Doc 1 et 2) Expliquez quelle est l'utilité de tels documents.

Le magazine du conseil régional (document 1) informe les citoyens sur les projets en cours et souligne les efforts déployés pour rendre la région plus compétitive, plus équitable et plus respectueuse de l'environnement. Il contribue à faire en sorte que les citoyens se sentent bien dans leur région, aient envie de s'engager dans le développement et de mettre en œuvre des projets novateurs.

Le PLU-H (plan local d'urbanisme et de l'habitat, document 2) sert à planifier les orientations de la politique urbaine du Grand Lyon en fonction des besoins des citoyens. La campagne de la métropole est faite pour sensibiliser les Lyonnais à l'importance de participer aux débats et aux choix d'aménagements, car ces consultations doivent servir à bâtir l'agglomération à venir. Les citoyens doivent s'investir dans le choix des aménagements qui vont avoir un impact important sur leur vie quotidienne et professionnelle. Le PLU-H, souvent réactualisé, montre également l'évolution des travaux et de la mise en œuvre des projets, et planifie sur le très long terme l'expansion de l'aire urbaine. Il s'agit là aussi d'un document d'information, destiné à inciter les citoyens à s'intéresser à la politique urbaine d'aménagement.

Les deux documents cherchent donc à solliciter l'avis et l'attention des citoyens, afin de garder l'attractivité de l'intercommunalité, et de rendre le territoire le plus adapté possible à leurs besoins.

4. (Doc 1 et 2) Identifiez les acteurs de ces aménagements territoriaux.

Les projets entrepris nécessitent l'action coordonnée de tous les acteurs du territoire : communes, départements, régions, intercommunalités, État, Union européenne, citoyens, associations, entreprises... Le document 1 souligne le rôle de la région. Le document 2 insiste sur le rôle de la métropole Grand Lyon. La révision du PLU-H est prévue de 2012 à 2018; en 2015, près de 5 000 personnes se sont déplacées et ont participé à 58 réunions publiques; d'autres ont participé par courrier ou e-mail. Des dossiers de concertation sont en accès libre à la mairie : chacun peut consulter les projets qui concernent l'un des neuf bassins de vie de la métropole, et déposer son avis.

Les projets urbains sont accompagnés par la région (responsable du développement économique), par l'État et l'Union européenne qui apportent des subventions. Les deux documents montrent que la mise en œuvre de politiques d'aménagement des territoires nécessite l'implication des citoyens qui jouent un rôle important dans le succès des projets entrepris pour améliorer leur cadre de vie quotidienne et leur environnement professionnel.

Situation 1 : le Conservatoire du littoral (p. 96-97)

1. (Doc 1 et 3) Relevez les missions du Conservatoire du littoral.

Le Conservatoire du littoral sert d'abord à protéger les terrains côtiers fragilisés ou menacés présentant un intérêt écologique. Il s'efforce de protéger les paysages, la faune et la flore des sites et de soutenir la recherche scientifique. Il contribue à préserver les pratiques culturelles traditionnelles attachées au littoral. Le Conservatoire entend également valoriser économiquement ces espaces, dans des perspectives de développement durable, tout en rendant les sites accessibles à tous. Il lutte contre les nuisances d'origine naturelle (érosion marine, catastrophes naturelles) et humaine (pollution, urbanisation galopante, tourisme mal géré, mauvaise gestion épuisant les sites...).

2. (Doc 2) Localisez les espaces où le Conservatoire intervient le plus. Expliquez pourquoi.

Le Conservatoire intervient plus particulièrement en Méditerranée (35 %), en Corse (15 %), en outremer (15 %) et en Bretagne. Ces espaces sont particulièrement protégés car ils sont très riches écologiquement. Ils sont très concernés par le tourisme. De plus, ce sont parfois des espaces nécessitant des

aides financières pour préserver leur littoral (Corse, outre-mer).

3. (Doc 1, 3 et 4) Indiquez avec quels autres acteurs de l'aménagement le Conservatoire doit travailler.

Le Conservatoire travaille constamment avec l'État dont il dépend, avec l'UE (il s'inscrit dans le programme Natura 2000) et avec les collectivités (communes, départements, régions) auxquelles il confie la gestion des terres acquises. Tous les plans d'aménagement sont débattus et discutés avec les élus, les entreprises, les associations et les citoyens, notamment par les conseils de rivage, le conseil d'administration et l'élaboration des projets.

4. (Doc 1, 3 et 4) Dites s'il peut se dispenser de l'aide de ces acteurs, tant sur le plan juridique que sur le plan financier.

Le Conservatoire ne peut acquérir, financer ni surtout entretenir seul des aménagements souvent de grande ampleur; son budget dépend activement des aides de l'État, de l'UE, des collectivités et de l'intercommunalité, ainsi que des entreprises et des citoyens. De plus, le Conservatoire ne peut juridiquement empiéter sur les compétences des autres acteurs de l'aménagement des territoires, particulièrement lorsque ceux-ci sont des élus. De plus, de nombreux élus départementaux à nationaux et représentants de l'État siègent dans le conseil d'administration, instance de décision. Il a besoin de leur aide pour concrétiser ses idées et obtenir des appuis. Il rassemble les avis, prend des décisions et les fait valider en commun par tous les acteurs concernés par l'aménagement.

5. (Doc 1 et 3) Montrez que le Conservatoire agit dans la perspective du développement durable.

Le Conservatoire agit dans le cadre du développement durable car il entend transmettre aux générations futures un patrimoine écologique, faunistique, floristique et culturel intact. Il veut préserver les écosystèmes et les mettre en valeur sans toucher à leur spécificité. La politique écologique de réhabilitation des écosystèmes dégradés, l'acquisition et la protection de terrain, l'investissement dans le tourisme durable destiné à sensibiliser les visiteurs, ainsi que la participation à des lois pour l'avenir (cf. Grenelle de l'environnement) sont significatifs de l'adhésion au développement durable.

6. (Doc 4) Décrivez l'action du Conservatoire en Corse à l'aide des informations fournies dans les documents.

La photographie représente un littoral attractif, à l'état naturel, sans urbanisation, sans installations touristiques ou industrielles anarchiques. Elle souligne la beauté du paysage et la richesse du site à préserver. Elle illustre les perspectives écologiques et de développement durable du Conservatoire. La beauté de la photographie donne envie au spectateur de découvrir et de participer à la protection du site.

Le document de M. Delaugerre ajoute à ce constat d'autres actions du Conservatoire : réhabiliter les espaces dégradés, interdire de nouvelles constructions trop près du littoral, aménager une fréquentation touristique respectueuse de l'environnement et incluant un discours de sensibilisation des touristes à la nécessité de préserver le site. Ces actions concrètes reprennent bien les objectifs du Conservatoire évoqués dans la question 1.

7. (Doc 2 et 4) Expliquez quelles menaces pèsent sur le littoral corse. Quels acteurs peuvent vouloir freiner l'action du Conservatoire? Pourquoi?

Le littoral corse est menacé par une forte pression urbaine ou touristique, liée à la douceur du climat et la beauté du milieu, qui attirent les populations. Le littoral corse peut aussi être dégradé par de la négligence, par un manque de respect de l'environnement (incendies, gravats). Les intérêts des entreprises de tourisme, les attentes des populations désireuses de vivre sur le littoral, les politiques urbaines d'aménagement des collectivités (communes, départements, régions, intercommunalités) qui s'efforcent d'attirer des populations et des activités peuvent entraîner des conflits d'usage avec le Conservatoire qui privilégie la protection des sites aux intérêts personnels.

Pour conclure

Montrez la diversité des missions du Conservatoire du littoral et l'importance de son rôle dans l'aménagement des territoires.

Une brève introduction peut rappeler que le Conservatoire du littoral est un organisme public, impliqué de diverses manières dans l'aménagement du littoral depuis sa fondation en 1975. Une première partie rappelle les objectifs du Conservatoire : préserver les espaces littoraux, leur patrimoine écologique (flore, faune), les activités traditionnelles et la culture; favoriser des progrès dans la recherche scientifique. Une seconde partie souligne les enjeux de ces actions. Le Conservatoire investit dans le développement durable en sensibilisant les citoyens et acteurs de l'aménagement du territoire. Il s'efforce également de revaloriser les territoires en

difficulté dans la perspective de l'équité territoriale. Il peut, par les projets scientifiques et touristiques, participer à la compétitivité des territoires. Enfin, une dernière partie examine les moyens nécessaires à la réalisation de ces projets et souligne le rôle des acteurs impliqués. Le Conservatoire étudie les situations, acquiert les terres menacées et les rend en gestion aux élus et aux collectivités. Il propose et cofinance des aménagements en commun avec les autres acteurs dont l'effort financier est nécessaire. Le Conservatoire doit tenir compte de l'avis des élus qui vont ensuite gérer les espaces (conseils de rivage, délégation régionale, sièges au conseil d'administration...). L'entretien de ces aménagements et la constante adaptation aux nouveaux problèmes qui surviennent (tourisme excessif, surexploitation des ressources...) passent par un partenariat durable et parfois par des conflits d'intérêt avec les entreprises touristiques et les collectivités. La conclusion peut souligner que le Conservatoire du littoral est un élément majeur de l'aménagement du territoire, soucieux de travailler en partenariat avec les autres acteurs concernés et capable de concevoir des projets impliquant les trois enjeux majeurs de la gestion des territoires.

Situation 2 : un aménagement dans une communauté de communes (p. 98-99)

1. (Doc 1) Localisez l'intercommunalité. Relevez les services principaux qu'elle rend aux citoyens.

La communauté de communes Val-de-Cher-Controis se trouve dans la région Centre-Val de Loire, au sud du département du Loir-et-Cher. Elle rassemble plus de 35 000 habitants sur 29 communes. Il s'agit d'un espace en grande partie rural, qui dispose de plusieurs châteaux appréciés des touristes (Saint-Aignan, Fougères-sur-Bièvre, Selles-sur-Cher). L'intercommunalité propose des services d'aide à la personne (maison de l'emploi, relais assistants maternelles, logements sociaux...), des structures médicales (maisons de santé), des activités en rapport avec le tourisme, la jeunesse et les sports (office du tourisme, base nautique, gîtes, piscines, gymnases...), des activités culturelles (médiathèque, bibliothèque, école de musique). Elle crée également des emplois en multipliant les zones d'activités. Il s'agit de nombreux services de proximité pour valoriser l'attractivité des territoires et favoriser le développement économique et social.

2. (Doc 1) Expliquez quels avantages l'intercommunalité peut apporter aux communes.

La communauté de communes essaie d'attirer une population dynamique en lui proposant des services variés et attractifs (loisirs, santé, éducation...) et des emplois qualifiés, dans un cadre de vie agréable (elle protège l'environnement), afin de relancer l'économie et la démographie. Les 29 communes se rassemblent pour réaliser des projets ambitieux de développement. Leur regroupement leur permet de mettre en commun leurs moyens et savoir-faire pour faire aboutir des projets dans l'intérêt communautaire (ex : médiathèque, centre sportif...). De nombreuses structures d'accueil de loisirs et des jeunes, des relais assistants maternelles et des médiathèques sont en cours de mutualisation, afin de leur donner une plus grande ampleur; il s'agit aussi de fusionner des structures qui pourraient être mieux réparties sur le territoire intercommunal. L'intercommunalité permet donc de rassembler les ressources et les potentiels des communes pour réaliser ensemble des aménagements difficiles à financer par des communes isolées.

3. (Doc 2) Décrivez les objectifs de l'aménagement « Food Val de Loire » et expliquez le logo.

Food Val de Loire est un pôle d'activités localisé à Contres et consacré à l'agroalimentaire. Il rassemble dans un agroparc plus de 80 entreprises industrielles, artisanales et tertiaires. Le pôle met en relation les producteurs agricoles locaux avec les entreprises de transformation agroalimentaire. Food Val de Loire est une pépinière de projets innovants : il rassemble les produits agricoles de qualité, les transforme et les commercialise. Le logo illustre le côté « agriculture de qualité » du pôle : les deux « o » de food sont remplacés par une fraise de Sologne et un kiwi, mélange de tradition et de modernité, de qualité et de dynamisme.

4. (Doc 2) Citez les acteurs du projet et leurs motivations.

La communauté de communes Val-de-Cher-Controis est à l'origine du projet. Elle a négocié l'appui du département, de la chambre du commerce et de l'industrie ainsi que de la chambre d'agriculture du Loir-et-Cher. Elle a aussi obtenu l'appui de la région (dont le développement économique est une compétence majeure). Elle ne pourrait aboutir sans l'aide active des 80 entreprises qui constituent le pôle.

La motivation majeure de ces acteurs est d'inscrire le pôle Food Val de Loire dans l'objectif de compétitivité du territoire (création d'un projet original financé par des investisseurs multiples) et d'équité (création d'emplois, attractivité accrue du territoire), tout en défendant une agriculture raisonnée inscrite dans une perspective de développement durable.

5. (Doc 3) Racontez, à l'aide du schéma, comment un projet est élaboré, de la proposition à la décision.

La communauté de communes se compose 32 conseillers élus, répartis en 13 commissions spécialisées. Chaque commission, composée de quelques conseillers spécialisés, prépare des projets et recueille les attentes des citoyens. Le projet, une fois élaboré, est inscrit à l'ordre du jour du conseil communautaire qui rassemble tous les conseillers : le projet est alors débattu, puis voté. S'il est validé par le vote du conseil, le projet est ensuite mis en application par le président de la communauté de communes.

6. (Doc 4) Décrivez le projet. Rappelez qui en sont les défenseurs et les opposants. Relevez les arguments de chacun.

L'ancien pilote moto Marc Delétang a le projet de créer à Méhers un circuit moto, une entreprise consacré au sport et aux loisirs. Les défenseurs du projet insistent sur les emplois qu'une telle entreprise créerait (salariés, entreprises extérieures d'entretien, restauration...) et sur le développement économique qu'elle représente pour une commune rurale comme Méhers. Les opposants sont les riverains, qui craignent les nuisances sonores et olfactives, ainsi que la pollution et les risques de circulation. Ils ajoutent que, pour eux, les emplois de restauration et d'entretien attireront des entreprises venues des aires urbaines proches (Blois, Tours), mais pas des petites structures communales.

7. (Doc 3 et 4) Identifiez les difficultés qui peuvent apparaître dans la gestion d'une telle intercommunalité.

Tous les aménagements sont faits pour maintenir un certain dynamisme économique, en incitant les investisseurs et les entreprises à s'installer, et à maintenir un certain élan démographique en incitant les jeunes à rester, à fonder des familles, à préserver le patrimoine culturel et environnemental. Ces aménagements renouvellent l'offre d'emplois et de services destinés à répondre aux objectifs majeurs de l'intercommunalité.

Le document 4 montre qu'ils peuvent être une source de conflits d'intérêt. Le circuit moto de Méhers est une source de nuisances pour le voisinage. Cependant, elle représente aussi beaucoup d'emplois et de revenus pour les collectivités, et l'intercommunalité. L'intercommunalité doit établir une priorité, entre la défense de l'environnement, de la qualité de vie et de la sécurité de ses habitants d'une part, et l'intérêt économique et social de l'implantation d'une telle entreprise sur son territoire...

Chaque projet fait l'objet de débats, de conflits d'intérêts qui peuvent opposer les conseillers, et à travers eux, les différentes communes. Les projets de grande ampleur peuvent créer des tensions entre communes quant au choix de l'implantation; certaines communes peuvent s'opposer à des projets qu'elles contribuent à financer, mais dont elles bénéficient peu. Des débats surviennent autour de la mutualisation de certains services, financés par toutes les communes, mais pas forcément profitables pour toutes en fonction des choix d'implantation... Il est toujours difficile de prendre des mesures communes, qui correspondent aux besoins de tous les membres de l'intercommunalité...

Pour conclure

Expliquez comment la communauté de communes Val-de-Cher-Controis essaie de répondre aux objectifs nationaux d'équité, de compétitivité et de gestion durable des territoires.

L'introduction peut rappeler que Val-de-Cher-Controis applique une politique moderne d'aménagement du territoire, soucieuse des grands enjeux actuels : développer l'équité territoriale (en revalorisant des espaces économiquement à développer), la compétitivité (en rendant le territoire attractif pour les particuliers comme pour les entreprises, et en créant des activités qui étendent leur influence au-delà du territoire intercommunal), le développement durable (préservation des paysages, lutte contre la pollution, réhabilitation du cadre de vie...). La communauté de communes se compose de 28 communes rurales dont la population vieillit et qui a besoin de développer son activité économique pour garder sa population jeune et dynamique.

Val-de-Cher-Controis s'efforce de répondre aux attentes de la population en matière d'équité territoriale : elle encourage le maintien de services de proximité (transports intercommunaux, éducation, aide à l'emploi par la maison de l'emploi et de la formation, maison de santé...) et leur mutualisation pour donner davantage accès aux services pour l'ensemble des habitants (ce qui n'est pas toujours le cas, car les services localisés à Contres par exemple sont éloignés des communes du sud, même si des liaisons intercommunales existent...). Val-de-Cher-Controis s'adresse à toutes les tranches de la population, essaie de valoriser les atouts régionaux et de dynamiser les territoires en difficulté en proposant des aides à l'emploi et en attirant des entreprises (ex : Food Val de Loire). L'équité territoriale est l'attente majeure des communes en difficulté, qui intègrent l'intercommunalité pour participer à des projets ambitieux.

La compétitivité est un enjeu décisif dans l'économie actuelle : pour rester attractif, le territoire intercommunal doit se doter d'entreprises ambitieuses dont la clientèle dépasse les limites de son territoire : le pôle Food Val de Loire évoque ces ambitions, en reliant 80 entreprises avec les producteurs locaux, pour une production de qualité vendue au-delà des limites de l'intercommunalité; le projet de circuit moto à Méhers est censé attirer des passionnés de motos venus de toute la région et créer un bassin d'emplois neuf dans une commune rurale; de nombreuses zones d'activités économiques sont financées à travers toute l'intercommunalité (Pouillé, Angé, Seigy, Saint-Aignan... 15 communes en tout sur 28). Val-de-Cher-contrôis investit dans sa publicité, dans la valorisation de ses atouts et de ses aménagements : plaquettes d'information, journal intercommunal, site Internet...

Enfin, Val-de-Cher-contrôis se soucie également de gestion durable. Elle investit dans des transports propres intercommunaux (et notamment dans le ramassage scolaire), dans l'entretien de son patrimoine historique (médiathèque), dans la préservation des savoir-faire traditionnels et des cultures régionales (Food Val de Loire); elle encourage l'agriculture raisonnée et la protection des paysages appréciés des habitants comme des touristes. Elle dispose d'une commission de l'environnement qui étudie tous les projets sous l'angle environnemental. La conclusion rappelle la diversité et l'ambition des objectifs de Val-de-Cher-Contrôis. Elle souligne que les projets actuels d'aménagement du territoire essaient de répondre aux trois enjeux nationaux en les rendant complémentaires. Cependant, répondre aux attentes de 29 communes de taille et de situations diverses est complexe, et implique parfois des débats houleux, des conflits d'intérêt et des décisions qui ne font pas toujours l'unanimité...

Cours 1 : les acteurs de l'aménagement du territoire (p. 100-101)

Initier, à l'échelle nationale et supranationale

1. (Doc 1) Expliquez comment l'UE s'implique dans l'aménagement des territoires.

L'Union européenne s'implique pour revitaliser les espaces ruraux, dynamiser les espaces maritimes et constituer des espaces urbains capables de renforcer ses réseaux et sa puissance internationale. Elle agit par des aides et subventions (Fonds européen de développement régional) pour des projets à tous

les niveaux administratifs. Elle soutient également fréquemment les projets sociaux et culturels (le fonds social européen et l'initiative pour l'emploi des jeunes sont consacrés à la création d'emplois et à l'insertion des jeunes).

L'affiche suggère des exemples de projets subventionnés : certains ont un but social (formation des jeunes), économique (agriculture raisonnée dans le cadre de la politique agricole commune, exploitation des ressources maritimes, laboratoires de recherche...) et environnemental (énergies renouvelables, protection du patrimoine culturel) : l'action de l'UE s'inscrit dans les trois piliers du développement durable.

2. (Doc 2 et 3) Décrivez le rôle de l'État et des collectivités territoriales dans l'aménagement des territoires depuis 1982.

L'État a longtemps été centralisé; avant 1982, il décidait pour l'essentiel des projets d'aménagement sur le territoire national. Depuis les lois de décentralisation (1982-1983 et 2003-2004), l'État s'efforce de rapprocher l'organisation politique des besoins des citoyens, afin d'offrir des services de qualité et de proximité qui puissent répondre à leurs besoins et leurs attentes.

Les impulsions viennent souvent du local sous forme de projets et remontent la hiérarchie jusqu'à l'État, si besoin est. L'État coordonne les actions, veille à l'équilibre territorial, soutient et finance les projets qui valorisent les communautés. Il intervient en particulier par les grands services publics; il stimule et propose les grandes lignes de l'aménagement.

Les collectivités reçoivent par les lois de décentralisation une délégation d'une part des compétences de l'État et d'une part de son budget pour mener à bien les actions attendues par les citoyens. La loi NOTRe (2015) renforce le rôle des collectivités territoriales, en particulier de la région (pour le développement économique) et des intercommunalités (pour les projets et services de proximité); le département se consacre essentiellement aux actions sociales et aux mesures de solidarité. Les collectivités territoriales sont à l'écoute des citoyens et proposent de plus en plus de projets; disposant d'un budget, elles peuvent réaliser des aménagements d'intérêt local ou solliciter l'État, détails à l'appui, pour des financements complémentaires.

Entreprendre, à l'échelle locale et régionale

3. (Doc 3) Elaborez un tableau distinguant les compétences des communes, des intercommunalités, des départements et des régions.

COMMUNES	INTERCOMMUNALITÉS	DÉPARTEMENTS	RÉGIONS
Services de proximité (écoles élémentaires et primaires, ramassage scolaire...) et amélioration du cadre de vie local (voirie municipale, équipements de loisirs, plan local d'urbanisme, fêtes communales, démarches administratives locales...), incitations aux implantations d'activités économiques	Services mutualisés entre communes appartenant à l'intercommunalité : transports reliant les communes les unes aux autres, tri des déchets, assainissement de l'eau, développement touristique et création de zones d'activités, espaces sportifs et culturels (médiathèques, gymnases...)	Priorité aux actions sociales : personnes âgées, handicap, enfance, création d'emploi. Le département gère également les collèges, les routes départementales et son patrimoine départemental. Culture, sports et tourisme codirigés avec la région.	Priorité au développement économique. Elles agissent dans la formation professionnelle (lycées). Elles gèrent également les transports régionaux (TER). Elles assurent un rôle de coordination pour l'emploi et le développement durable. Culture, sports et tourisme codirigés avec le département.

4. (Doc 3 et 5) Expliquez les atouts des intercommunalités par rapport aux communes.

L'intercommunalité offre des avantages non négligeables : elle représente un échelon administratif plus étendu et doté de plus de moyens que la commune ; elle est encore assez proche pour écouter les attentes des citoyens. L'intercommunalité permet de réaliser des projets de plus grande envergure, car ces projets, qui bénéficient à plusieurs communes voire à l'ensemble des communes reliées entre elles, sont financés collectivement : création de maisons de santé regroupant plusieurs médecins généralistes et spécialistes (pour faire face aux communes rurales qui n'ont plus de médecin), mise en place de transports en commun qui desservent l'intercommunalité, création de zones d'activités créatrices d'emplois, développement durable... L'intercommunalité favorise la compétitivité des territoires et l'équité territoriale ; elle reste à l'écoute des demandes et des suggestions des citoyens, qui doivent être régulièrement consultés. Cependant, l'intercommunalité peut aussi engendrer des conflits d'intérêt, si les services mutualisés ne bénéficient pas à l'ensemble de la population, ou si certaines communes ont d'autres priorités que l'intercommunalité...

5. (Doc 5) Décrivez l'affiche. Expliquez le rôle des citoyens, associations et entreprises par rapport aux projets d'aménagement.

L'affiche illustre une campagne d'information dans la communauté de communes de Pévèle-Carembault. Elle incite les citoyens, les associations et les entreprises à participer aux débats publics relatifs aux projets d'aménagement à déterminer dans l'intercommunalité. L'affiche souligne sa nature rurale (village calme et traditionnel, activités agricoles), son environnement apaisant et agréable. Elle insiste également sur le dynamisme et la modernité des

projets : les logos évoquent de meilleurs moyens de communication (Internet), des projets de développement durable (recyclage des déchets, gestion de l'eau, énergies renouvelables, transports propres comme le vélo), des projets d'implantation d'activités culturelles et sportives (musique, football), des projets de création d'activités économiques et de services de proximité (supermarché, artisanat, hébergement, tourisme...).

Les citoyens, les associations et entreprises doivent participer aux conseils de quartier, aux enquêtes réalisées par la communauté de communes ; ils peuvent passer par les conseillers municipaux pour que des débats aient lieu au niveau de chaque mairie. Le débat est ensuite porté devant le conseil intercommunal pour déboucher sur des réalisations concrètes qui rendent le territoire attractif et qui répondent aux attentes des citoyens.

L'intercommunalité fonctionne grâce au dynamisme des conseillers municipaux de l'ensemble des communes concernées, mais aussi par l'implication des citoyens dans la bonne application des projets. Les choix d'implantation des entreprises et des citoyens, leur départ de l'intercommunalité, jouent un rôle actif dans l'accompagnement et la réussite des projets. Il est donc important pour les collectivités locales de consulter fréquemment les citoyens, et pour ces derniers de participer au débat public pour que les projets aient un sens.

Clarifier les rôles de chacun

6. (Doc 3) Relevez les principaux objectifs de la réforme territoriale

La réforme territoriale a été envisagée à partir de 2008 et a mis de nombreuses années avant d'aboutir, car elle implique des transformations profondes dans l'organisation administrative, et une redistribution des compétences de chaque échelon administratif.

La réforme part d'un constat : l'organisation administrative est devenue très complexe, très lourde ; les compétences de chaque échelon administratif se chevauchent et se concurrencent. De nombreuses administrations font le même travail sans concertation entre elles. Les citoyens et les entreprises doivent attendre longtemps avant d'avoir la réponse à leurs démarches, et ne comprennent pas toujours pleinement quelles sont les responsabilités de chaque administration. L'objectif majeur est la simplification et la clarification des compétences de chaque niveau. La loi NOTRe redéfinit le rôle de chaque échelon administratif, des collectivités locales à l'État. Certaines compétences restent gérées par plusieurs échelons (ex : le développement durable, de la commune à la région), mais l'un d'entre eux obtient le pouvoir de décision (ex : la région tranche en matière de développement économique, même si chaque collectivité locale a la possibilité de donner un avis). L'État continue à orienter la politique générale, à initier des projets, à inciter, à vérifier la validité des projets mais il reste sur une fonction de coordinateur. La réforme donne l'essentiel des responsabilités aux régions, aux intercommunalités et aux communes, qui deviennent maintenant les références pour les citoyens et les entreprises en matière de démarche, dans de nombreux cas.

Il s'agit également de renforcer la liberté d'expression de chacun des acteurs de l'aménagement, et de faire en sorte que chacun dispose de compétences propres qui lui permette de jouer un rôle actif à son niveau. La loi NOTRe incite également à plus de solidarités et d'écoute entre les échelons administratifs. Il s'agit de simplifier pour que le travail soit accompli plus rapidement, et ne soit plus effectué plusieurs fois par des administrations qui travaillent séparément ; il s'agit aussi de limiter le plus possible les conflits d'intérêt qui bloquent la réalisation des projets, en définissant mieux les compétences de chacun des acteurs. La réforme doit déboucher sur une administration plus efficace, plus rapide, plus à l'écoute des citoyens. Enfin, la redéfinition des compétences et l'absence de chevauchement de celles-ci devrait alléger la charge de travail des administrations, et donc leur permettre de réaliser des économies budgétaires, sans altérer la qualité des services fournis aux citoyens.

7. (Doc 3 et 4) Relevez les transformations envisagées par la réforme des régions. Expliquez les atouts et les contraintes d'un tel projet.

La réforme des régions réduit le nombre de celles-ci dans la France métropolitaine de 22 à 13. Les régions sont moins nombreuses et gèrent des territoires beaucoup plus étendus.

L'avantage majeur attendu de la réforme est de créer des unités administratives plus étendues, donc disposant d'un budget plus important pour mener à bien des projets d'une ampleur accrue : c'est ce que montre la carte (doc 4). Il s'agit de créer des régions capables de mieux s'intégrer dans la mondialisation, d'être plus compétitives, sur le modèle des structures administratives des autres membres de l'Union européenne (*Länder* allemands, communautés autonomes espagnoles...). Des régions plus compétitives font de la France un État mieux intégré lui aussi dans la mondialisation, capable de mener à bien des projets novateurs d'ampleur internationale. L'autre atout attendu par une telle réforme est de mutualiser davantage les services publics, réduire le nombre de métropoles régionales dominantes, et donc de réduire les coûts administratifs régionaux. Les aires urbaines régionales doivent rayonner sur un territoire plus étendu, doivent devenir plus attractives, et donc amplifier leurs performances pour mieux s'intégrer aux réseaux urbains de la mondialisation : il s'agit aussi de dynamiser les aires urbaines régionales. Enfin, la réforme des régions définit plus précisément les compétences de celles-ci (doc 3) : elles gèrent le développement économique, coordonnent la lutte contre le chômage et les projets d'avenir pour le développement durable. Elles ont donc des responsabilités étendues qui leur donnent un rôle crucial dans le développement économique et social de la France.

Le projet présente aussi des contraintes et des inquiétudes de la part des citoyens. De nombreuses compétences régionales continuent à s'appuyer sur les avis des autres collectivités (doc 3) : cogestion de la culture, des sports et du tourisme avec le département par exemple ; le développement économique et le développement durable doivent être menés en concertation avec les collectivités locales, même si la région a un pouvoir décisionnel ; la région doit s'intégrer dans les projets d'envergure nationale et européenne. Certaines régions sont constituées par des intérêts économiques, sans tenir compte des particularismes culturels, de l'histoire régionale et de l'avis des citoyens (doc 4) : les anciennes régions Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace ont fusionné dans la région « Grand-Est », mais les territoires sont très variés (diagonale du vide en Champagne-Ardenne, dynamisme transfrontalier et urbain en Alsace...), leurs intérêts également ; la métropole régionale Strasbourg, est totalement excentrée... Les régions moins favorisées craignent de perdre leur pouvoir décisionnel et de ne plus être entendues. D'autre part, la construction d'aires urbaines régionales dominantes (doc 4) se fait au détriment des anciennes métropoles régionales

qui n'ont pas été retenues (ex : Montpellier va-t-elle décliner face à Toulouse? Amiens face à Lille?). La centralisation programmée des services publics sur la nouvelle métropole régionale et les économies budgétaires attendues vont-elles maintenir la qualité des services offerts aux citoyens? Toutes ces interrogations vont devoir obtenir des réponses dans les années qui vont suivre l'application de la réforme, et des consultations de la population devront certainement prendre place pour affiner le fonctionnement de la réforme.

Cours 2 : Trois enjeux pour un aménagement durable (p. 102-103)

La compétitivité des territoires

1. (Doc 1) *Relevez les aspects de ce projet qui peuvent attirer des activités susceptibles de dynamiser la ZAC au-delà de ses limites communales. Citez les acteurs qui le mettent en œuvre.*

La ZAC est une zone d'aménagements concerté : il s'agit de rendre le quartier, classé en zone urbaine sensible, attractif et compétitif. Le projet envisage de créer des surfaces importantes d'immeubles de bureaux, de commerces en pied d'immeubles (services de proximité) et d'activités tertiaires. Il se complète par des espaces verts pour rendre l'environnement agréable et des logements à haute qualité environnementale, afin d'attirer les citoyens et les entreprises. La ZAC est de plus bien reliée à l'extérieur (tramway, allées larges dotées de pistes cyclables). Le projet de réhabilitation crée les conditions qui devraient attirer des entreprises intéressées par la proximité de Paris, par la présence d'une main-d'œuvre qualifiée, par la présence de services de proximité, tout en gardant des prix de l'immobilier moins élevés que dans la capitale. La ZAC devrait devenir un quartier d'affaires et, par ses entreprises, assurer un rôle économique supérieur à ses limites communales, capable d'intéresser les investisseurs intérieurs et extérieurs à la commune.

Ce projet de compétitivité est mis en œuvre par plusieurs acteurs qui se concertent sur leurs intérêts respectifs : la commune de Bezons et la communauté d'agglomération Argenteuil-Bezons en premier lieu, aidées par des subventions de l'Agence nationale de la rénovation urbaine, le conseil départemental (intéressé par le rééquilibrage social de la population et la création d'emplois) et le conseil régional (intéressé par les mesures de développement économique et de développement durable).

2. (Doc 3) *Classez les activités représentées selon trois critères. Expliquez l'intérêt du document.*

Metz Métropole met en avant son expansion avec de nombreux symboles relatifs à la construction, au bâtiment (casque de chantier, rénovation des façades classées comme celle de l'hôtel de ville, construction de bâtiments modernes à haute qualité environnementale comme Pompidou Metz). L'intercommunalité souligne ensuite son implication dans le développement durable (tri sélectif des déchets, multiplication de transports propres et de transports en commun, espaces verts et protection de l'environnement figurée par le paysage de collines en arrière-plan et le papillon...). Enfin, elle insiste sur ses projets de compétitivité : la connexion à des réseaux internet à haut débit, l'implication dans des réseaux de transport d'ampleur internationale, des projets culturels d'ampleur internationale (centre Pompidou Metz), des bâtiments universitaires, des projets relatifs à la robotique et la haute technologie. Le document est une affiche publicitaire commandée par Metz métropole pour attirer les populations et les investisseurs, et pour souligner son dynamisme et sa compétitivité («aller de l'avant»).

3. (Doc 4) *Décrivez les objectifs d'un tel projet. Pourquoi le développer dans une région à dominante rurale?*

Un tel projet répond aux trois enjeux de l'aménagement des territoires. Il s'agit d'abord de favoriser l'équité territoriale en proposant un accès facilité aux services publics dans des territoires à dominante rurale, parfois physiquement éloignés des métropoles et centres administratifs. Il s'agit également d'encourager la compétitivité de territoires moins bien desservis, en proposant des services numériques dans le but d'attirer des entreprises, des investisseurs, des professions libérales et des salariés investis dans le télétravail. Enfin, il y a une dimension de gestion durable dans ce projet, qui permet de réduire les transports entre métropoles et espaces ruraux et donc de diminuer la pollution. Un tel projet se développe dans une région à dominante rurale, pour montrer l'efficacité de son concept en l'appliquant à des territoires moins équipés en services et moins bien desservis, qui ont besoin d'une revalorisation économique et sociale.

L'équité territoriale

4. (Doc 1) *Montrez que le projet a pour but de réhabiliter un quartier qui était en difficulté.*

Le quartier est décrit comme inscrit dans une zone urbaine sensible, qui a besoin d'améliorer le

cadre de vie des habitants, et d'améliorer sa situation économique et sociale. Le quartier dispose de bâtiments vétustes, qui doivent être réhabilités (les bâtiments insalubres sont rasés, remplacés par des constructions à haute qualité environnementale). Il était de plus mal relié à l'agglomération parisienne. Le projet est clairement établi pour «requalifier l'habitat et les berges de la Seine». L'extension de la ligne du tramway (T2) doit permettre de le rattacher aux réseaux de communication dynamiques parisiens, future trame du Grand Paris.

5. (Doc 2) Expliquez pourquoi l'écoquartier peut attirer des populations de tout niveau social.

La conception de l'écoquartier incite les gens à échanger, à dialoguer : les parkings sont repoussés en périphérie, donc les habitants circulent, discutent, se rencontrent. Le paysage collectif est à respecter par tous. Des jardins familiaux et des potagers collectifs favorisent encore le dialogue et permettent de s'adapter à la présence de familles, d'enfants, de jeunes parents.

Les logements prévus correspondent à plusieurs catégories afin d'être accessibles avec des budgets variés : pavillons avec jardins, maisons jumelées, logements collectifs ; l'un des objectifs de l'écoquartier est la mixité sociale, c'est-à-dire la rencontre et la vie en commun de gens issus de milieux sociaux différents, afin d'éviter de créer des territoires réservés à une élite ou à des catégories sociales uniques.

6. (Doc 3) Expliquez les objectifs d'un tel projet et montrez qu'il renforce l'égalité entre les citoyens

Le but des bornes visio-public est défini dans le périodique «Archipel des régions» n° 4 de février 2012 relatif à «l'équité numérique» : «Il s'agit de répondre à un enjeu territorial fort, celui de la promotion d'un développement équilibré de tous les territoires, par l'équité d'accès aux services publics, à la culture, à la formation, à la santé... pour tous. Le numérique est un atout majeur pour répondre aux contraintes de territoire rural. [...] L'impact de ces technologies est globalement positif concernant l'émission de CO₂ (télétravail, services publics numériques, performance, limitation des trajets...)» (<http://encyclopedie-dd.org/encyclopedie/territoires/archipel-des-regions-auvergne.html>). Le projet permet de limiter les transports, donc la pollution, il s'inscrit en cela dans le développement durable.

Le point Visio Public propose surtout de favoriser un meilleur accès aux services publics et de désenclaver ainsi les espaces isolés ou éloignés des métropoles. Le projet s'efforce de lutter contre la désér-

tification en permettant de relier à heures fixes, depuis les communes équipées, les services administratifs (assurance maladie, CAF, pôle emploi...) mais aussi des services de santé publique... Un tel service permet de dialoguer avec un professionnel, d'envoyer ou de recevoir des documents, sans avoir besoin d'aller loin de son domicile, ce qui renouvelle l'attractivité des territoires. Il s'agit donc bien d'une démarche destinée à faciliter l'accès à tous les citoyens aux services publics, à favoriser un développement plus équilibré des territoires, à mieux équilibrer les faiblesses et les atouts de ceux-ci. Il renforce donc l'égalité entre les citoyens.

7. (Doc 1, 2 et 4) À l'aide des documents, proposez une définition de l'équité territoriale.

Le document 1 décrit les aménagements créés pour réhabiliter les immeubles vétustes, offrir des services de proximité aux citoyens et mieux relier le quartier aux réseaux de communication urbains afin de l'intégrer dans un espace plus vaste. Le document 2 propose un quartier résidentiel dans lequel le cadre de vie est particulièrement soigné, et la mixité sociale est encouragée, afin d'inciter à la rencontre et au dialogue entre les catégories sociales. Le document 4 propose un accès accru aux services publics, à la culture, à la formation, à la santé... afin de dépasser l'isolement de certains territoires ruraux et de mieux relier des citoyens géographiquement à l'écart des territoires économiquement moteurs. L'équité territoriale est donc un enjeu de l'aménagement du territoire, qui s'efforce de donner à tous les citoyens un accès égal aux services publics, et de rééquilibrer les territoires en terme de population et d'activités économiques. L'équité s'efforce également de faire cohabiter les unes avec les autres les différentes catégories de la société.

La gestion durable

8. (Doc 2) À l'aide du document, proposez une définition d'un écoquartier.

Les deux quartiers de La Roche-sur-Yon décrits par les documents sont des quartiers périurbains construits dans un objectif de gestion durable. Le quartier associe des constructions à haute qualité environnementale (groupant les services et les activités) et un espace résidentiel de densité modérée, entrecoupé d'espaces verts aménagés, où la mixité sociale est encouragée (afin de ne pas en faire des quartiers défavorisés ou des quartiers réservés aux catégories sociales aisées). Le projet recherche une qualité de vie optimale, rapprochant les entreprises et centres de service de l'habitat : il conjugue les fonctions urbaines (logement, activités, équipe-

ments publics) dans un cadre soucieux de l'environnement (respect des paysages collectifs, potager et jardins collectifs). Des transports propres et durables sont valorisés (voies piétonnes, pistes cyclables, transports en commun, voitures garées à l'extérieur du quartier) à proximité des grands axes à voies multiples qui relient le territoire aménagé à la métropole voisine.

Un écoquartier est donc un territoire offrant à sa population des logements, des services de proximité et de la mixité sociale dans un environnement sain et préservé. Il correspond aux objectifs de développement durable.

9. (Doc 1, 2 et 4) Relevez les éléments économiques, sociaux et environnementaux qui inscrivent chacun de ces projets dans le développement durable.

La gestion durable des territoires désigne l'ensemble des mesures destinées à s'occuper de ceux-ci de façon raisonnée, en développant des activités économiques suffisantes pour rendre les sites attractifs et rentables, en tenant compte de l'épanouissement de toutes les catégories sociales présentes, et en respectant les ressources et l'environnement des sites.

La ZAC de Bezons comme les écoquartiers de La Roche-sur-Yon sont implantés dans des espaces à valoriser et à désenclaver; les constructions emploient des matériaux respectueux de l'environnement; elles sont déployées sur de vastes espaces et entrecoupées d'espaces verts; leur architecture s'intègre au paysage, l'isolation des bâtiments encourage les économies d'énergie. Tous deux sont reliés par quelques grands axes à voies multiples pour éviter les embouteillages; de nombreux transports propres sont encouragés (voie piétonnes, pistes cyclables, transports en commun, tramway...) et proposent des alternatives aux véhicules individuels à énergie non-renouvelable et polluante. Les points Visio-public permettent de limiter les trajets fastidieux et polluants, ainsi que la construction de nouveaux bâtiments administratifs, en rapprochant les services publics des usagers. Ils répondent donc aux objectifs de développement durable.

En terme économique, la ZAC de Bezons et les écoquartiers de La Roche-sur-Yon attirent de nombreuses entreprises de services (logistique, centres commerciaux, restauration...) et des investisseurs parfois extérieurs à leur territoire (particulièrement dans le cas de Bezons). Les points Visio-public peuvent encourager, par leur lutte contre la désertification, des entreprises à s'installer dans les territoires desservis par ce service.

En terme social, ces projets créent de nombreux emplois de services, notamment dans l'informatique pour les points Visio-public. L'écoquartier favorise la mixité sociale et donc les échanges entre catégories sociales variées; il renouvelle le parc immobilier par des constructions de qualité, propose des services variés (logements sociaux, écoles...). La ZAC de Bezons est ouverte à toutes les catégories de visiteurs et propose des projets de sujets variés susceptibles d'intéresser un large public.

Les trois projets répondent bien aux objectifs environnementaux, économiques et sociaux du développement durable.

L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte (p. 104-105)

Observez l'organigramme et la carte ci-contre (p 105) et présentez les principaux acteurs et enjeux de l'aménagement du territoire en sélectionnant des exemples précis.

Le travail demandé permet à l'élève de dégager les points essentiels du chapitre et de les associer à des exemples précis sélectionnés sur la carte.

Les principaux acteurs se regroupent en deux catégories. Les citoyens, consultés par des enquêtes sur l'aménagement du territoire, des associations et groupes de pression (ex : Action contre la Faim, Greenpeace France qui défend la réduction des gaz à effet de serre et de la pollution environnementale comme une priorité dans les politiques d'aménagement) et les entreprises (ex : Renault, Carrefour, Sanofi, Arianespace...) représentent les acteurs non institutionnels; ils sont difficilement cartographiables. Les acteurs institutionnels sont nombreux : l'Union européenne (et les aides du FEDER), l'État (qui intervient dans des aménagements d'ampleur nationale, tels que les parcs nationaux), les régions (lycées, zones d'activité économique...), les départements (routes départementales, aide sociale...), les communes (zones piétonnes, zones d'activités économiques, services de proximité...), les intercommunalités (communauté urbaine de Metz Métropole, communauté d'agglomération d'Argenteuil-Bezons, communauté de communes Val-de-Cher-Controis...).

Les trois enjeux majeurs de l'aménagement des territoires sont rappelés et redéfinis : l'équité territoriale (Bezons, Val-de-Cher-Controis, La-Roche-sur-yon, les zones d'aide au développement rural ou les aires de déconcentration industrielle...), la compétitivité (la ZAC de Bezons, Metz métropole, les zones industrialo-portuaires comme Le Havre ou Nantes...) et le développement durable (les

écoquartiers de La Roche-sur-Yon, les parcs naturels régionaux et nationaux, un espace côtier protégé par le Conservatoire du littoral...).

Capacités : Décrire les acteurs et les enjeux d'un document (p. 106)

Plaquette de présentation du projet de l'écoquartier Flaubert à Rouen-Elbeuf-Austreberthe

1. *Relevez le sujet principal, la date de création de la plaquette d'information et la durée estimée du projet.*

La plaquette est un document d'information relatif à la création d'un écoquartier dans l'aire urbaine de Rouen Métropole. La plaquette date de 2013, le projet doit durer de 2005 à 2025, donc le projet doit déjà avoir bien avancé. Elle insiste sur la proximité avec la Seine et le dynamisme du projet.

2. *Rappelez la définition d'un écoquartier.*

Un écoquartier est un quartier urbain soucieux de développement durable (espaces verts, bâtiments de haute qualité environnementale, transports « propres »...) et de la satisfaction des besoins de ses habitants (logements, services, emplois, qualité de vie...). Il encourage la mixité sociale (la cohabitation de personnes appartenant à des catégories sociales différentes), propose des logements et des aménagements respectueux de l'environnement (économies d'énergie, bonne isolation...) et des services de proximité qui limitent les déplacements.

3. *Identifiez les acteurs principaux du projet.*

Le projet est à l'initiative de la commune de Rouen et de la communauté d'agglomération de Rouen-Elbeuf-Austreberthe, devenue Rouen Métropole; la zone portuaire de Rouen est également impliquée par le projet, dont elle attend des retombées (logements pour une main-d'œuvre qualifiée, services de proximité...).

Le projet est ensuite soutenu par la région Haute-Normandie (devenue Normandie en 2016), chargée du développement économique. L'Union européenne subventionne également tout projet d'aménagement du territoire qui favorise la compétitivité, l'équité ou le développement durable. L'établissement public foncier de Normandie est un organisme public qui conseille et participe à la mise en œuvre de politiques publiques d'aménagement du territoire normand. La caisse des dépôts et consignations est un organisme public qui contri-

bue notamment à financer le logement social par l'intermédiaire de fonds d'épargne (livret A, Livret de développement durable...); il contribue au financement des politiques urbaines de développement durable.

Le projet est donc soutenu par de nombreux acteurs institutionnels de l'aménagement du territoire. Les citoyens ont également été impliqués, par un vaste mouvement de consultation publique.

4. *Décrivez les images illustrant la plaquette*

La plaquette montre une vue d'ensemble du futur écoquartier; la Seine est prédominante, entourée de la zone industrialo-portuaire et des quartiers d'habitation. Les photos inscrites à l'intérieur des cercles sont des grossissements d'un détail de la scène : ils montrent l'aménagement des berges de la Seine, présentent un espace agréable de promenade au bord du fleuve dans un cadre verdoyant.

5. *Reliez chacune de ces images à un « extrait du texte explicatif de la plaquette ».*

La vue d'ensemble illustre le début du texte : « La CREA reconvertit en bordure de Seine un ensemble de terrains industrialo-portuaires pour aménager un nouveau quartier qui réponde aux exigences d'un urbanisme durable ». Elle illustre également la description des activités : « un quartier à vivre pour tous, où se marieront harmonieusement habitat offrant une mixité sociale et générationnelle, grands équipements, activités économiques et bureaux, commerces, lieux de loisirs et d'agrément ». Les photos de détail illustrent plutôt la protection de l'environnement et la proximité de la Seine : « un quartier qui ramènera la ville sur les bords du fleuve et qui réintroduira la nature en ville ».

6. *Relevez le slogan principal de l'affiche. Expliquez le lien qui existe entre le texte et l'image.*

La plaquette annonce comme slogan principal : « Ecoquartier Flaubert, cœur de Seine, territoire d'avenir. En cœur d'agglomération, un nouveau quartier à vivre ». Le slogan insiste sur la proximité de la Seine (omniprésente sur les images) ainsi que sur la notion d'écoquartier, présenté comme un espace agréable à vivre, au milieu des espaces verts qui sont très présents sur les images. Le projet s'inscrit dans la compétitivité (« territoire d'avenir »), l'équité territoriale par la réhabilitation de l'ancien quartier, le développement durable. Le slogan reprend les trois enjeux de l'aménagement des territoires.

7. *Montrez que ce projet d'inscrit dans les objectifs nationaux d'aménagement des territoires (équité, compétitivité, développement durable).*

L'écoquartier Flaubert («un territoire d'avenir») répond à l'objectif d'équité territoriale par son ambition de mixité sociale et générationnelle, par sa volonté d'attirer des entreprises, notamment des commerces, qui génèrent des emplois. Le quartier est réhabilité, les anciens immeubles sont remplacés par des bâtiments plus modernes, plus respectueux de l'environnement et mieux isolé.

L'écoquartier («Cœur de Seine, territoire d'avenir») cherche à atteindre l'objectif de compétitivité : il est bien relié à Rouen Métropole et à Paris par la Seine et ses réseaux de transport durables ; il espère profiter de l'ouverture sur la mondialisation par le biais de la zone industrialo-portuaire et du quartier d'affaires qui l'ouvrent sur le commerce extérieur. Il se propose de loger dans un cadre agréable les salariés qualifiés intéressés. Il attire des entreprises de haute technologie, propose des immeubles de bureaux pour les activités tertiaires.

L'écoquartier («un quartier à vivre») correspond à un projet de développement durable : encouragement à des transports durables et à des transports en commun, constructions avec des matériaux isolants, espaces de loisirs et espaces verts à l'intérieur du territoire, réaménagement des berges de la Seine...

Le projet s'inscrit donc pleinement dans les trois enjeux de l'aménagement des territoires.

Entraînement (p. 107)

Exercice 1

1. *Relevez le sujet, la localisation, la nature du milieu géographique et la date de création de l'aménagement évoqué par le document.*

Le magazine «Couleurs Lozère» met en valeur la création de maisons de santé dans le département. Le milieu géographique évoqué est un milieu rural. La Lozère est le département le moins peuplé de France, au nord de la région Languedoc-Roussillon. Elle se trouve dans la diagonale du vide, un vaste espace allant des Ardennes au Massif central (au sens large) : les densités de population y sont faibles, les activités et entreprises peu nombreuses ; les territoires sont mal desservis. Il s'agit d'un territoire de désertification et surtout, dans ce cas précis, d'un espace en train de devenir un désert médical. L'aménagement est récent : il date de 2013.

2. *Décrivez l'aménagement (cadre général, matériaux de construction employés...)*

La maison de santé est un centre médical regroupant plusieurs médecins généralistes et quelques spécialistes. Le bâtiment est construit dans un cadre

rural, agréable, dans un souci de valorisation du territoire ; il est entouré d'espaces verts. Des matériaux modernes et écologiques, respectueux de l'environnement et du paysage, sont employés : baies vitrées, aluminium, bois, tuiles de pays...

3. *Identifiez l'acteur majeur à l'origine de cet aménagement. Aidez-vous du logo au bas du document et du titre du magazine.*

L'acteur majeur à l'origine de cet aménagement est le conseil général de Lozère, chargé par les lois de décentralisation en particulier de prendre des mesures sociales contre la désertification, de garantir aux citoyens un accès équitable à la santé. Il peut être aidé dans ce travail par les communes, les communautés de communes, les régions, l'État et l'Union européenne, dans le cadre des politiques d'équité territoriale et de désenclavement des territoires en difficulté économique et démographique.

4. *Expliquez quels sont les objectifs d'un tel projet, en tenant compte des enjeux nationaux de l'aménagement des territoires (équité, compétitivité, gestion durable des territoires).*

Les objectifs majeurs d'un tel projet sont d'abord l'équité territoriale : le département essaie d'inciter les citoyens à venir s'installer sur son territoire, elle tente d'éviter la désertification ; la question médicale est un problème croissant dans les espaces ruraux qui sont de moins en moins bien desservis en la matière. Le département propose donc un service médical de qualité à ses communes. Plutôt que d'avoir un généraliste et quelques spécialistes dans quelques communes, le conseil général finance la construction d'une maison de santé, accessible à de nombreuses communes. Ces organismes regroupent plusieurs médecins généralistes et spécialistes, qui peuvent ainsi assurer une permanence plus importante, tout en préservant une qualité de vie raisonnable dans des espaces où le médecin de campagne est traditionnellement extrêmement sollicité. L'objectif majeur est d'éviter que la Lozère ne devienne un désert médical, qui accélérerait le départ des populations vers les aires urbaines.

Un tel projet, par son architecture, sa construction et sa capacité à réduire les transports d'une consultation médicale générale à une consultation spécialisée, s'inscrit aussi pleinement dans les objectifs d'une gestion durable des territoires.

Exercice 2

1. *Relevez le sujet principal et la date de création de la plaquette d'information.*

La plaquette d'information met en valeur la « Trame Verte et bleue » en Poitou-Charentes en 2015 (aujourd'hui, région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes). Ce projet s'inscrit dans le développement durable et en particulier dans le Grenelle de l'Environnement. Son objectif est de préserver et de reconstituer les écosystèmes mis à mal par l'urbanisation croissante. Il s'agit donc d'inciter les espèces animales et végétales à repeupler les territoires concernés, à y vivre, à y circuler et à s'y multiplier. La plaquette s'efforce de répondre aux questions des principaux acteurs : quel projet sera efficace ? Sur quel territoire ? Avec quel financement ? Quel encadrement juridique ?

2. Identifiez les acteurs principaux du projet.

Le projet est financé par la région ; il s'adresse principalement aux maires des communes et aux citoyens, afin qu'ils accompagnent la réhabilitation des écosystèmes par des comportements écoresponsables.

3. Identifiez ce que représentent les couleurs dominantes

Le bleu est une référence au ciel et à la pureté de l'environnement, ainsi qu'à l'eau, sous toutes ses formes, indispensable à toute vie animale ou végétale. Le vert fait allusion aux espaces naturels, il est aussi la couleur de la vie dans les domaines scientifiques.

4. Identifiez les logos qui organisent le document. Classez-les en fonction de quatre catégories :

BIODIVERSITÉ	RÉSEAUX DE TRANSPORT
Présence de nombreuses espèces animales (oiseaux, poissons, grenouille, papillons, bovins...) et végétales (arbres, fleurs, prairie...)	Ils sont présentés avec sobriété par un axe jaune (transports terrestres) accompagnés d'axes blancs dans le ciel (transports aériens). Le paysage, rural, est à peine marqué par ces axes.

URBANISME/ PAYSAGE	AGRICULTURE ET RURALITÉ
Un village est visible en arrière-plan. On distingue une ferme, un immeuble périurbain. Le paysage est équipé d'éoliennes, produisant une énergie renouvelable qui alimente le village.	L'agriculture est figurée par les terrains cultivés et le tracteur d'une part, par l'élevage bovin d'autre part.

5. Relevez le slogan principal de l'affiche. Expliquez le lien entre le texte et l'image.

Le slogan principal est « Trame verte et bleue. Agissons ensemble pour la biodiversité ». L'image diffuse une image calme, agréable, paisible d'une nature qui coexiste avec des activités agricoles et pastorales respectueuses de l'environnement. Le texte illustre ce qu'est le projet de la trame Verte et Bleue, définie par le biais des logos : préserver la biodiversité (animale et végétale) dans des espaces ruraux réhabilités et cependant non enclavés. L'expression « Agissons ensemble » rappelle l'importance d'une prise de conscience collective de la nécessité de protéger l'environnement qui nous fait vivre, et donc d'une implication solidaire des différents acteurs du territoire (citoyens, entreprises, associations, collectivités territoriales...). Le texte souligne l'investissement de la région dans le projet. L'image donne une vision simple et positive du projet : elle contribue à le rendre attractif.

6. Rappelez brièvement quels sont les objectifs du projet présenté. Quel lien faites-vous entre ce document et les enjeux de l'aménagement des territoires ?

La Trame verte et bleue a un but écologique : préserver la biodiversité (faune, flore) et reconstituer un réseau national d'espaces naturels. Elle est ainsi constituée des espaces de biodiversité et des axes de circulation qui les relient les uns aux autres. Le but est de préserver les écosystèmes français – protégés ou « ordinaires » –, de les entretenir et de les étendre, de l'échelle locale à l'échelle nationale. Le projet mobilise de nombreux acteurs de l'aménagement des territoires : citoyens, associations, collectivités locales, État, Union européenne...

Ce document illustre deux enjeux importants de la politique d'aménagement des territoires. Le projet s'inscrit clairement dans le développement durable : préservation de la biodiversité, repeuplement des cours d'eau, soutien à une agriculture raisonnée, énergies renouvelables... Il correspond également à l'enjeu d'équité territoriale : rééquilibrer les potentiels et ressources des territoires, réhabiliter les territoires moins favorisés, les désenclaver... Le projet suggère de renforcer l'attractivité des territoires en valorisant l'environnement et la richesse de sa biodiversité, et en les reliant mieux aux villages et espaces périurbains voisins. Il s'agit d'attirer ainsi des activités compatibles avec les objectifs de la trame (ex : éoliennes), et des populations jeunes et dynamiques.

Pour mieux rédiger (p. 108-109)

Exercice 1 : rédiger la présentation d'un tableau de données économiques

Rédigez au présent de l'indicatif un paragraphe présentant le tableau.

Le tableau de données économiques présente une comparaison entre le budget 2014 du département de la Haute-Garonne et le budget de la région Midi-Pyrénées dont celui-ci dépend.

La première colonne présente la répartition en millions d'euros des dépenses du département de la Haute-Garonne. Chaque ligne de dépense est exprimée en pourcentage, pour pouvoir repérer très rapidement les postes essentiels de dépense.

La seconde colonne présente la répartition en millions d'euros des dépenses de la région Midi-Pyrénées, selon le même principe des pourcentages.

Exercice 2 : Rédiger l'analyse d'un tableau de données économiques

1. Construisez, au présent de l'indicatif, deux phrases relatives aux dépenses du département.

1. En 2014, le département de la Haute-Garonne consacre la majeure partie de son budget, soit 43,1 %, à l'action sociale (personnes âgées, handicap, enfance, emploi, insertion...). De plus, il investit également 21,9 % de son budget à l'aménagement du territoire, à l'environnement, aux transports et à l'amélioration du cadre de vie, et 19,3 % de son budget au personnel, aux finances et à la gestion de son patrimoine.

2. En 2014, la région Midi-Pyrénées consacre la majeure partie de son budget, soit 40,2 %, à l'enseignement, la culture et les sports. De plus, elle investit également 32,3 % de son budget à l'aménagement du territoire, à l'environnement, aux transports et à l'amélioration du cadre de vie, et 15,3 % de son budget au développement économique.

Exercice 3 : Rédiger l'analyse d'une affiche par rapport aux enjeux de l'aménagement

Étape 1 : Présentez le document.

Le document proposé est une affiche relative à l'aménagement de déplacements urbains dans la communauté urbaine de Nantes Métropole en 2010-2015.

Étape 2 : Expliquez le document.

Le plan de déplacements urbains de Nantes Métropole pour 2010-2015 s'inspire des trois principaux enjeux nationaux d'aménagement des territoires : équité territoriale, compétitivité, gestion durable. D'abord, il favorise l'équité territoriale en s'efforçant d'harmoniser les atouts de son territoire, notamment en desservant les espaces les moins bien reliés par des transports en commun (trams-ways, réseaux de bus intercommunaux...). Ensuite, il encourage la compétitivité par sa volonté de développer les potentiels de son territoire au-delà de ses limites, notamment par ses liaisons terrestres (ex. : autoroute des Estuaires, des Flandres au Pays basque), maritimes (estuaire de la Loire), ferroviaire (TER, TGV Atlantique) et aérien (aéroport international Nantes Atlantique, projet de l'aéroport de Notre-Dame des Landes). Enfin, il s'investit dans une politique de gestion durable en multipliant les réseaux de transports en commun (moins polluants qu'une multitude de transports individuels) et en créant des transports « propres » et durables (zones piétonnes, pistes cyclables, système de vélopartage « bicloo », tramway électrique, navibus sur la Loire, véhicules électriques...).

Exercice 4 : Rédiger une définition

Construisez la définition de chaque terme au présent de l'indicatif, en utilisant les arguments et les exemples proposés.

1. Un écoquartier, tel que celui de La Roche-sur-Yon, est un quartier urbain soucieux de la protection de l'environnement (espaces verts, bâtiments de haute qualité environnementale, transports « propres... ») et de la satisfaction des besoins de ses habitants (logements, services, emplois, qualité de vie...).

2. Une communauté de communes est un groupe de communes, souvent en milieu rural, rassemblant moins de 50 000 habitants, dans le but de mettre en commun leurs ressources pour réaliser des projets ambitieux qui bénéficient à toutes les communes membres. Ainsi la communauté de communes Val-de-Cher-Controis illustre-t-elle bien la définition, car elle se compose de 29 communes rurales, rassemblant 35 000 habitants, pour bâtir des services d'intérêt général (médiathèque, pôle agroalimentaire, pistes cyclables, crèche...) et parfois mutualisés.

Évaluation (p. 110-111)

1. Le sujet d'étude

1. Retrouvez un mot clé à l'aide de définitions.

Définitions	Mots clés
Établissement intercommunal comptant plus de 500 000 habitants	Communauté urbaine
Organisme public fondé en 1975 pour protéger et mettre en valeur les espaces côtiers.	Conservatoire du littoral
Enjeu d'aménagement destiné à corriger les déséquilibres entre les collectivités territoriales.	Équité territoriale
Délégation d'une partie du budget et des compétences de l'État à une commune, un département ou une région.	Décentralisation

2. Cochez les réponses qui conviennent. Donnez un exemple si la réponse est « vraie », rédigez la bonne réponse si elle est « fausse ».

	Vrai	Faux
Construire une zone d'activités économiques dans une commune peut entraîner des conflits d'intérêts entre les collectivités territoriales.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Reconvertir des espaces ruraux en crise en implantant des activités économiques et de nouveaux modes de transport contribue à renforcer l'équité territoriale.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'Union européenne ne donne des subventions qu'aux projets de gestion durable.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
L'État ne joue plus aucun rôle dans l'aménagement des territoires depuis 1982.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Construire une zone d'activités économiques peut entraîner des conflits d'intérêt entre les communes, le département et la région concernés. Les intérêts de chacun ne peuvent pas toujours être satisfaits simultanément, il n'est pas rare qu'une ou plusieurs collectivités territoriales s'estime(nt) lésée(s) par le choix d'implantation d'une zone qui va attirer des entreprises et proposer des emplois qualifiés (ex. : le long conflit entre Nancy et Metz pour obtenir l'implantation d'une gare lors du projet du TGV-Est; conflit entre le Conservatoire du littoral, les municipalités et les entrepreneurs désireux d'installer des activités sur le littoral protégé de la Corse). Le conflit peut aussi émaner du niveau local, qui n'apprécie pas toujours les conséquences délicates en termes d'environnement et de sécurité de l'implantation d'activités sur son sol (ex. : l'entreprise Agrial dans l'intercommunalité Argentan Intercom).

Reconvertir des espaces ruraux en crise en implantant des activités économiques et de nouveaux modes de transport contribue à renforcer l'équité territoriale, car il s'agit d'une mesure destinée à redonner des atouts à des territoires en difficulté économique ou en situation d'isolement ou d'enclavement (ex. : l'implantation d'une maison de santé en Lozère, la création de lignes de bus dans l'agglomération de Tours pour mieux relier les communes isolées à la ville-centre...).

L'Union européenne accorde des subventions dans de nombreux domaines d'application des politiques d'aménagement des territoires, notamment en matière d'équité territoriale, de compétitivité et de gestion durable. En revanche, il est vrai que la dimension de « gestion durable » des projets est un critère important, mais non exclusif, de l'obtention de subventions.

Depuis les lois de décentralisation de 1982, l'État joue un rôle différent dans l'aménagement des territoires : il transmet une partie de son budget et de ses compétences aux collectivités territoriales, mais il garde un rôle actif; il initie des projets, conseille, définit les grandes orientations nationales de l'aménagement des territoires et continue à soutenir financièrement nombre de projets.

3. Expliquez à quel(s) enjeu(x) de l'aménagement des territoires (équité, compétitivité, gestion durable) correspond(ent) chacun des documents suivants. Justifiez votre réponse.

- a) Le projet « La Loire à vélo » correspond à un enjeu de gestion durable. Il s'agit de favoriser les transports « propres », non polluants, et d'inciter à un tourisme durable, respectueux de la nature. Le projet permet de montrer la beauté des bords de Loire et de sensibiliser les citoyens à la nécessité de préserver ces espaces et de prendre le temps d'en apprécier la richesse environnementale.
- b) Le parc d'activités de la Siagne à Cannes répond à un objectif de compétitivité : il s'agit d'implanter des entreprises et des commerces performants pour faire venir une main-d'œuvre qualifiée et une clientèle aisée dans un quartier dynamique d'une métropole de la région PACA.
- c) La construction du lycée HQE G. Frêche à Montpellier répond à un objectif d'équité territoriale : il s'agit de favoriser la formation des jeunes et de créer des emplois. Un tel service éducatif se justifie pour une commune qui rassemble plus de 257 000 habitants.

2. Les situations

Situation 1 : le Conservatoire du littoral et les anciennes salines de Villeroy

1. Indiquez comment le Conservatoire obtient la possibilité de gérer les salines de Villeroy.

Le Conservatoire du littoral a racheté le site des salines de Villeroy à la compagnie des Salins du Midi en 2007.

2. Décrivez les objectifs du projet du Conservatoire pour les salines : pour quelles raisons investit-il des milliers d'euros dans l'aménagement du site ?

Les objectifs du Conservatoire sont d'abord de protéger les terrains côtiers des salines de Villeroy, fragilisés par les activités industrielles, en dépit de leur intérêt écologique. Il s'efforce de protéger les paysages, la faune et la flore du site et de soutenir la recherche scientifique (ex. : création d'un îlot artificiel pour les oiseaux du site). Il contribue à préserver les pratiques culturelles traditionnelles attachées au littoral. Le Conservatoire entend également valoriser économiquement ces espaces, dans des perspectives de développement durable, tout en rendant les sites accessibles à tous. Il lutte contre les nuisances d'origine naturelle (érosion marine, catastrophes naturelles) et humaine (pollution, tourisme mal géré, mauvaise gestion épuisant les sites...).

3. Décrivez la forme de tourisme que le Conservatoire entend développer sur le site.

Le Conservatoire du littoral entend développer un tourisme durable. Il déploie des sentiers balisés, encadre les touristes par des visites guidées à but pédagogique. Le but est de sensibiliser les visiteurs à l'importance de la préservation de la richesse de la faune et de la flore des salines.

4. Le Conservatoire du littoral agit-il seul ? Pourquoi ?

Le Conservatoire du littoral ne peut agir seul, il a besoin de la collaboration des collectivités locales, de l'État et de l'Union européenne pour des questions financières et juridiques. Il ne peut empiéter sur les responsabilités des autorités locales et ne peut gérer tous les aspects de protection du littoral sans la logistique des collectivités locales. Thau Agglomération cofinance la création de l'île aux oiseaux, par exemple ; en préservant les paysages et la richesse du site, la communauté d'agglomération rend aussi son territoire plus attractif.

Situation 2 : les aménagements de la communauté de communes Val-de-Cher-Controis

5. De quelle sorte d'intercommunalité s'agit-il ?

Val-de-Cher-Controis est une communauté de communes, une intercommunalité formée de la réunion de 29 communes rurales qui rassemblent 35 000 habitants.

6. Décrivez le logo et l'illustration de la couverture du journal. Employez les termes : diversité, complémentarité, compétitivité.

Le logo de la communauté de communes représente un globe, formé de quatre rubans bleu, vert, rouge et marron : il est une image de dynamisme, de progrès, mêlant l'industrie, les services, l'agriculture et l'eau (évoquant le Cher). La couverture présente le territoire intercommunal dans sa richesse et la diversité de ses activités économiques : le groupe agro-alimentaire Saint-Michel, des sociétés de transport et logistique (bus communautaire), des industries de pointe. Les activités économiques et les aménagements communautaires affirment leur complémentarité, en fusionnant sur l'image. Ils s'accompagnent d'une évocation des paysages traditionnels (les maisons en bord de Cher) et d'activités culturelles impliquant une population jeune et dynamique. La présence dominante d'activités économiques et culturelles est une image de compétitivité que l'intercommunalité entend transmettre.

7. À quels aménagements est-il fait allusion ?

La couverture insiste sur le dynamisme des zones d'activités industrielles et commerciales mêlant de grands groupes agroalimentaires et de transport, ainsi qu'un tissu de PME dynamiques (« territoire de progrès »). La couverture présente aussi le déploiement d'équipements communautaires (médiathèque, crèches...). Les aménagements sont réalisés dans le souci de la préservation des espaces verts et des paysages qui font le charme du territoire.

8. Expliquez le but de la publication d'un tel document.

L'objectif majeur du journal est de vanter le dynamisme de l'intercommunalité, en mettant en avant les nombreux services proposés aux citoyens. Il s'agit d'attirer une population dynamique en lui proposant des services variés et attractifs (loisirs, santé, éducation...) et des emplois qualifiés, dans un cadre de vie agréable. Le journal, accessible sur papier et en ligne, est à lui seul un symbole de la volonté de l'intercommunalité de rendre son ter-

ritoire attractif et compétitif. La communauté de communes se fait connaître, met en valeur ses projets, ses accomplissements, ses débats impliquant les citoyens en faveur d'une démocratie plus participative. Elle s'efforce de mener à terme des projets d'envergure qui permettent de dépasser le cadre

intercommunal et d'attirer l'attention des entreprises et d'éventuels investisseurs. Elle investit dans l'amélioration du cadre de vie des citoyens (réhabilitation des quartiers, offre d'activités culturelles...). Il s'agit d'un document d'information et également de valorisation de l'action intercommunale.

GÉOGRAPHIE - SUJET D'ÉTUDE 7

LES TRANSFORMATIONS DE L'ESPACE PRODUCTIF ET DÉCISIONNEL

Dans les chapitres précédents, nous avons constaté que la France s'inscrivait dans l'Union européenne et dans le monde et que l'organisation du système productif était du ressort de l'Europe, de l'État, mais aussi d'acteurs tels que les collectivités territoriales et les communautés de communes. Ce sujet d'étude envisage l'échelle hexagonale en s'attachant à l'espace du système productif et décisionnel, c'est-à-dire à ce qui concerne l'agriculture, l'industrie et les services. Cet espace de production et de décision a connu de profondes transformations depuis une cinquantaine d'années, ce qui amène à parler de dynamiques territoriales. Le cadre chronologique de cette étude reste toutefois indéterminé puisque non défini dans le programme.

Problématique générale du sujet d'étude

Ce sujet d'étude pose un certain nombre de questions et tente d'y apporter des réponses :

– Comment se présentait l'espace productif et décisionnel vers 1950-1960 ?

– Quelles sont les raisons des transformations récentes de cet espace ? Mondialisation ? Inscription plus affirmée dans l'Europe ? Aménagements plus performants et en particulier meilleures infrastructures ?

– Comment se présente aujourd'hui l'espace productif et décisionnel français ? Comment certains espaces sont-ils devenus très dynamiques, en particulier les métropoles et leurs périphéries qui concentrent des fonctions de commandement, de recherche et d'innovation, les littoraux, certaines régions méridionales ? Comment d'autres espaces se sont-ils peu à peu étioilés et sont-ils devenus des espaces de déprise ?

La situation 1 étudie l'espace productif d'une métropole. C'est la métropole lilloise qui a été choisie dans la mesure où, même si elle n'est pas devenue un centre décisionnel de premier ordre, elle a connu de très importantes transformations dans son espace productif. Lille concentre aujourd'hui des fonctions de recherche et d'innovation alors qu'elle était encore tournée vers l'industrie il y a une cinquantaine d'années.

La situation 2 est consacrée à l'espace productif dans lequel est situé l'établissement. C'est l'espace

productif des bordures de la région PACA (et non celui de toute la région PACA) qui a été choisi. Les contraintes démographiques ont largement contribué à la transformation de cet espace productif.

Ouverture (p. 112-113)

1. (Doc 1 et 2) Localisez Huez et l'Alpe-d'Huez.

Le village d'Huez, installé sur un replat glaciaire que l'on distingue nettement sur la photographie, et l'Alpe d'Huez sont situés dans le massif alpin, dans le département de l'Isère, à 80 km environ de Grenoble, dans le massif des Grandes Rousses, à proximité de l'Oisans, au-dessus de la vallée de la Romanche. Il s'agit de deux villages de montagne, voisins, Huez étant situé à 1 500 m d'altitude, et l'Alpe d'Huez, autrefois simple hameau temporaire, à 1 850 m.

2. (Doc 1 et 2) Précisez quelle était l'activité principale dans les années 1940, et en 2013.

Dans les années 1940, l'activité principale était l'agriculture (cultures et élevage de bovins et d'ovins). Sur des parcelles exiguës, on cultivait des céréales (blé et seigle). Sur la photographie, on voit les gerbes et les andains, des plantes fourragères et des plantes potagères. On pratiquait l'estivage avec la montée des troupeaux en altitude de la fin juin à la fin septembre. Ces activités agricoles étaient sous la dépendance de l'altitude (pente, froid et neige l'hiver, courte période végétative).

Aujourd'hui, ces activités agricoles, non compétitives, ont disparu même si des troupeaux montent encore de la Crau ou des vallées pour entretenir les alpages. Les villages se sont orientés vers le tourisme d'hiver (ski) et d'été (randonnées, parapente, vélo sur route et VTT, alpinisme, voire ski d'été).

3. (Doc 1 et 2) Recherchez quelles peuvent être les conséquences de ces changements d'activité sur la population.

Sous l'effet de ces transformations, la population a évolué :

- en nombre : vers 1940, Huez était un village de 300 âmes et il n'y avait pas d'habitants permanents à l'Alpe d'Huez qui n'était fréquentée que l'été par des agriculteurs et des bergers. Aujourd'hui, le village d'Huez a perdu une partie de sa population et ne compte plus que 270 habitants permanents. Mais l'Alpe d'Huez est devenu un très gros village avec 1 340 habitants permanents et une ville de 32 000 habitants en saison (l'hiver). La station, construite de façon anarchique, sans plan d'urbanisme, se développe en éventail avec ses immeubles collectifs plus ou moins importants et ses petites résidences;

- en activité : les activités de la population de l'Alpe, devenue permanente, se sont transformées. Les agriculteurs ont disparu et ont été remplacés par des professions du tertiaire (commerçants, employés des remontées mécaniques, hôteliers, restaurateurs);

- en comportement : la population est devenue hétérogène, mêlant habitants permanents, travailleurs de la vallée (les moniteurs, les perchistes...) et touristes, français et étrangers. La population s'est, par conséquent, ouverte sur l'extérieur tandis que l'ancienne communauté villageoise soudée et solidaire disparaissait.

Ces deux documents permettent ainsi de montrer le redéploiement du système productif dans une région de montagne.

Situation 1 : L'espace productif d'une métropole : Lille (p. 114-115)

1. (Doc. 1) Précisez quelle est la localisation de l'aire métropolitaine de Lille par rapport aux territoires français et européen.

L'aire métropolitaine de Lille est située dans la partie septentrionale de la France, dans la région Nord-Pas-de-Calais au carrefour de deux axes importants : un axe nord-sud (Paris, Anvers, Rotterdam) et

un axe est-ouest (Allemagne, Belgique, Royaume-Uni). L'aire métropolitaine est une aire transfrontalière dans la mesure où elle déborde largement au-delà de la frontière franco-belge. Elle a tendance ainsi à se rattacher aux grandes concentrations urbaines du Randstad Holland.

2. (Doc 1 et 2) Déterminez quels sont les atouts dont dispose cette aire métropolitaine.

Cette aire métropolitaine dispose de nombreux atouts :

- Sa population : elle est nombreuse (1,2 million d'habitants), urbaine (conurbation de Lille, Roubaix, Tourcoing). Elle est dotée d'un savoir-faire important, issu d'une tradition industrielle qui lui donne ainsi son « identité ».

- Sa situation à proximité d'une des mers les plus fréquentées du globe (le « rail » de la Manche) et des grandes concentrations urbaines de l'Europe de l'Ouest (Randstad Holland et agglomération parisienne).

- Ses infrastructures de communications. La métropole lilloise est bien desservie en voies de transports rapides (ex. : Eurostar; Thalys et autoroutes). Lille est ainsi à une heure de Paris, une heure de Londres, une demi-heure de Bruxelles.

- Ses espaces disponibles au cœur de la ville ou dans sa périphérie immédiate. Lille peut ainsi implanter de nouvelles activités.

3. (Doc 2) Précisez quelle a été l'activité de cette entreprise et quelle a été son évolution.

Fives-Cail-Babcock a été une entreprise emblématique de la 2^e révolution industrielle de la fin du XIX^e siècle. Ce fut une entreprise métallurgique qui a participé à la révolution de la fonte puis de l'acier. Elle a contribué à la révolution du chemin de fer en construisant du matériel roulant (locomotives à vapeur) à partir des années 1860; puis elle a construit des architectures métalliques de prestige (ex. gare d'Orsay en 1898-1900, pont Alexandre III en 1900...). Elle a employé jusqu'à 6 000 salariés.

Il faut remarquer que cette période de splendeur correspond à celle des expositions coloniales de 1889 et de 1900 qui contribuent à sa renommée.

Mais après la Seconde Guerre mondiale, l'entreprise connaît des difficultés. Les machines s'arrêtent en 1997 et l'usine ferme en 2000.

Dans son Histoire de Lille, parue en 1903, Philippe Marchand décrit les activités de cette entreprise :

« Fondée en 1861, elle doit sa notoriété à l'ampleur de ses installations (plus de 15 hectares d'ateliers, 12 marteaux pilons, 95 forges, 500 machines-outils), au nombre de ses ouvriers qui sont plusieurs milliers [...] ».

De 1861 à 1905 sortent de ses ateliers plus de 2 000 ponts de chemin de fer, une centaine de ponts routiers dont certains monumentaux, des gares de chemin de fer dont la célèbre gare d'Orsay, plus de 2 000 locomotives. La compagnie de Fives-Lille exporte ses productions dans le monde entier, en Espagne, en Égypte avec deux ponts sur le Nil, en Roumanie, en Chine, au Brésil, en Argentine. »

4. (Doc 2) Expliquez la signification de l'expression « projet global mixte ».

Un projet global est un projet d'aménagement pour un vaste ensemble (il y a ici 17 hectares à aménager) mené par un seul concepteur et opérateur. Ce projet est mixte dans la mesure où il rassemble plusieurs types d'occupation du sol. Certains sont liés à l'habitat (logements dont le 1/3 de logements sociaux), d'autres aux activités économiques (commerces), d'autres à l'enseignement (lycée hôtelier), d'autres enfin aux loisirs (espaces verts avec un parc de 5 hectares). Ce projet est en rupture complète avec les activités industrielles traditionnelles. Il se veut protéger le patrimoine industriel, vraisemblablement en réutilisant certains bâtiments.

5. (Doc 3, 4, 5) Déterminez quelle est aujourd'hui la place de l'industrie dans l'activité de la métropole et quelles sont les activités phares.

Si on examine l'emploi dans l'arrondissement de Lille (ce qui en gros correspond à la métropole lilloise) et si on le compare à celui du Nord-Pas-de-Calais et à celui de la France (hors Ile de France) toute entière, on constate que l'industrie n'occupe plus la place qu'elle occupait et que la proportion d'emplois industriels (11 %) est inférieure à ce qu'elle est dans la région (15 %) et en France (13 %). La métropole lilloise est incontestablement devenue une métropole tertiaire où la part des services et du commerce s'établit à 82 % ce qui est bien supérieur à ce qu'elle est en France (hors Ile-de-France), 77 % et dans la région, 73 %.

Lille est aujourd'hui une métropole consacrée aux services : commerces, sièges sociaux et bureaux, mais aussi filières innovantes. Celles-ci s'inscrivent dans des domaines multiples : santé, culture, développement durable et e-technologies.

La reconversion de Lille-métropole peut être illustrée par le fait qu'elle est aujourd'hui

- la 3^e agglomération française pour le commerce international;
- la 2^e agglomération française pour le nombre de centres de décision à vocation mondiale;
- la 2^e académie de France par le nombre d'étudiants;
- la première ville transfrontalière d'Europe;

- la première région française pour l'accueil d'investissements étrangers.

Euratechnologies est un centre de recherche et d'innovation des technologies sans contact. C'est un pôle d'excellence créé en 2009 par la Communauté urbaine de Lille-métropole qui rassemble l'Institut National de la recherche en Informatique et en Automatique, des laboratoires, un incubateur d'entreprises, des sociétés multinationales telles Tata Consultancy Services (agence indienne de services informatiques), ASOS (entreprise anglaise de vente de vêtements), des start-up (ex. : représentations de Cisco, Microsoft, Cap Gemini, IBM...)

6. (Doc.3, 4, 5) Précisez les nouvelles activités de la métropole lilloise.

Erratum : Il aurait fallu écrire : « Précisez la localisation des nouvelles activités... »

Il s'agit bien dans cette question d'étudier des localisations et non pas d'énumérer des activités, ce qui a déjà été fait.

On peut constater deux types de localisations pour les nouvelles activités tertiaires de Lille-métropole :

- le quartier des gares. Le document 4 nous montre, à l'arrière-plan, la halle de la gare historique (construite en 1848) de Lille-Flandres et, au premier plan, la gare de Lille-Europe qui date de 1994 et qui accompagne l'arrivée de la LGV Nord. Au centre de la photographie, on voit le centre d'Euralille, vaste quartier d'affaires et de commerce, précédée de la place F. Mitterrand.

- les anciens sites industriels désaffectés. La friche de la société Fives doit devenir un espace de logements, mais aussi d'activités nouvelles liées au commerce, à l'enseignement, aux loisirs. Un autre exemple est donné par l'implantation d'Euratechnologies dans une usine textile désaffectée.

Pour conclure

Expliquez pourquoi et comment s'est transformé l'espace productif et décisionnel de la métropole lilloise.

La métropole lilloise avait d'importantes activités industrielles il y a une cinquantaine d'années. Celles-ci étaient liées à la sidérurgie (proximité du charbon du Nord-Pas-de-Calais et du fer lorrain), mais aussi au textile. Ces activités ont périclité au milieu du xx^e siècle.

Mais disposant d'atouts donnés par sa situation (métropole transfrontalière à proximité des grandes concentrations urbaines du nord-ouest de l'Europe), sa population (concentration urbaine de 1,2 million d'habitants), ses traditions, ses infrastructures

(bâtiments vacants, proximité des grandes villes, à 1 heure 20 de Londres, 1 heure de Paris, et 38 minutes de Bruxelles par les LGV), Lille-métropole s'est reconvertie vers des activités tertiaires, commerce mais surtout activités de haut niveau liées à la santé et aux hautes technologies.

Situation 2 : Les espaces productifs et décisionnels de la région PACA (p. 116-117)

Dans cette situation, il n'a été retenu que le littoral méditerranéen et, dans l'arrière-pays, la vallée du Rhône où est concentré l'essentiel des activités. Tout l'intérieur de la région PACA a été considéré comme espace de déprise.

1. (Doc. 1) Recensez les différentes activités productives de la PACA et expliquez leur implantation.

Les activités sont variées. Les régions périphériques de la PACA conservent des activités agricoles intensives, localisées essentiellement dans la vallée du Rhône, du nord d'Orange au Delta, dans la basse vallée de la Durance et dans la région d'Aix-en-Provence. Les activités industrielles sont concentrées à l'ouest de Marseille, à proximité de Fos-sur-Mer et de l'étang de Berre (ce sont des activités liées au pétrole et à la sidérurgie). Mais ce sont surtout des activités tertiaires qui sont à l'origine du dynamisme régional : activités traditionnelles de services liées à l'urbanisation (en particulier à Marseille), activités liées aux transports (ex. : le port de Marseille), au tourisme. Ainsi, sur le littoral de Toulon à la frontière italienne, mais aussi dans les villes de la vallée du Rhône, Arles, Avignon (festival; Palais des papes), Orange (chorégies). Certaines de ces activités tertiaires sont des activités de haute technologie. Ainsi, près de Nice, à Sophia Antipolis et entre Marseille et Aix-en-Provence : Château Gombert, Luminy.

2. (Doc. 1 et 2) Déterminez l'évolution de la population de la région PACA et les raisons de cette évolution.

La population des régions périphériques ouest et sud est en forte croissance. Cette croissance, qui est à l'origine d'une forte pression démographique, est due à l'arrivée de populations extérieures à la région (migrations résidentielles en provenance des autres régions françaises et immigration issue du bassin méditerranéen et d'Afrique). Elle est due également au bilan démographique naturel (excédent des naissances sur les décès du fait de la jeunesse de la population). Cette pression démographique concerne le

littoral méditerranéen, la vallée du Rhône et particulièrement la région d'Avignon. Elle tend à gagner vers l'arrière-pays. Ce sont surtout les villes qui sont concernées par cette croissance de la population.

La PACA est la 3^e région la plus peuplée de France (aux alentours de 5 millions d'habitants). C'est la région qui a connu la plus forte progression de sa population depuis 1962, et elle a gagné 2 millions d'habitants supplémentaires en un peu moins de 50 ans. C'est dans le Var (de Bandol à l'ouest, à Agay à l'est, et du littoral au sud, à Draguignan au nord) que la croissance démographique est la plus spectaculaire.

3. (Doc 1 et 2) Précisez quelles difficultés peut créer cette évolution.

Cette évolution démographique a de multiples conséquences :

- Sur l'homogénéité de la région : on peut opposer ainsi un littoral (Provence et Côte d'Azur) surpeuplé et fortement urbanisé à un intérieur (Alpes) en déséquence démographique.
- Sur les activités de la région. Certaines activités traditionnelles du littoral (agriculture) sont grignotées par l'urbanisation.
- Sur la qualité de vie : le littoral est surchargé, en particulier l'été du fait du tourisme (engorgements, pollution, prix de l'immobilier).

4. (Doc 1, 2 et 3) Dégagez les contraintes qui pèsent sur l'agriculture et l'évolution de cette dernière.

L'agriculture du Comtat Venaissin (région d'Avignon) est confrontée à plusieurs défis :

- Le manque de place du fait du relief montagneux de l'arrière-pays (sur la photographie, on aperçoit les Préalpes) et de la progression de l'urbanisation.
- La concurrence de pays plus favorisés sur le plan de l'ensoleillement, de la chaleur (tenir compte de l'impact du mistral, vent froid qui souffle du nord vers le sud) et sur celui du coût de la main-d'œuvre (Espagne, Portugal, Maroc, voire des pays plus lointains comme le Sénégal).

L'agriculture des régions périphériques de la PACA a, de ce fait, évolué. L'agriculture extensive a pratiquement disparu et les méthodes intensives se sont multipliées. Sur la photographie du document 3, on aperçoit encore des cultures de plein champ protégées du mistral par des haies de cyprès, mais on constate l'impact au sol des serres et des tunnels de plastique. Le coût de la production, du fait des méthodes employées, a augmenté (irrigation ou arrosage, produits de traitement) et, de ce fait, il y a eu spécialisation dans des productions à haute valeur ajoutée, horticulture (fleurs), maraîchage,

fruits, vignes, voire dans de véritables « niches » (fraises gariguettes). Cette production est destinée aux marchés nationaux ou internationaux et non plus à la consommation locale.

5. (Doc 4) *Décrivez les aménagements de ce littoral et expliquez comment ils contribuent à transformer l'occupation de l'espace.*

Cet espace est une marina. Elle a été réalisée dans les années 1960 (tout comme la marina de la Baie des Anges à Villeneuve-Loubet près de Nice). Il s'agit d'un espace gagné sur la mer. C'est en quelque sorte un polder. Des îlots séparés par des canaux et des anses artificielles regroupent des habitations diverses (immeubles denses, mais pas très élevés, petites résidences individuelles), des espaces verts, des promenades, des placettes et des bassins ou chenaux bordés de quais et de pontons destinés à l'ancrage des bateaux de plaisance. Les résidences individuelles semblent disposer d'un anneau privé. Le figuré de la marina est varié afin de bannir la monotonie. Cet espace est un espace touristique et il contribue à artificialiser complètement le paysage.

6. (Doc 5) *Précisez quelles étaient avant 1990 les activités de Toulon.*

Avant 1990, les activités de la rade de Toulon étaient tournées vers la construction et la réparation navale, en particulier à la Seyne-sur-Mer. Les chantiers navals ont fermé à la fin des années 1980. Toulon était aussi une des principales bases avec Brest, Cherbourg, Lorient, Anglet (près de Bayonne) de la marine nationale.

7. (Doc 5) *Déterminez quels sont les aménagements en cours ou prévus par le Grand projet Rade.*

Le Grand Projet Rade prévoit l'aménagement des rives de la rade de Toulon dans son ensemble, la base navale qui fait de Toulon un arsenal militaire devant rester en l'état. L'objectif est de rompre avec le passé industriel et de faire de Toulon le premier technopôle en Europe centré sur les domaines de la sécurité et de la sûreté maritime ainsi que sur le développement durable. Le Grand Projet Rade prévoit :

- la création d'activités technologiques de haut niveau, marines et sous-marines (recherche, enseignement, pépinière d'entreprises) réparties en trois sites : une base terrestre à Ollioules, une base maritime à la Seyne-sur-Mer permettant un accès direct à la rade et à la Méditerranée, un parc d'activités marines à Saint-Mandrier-sur-Mer ;
- le développement du tourisme sur tous les rivages de la baie par l'aménagement de différents ports (plaisance, grande plaisance, croisière).

La grande plaisance concerne la navigation de loisir faisant appel à des bateaux de plus de 30 mètres, recourant à des équipages professionnels et ayant un rayonnement international.

Pour conclure

Montrez comment se transforment les différents espaces productifs du pourtour de la région PACA.

Les régions du pourtour de la région PACA se transforment sous l'effet de la mondialisation et de la pression démographique, cette dernière concernant essentiellement les villes de la vallée du Rhône et celles du littoral.

Les activités anciennes périlissent. Ainsi en est-il de l'agriculture extensive et de subsistance, de l'industrie (construction navale). Les campagnes, grignotées par ailleurs par l'urbanisation, se spécialisent dans une agriculture intensive à forte valeur ajoutée. Les villes développent des activités tertiaires liées aux hautes technologies (Marseille, Nice, Toulon) ou au tourisme. Ces espaces productifs, de plus en plus artificialisés, opposent ainsi le littoral méditerranéen et la vallée du Rhône à un intérieur resté traditionnel et ayant perdu une partie de sa population.

Cours 1 : Vers une mutation des espaces productifs et décisionnels (p. 118-119)

Des lieux de production et de décision traditionnels remis en cause

1. (Doc 1) *Précisez le type d'espace dont il est question ici et ses transformations.*

Il est question dans ce texte de l'espace productif français. L'espace productif traditionnel opposait un Ouest agricole (ex. : la Bretagne, les Charentes) à un Est industriel (ex. : la Lorraine) selon une ligne Le Havre/Montpellier.

Aujourd'hui, les oppositions ne se marquent plus entre espace agricole et espace industriel, et elles ne se mesurent plus à l'échelle nationale, mais elles se définissent entre espaces attractifs et espaces en crise et à une échelle beaucoup plus locale. L'Ouest est aujourd'hui moins agricole qu'il ne l'a été et l'Est s'est désindustrialisé suite à la crise des mines de fer et de charbon et à celle de la sidérurgie (ex. : Lorraine), mais on pourrait aussi donner l'exemple du Nord) et aussi suite aux délocalisations.

2. (Doc 1 et 2) *Montrez la relation entre ces transformations et l'évolution de l'emploi.*

La part des emplois liée à l'agriculture a reculé (10,1 % de la population active en 1975 et 2,4 % en 2013) et l'agriculture est devenue une agriculture sans paysans. La part de l'industrie dans l'emploi a également reculé puisqu'elle est passée de 28,1 % en 1975 à 13 % en 2013. La France s'est donc désindustrialisée. C'est le secteur tertiaire qui a profité de ce double mouvement puisque sa part dans l'emploi est passée de 52,9 % à 88 %.

3. (Doc 3 et 1) *Calculez et expliquez l'importance des effectifs de Renault hors de l'Hexagone.*

Au 31 décembre 2014, Renault emploie hors de l'Hexagone (en additionnant les différents chiffres) 71 024 personnes, et dans l'Hexagone 46 371 personnes; ce qui donne en pourcentage 39,5 % des effectifs en France et 60,5 % à l'étranger. Cette situation est la conséquence des délocalisations dues en partie au différentiel de salaires et charges. Pour des coûts horaires de production qui s'établissent pour 2014 à 30 euros en France, ils sont 26 % moins élevés en Espagne, 50 % en Slovaquie, 80 % en Roumanie et 85 % au Maroc, ce qui incite Renault à établir dans ces États des usines de montage. De là, la baisse de l'emploi industriel en France.

De nouvelles logiques de localisation

4. (Doc 4) *Déterminez les raisons pour lesquelles Lyon « attire les leaders »*

Cette publicité qui cible les potentialités décisionnelles (et non productives) de Lyon est réalisée par l'Agence Aderly et elle est destinée à attirer de nouveaux investisseurs.

Cette publicité nous dit que Lyon est la ville française la plus attractive pour les cadres et la 25e ville européenne pour l'attraction des investissements étrangers. Elle doit cette attractivité au niveau français et européen :

- à sa localisation : Lyon est située au cœur de l'Europe. Cette position géographique mise en valeur par des moyens de transports rapides la place à moins de 2 heures des capitales européennes (LGV; aéroport international de Lyon-Saint-Exupéry);
- à son cadre de vie : grande ville patrimoniale de 1,3 million d'habitants pour le Grand Lyon de 2,1 millions d'habitants pour l'aire urbaine, elle offre des possibilités culturelles importantes et la proximité de loisirs tant à la montagne (Alpes, Jura) qu'à la mer (Méditerranée). Elle est, de plus, engagée dans le développement durable (aménagement de la ville comme les berges du Rhône et de la Saône; maîtrise de la pollution; respect de l'environnement);

- à sa main-d'œuvre : Lyon est une ville universitaire qui accueille plus de 140 000 étudiants français et étrangers et de nombreux chercheurs;
- à son parc immobilier : dans des quartiers centraux reconstruits ou rénovés (Lyon Part-Dieu, Lyon Confluences, elle offre à des prix attractifs des possibilités résidentielles et des bureaux de prestige;
- aux filières d'excellence qui s'y développent. Lyon est déjà le lieu d'implantation de grands groupes tels que Renault Trucks, Sanofi... C'est également le lieu d'implantation de laboratoires, centres de recherches et entreprises constituant des pôles de compétitivité spécialisés dans les sciences de la vie et de la terre et les écotechnologies (il y a 5 pôles de compétitivité dans l'agglomération). Ces filières développent d'importantes capacités d'innovation et entre elles se multiplient réseaux et synergies

5. (Doc 4) *Parmi les institutions et sièges sociaux récemment implantés à Lyon, citez ceux dont vous avez entendu parler. Quels domaines d'activité concernent-ils ?*

Pour 2014, année à laquelle a été réalisée cette plaquette, Aderly (Agence pour le développement économique de la région lyonnaise), cite huit entreprises, nationales ou étrangères, de grande renommée, déjà établies à Lyon, mais elle n'indique pas la date à laquelle elles se sont implantées.

- Emirates : compagnie aérienne des Emirats qui a établi des bureaux à Lyon en 2013;
- Renault Trucks : Fait partie du groupe Volvo et fabrique des véhicules industriels et utilitaires;
- Sanofi Pasteur : entreprise pharmaceutique qui recherche, développe et produit des vaccins en particulier le vaccin contre la grippe;
- BioMérieux : entreprise pharmaceutique avec spécialisation dans l'immunothérapie, la sécurité alimentaire, la nutrition;
- Boiron : entreprise pharmaceutique avec spécialisation dans l'homéopathie;
- Manitowoc : entreprise de construction de matériel industriel comme des grues (anciennement Potain), des cuisines professionnelles;
- Euronews : chaîne européenne d'information en continu, spécialisée dans les actualités internationales et européennes;
- Club Med : agence de voyage.

On peut ajouter d'autres firmes et institutions, nationales et internationales comme Interpol (coopération policière internationale); OMS (dont le siège est à Genève mais dont le bureau de Lyon a pour vocation d'aider les pays à renforcer leurs systèmes de surveillance des maladies); Monsanto (entreprise américaine spécialisée dans la mise au

point de semences de grande culture (maïs, colza) et de semences potagères et dans le traitement de ces cultures (désherbants et fongicides)...

Lyon est donc ainsi un centre de décision et un centre tertiaire avec des entreprises de grande renommée

6. (Doc 5) *En utilisant les termes soulignés dans le commentaire de la photo, indiquez à quoi correspondent les espaces numérotés de 1 à 4 et comment s'effectue l'extension de cette agglomération.*

On reconnaît les espaces suivants :

- Erdre : 3
- Atlantopole : 1
- autoroute et carrefour routier : 5
- périurbanisation : 2
- recul de l'agriculture : 4

Nantes est une métropole dynamique qui s'étend dans l'espace. Aujourd'hui, les nouveaux centres d'activités cherchent à s'implanter dans les grandes villes, là où il y a de la place, donc souvent en périphérie, à proximité des moyens de transports rapides (aéroports, LGV, autoroutes). Ces nouveaux centres d'activités gagnent en superficie sur les espaces traditionnels en particulier ceux voués à l'agriculture.

7. (Docs 1 à 5) *Déterminez quels sont les espaces qui, aujourd'hui, sont en pleine croissance et les facteurs qui favorisent cette évolution.*

Les territoires traditionnels voués à l'agriculture (à l'ouest d'une ligne Le Havre/Montpellier) ou à l'industrie (à l'est d'une ligne Le Havre/Montpellier) sont actuellement souvent en crise. Aujourd'hui, ce sont les espaces consacrés aux services (services aux entreprises, à la personne), aux activités innovantes et au tourisme qui se multiplient. Divers facteurs guident leur implantation : métropoles bien peuplées, agréables, disposant d'infrastructures de haut niveau (ex. : établissements d'enseignement), interfaces mettant en relation des espaces performants (ex. : la frontière du nord de la France), carrefours de communications...

Cours 2 : Le redéploiement des espaces productifs et décisionnels (p. 120-121)

Les espaces tertiaires explosent

1. (Doc. 1) *Expliquez en quoi le centre de la ville est le lieu privilégié d'implantation des services.*

Tous les services se côtoient dans le centre-ville : services administratifs, services financiers (banques), services aux personnes, aux entreprises, services courants (petits commerces) et services spécialisés (conseils aux entreprises).

Le centre-ville est la partie la plus ancienne de la ville et c'est là que se sont développés les premiers contacts. En outre, le centre-ville est bien desservi en transports en commun, ce qui favorise l'accès des banlieusards et les déplacements en général.

2. (Doc. 1 et 2) *Déterminez quelles différences on peut établir entre les services du cœur de la ville et ceux de l'espace périurbain.*

On peut opposer les services du centre de la ville et ceux de la banlieue, en particulier ceux de l'espace périurbain. Les services de ce dernier sont peu diversifiés. Il s'agit seulement de services apparus récemment, liés à la logistique et qui nécessitent un espace important (aéroports, plateformes multimodales), mais aussi centres commerciaux (super et hypermarchés). Ces services sont de plus susceptibles de créer des nuisances. Le cœur de la ville rejette ainsi à l'extérieur ce qui l'encombre tout en lui étant indispensable.

Mais on constate une évolution dans les services de la proche banlieue. Alors que dans les années 1950, on faisait disparaître en les rasant les usines en déshérence pour construire de nouveaux immeubles et des tours, on s'attache aujourd'hui davantage à préserver le patrimoine immobilier et industriel de cette proche banlieue en le réhabilitant (nous avons vu l'exemple de Lille). On transforme ces anciens bâtiments en logements (lofts) ou on y attache des services, culturels (musées), de loisirs (cafés), d'enseignement (universités), de commerces (boutiques), et des entreprises de haute technologie. Une clientèle nouvelle, bourgeoise et « branchée » accompagne ces reconversions.

Les espaces industriels se rééquilibrent

3. (Doc 3) *Relevez les indices qui montrent qu'il s'agit d'un site industriel ancien.*

Né en 1898, le site d'Hayange a été un important site sidérurgique lié à la « minette » (minerai de fer à faible teneur) lorraine dont le gisement s'étendait de Nancy au Luxembourg. C'était le fief de la famille de Wendel. Ce site a été fermé en 2011.

De ce site, il reste un haut-fourneau et diverses installations liées à la sidérurgie dont deux fours à coke. On aperçoit aussi, sur la droite de la photographie, la centrale thermique qui fonctionnait avec le gaz des hauts-fourneaux. Le paysage est noir, enfumé, triste.

4. (Doc 2 et 3) Montrez quelle est l'évolution des sites industriels anciens.

Les centres industriels anciens disparaissent. Ou bien ils sont démolis après avoir été dépollués et ils sont remplacés par des immeubles de logements, ou bien ils sont conservés au profit de nouvelles activités, tertiaires surtout, qui s'installent dans leurs murs. Ou bien, comme ici, à Hayange, ils servent de base à des activités de type sidérurgique mais moins lourdes que la fabrication de la fonte ou l'acier. À Hayange, on utilise des poutrelles d'acier importées du Royaume-Uni pour fabriquer des rails.

5. (Doc 3 et 4) Relevez les différences qui existent entre cet espace et celui d'Hayange (implantation, aspect, activités).

Implantation : l'usine d'Hayange était localisée sur le minerai de fer, dans une région traditionnelle industrielle. Minalogic est situé à la périphérie d'une grande ville, Grenoble, à proximité d'une voie ferrée.

Aspect : le site de production d'Hayange était celui d'un pays noir, triste, enfumé, avec des installations spécifiques (cokerie, hauts-fourneaux, centrale thermique). Le site de production de Grenoble est constitué d'immeubles de trois étages, de couleur claire aux architectures variées, disposés au milieu de parkings et d'espaces paysagers.

Activités : à Hayange, on fabriquait de la fonte (industrie lourde) et actuellement des rails (industrie de transformation). À Grenoble, le site de Minalogic est spécialisé dans les nanotechnologies et dans les logiciels. On y trouve des établissements d'enseignement, des laboratoires et des entreprises. Le site de Minalogic est plus celui d'un espace tertiaire que celui d'un espace industriel.

Les espaces agricoles sont menacés

Erratum : Erreur sur le Doc 5. Voir carte p. 123.

6. (Doc 5) Citez les régions agricoles les plus dynamiques et précisez à quel type d'activité agricole ils correspondent.

Les régions agricoles dynamiques sont la Picardie, la Brie, la Beauce, une partie de la Champagne. Ce sont des régions de grande culture intensive aux méthodes productivistes (utilisation d'engrais, d'assolements savants faisant alterner céréales, betteraves, colza). Ce sont aussi des régions d'agriculture spécialisée : vigne en Champagne, Bourgogne, Bordelais; fruits et légumes dans le Val-de-Loire, la vallée du Rhône, le Roussillon; fleurs sur la Côte d'Azur.

7. (Doc 5) Précisez la localisation des espaces de déprise agricole et expliquez les raisons de cette déprise.

Les régions de déprise correspondent aux régions de polyculture qui n'ont pas su trouver de spécialisation (une partie du Bassin aquitain et de la Charente, région du Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, plateaux bourguignons non viticoles). Ce sont aussi les régions de montagne qui ont souvent abandonné les cultures et parfois l'élevage. Faire revivre ces campagnes profondes semble souvent bien difficile. Le document 5 de la page 121 évoque les menaces qui pèsent sur l'espace agricole qui occupe 52 % de la superficie de l'hexagone. En effet, à l'heure où on s'oriente vers une agriculture moins intensive, il faudra certainement cultiver davantage d'espace pour compenser la perte des rendements agricoles, si on veut maintenir la production. Or, actuellement cet espace agricole diminue du fait de l'artificialisation des sols et de l'étalement des villes. En effet, les habitations, centres commerciaux, usines, fermes photovoltaïques, transports confisquent de plus en plus de terres à l'agriculture, ce qui peut constituer une menace pour l'avenir.

L'Essentiel autrement et L'Essentiel en carte (p. 122-123)

1. Déterminez les raisons des transformations du système productif et décisionnel depuis le milieu du xx^e siècle.

Il s'agit d'étudier les transformations du système productif et décisionnel. Jusque dans les années 1960-1970, le système productif était marqué par le poids de la tradition, particulièrement net en ce qui concerne l'agriculture qui restait parfois encore autarcique. Cependant, les activités économiques obéissaient à des critères de localisation tels que l'abondance de la main-d'œuvre, la présence d'énergie, de matières premières ou de bonnes terres, la proximité des moyens de transports.

Le système productif et décisionnel a depuis évolué et de nouveaux facteurs guident ces transformations :

- La mondialisation : la concurrence de nouveaux territoires fait qu'il est indispensable de rechercher les meilleurs coûts, d'où les délocalisations industrielles. De là également, la recherche des localisations sur les interfaces, là où il y a des complémentarités et des moyens de transports rapides.
- La métropolisation : la croissance urbaine a été alimentée par les migrations de population (immi-

gration, migrations résidentielles) et par la croissance naturelle. De grandes villes sont devenues très dynamiques (Paris, Lyon, Marseille, Lille...) bénéficiant d'infrastructures performantes (transports, enseignement et services divers), d'un cadre culturel attrayant et créant de multiples synergies. Ce sont aujourd'hui ces grandes villes et leurs périphéries immédiates qui attirent les activités.

– La tertiarisation : la part du tertiaire (recherche, management...) dans la production est devenue de plus en plus pregnante. De nouveaux produits requérant moins de matières premières ont été mis au point, tandis que s'organisaient de nouvelles formes de travail (télétravail). Cette tertiarisation fait appel souvent à une main-d'œuvre de haut niveau.

2. Énumérez les régions qui, aujourd'hui, sont les plus actives au plan productif et décisionnel.

Les régions les plus actives au plan productif et décisionnel sont, d'une part, l'Île-de-France dominée par Paris, «ville mondiale», d'autre part, les périphéries ouest, sud et est qui forment un vaste croissant, allant de la Bretagne au Jura en passant par le midi aquitain et le midi méditerranéen, remontant par les Alpes. C'est là que sont situées les métropoles régionales (Rennes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille, Nice, Grenoble et Lyon), à l'exception de Lille, Strasbourg, Le Havre et Rouen. C'est là aussi que l'on trouve un grand nombre de centres de recherche (arc des hautes technologies) et de pôles de compétitivité.

L'espace agricole s'est rétréci, banalisé et spécialisé avec la recherche de la productivité. Seules les meilleures terres sont cultivées dans une optique de commercialisation (grandes cultures du Bassin parisien et cultures spécialisées telles la vigne, les cultures fruitières et maraîchères dans les vallées fluviales, les régions méditerranéennes, le Bordelais, la Bourgogne, l'Alsace et la Champagne).

L'espace industriel s'est redéployé sur le territoire. Les vieilles régions industrielles liées à la sidérurgie se sont reconverties vers de nouvelles industries, telles l'automobile ou vers le tertiaire, ou bien sont restées en déprise. Aujourd'hui, les espaces industriels phares sont localisés dans les métropoles (Paris, Lyon) où l'on peut trouver des services pointus, une main-d'œuvre spécialisée ou bien de haut niveau. Ils se situent également à proximité des moyens de transports rapides ou sur les interfaces (les littoraux ou les frontières). Ils sont toujours liés aux activités tertiaires et aux espaces décisionnels.

Capacités : Comparer deux cartes (p. 124)

1. Relevez le thème de ces cartes.

Ces deux cartes concernent la production industrielle française, sa diversité et sa localisation.

2. Notez les dates pour lesquelles elles sont établies. Justifiez le choix de celles-ci.

La première carte montre la situation en 1950, donc au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cette situation est héritée de la 1^{re} et de la 2^e révolution industrielle. La seconde carte représente la situation résultant de la 3^e révolution industrielle ou révolution technologique. On peut ainsi constater l'évolution de la situation industrielle.

3. Précisez le type d'informations que nous donnent ces cartes.

On peut remarquer les différences de représentation cartographique entre ces deux cartes. La carte de 1950 est faite à partir de pictogrammes représentant les différents types d'industries et leur localisation, alors que la carte concernant la situation actuelle représente, par des plages de couleur, les régions industrielles sans voir exactement leur spécialisation (par exemple, la spécificité aéronautique de Toulouse n'est pas mentionnée). En revanche, certains facteurs de localisation sont indiqués (frontières, technopôles, investissements étrangers).

4. Mentionnez les principales industries des années 1950.

Dans les années 1950, on pouvait distinguer l'industrie lourde liée au charbon, à l'électricité et au fer (sidérurgie, électrometallurgie), au sel (chimie) et les industries de transformation comme le textile ou les biens de consommation (agro-alimentaire, électroménager, automobile).

5. Indiquez les grandes régions industrielles. Précisez et expliquez leur localisation. Que sont devenues ces régions? Où sont situées les nouvelles régions industrielles? Quelles en sont les principales industries?

Les régions industrielles, vers 1950, étaient principalement localisées à l'est de la ligne Le Havre-Marseille (ou Montpellier), soit la région du Nord, la Lorraine, la région de Lyon-Saint-Etienne, les vallées alpines, les Vosges et bien sûr les grandes villes. À l'exception des métropoles, ces régions sont aujourd'hui en reconversion, car leurs industries ont périclité. De la même façon, les petites industries de la « diagonale aride » connaissent des difficultés et ces régions deviennent des espaces

de déprise. Aujourd'hui, les régions industrielles les plus dynamiques sont le croissant périphérique qui va de la Bretagne au nord des Alpes, où l'industrie est impulsée par de nombreux technopôles, mais aussi l'Île-de-France, les régions limitrophes de la Belgique, du Luxembourg, de l'Allemagne, de la Suisse. Les industries sont des industries de haute technologie mais aussi de biens de consommation.

6. Expliquez comment a évolué l'industrie française dans ses fabrications et ses localisations entre 1950 et 2010.

L'industrie, dans les soixante dernières années, a connu de nombreuses transformations au niveau de ses fabrications. L'industrie lourde a presque complètement disparu pour céder la place à des industries technologiques (aéronautique, informatique) et à des industries liées à l'agroalimentaire (la France est le premier pays agricole de l'Union européenne). Les transformations affectent également l'espace industriel. Il n'existe plus de grandes régions industrielles comme l'étaient le Nord ou la Lorraine. L'industrie est aujourd'hui plus diffuse. L'espace industriel est lié aux métropoles mais aussi aux interfaces, donc à la mondialisation.

7. Retrouvez l'aspect de l'industrie française qui n'est pas pris en compte par ces cartes.

Si ces cartes prennent en compte les types d'industries et les espaces industriels, en revanche, elles ne s'intéressent pas à la structure industrielle; c'est-à-dire à la taille des entreprises (grands groupes transnationaux, PME, TPE) ni à l'importance quantitative de la main-d'œuvre employée.

Entraînement (p. 125)

Exercice : L'occupation du sol dans la région de Mulhouse à 3 dates différentes

1. Définissez le sujet de ces cartes et la région concernée.

Ces trois cartes montrent l'occupation du sol à trois dates différentes : 1901, 1959, 2002, dans le sud de l'Alsace et plus particulièrement dans la région de Mulhouse.

2. Justifiez le choix de ces trois cartes.

Ces trois cartes correspondent à trois types différents d'occupation de l'espace : en 1901, il s'agit d'une occupation de l'espace très rurale. En 1959, une activité industrielle est venue s'ajouter à l'activité agricole. En 2002, l'activité industrielle a dis-

paru et elle a été remplacée par d'autres activités plus diversifiées.

3. Précisez quelles sont les informations données par ces cartes.

Ces cartes nous donnent des informations sur la superficie occupée par les terres agricoles, par la forêt. Elles donnent également des informations sur le maillage des voies de transports, sur l'importance des villages et des agglomérations, sur les activités (activités agricoles, minières, autres activités).

4. Déterminez l'évolution de l'espace agricole et de l'espace forestier entre 1901 et 2002.

En 1901, l'espace était essentiellement agricole. Des villages occupaient le centre du terroir délimité par des forêts (ex. : Wittenhelm, Ungersheim, Ruelisheim...).

Entre 1901 et 2002, l'espace agricole se rétrécit. Il est en partie grignoté par les zones construites. La forêt est beaucoup moins homogène et elle prend l'aspect d'une peau de panthère. Elle évolue donc du fait des défrichements.

5. Définissez l'activité nouvelle qui s'est développée entre 1901 et 1959 et précisez son impact au sol (infrastructures, constructions, paysages).

Entre 1901 (et plus précisément en 1904), une activité nouvelle s'est ajoutée aux activités agricoles, l'extraction de la potasse, et cette activité a profondément transformé le territoire très rural du sud de l'Alsace. Des carreaux de mines (rassemblant le matériel au sol), des terrils (amoncellement de déchets miniers) et de nombreuses cités minières se sont multipliées surtout dans la partie sud du bassin potassique. Les agglomérations et les villages se sont étendus. Des routes nouvelles ont été tracées. En même temps, les superficies forestières ont reculé.

6. Déterminez si l'activité des années 1959 est encore performante en 2002 et justifiez votre réponse.

L'extraction de la potasse est loin d'être aussi active en 2002 qu'elle ne le fut, puisqu'en 2002 on trouve des carreaux de mines désaffectés. C'est donc que l'exploitation de la potasse a cessé.

7. Recherchez si de nouvelles activités se sont créées entre 1959 et 2002.

Entre 1959 et 2002, de nouvelles activités ont pris le relais des activités liées à la potasse. On aperçoit, en effet, surtout dans la partie sud, celle où l'extraction de la potasse était la plus active, plusieurs zones d'activités (ex. : Kingersheim). Il y a donc eu reconversion vers des activités nouvelles. En outre,

les agglomérations et les cités minières se sont étendues, ce qui est bien la preuve que l'activité minière a été relayée par d'autres formes d'activités.

8. Rédigez un paragraphe montrant les mutations de cette région d'Alsace au xx^e siècle : vous examinerez les étapes, les activités, les paysages. Au début du xx^e siècle, cette région du sud de l'Alsace était agricole et forestière. Des villages occupaient le centre du terroir à proximité des routes et des voies ferrées. Cette mono-activité a cessé après 1904 quand on a commencé à exploiter le bassin de potasse. Avec l'activité minière, des paysages industriels se sont multipliés (carreaux de mines par exemple), les agglomérations se sont développées et des cités minières sont apparues. Des voies ferrées ont été construites afin d'expédier le minerai extrait. Mais à la fin du xx^e siècle, l'extraction a périclité puis cessé, et les carreaux ont été abandonnés. De nouvelles activités ont pris le relais, si bien que le tissu économique s'est diversifié et que les agglomérations n'ont pas périclité.

Pour mieux rédiger (p. 126-127)

Exercice 1 : Raconter une évolution

1. Définissez l'espace représenté. Décrivez-le et indiquez quelle a été son activité.

Il s'agit de la ferme auberge et du gîte du Chaffour, située dans la Périgord noir, entre Sarlat, Montignac et Lascaux. Autrefois, cet espace a été une exploitation agricole. On remarque différents bâtiments, à droite, sans doute l'ancienne maison d'habitation et, à gauche, peut-être d'anciens bâtiments de l'exploitation agricole. Le cadre est accueillant (pelouse, arbres, fleurs), très propre et en très bon état. Il invite à la détente (table de jardin).

2. Déterminez ce qui s'est passé il y a une dizaine d'années.

Vers 1980, cette ferme a été confrontée au manque de rentabilité. Une restauration et une reconversion ont permis de s'orienter vers de nouvelles activités.

3. Précisez quelle est l'utilisation actuelle de cet espace.

Actuellement, cet espace est devenu une ferme auberge. On y trouve aussi des chambres et des gîtes. On y fabrique et on y vend des conserves et divers produits du Périgord. Cet espace doit avoir une certaine notoriété puisqu'il est recommandé par les Guides du Routard et du Petit Futé. Cet espace

est donc passé d'une activité agricole à une activité touristique.

3. Utilisez vos réponses pour relater en quelques phrases l'évolution de l'activité de l'espace représenté et des bâtiments qui lui sont liés. Vous emploierez successivement un temps du passé (imparfait ou passé composé) et le présent de l'indicatif.

Autrefois, la ferme du Chaffour, dans le Périgord noir, était une exploitation agricole. Vers 1980, la ferme a connu des difficultés et elle a dû entreprendre une reconversion. Aujourd'hui, elle est devenue un gîte et une ferme-auberge et elle commercialise les conserves qu'elle fabrique. Ce document nous montre donc comment le Chaffour a transformé son activité, passant d'une activité agricole à une activité touristique.

Exercice 2 : Rédiger un paragraphe montrant les caractères des espaces productifs en s'appuyant sur des exemples

1. Attribuez à chacun de ces espaces deux exemples.

Espaces industriels anciens : Lorraine ; Nord-Pas-de-Calais.

Espaces industriels récents : région lyonnaise, Toulouse.

Espaces agricoles dynamiques : Ile-de-France, Bordelais.

Espaces agricoles de déprise : Alpes, Pyrénées.

2. Rédigez un paragraphe de 4 phrases. Chacune d'elles définira et illustrera un espace productif.

Les espaces industriels anciens sont aujourd'hui très souvent des espaces en reconversion, ainsi la Lorraine et le Nord-Pas-de-Calais. Quant aux espaces industriels récents, ils sont situés à la périphérie des métropoles, comme c'est le cas pour la région lyonnaise et celle de Toulouse. D'autre part, les espaces agricoles dynamiques sont situés dans les plaines et les vallées fertiles, par exemple en Ile-de-France ou dans le Bordelais. En ce qui concerne les espaces agricoles de déprise, comme nous le montrent les exemples des Alpes et des Pyrénées, ils sont situés dans les régions de montagne.

Exercice 3 : Restructurer un texte en conjuguant les verbes au temps convenable et en mettant la ponctuation.

1. Remplacez les phrases du cadre dans un ordre logique.

2. Remplacez les verbes entre parenthèses par des verbes conjugués, selon le cas au présent de l'indicatif, à l'imparfait ou au passé composé.

3. Ajoutez une ponctuation correcte en plaçant au bon endroit : points, virgules et éventuellement points-virgules.

4. Reliez les différentes phrases par des connecteurs appropriés (en outre, c'est pourquoi...)

L'agriculture occupait une part très importante de la population active sans pour autant assurer une complète indépendance du pays et, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'agriculture était encore attardée. Les changements que la France a connus au cours des dernières décennies ont transformé l'espace rural : les terres ont été remembrées et la spécialisation a été accentuée. Ainsi, les exploitations ont été progressivement agrandies. Par conséquent, aujourd'hui, c'est une agriculture moderne qui compte parmi les plus développées du monde et qui peut exporter une partie de sa production. Si bien que l'opposition Est-Ouest subsiste mais doit être nuancée.

Exercice 4 : Rédiger une définition à partir d'un croquis

1. Relevez les termes qui permettent de caractériser la localisation de ce technopôle en choisissant parmi les mots et expressions suivants : centre-ville; périurbain; campagne en déprise; autoroute; aérodrome; parc et forêts. Périurbain (de Nancy), autoroute, parc et forêts

2. Trouvez deux exemples illustrant chacune des activités de ce technopôle.

- Enseignement et formation,
- Recherche,
- Entreprises.

Enseignement et formation : Institut polytechnique; Lycée des biotechnologies.
Recherche : Institut national de recherche et de sécurité; Institut de recherche agronomique.
Entreprises : Promotech (extension d'activités, campus d'entreprise), pôle hospitalier.

3. Rédigez une définition du technopôle :

Un technopôle est un parc technologique qui se situe en milieu périurbain, à proximité d'autoroutes ou de transports rapides, dans un cadre attrayant de parcs et de forêts. Ses activités sont orientées vers l'enseignement et la formation (Institut polytechnique, lycée des biotechnologies...), vers la recherche (Institut national de recherche et de sécu-

rité, Institut de recherche agronomique...). Un technopôle s'accompagne d'entreprises (Promotech, pôle hospitalier...). Le technopôle de Nancy est spécialisé dans le domaine de la santé.

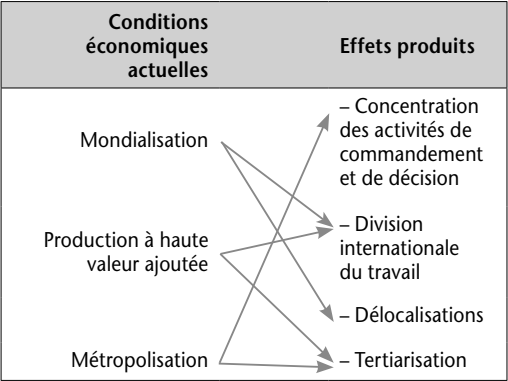
Évaluation (p. 128-129)

1. Le sujet d'étude

Erratum : il ne s'agit pas d'une évaluation sur les dynamiques des périphéries mais bien sur les transformations de l'espace productif et décisionnel.

Exercice 1

Reliez par des flèches les conditions économiques actuelles et les effets qu'elles produisent (à chaque condition économique peuvent correspondre plusieurs effets).



Exercice 2

Retrouvez le mot clé correspondant à chacune des définitions suivantes.

Définition	Mot clé
Espace caractérisé par une diminution de la population et des activités	Espace de déprise
Espace qui assure une production agricole ou industrielle	Espace productif
Grande ville concentrant des fonctions de commandement	Métropole
Espace associant des activités de haut niveau de recherche ou de production	Pôle de compétitivité (ou technopôle)

Exercice 3

1. Citez quatre métropoles françaises.
Paris, Lyon, Lille, Marseille.

2. Déterminez quelles industries se concentrent aujourd'hui dans les métropoles.

Les industries qui se concentrent aujourd'hui dans les métropoles sont des industries qui assurent des productions à forte valeur ajoutée, c'est-à-dire des industries qui ont fortement recours au secteur tertiaire. Ce sont des activités de haute technologie qui s'appuient sur la recherche. Ces industries ont souvent une dimension internationale.

3. Expliquez les raisons de cette concentration.

Ces industries high-tech trouvent dans les métropoles des infrastructures de transports (nœuds de communications), des universités, des centres de recherche, une main-d'œuvre qualifiée, des facilités pour commercialiser leur production.

4. Précisez les raisons pour lesquelles l'industrie se tertiaise.

L'industrie se tertiaise car la production industrielle fait de plus en plus appel à la recherche et à la technologie, tout comme elle fait appel, dans la mise au point de ses produits, aux banques, aux établissements de crédit... Enfin, la publicité, le marketing tiennent une place importante dans la commercialisation de cette production.

2. Les situations (p. 129)

Situation 1 : L'espace productif et décisionnel d'une métropole

1. Précisez quelle est la localisation de Toulouse et montrez qu'il s'agit d'un carrefour.

Toulouse est située dans le sud-ouest de la France, sur la Garonne, dans le Bassin aquitain, dans la région Midi-Pyrénées, dans le département de la Haute-Garonne.

Toulouse est installée à un carrefour. Celui-ci est donné par la Garonne et le canal du Midi (qui n'est plus utilisé qu'à des fins touristiques) et par les différentes voies de transports allant vers Bordeaux, c'est-à-dire le nord-ouest (A62), vers Narbonne et le Languedoc, c'est-à-dire le sud-est (A61), vers Pau, au sud-ouest (A64) et vers Albi au nord-est (A68).

2. Déterminez quelles sont les activités industrielles de Toulouse et en quoi il s'agit d'activités innovantes.

Les industries de Toulouse sont essentiellement :

- l'électronique (pôle électronique du Mirail; Météopole);
- l'aéronautique, autour de l'aéroport de Blagnac où sont installées les technopôles de

Aéroconstellation et de l'Aérospatiale et à proximité du site d'EADS (European Aeronautic Defence and Space) et de sa filiale Airbus où doit être construit Aerospace Campus.

- la chimie, anciennement AZF avec une orientation actuelle vers une chimie de pointe.

Dans tous les cas, il s'agit d'industries innovantes, technologiques, fondées sur la recherche et employant une main-d'œuvre de haut niveau, très qualifiée.

3. Recensez les activités tertiaires visibles sur ce plan.

Les activités tertiaires sont :

- des activités diverses situées dans le centre historique de la métropole (centre de Toulouse), activités commerciales traditionnelles et activités d'affaires (banques, administration, gestion...)
- des activités scientifiques et de recherche dans les différents technopôles tels celui qui est associé à l'université du Mirail et celui du futur cancéropole (site à dimension européenne) construit à la place de l'ancienne usine chimique AZF détruite par une explosion en 2001.

4. Déterminez et expliquez l'implantation des activités industrielles et tertiaires.

Après la seconde guerre mondiale, les activités qui se sont multipliées se sont implantées dans la périphérie de Toulouse, là où il y avait de la place, souvent à proximité de la Garonne et toujours au bord des autoroutes, donc en lien avec les facilités de transports.

Situation 2 : Les espaces de Saint-Germain-lès-Corbeil

5. Localisez ce document par rapport à l'ensemble du territoire français et par rapport à Paris. Saint-Germain-Lès-Corbeil est situé dans la partie septentrionale de la France, en Ile de France, à environ 30km au sud-est de Paris, près de la Seine qui passe à Corbeil, dans le département de l'Essonne, à proximité du contournement de Paris par la Francilienne. Cette commune fait partie de la Grande Couronne.

6. Précisez quelles sont les différentes formes d'organisation de l'espace.

Sur ce croquis, on distingue :

- des lambeaux de forêts (en vert foncé). Il s'agit de la forêt de Sénart;
- des terres de cultures, en particulier à droite du croquis;
- une urbanisation récente (années 1960?) pavillonnaire sur le côté gauche du croquis et, à droite,

une urbanisation récente (lotissements périurbains des années 2010 ?) ;

- des installations sportives sous la forme d'un parcours de golf ;
- Une voie de transports linéaire, en bas du croquis. Cette voie de circulation semblent être récente (linéarité, largeur,) et destinée à assurer une intense circulation. Il s'agit de la Francilienne qui assure le contournement de la capitale ;
- Une zone commerciale ou centre d'activités, à proximité de la voie de transports rapides.

7. Déterminez quelle était autrefois l'activité de cette région.

Autrefois cette région, gagnée sur la forêt, était agricole (les grandes parcelles cultivées à droite du croquis). Nous sommes au début de la Brie.

8. Précisez quelles activités nouvelles se sont implantées et expliquez pourquoi.

Des activités nouvelles se sont implantées. Ce sont des activités tertiaires telles des activités commerciales (en bas de la photo) et des activités de loisirs (golf).

Cette photo nous permet de constater la progression des activités et de l'urbanisation sur les marges de la métropole. Cette progression est guidée par la mise en place de nouveaux moyens de transports rapides. Entre autres, ici, la francilienne qui permet de contourner Paris à une distance d'environ 25 km.

9. Décrivez la forme d'habitat qui accompagne ces nouvelles activités.

Ces nouvelles activités s'accompagnent d'une poussée de l'urbanisation, sous forme de périurbanisation. Il y a eu deux phases de constructions pavillonnaires, une phase ancienne, vraisemblablement des années 1960 sous forme de pavillons individuels et d'immeubles collectifs puis, accompagnant la construction de la voie rapide et la mise en place du golf, une périurbanisation organisée sous forme de lotissements très récents au plan géométrique avec des maisons individuelles entourées de jardins. Mais le plus souvent, ces banlieusards ne travaillent pas sur place mais dans d'autres banlieues ou à Paris. De là des mobilités quotidiennes.

GÉOGRAPHIE – SUJET D'ÉTUDE 8

L'UNION EUROPÉENNE ET SES TERRITOIRES

Le dernier sujet d'étude, simplifié en septembre 2013, doit montrer que «L'Union européenne est une construction géoéconomique et géopolitique. On présente cet espace à géométrie variable (espace Schengen, zone Euro), les acquis communautaires, les grands projets. On évoque les contrastes territoriaux et les efforts entrepris pour les réduire».

L'objectif est de faire comprendre que l'Union européenne est une double construction, à la fois géoéconomique (issue du traité de Rome, 1957) et géopolitique. Au fil de sa construction, de nombreux acquis communautaires (monnaie, sentiment européen, citoyenneté, défense des droits de l'homme...) se sont affirmés. Mais l'Union européenne est toujours en évolution, espace à géométrie variable et aux frontières mouvantes.

Problématique générale du sujet d'étude

De la Communauté économique européenne (traité de Rome, 1957) à l'Union européenne (traité de Maastricht, 1992), la construction européenne a créé un espace géoéconomique et géopolitique original, en constante évolution. La France a contribué fortement à cette construction (cf. sujet d'étude 2 – Histoire) et joue toujours un rôle actif. Ce sujet d'étude se démarque de celui consacré à l'idée d'Europe au xx^e siècle pour présenter une puissance dont la complexité et la richesse résident en grande partie dans la diversité des territoires qui la composent. Les territoires sont des espaces économiques, sociaux et politiques, organisés par les sociétés qui les contrôlent. Les objectifs de la construction géopolitique et géoéconomique de l'Union européenne sont de favoriser la diffusion de valeurs démocratiques et d'assurer le bien-être de sa population, tout en équilibrant ses territoires. Des politiques communes fédératrices s'efforcent de rendre ces territoires solidaires et complémentaires au-delà de leurs différences, pour renforcer la puissance de l'UE à l'échelle mondiale.

Les pages d'ouverture illustrent la nature de l'UE, les notions de construction géopolitique en pleine évolution et de construction géoéconomique, de territoire. La caricature de P. Kroll évoque avec

humour la difficulté de gérer politiquement un ensemble si complexe.

La situation 1 présente l'évolution et la nature des frontières de l'Union européenne. Elle permet d'aborder la dimension géopolitique et géoéconomique, le traitement différent des frontières intérieures et extérieures par le traité de Schengen.

La situation 2 porte sur un exemple de mise en commun des talents de nombreux territoires européens pour un projet de la haute technologie, Galileo.

Le cours 1 aborde la construction géoéconomique de l'Union européenne, initiée par la CEE (1957) avant la construction géopolitique. À travers les traités fondateurs (Rome, Maastricht, Schengen), s'élaborent progressivement un marché commun, une union douanière, une union économique et monétaire dans des territoires ouverts aux échanges. Il s'agit ensuite d'essayer d'équilibrer les territoires et de réduire les disparités économiques. Des politiques communes fédératrices, réalisées ou en débat, illustrent les efforts déployés depuis un demi-siècle pour que les territoires européens tiennent une place prépondérante dans la mondialisation des échanges.

Le cours 2 traite de la construction géopolitique. L'UE est présentée comme un espace en extension, bâti sur le socle des acquis communautaires (valeurs communes, sentiment européen, citoyenneté). Mais la construction n'est pas achevée et des inter-

rogations demeurent concernant la gestion complexe des territoires, la réforme des institutions, la politique extérieure et de défense commune.

L'«Essentiel autrement» et L'«Essentiel en cartes» proposent un schéma synthétique avec deux colonnes, l'une consacrée à la construction géoéconomique, l'autre à la construction géopolitique. Les idées principales ainsi mises en évidence facilitent le travail de mémorisation des élèves. Un ensemble de cartes de l'Union européenne permet de mieux se représenter l'espace à géométrie variable de l'UE. Comme sur la page précédente, la première colonne présente en trois cartes la construction géoéconomique de façon spatiale (inégalités entre les territoires, zone euro, espace Schengen), la seconde colonne évoque la construction géopolitique en trois cartes (construction progressive historique, élargissements possibles, zone d'influence multiple).

Les pages «Capacités» méthodologie et entraînement, permettent à travers des caricatures, de réexploiter les connaissances acquises autour de l'élargissement, de l'euro, de la zone d'influence de l'UE vis-à-vis des puissances voisines. La caricature sur l'Ukraine est prémonitrice de la crise que connaît le pays en 2014.

Une double page «Pour mieux rédiger» prend appui sur des exemples précis du sujet d'étude et donne des indications pour organiser un paragraphe, présenter un graphique, une chronologie, expliquer une situation géographique à partir d'images.

Les deux pages d'évaluation concluent le sujet d'étude en insistant sur les grands points de vocabulaire et l'exploitation des savoirs acquis dans le cours et les pages de situation, ainsi que sur l'analyse documentaire en liaison avec le sujet d'étude. Ces pages proposent notamment de traduire en cartes des éléments majeurs à mémoriser, de commenter une caricature et une affiche en liaison avec les situations étudiées.

Ouverture (p. 130-131)

1. (Doc 1) *Par quelle(s) couleur(s) et quel(s) symbole(s) sont représentés les territoires de l'Europe ? Et l'Union européenne ?*

Les territoires de l'UE sont symboliquement représentés par des étoiles de différentes couleurs déposées sur une palette de peintre. Le fond bleu, les douze étoiles jaunes dessinées par un pinceau rappellent le drapeau européen.

2. (Doc 1) *A quel mot de la devise correspond chacune des deux parties de l'affiche ?*

La diversité correspond aux couleurs variées de la palette, chaque couleur étant un territoire. La douzaine d'étoiles de couleur unie provient du mélange des diverses couleurs de la palette.

3. (Doc 2) *Décrivez les deux dessins présentés. Quelles transformations a connues la construction européenne entre les deux dates ?*

Le premier dessin correspond à l'Europe des Six, fondée par le traité de Rome en 1957 : l'Europe parle d'une seule voix, la CEE (Communauté économique européenne) marque le début de la construction européenne. Le deuxième dessin représente l'UE à 27 en 2007, à sa dernière extension au moment de la réalisation du dessin. Il est postérieur au traité de Maastricht (1992) qui a fait évoluer la construction économique vers une construction politique avec la création de l'Union européenne.

En 1957, l'entente règne entre les 6 États fondateurs, leurs objectifs sont communs : ce sont des puissances économiques en reconstruction après la Seconde Guerre mondiale. En 2007, la CEE est devenue l'UE. Les territoires constituant l'UE sont plus nombreux, plus différents ; leurs moyens et leurs priorités ne sont plus totalement identiques, même si les objectifs de progrès communs, symbolisés par la table ronde où aucune priorité n'est donnée à un État, restent présents. Ce sont la diversité et la complémentarité qui soudent maintenant les États membres.

Cette caricature a servi de couverture au catalogue de l'exposition «C'est la fête à Bruxelles» organisée en 2010 par le centre Wallonie-Bruxelles à Paris.

4. (Doc 1 et 2) *L'objectif de la devise européenne est-il facile à atteindre ? Justifiez votre réponse.*

L'objectif d'unir des Européens très divers est difficile à réaliser. Le «chacun-pour-soi», les égoïsmes nationaux, la complexité des procédures ralentissent la mise en commun des projets. Il faut donc faire comprendre aux Européens que, désunis, les États ne sont que des nains au plan mondial face aux grands pays, les États-Unis, la Chine, l'Inde.

Situation 1 : Les frontières de l'Union européenne (p. 134-135)

1. (Doc 1) *Montrez comment ont évolué les frontières de l'UE depuis 1957.*

La CEE (1957), ancêtre de l'UE (1992), s'étend d'abord aux frontières des six États fondateurs (France, RFA, Italie, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas). Les frontières sont repoussées de manière concentrique autour du groupe fondateur en 1973 par l'entrée du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark. Elles sont déplacées vers la Méditerranée dans les années 1980 (Grèce, Espagne, Portugal), vers l'Est et le Nord en 1995 (Autriche, Finlande, Suède). L'extension reprend dix ans plus tard en 2004 vers l'Est (pays Baltes, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Sud de Chypre, Malte) vers la Roumanie et la Bulgarie en 2007, la Croatie en 2013. L'idée initiale des Pères fondateurs était, en effet, de former des « États-Unis d'Europe » qui couvriraient l'ensemble du continent. Certains États restent cependant hors de l'Union européenne, soit parce qu'ils ne remplissent pas toutes les conditions nécessaires à l'adhésion (ex. : les pays balkaniques) ou parce qu'ils ne veulent pas adhérer (ex. : la Suisse, la Norvège).

2. (Doc 2) Précisez quelles sortes de frontières existent dans l'espace Schengen.

Il existe deux sortes de frontières, des frontières extérieures et intérieures. Dans l'espace Schengen, qui compte 26 membres en 2014, les frontières ont été effacées entre les États (par exemple entre la France et l'Allemagne). C'est donc un espace de libre circulation des personnes où tout individu (ressortissant de l'UE ou d'un pays tiers), une fois entré sur le territoire de l'un des pays membres, peut franchir les frontières des autres pays sans subir de contrôles. Plus besoin de passeport, une simple carte d'identité suffit, et les vols entre destinations de l'espace Schengen sont considérés comme des vols intérieurs. En revanche, les contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen sont renforcés par le développement de la coopération judiciaire et policière pour lutter, en particulier, contre le terrorisme et le développement de la criminalité organisée.

3. (Doc 2 et 1) Peut-il y avoir des changements de frontières dans les années à venir ? Justifiez votre réponse.

Les frontières pourraient changer puisque des pays sont officiellement candidats à l'entrée dans l'UE : la Turquie (négociations depuis 1987 très complexes), l'Islande (négociations d'adhésion lancées en 2010 puis arrêtées en 2014...). Par ailleurs, des candidats potentiels ont fait leur demande (la Macédoine, le Monténégro, la Serbie sans date pour l'ouverture des négociations). Enfin, les autres pays des Balkans (l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo) sont

aussi des candidats potentiels. L'UE à 36 aurait des frontières différentes mais comme les négociations préalables sont très longues (au moins une dizaine d'années), les frontières ne vont pas changer dans l'immédiat.

4. (Doc 3) Dites où se développe le programme Alcotra. Quels en sont les buts ? Qui le finance ?

Le programme Alcotra se déroule dans les Alpes entre la France et l'Italie dans la région du Mont-Blanc. Le but est d'effacer la frontière et les obstacles administratifs afin de faciliter les activités économiques (tourisme, patrimoine culturel, produits locaux) et d'améliorer les conditions de vie des populations qui vivent sensiblement de la même façon en haute montagne. L'UE finance cette coopération aux deux tiers par le biais du Fonds européen de développement régional.

5. (Doc 4 et 1) Donnez des exemples de coopérations transfrontalières avec des pays qui sont hors de l'espace Schengen.

La Suisse ne fait pas partie de l'UE mais développe de nombreuses coopérations transfrontalières avec les pays limitrophes, l'Italie, l'Allemagne; avec la France, l'Autriche dans des zones de haute montagne ou le long du Rhin où la gestion du fleuve est indispensable. La Norvège (hors de l'UE) et la Suède (dans l'UE) ont, de part et d'autre de leur longue frontière commune, de nombreux programmes de coopération.

6. (Doc 4 et 2) Au sein de l'espace Schengen, quel est l'avenir des frontières ?

Le traité de Schengen a aboli progressivement les frontières intérieures des États membres pour étendre les capacités du marché commun et faciliter la libre circulation des personnes. Cet effacement s'est accompagné de la formation de nombreux partenariats transfrontaliers. En même temps, la coopération judiciaire et policière s'est accrue pour surveiller les entrées légales ou illégales dans les territoires de l'UE et lutter contre la criminalité. Les frontières extérieures sont renforcées, les contrôles reposent donc sur les pays périphériques de l'UE. Depuis 2015, des pays de l'espace Schengen ferment leurs frontières pour empêcher les migrants d'entrer.

7. (Doc 5) À qui l'UE apparaît-elle comme une forteresse ?

Les immigrants venus de pays en crise ou touchés par la pauvreté (Afrique subsaharienne) peuvent voir l'UE comme une forteresse qui refuse l'accès à son espace. Ils trouvent en arrivant des barrières

administratives qu'ils n'avaient pas imaginées aussi infranchissables. On sait cependant que les droits de l'homme – l'accueil des réfugiés politiques en fait partie –, sont au cœur des valeurs de l'UE. Mais elle doit gérer l'entrée des migrants sur son sol en fonction des capacités d'accueil et des possibilités économiques. L'UE lutte particulièrement contre l'immigration clandestine, contre la criminalité et le trafic de marchandises illicites, ce qui nécessite une surveillance accrue de ses frontières extérieures. Cela contribue à accentuer l'impression de forteresse.

8. (Doc 1, 5 et 6) À la date du texte, expliquez ce qui se passe aux frontières extérieures de l'espace Schengen, et à l'intérieur.

Aux frontières extérieures de l'UE, les étrangers qui entrent dans l'espace Schengen sont soumis à des contrôles. Cependant, l'afflux de migrants arrivant en Italie venant d'Afrique ou en Grèce venant du Moyen-Orient a entraîné le renforcement des contrôles par des organismes spécialisés : *Frontex*, l'agence européenne pour la sécurité des frontières de l'Union avec les États non-membres, le *Système d'information Schengen (SIS)* fichier commun informatisé fournissant le signalement des personnes recherchées pour arrestation et/ou vols ainsi que des règles communes pour les visas et les demandes d'asile. Une fois entrés dans l'espace Schengen, les migrants pensent pouvoir circuler librement selon la règle de l'espace Schengen. Or, pendant l'été 2015, plusieurs États membres ont décidé de rétablir des contrôles aux frontières intérieures, d'autres ont construit des obstacles physiques (clôture entre la Hongrie et la Serbie, barbelés entre la Slovaquie et la Croatie).

Pour conclure

Quels enjeux représentent les frontières pour l'UE, qu'elles soient intérieures ou extérieures ?

La configuration de l'Union européenne est le résultat d'une construction progressive. Les frontières extérieures de l'Europe ont donc changé, elles se sont déplacées à chaque vague d'adhésion, incluant de nouveaux États membres. Initialement cantonnée à l'Europe de l'Ouest et à la mégapole européenne, en 1957, l'UE s'est étendue au Nord, aux rivages méditerranéens et plus récemment à l'Est, pour accompagner la transition économique des États après la chute de l'URSS (1991). D'autres États, candidats à l'entrée dans l'UE pourraient, dans l'avenir, changer les contours de l'UE.

À l'intérieur de l'Union, les frontières entre les États se sont effacées pour faciliter l'expansion du marché commun et l'espace Schengen permet de circuler sans être contrôlés dans tous États signataires de l'accord. Les politiques d'aménagement des ter-

ritoires – création d'euro régions et coopérations transfrontalières – gommement également les frontières. Cet espace de liberté est contre balancé par une politique de sécurité et des contrôles accrus aux frontières extérieures.

Les frontières terrestres et maritimes, les aéroports et les ports maritimes, possèdent des postes de contrôle destinés à surveiller les flux migratoires, à lutter contre l'immigration clandestine, la criminalité et les trafics. L'UE peut, de ce point de vue apparaître comme une « forteresse ».

Déplacement, effacement, renforcement sont donc les principaux enjeux des frontières au sein de l'UE.

Situation 2 : Un grand projet européen : Galileo (p. 134-135)

1. (Doc 1) Précisez l'activité industrielle concernée par le projet Galileo.

Galileo prévoit la construction de satellites positionnés autour de la Terre. Ce projet concerne donc l'industrie aérospatiale et la recherche.

2. (Doc 2) Relevez les dates citées dans l'élaboration du projet. Laquelle marque une rupture ? Pourquoi ?

1990-à 2001 : dix années de réflexion et décision de construire Galileo financé par un partenariat privé-public

2007 : échec du partenariat public-privé

2008-2014. L'Union européenne et l'Agence spatiale européenne (Esa) s'engagent à construire Galileo L'abandon du projet de financement en 2007 a marqué une rupture, et Galileo est devenu un grand projet européen.

3. (Doc 3) Évaluez le budget annuel alloué à Galileo par rapport aux autres programmes prévus en 2004-2020. Est-il prioritaire ? Justifiez votre réponse.

Les crédits alloués à Galileo pour six ans (2014-2020) sont de 7000 millions d'euros. Cette enveloppe budgétaire paraît importante, mais il faut la comparer aux budgets des autres programmes européens. Galileo, c'est la moitié du budget Erasmus, 10 % du programme Interconnexion Europe, 2 % de la politique de cohésion. À l'inverse, c'est dix fois plus que les crédits alloués à l'Agenda social ou à la lutte contre la fraude. Ce projet n'entre pas dans les politiques prioritaires de l'UE comme la cohésion, Interconnexion, Horizon 2020 ou Erasmus. Mais il est quand même pris en considération avec un bud-

get non négligeable pour affirmer la maîtrise européenne dans le domaine spatial.

4. (Doc 1, 2 et 4) Déterminez les enjeux auxquels le système Galileo doit répondre. Quels sont les différences avec le GPS américain ?

Le système Galileo doit répondre à plusieurs enjeux. Il s'agit de doter l'Union européenne de son propre système de positionnement par satellite afin de garantir son indépendance vis-à-vis des autres dispositifs existants, plus particulièrement le GPS américain*, et ne pas rester tributaire d'un seul système. Galileo doit améliorer la surveillance des territoires et des frontières, aider aux recherches et au sauvetage lors de naufrage ou d'accidents d'avion. Il doit aussi être un moteur pour l'économie en assurant de nombreux services, lors de grands travaux publics (autoroutes, voie de chemin de fer) ou pour le contrôle des zones interdites à la pêche.

* Le système GPS n'était pas destiné à des utilisateurs civils. Il a été conçu pour répondre à un besoin de l'armée américaine qui souhaitait connaître à tout moment la position de ses sous-marins nucléaires.

5. (Doc 2 et 5) Précisez l'origine des entreprises qui participent à la mise au point du satellite. Qu'en concluez-vous ?

Les entreprises participant à la construction de Galileo sont nationales, allemandes (*Orbitale Hochttechnologie Bremen – OHB*), anglaises (*Surrey Satellite Technology Ltd – SSTL*), françaises (*Centre national d'études spatiales – CNES*), bi ou multinationales, franco-italiennes (*Thalès AleniaSpace*) de France, de G.-B., des Pays-Bas, d'Espagne (*Astrium-EADS*) ou européenne (*Arianespace*). L'Agence spatiale européenne (ESA) supervise l'ensemble.

Galileo met en commun les talents de plusieurs pays de l'UE, (Allemagne, Italie, Pays-Bas, France, Espagne), d'organismes européens (EADS, Arianespace), le tout dirigé par l'ESA, «la NASA européenne». C'est un grand projet européen qui conforte l'UE dans sa place de puissance spatiale.

Pour conclure

Montrer comment le projet Galileo peut renforcer la puissance spatiale européenne.

La puissance spatiale européenne, reconnue dans le monde grâce aux succès de la fusée Ariane, peut se renforcer avec le projet Galileo. Le système de guidage par satellite Galileo va donner à l'UE son propre service de navigation, distinct du GPS américain et des systèmes russe, chinois. Elle aura la possibilité d'utiliser les données des services spatiaux dans des applications variées qui deviennent aujourd'hui indispensables. On peut citer la gestion des transports, de l'environnement, des TIC,

l'agriculture, l'aide au secteur de la sécurité et de la défense. L'indépendance de l'Europe est ainsi renforcée.

La coopération entre les différents pays européens, le rôle de l'Agence spatiale européenne, ESA (*EuropeanSpace Agency*), équivalent de la NASA en Europe dans la mise au point des technologiques liées à Galileo, consolident et assurent la compétitivité à l'échelle mondiale. Après Galileo, l'Europe confortée comme puissance spatiale, peut envisager de nouvelles initiatives. Le suivi des objets en orbite (SS), la récupération des débris spatiaux, la cybersécurité, l'exploration spatiale, les sciences de l'espace, une capacité de surveillance de l'espace, etc. sont autant de possibilités ouvertes à la stratégie spatiale commune.

Cours 1 : Une construction géoéconomique (p 136-137)

Des territoires ouverts aux échanges

1. (Doc 1) Relevez un objectif commun défini dans les traités. Quel est l'objectif nouveau dans le traité de Maastricht ?

Les deux traités prévoient de supprimer les obstacles à la libre circulation des personnes, des marchandises, des capitaux, afin de créer un espace sans frontières intérieures. Le traité de Maastricht prévoit la création d'une monnaie unique.

2. (Doc 2) Identifiez les États membres de l'UE qui se trouvent hors de l'espace Schengen; hors de la zone euro ?

Les États membres de l'UE en dehors de l'espace Schengen sont le Royaume-Uni, l'Irlande, et en Europe centrale, la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie (dernier pays entré dans l'UE en 2013). Dix États n'appartiennent pas à la zone euro : le Royaume-Uni veut garder une monnaie nationale forte gérée par eux seuls; le Danemark et la Suède ne veulent pas intégrer la zone euro pour protéger leur marché intérieur contre la concurrence extérieure. Les États de l'Est et du Centre (Lituanie, Pologne, République tchèque, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Croatie) n'ont pas encore atteint le niveau et la stabilité économique requis pour intégrer l'union douanière et adopter l'euro.

3. (Doc 3 et 2) La BCE a son siège à Francfort. Dans quelle partie de l'espace européen se trouve-t-elle ? Pourquoi ?

La Banque centrale européenne* (BCE) est installée à Francfort sur le Main, en Allemagne. Cette ville

a été choisie (en concurrence avec Londres) parce qu'elle est dans un des pays fondateurs, dans la partie la plus riche de la mégapole, presque au centre géographique de l'UE et au cœur de l'UE (zone euro, espace Schengen).

Des territoires à équilibrer

4. (Doc 2) Précisez où se trouvent les territoires les plus riches de l'UE; les territoires les plus pauvres.

Les régions les plus riches de l'UE se trouvent dans la mégapole européenne, cœur économique et décisionnel étendu de l'Italie du Nord au bassin de Londres. L'Europe du Nord (Suède, Finlande, bassin de Londres) et l'Europe de l'Ouest (initiatrice du marché commun) disposent d'un PIB moyen par habitant très élevé. Il s'agit des régions européennes les plus ouvertes sur le commerce international. Les régions les plus pauvres de l'UE se trouvent dans l'Europe de l'Est, où le PIB/habitant est plus faible, en raison de la transition économique vers le capitalisme après la chute de l'URSS. Il existe donc toujours un déséquilibre fort entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, mais il s'amoindrit grâce aux efforts de l'UE.

* La BCE doit déménager dans son nouveau siège fin 2014. Bien que son nom officiel soit «La Maison de l'euro», on parle de New-ECB-Premises (nouveaux locaux de la BCE), résumé par un sigle que tout le monde est censé comprendre : NEP (ECB).

5. (Doc 4 et 2) Montrez comment l'UE réduit les inégalités entre les territoires. Son action vise-t-elle un domaine privilégié? Justifiez votre réponse.

La politique régionale dite de cohésion menée par l'UE s'efforce de compenser les inégalités de richesse. Elle aide les territoires les moins favorisés (surtout les pays entrés en 2004) à valoriser leurs ressources, à créer des emplois fondés sur la connaissance dans des activités de recherche et d'innovation.

Les fonds régionaux sont répartis en cinq domaines équilibrés. Deux secteurs reçoivent chacun un cinquième des crédits : les ressources humaines pour consolider le marché du travail et les économies régionales; les transports pour désenclaver les territoires, améliorer les contacts internes et externes (par exemple, la construction d'autoroutes en Pologne). L'innovation, priorité de l'UE pour toutes les régions, est créditée d'un quart des fonds, un peu plus que les autres, car elle porte les activités d'avenir. Cette répartition veut donc promouvoir un développement harmonieux et une coopération territoriale sur l'ensemble de son territoire.

Des politiques communes fédératrices

6. (Doc 5) Précisez à quelle date a commencé la PAC? Comment la formule «la PAC prête pour l'avenir» est-elle illustrée?



La Politique agricole commune a commencé en 1962, cinq ans après la signature du traité de Rome. La

mise en œuvre des principes du traité n'a pas été un long fleuve tranquille, mais un combat permanent. Elle connaît ainsi depuis le début des années 1990 un processus de réforme continu et, aujourd'hui, la PAC est «prête pour l'avenir». Un agriculteur travaille maintenant avec son ordinateur portable au milieu de son champ, au loin une éolienne près d'une maison moderne. Les «nouveaux agriculteurs» sont confrontés à de nombreux challenges : la compétitivité dans un monde de plus en plus ouvert, la montée des aléas économiques, climatiques ou sanitaires, la protection de l'environnement, le développement des zones rurales dans un contexte de baisse continue du nombre d'agriculteurs, très minoritaires dans les territoires mais néanmoins toujours les premiers occupants de l'espace.

7. (Doc 5 et 1) À quels objectifs des traités la PAC a-t-elle répondu?

La PAC a d'abord eu comme objectif «un relèvement accéléré du niveau de vie» c'est-à-dire assurer aux Européens une alimentation suffisante, saine et diversifiée, après les privations de la Seconde Guerre mondiale et des premiers temps de la Reconstruction, de rendre l'Europe auto-suffisante. La productivité à tout prix a été soutenue par une agriculture mécanisée et intensive : l'objectif en 1962 était atteint. Depuis 1992 (traité de Maastricht), la PAC s'est réformée avec l'objectif d'«un progrès économique et social équilibré». Les subventions ont été réorientées vers une agriculture de qualité, respectueuse de l'environnement, inscrite dans le cadre du développement durable. La PAC s'efforce aussi de protéger l'emploi rural qualifié.

Cours 2 : Une construction géopolitique (p. 138-139)

L'UE, un espace en extension

1. (Doc 1) Nommez les États reconnus comme candidats à l'UE.

L'Islande, membre de l'espace Schengen, n'est plus candidate à l'UE (mars 2015). La Turquie remplit les conditions économiques nécessaires, mais des

débats se dressent contre sa candidature (occupation de Chypre, membre de l'UE; question des droits de l'homme et du respect des minorités telles que les Kurdes; faible territoire sur le continent européen, crise des migrants...). La Macédoine, le Monténégro, la Serbie, trois États issus de l'ancienne Yougoslavie, veulent intégrer l'UE.

2. (Doc 2) Où se situent les États bénéficiant de la politique de voisinage ?

La Politique européenne de voisinage (PEV) vise à améliorer les relations de l'Union européenne (UE) avec ses voisins n'entrant pas dans le projet d'adhésion. À l'est de l'UE, un partenariat oriental a été inauguré en mai 2009 avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine et la Biélorussie. Ils souhaitent un rapprochement avec l'UE qui leur permettrait d'accélérer leur développement et de limiter l'influence de la Russie. Le partenariat Euromed, également appelé processus de Barcelone, car défini lors de la conférence de Barcelone en 1995, est intervenu dans le contexte particulier des lendemains de la guerre du Golfe, et a pour ambition de concilier le besoin de sécurité de l'Europe vis-à-vis de la zone conflictuelle du Proche-Orient avec les besoins de développement des pays du sud et de l'est de la Méditerranée.

3. (Doc 2 et 1) Quelle est la condition pour adhérer à l'UE ? Pourrait-il y avoir une union à 36 ? Justifiez votre réponse.

Les conditions pour adhérer à l'UE ont été fixées au sommet de Copenhague (1993). Il faut être un État de droit, politiquement stable, respectueux des valeurs démocratiques, des droits de l'homme. Il ne doit pas être en conflit avec un autre État membre, afin de maintenir la solidarité et la paix à l'intérieur de l'UE. Une économie de marché stable et de bon niveau est demandée afin de pouvoir s'intégrer aux projets communs (ex : le développement durable défini au sommet de Poznan en 2008 : réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre, transformer 20 % des dépenses énergétiques en énergies renouvelables et économiser 20 % d'énergie d'ici 2020). L'entrée dans la zone euro et dans l'espace Schengen peut se faire progressivement, à mesure du développement économique.

L'acquis communautaire

4. (Doc 3) Quel est le message à faire passer ? À qui est-il destiné ?

Il faut faire comprendre qu'un Européen vivant dans l'Union bénéficie de l'ensemble des droits définis par les traités européens : se déplacer, travailler,

se faire soigner, dans tous les pays de l'UE. C'est l'acquis communautaire, socle commun des États membres valable pour tous les citoyens.

L'UE, une construction inachevée

5. (Doc 4 et 1) Sur les 28 États, combien sont intégrés dans les trois espaces (UE, espace Schengen, zone euro) ? Dans deux espaces ? Quelles conclusions en tirez-vous ?

Quinze États sont intégrés dans les trois espaces : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Italie, Lettonie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Slovénie.

Dix-huit États sont intégrés dans les deux espaces, UE et zone euro : il faut ajouter Chypre, l'Irlande et Malte aux quinze cités ci-dessus.

On remarque que les États membres de l'UE n'appliquent pas tous les mêmes politiques. Certains sont plus intégrés que d'autres qui n'ont pas le désir ou ne sont pas en mesure d'assumer une intégration plus poussée. La situation peut changer parce que l'UE est toujours en évolution.

6. (Doc 5 et 4) Peut-on dire que l'Eurocorps est la base d'une armée commune ? Justifiez votre réponse.

L'Eurocorps est la traduction concrète de la Politique étrangère de sécurité commune (PESC) qui compte 60 000 soldats (Français, Allemands, Belges, Espagnols, Luxembourgeois et des militaires de pays associés, Grèce, Turquie, Italie). Il est pour le moment plus symbolique qu'opérationnel, les politiques étrangères nationales continuent à exister en parallèle à la position de l'UE. Les décisions face aux grands conflits internationaux sont difficiles à prendre, comme l'ont montré les hésitations en 2011 en Libye. L'UE intervient le plus souvent à travers l'ONU et l'OTAN. L'Eurocorps est l'embryon d'une armée commune à forger pour l'avenir de l'UE, si elle veut s'affirmer comme une grande puissance politique internationale.

L'Essentiel autrement et L'Essentiel en cartes (p. 140-141)

À partir de l'organigramme et des cartes, présentez, à l'oral ou à l'écrit, les objectifs de la construction géo-économique de l'UE.

La construction économique de l'Union européenne, commencée avec le traité de Rome en 1957, s'est renforcée en 1992 avec le traité de Maastricht.

En 1957, le premier objectif est de créer un marché commun où la libre circulation est assurée pour les personnes, les marchandises et les capitaux (sans droit de douane). La création de l'UE en 1992 ouvre d'autres perspectives. L'espace Schengen instaure une circulation sans aucun contrôle à l'intérieur de la zone formée par les 22 États signataires tout en renforçant les contrôles aux frontières extérieures. Le Royaume Uni et l'Irlande ont refusé d'en faire partie, les autres pays (Roumanie, Bulgarie, Croatie) ne sont pas encore signataires de l'union Schengen. La création d'une monnaie unique, prévue dans le traité de Maastricht, a fait naître une zone de 18 pays où l'on paie en euro. Le Royaume-Uni, rejoint par le Danemark et la Suède, ont refusé de faire partie de la zone euro. Les autres pays (Bulgarie, Croatie, Hongrie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie) ne répondent pas pour le moment aux critères de l'euro.

Un autre objectif de l'UE est d'équilibrer le développement des territoires de l'UE, en particulier les pays de l'est de l'Europe entrés en 2004. Dans ce but, les aides financières accordées par la politique de cohésion aident à l'extension des transports, soutiennent l'innovation. Cependant, le déséquilibre reste important entre la mégapole et l'est de l'UE. Enfin, des politiques fédératrices ont pour objectif de rendre les pays de l'UE solidaires. La PAC (Politique agricole commune) fournit aux Européens des produits alimentaires abondants et de qualité, les programmes Ariane, Galileo donnent à l'UE la fierté d'être une des grandes puissances spatiales. Les échanges étudiants Erasmus font naître une génération vraiment européenne.

Capacités : Étudier une caricature (p. 142)

1. *Donnez le nom de l'auteur de la caricature, sa nationalité. Son pays est-il membre de l'UE ?*

Pavel Matuska, dessinateur tchèque. La République tchèque est membre de l'UE depuis 2004.

2. *Indiquez le sujet de la caricature.*

La caricature porte sur les dix « nouveaux » au moment où l'UE a intégré dix États, dont huit États d'Europe de l'Est redevenus indépendants après la chute de l'URSS en 1991. Cette intégration est l'aboutissement de longues négociations et d'une politique d'aides au développement entamée dans les années 1990 par l'UE.

3. *Décrivez l'image : que font les personnages ? Quelle est leur attitude ? Que représentent-ils ?*

Les personnages sont de jeunes enfants à peu près du même âge, indisciplinés, entourant une femme épuisée qui subit la situation. L'UE est représentée sous les traits de la femme ou de la mère portant un tablier aux couleurs du drapeau européen, les États par les enfants qui courent dans tous les sens.

4. *Donnez un titre qui résume la scène.*

L'Union européenne submergée par ses enfants.

5. *Mentionnez les faits réels exposés dans ce dessin. Quelles idées sont associées ici ?*

Le dessin montre une situation réelle, l'élargissement de l'UE. Le 1^{er} mai 2004, l'Union européenne est passée de quinze à vingt-cinq États membres en accueillant Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie. Cet élargissement est associé à une accumulation de difficultés en raison du grand nombre de nouveaux entrants.

6. *Trouvez le sens de la caricature. Que peut-on déduire de la perception qu'a l'auteur de l'UE ?*

L'auteur ironise sur la capacité de l'Union européenne à bien gérer l'adhésion de dix nouveaux pays et semble perplexe. Sa vision plutôt pessimiste a été en grande partie démentie par les faits.

Entraînement (p. 143)

Exercice 1

1. *Indiquez l'auteur de la caricature et sa nationalité, la date, le sujet.*

Nicolas Vadot, dessinateur de presse et de bandes dessinées, est installé à Bruxelles. Il a publié cette caricature dans le magazine belge *Le Vif/L'Express* au mois d'août 2012. Il traite à sa façon de la crise de la dette dans la zone euro.

2. *Mentionnez les territoires concernés.*

Les pays concernés sont sept États européens, l'Allemagne et six autres États que l'on reconnaît à leur drapeau : la Grèce, le Portugal, Chypre, l'Italie, l'Espagne, (États méditerranéens) et l'Irlande.

3. *Étudiez les différentes parties de l'image, les éléments exagérés (la taille des États). Qui sont les cigales ? Qui est la fourmi ?*

La partie haute de l'image montre une fourmi, sous les traits d'Angela Merkel suant à grosses gouttes sur un étroit sentier dans une verte prairie. Elle porte sur le dos deux gros sacs remplis d'euros et pousse une brouette lourdement chargée de sacs, de pièces de monnaie et agrémentée d'un drapeau européen. Dans la prairie, insouciantes chantent des

cigales. La fourmi déclare «détester» le chant des cigales. La fourmi (l'Allemagne) est le personnage central dessiné sur les deux tiers de l'image alors que les sept cigales (les États du Sud et l'Irlande) sont de très petite taille.

4. Expliquez comment l'auteur montre la crise de l'euro. Pour lui, quelle en est la cause et qui est responsable ?

La crise de la dette dans la zone euro désigne une suite d'événements financiers qui affectent, depuis le début de l'année 2010, les économies de dix-sept États membres (à l'époque) de l'Union européenne, dont la monnaie de référence est l'euro. Pour l'auteur, les sept États-cigales ont «chanté tout l'été», comme le dit la fable de La Fontaine, n'ont pas travaillé pour assumer leurs dépenses et sont lourdement endettés.

L'Allemagne apparaît comme l'État vertueux qui a accumulé une épargne et doit, à elle seule, prendre en charge la dette des pays dépensiers. Elle est méfiante à l'égard des pays en difficulté qui pourrait l'entraîner dans un péril financier.

La caricature évoque, à travers la crise, la contradiction originelle de la zone euro : est-elle une réunion de dix-sept pays concurrents ou est-elle un seul pays, avec dix-sept régions ? Le choix de réaliser une monnaie unique implique obligatoirement la seconde solution, alors que dix ans de réalités (2002-2012) démontrent que les pays ont choisi la première

Exercice 2

1. Donnez la date de la caricature et la nationalité de l'auteur.

La caricature, datée de la fin de l'année 2013, a été réalisée par le dessinateur humoriste ukrainien Vladimir Kazanevsky.

2. Indiquez le sujet de la caricature.

Le sujet traite de la vie politique de l'Ukraine, ancienne république de l'URSS, indépendante depuis 1991 à la suite d'un référendum avec plus de 90 % de voix favorables.

3. Décrivez l'image.

a. Qui sont les trois personnages ? Comment sont-ils représentés ?

b. Que signifie l'étoile peinte en jaune, celle peinte en rouge ?

c. Quel lien y a-t-il entre le dessin et la question posée ?
Sur le dessin, au premier plan et au centre, un petit personnage (l'Ukraine) est écrasé par le poids d'une étoile. À gauche, un personnage de taille moyenne

(la Russie) utilise un pinceau chargé de peinture rouge. À droite, un personnage de haute taille (l'UE) utilise de la peinture jaune. L'arrière-plan est partagé en deux couleurs : à gauche, le blanc sur lequel se détache un ballon aux bandes rouge, bleu, blanc de la Russie ; à droite, le bleu du drapeau européen et ses étoiles jaunes.

Les deux personnages principaux veulent repeindre l'étoile ukrainienne qui apparaissait sur l'ancien drapeau rouge et bleu de l'Ukraine soviétique.

La Russie en recouvrant de rouge veut revenir en arrière et marquer de son influence le pays pourtant indépendant, comme par le passé «Way to the past». L'UE en peignant en jaune rappelle une des couleurs du drapeau ukrainien (bleu et jaune) et une nouvelle orientation du pays «to future».

4. Interprétez la situation.

a. Que cherche à traduire cette caricature ?

b. L'auteur répond-il à la question posée ? Justifiez votre réponse.

Cette caricature montre les difficultés de la vie politique de l'Ukraine. Les relations avec la Russie sont très denses pour des raisons géographiques, historiques, linguistiques et culturelles, communautaires (8 millions de « Russes ethniques » en Ukraine) et économiques (premier partenaire commercial). Elles sont encadrées par le Grand Traité d'amitié et de coopération, reconduit pour dix ans en 2008.

D'autre part, l'Ukraine, désireuse de se rendre plus indépendante par rapport à la Russie, cherche à renforcer son ancrage européen. Elle participe à la Politique de voisinage de l'UE (Partenariat oriental). Les voisins européens de l'Ukraine (Pologne, Slovaquie, Hongrie, Roumanie) soutiennent globalement ses aspirations à l'intégration européenne, même si leurs relations se sont parfois tendues sur l'application des règles Schengen, sur le transit du gaz naturel vers l'Europe. L'Ukraine a également intensifié son partenariat avec l'OTAN (1997) et signé avec les États-Unis un accord de coopération nucléaire en 1998.

L'auteur répond à la question posée en donnant une place plus importante à l'UE considérée comme une voie vers l'avenir alors que le personnage plus petit rappelle le passé soviétique. Le dessin est prémonitoire de la crise que connaît le pays depuis 2014.

Pour mieux rédiger (p. 144-145)

Exercice 1 : Rédiger un paragraphe organisé

Rédigez un paragraphe ordonné pour répondre à la question : « L'élargissement de l'UE est-il une décision positive ? »

1. Commencez par une phrase d'introduction pour présenter le sujet.

2. Rédigez ensuite un premier point de vue en vous appuyant sur des arguments A ou B du tableau.

3. Rédigez l'autre point de vue de la même façon. L'UE est une construction géopolitique en constante évolution, passée de six à vingt-huit États-membres de 1957 à 2014, à la suite d'élargissements successifs. Mais cette expansion de l'UE est-elle positive ?

À la place d'un continent européen divisé pendant des siècles, déchiré par des guerres, on a aujourd'hui une aire de paix et de stabilité. Les différentes politiques fédératrices la PAC, Erasmus, ont créé un grand espace de solidarité et de coopération. La politique de cohésion, fondée sur la solidarité entre les membres les plus riches et les plus pauvres, a pour but de réduire les écarts entre les régions de l'UE pour équilibrer les territoires. Les citoyens des vingt-huit pays bénéficient de l'acquis communautaire.

Cependant, les difficultés liées à l'élargissement existent. Les nouveaux pays ajoutés depuis 2004 sont pauvres avec un PIB égal à seulement 40 % de la moyenne européenne. Cela implique à court terme des aides financières pour leur permettre d'accélérer leur développement. Rattraper le niveau des partenaires demande des adaptations économiques et sociales. C'est un parcours difficile pour les nouveaux États, et pour l'UE existe le risque de fragiliser l'harmonie difficilement établie. L'addition de nouveaux membres pose de plus la question de la réforme des institutions, qui doivent s'adapter à des prises de décision à vingt-huit et plus. Malgré tout, entrer dans l'UE attire puisque des pays continuent de poser leur candidature !

Exercice 2 : Rédiger la présentation d'un graphique

1. Repérez et écrivez au brouillon :

- le titre qui détermine l'idée principale ;
- la forme du graphique, la source, les dates, la durée ;
- les unités retenues (euros) ;
- les groupes de pays selon les sommes reçues.
- les écarts des sommes versées aux différents pays.

2. Rédigez de la façon suivante : Il s'agit d'un graphique... qui représente... au cours des années...

On distingue... groupes de pays... selon les aides versées... qui vont... de... à...

Il s'agit d'un graphique en barres qui représente des données statistiques, chaque barre correspond à un pays, la hauteur à la valeur des aides en millions d'euros au cours des années 2004-2006.

On distingue un pays à part - la Pologne- puis deux groupes parmi les dix pays entrés dans l'UE, après l'élargissement de 2004, selon les aides versées. Les sommes vont de 85 millions d'euros à Malte à 12455 millions à la Pologne. Cette dernière reçoit à elle seule plus que toutes les autres sommes allouées aux neuf autres pays (environ 11 500 millions d'euros). Les pays qui reçoivent plus de 1 000 millions d'euros forment un groupe (Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Lituanie, Lettonie), au sein duquel les différences vont de 1 à 3. Les autres pays reçoivent des aides beaucoup plus faibles de l'ordre de 85 millions à 680 millions.

Le soutien financier apporté aux nouveaux États est donc modulé en fonction des critères de développement du pays et de sa taille.

Exercice 3 : Rédiger un texte expliquant une situation géographique

1. Repérez les éléments importants : sur la photo A, le grillage, le mirador, le paysage ; sur la photo B, le panneau bleu – République fédérale d'Allemagne –, le panneau blanc Land de Bavière, le paysage.

2. Rédigez la description de l'une puis de l'autre photographie en présentant d'abord le thème commun puis les différences (lieu, aspect de la frontière).

3. Vous rédigerez ensuite l'explication de cette façon. Les deux frontières répondent à un double phénomène. D'une part..., d'autre part... en employant les mots suivants : frontières extérieures de l'UE, espace Schengen, renforcement, effacement des frontières, libre circulation dans les territoires.

Les deux documents donnent à voir les frontières de l'UE. La photographie de droite, un panneau aux couleurs de l'Europe, indique qu'on entre en Allemagne venant d'Autriche. C'est la marque de la frontière entre les deux États de l'UE. Aucune barrière : celui qui passe en voiture, à moto ou à pied

ne voit aucune différence, la route continue dans le même paysage.

La photo de gauche est différente. La route longe une barrière de barbelés qui matérialise la frontière entre l'enclave espagnole de Melilla et le Maroc. Le paysage est le même de part et d'autre mais il appartient à deux ensembles politiques différents. Les deux frontières répondent à un double phénomène. D'une part, les frontières intérieures sont effacées entre les États membres qui ont signé l'accord de Schengen. La libre circulation des personnes, des marchandises est effective et se fait sans contrôle. L'abolition des frontières intérieures a repoussé les contrôles aux limites extérieures de l'UE.

D'autre part, on note un renforcement des frontières extérieures, avec des limites dissuasives (barbelés, contrôles de plus en plus rigoureux), surtout à l'est et au sud de l'UE. Là où se déroulent des trafics illicites, des migrants des pays en difficulté veulent entrer dans l'UE à la recherche de meilleures conditions de vie.

Exercice 4 : Rédiger un paragraphe explicatif à partir d'une chronologie

Retracez, en quelques lignes, les différentes étapes de la politique agricole commune :

1 et 2. Pour chaque date, écrivez une ou deux phrases complètes en transformant les phrases nominales en phrases verbales. Utilisez, lorsque vous le jugerez nécessaire, les connecteurs logiques qui conviennent, soit pour marquer une conséquence (ainsi, donc), soit pour indiquer une opposition (mais, pourtant...).

En 1962, la création de la Politique agricole commune a pour but d'assurer la sécurité alimentaire en Europe, de fournir des produits de qualité aux Européens après les privations de la Seconde Guerre mondiale et de garantir de bons prix aux agriculteurs.

De 1970 à 1980, l'agriculture européenne a connu une forte augmentation de la productivité. Ainsi, le but de la PAC a été atteint au-delà des espérances. Mais cela a entraîné des excédents alimentaires, en particulier des « montagnes de beurre » que l'on ne pouvait pas vendre sur un marché saturé.

En 1995, la PAC, pour limiter la surproduction, change donc d'orientation et se réforme. Les dépenses communautaires sont plafonnées par type de production et des terres sont « gelées », laissées en jachère pendant quelques années. La qualité des produits prime sur la quantité.

En 2005, la PAC s'est réformée pour s'ouvrir sur le monde en se conformant aux règles du commerce

mondial. Pourtant, elle doit continuer à se transformer pour s'adapter à la nouvelle configuration de l'UE élargie en 2004.

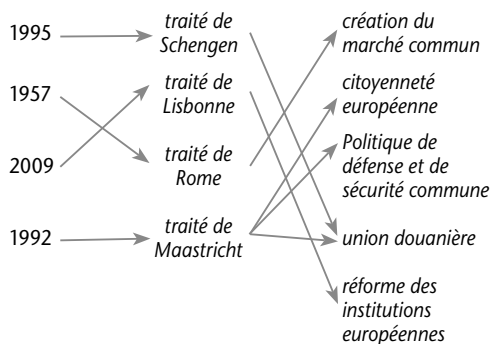
En 2012, 50 ans après sa création, la PAC prend un nouvel essor dans le but de renforcer la compétitivité économique et de pratiquer une agriculture plus verte. Il faut respecter l'impact sur les sols, l'eau, la biodiversité, aider les jeunes agriculteurs, qui doivent relever les défis de l'avenir.

Évaluation (p. 146-147)

1. Le sujet d'étude

Exercice 1

Reliez les traités aux dates, aux acquis et aux projets européens correspondants.



Exercice 2

Cochez les réponses qui conviennent. Donnez un exemple ou une justification si l'affirmation est vraie. Rédigez la bonne réponse si elle est fausse.

a) Vrai. La PAC a 50 ans. Lancée en 1962, elle a modernisé l'agriculture, assuré l'autosuffisance alimentaire. Elle s'est réformée tout au long de son existence et veut concilier aujourd'hui performance économique et écologique.

b) Vrai. La politique de cohésion utilise un tiers du budget de l'UE. Pour aider au rééquilibrage entre les États membres, en Pologne, en Grèce, en Italie, sans effacer les divergences entre les régions d'un même État.

c) Faux. La zone euro, la zone Schengen ne recouvrent pas le même espace que l'UE. 28 États font partie de l'UE, 18 de la zone euro, 22 de l'espace Schengen.

d) Faux. Les élargissements ont porté à 28 le nombre d'États dans l'UE. La Croatie est la dernière entrée en 2013. L'extension pourrait se poursuivre car 5 pays sont officiellement candidats. Le nombre

d'États membres de l'UE pourrait alors éventuellement atteindre 33, mais pas avant une dizaine d'années.

e) Vrai. Les citoyens européens bénéficient de l'acquis communautaire, l'ensemble des droits et obligations définis par les traités européens et toutes les décisions prises depuis 1957.

Exercice 3

Complétez la carte et titrez-la.

1. En bleu. Les 28 États membres

2. €. Les 18 États membres de la zone euro par ordre alphabétique : Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Slovénie.

3. Ligne mauve. 26 États font partie de l'espace Schengen en 2014. La grande majorité de l'UE : 22 États sur les 28. Le Royaume Uni et l'Irlande ont refusé, la Roumanie, la Bulgarie, Chypre, la Croatie sont en attente. 4 États hors UE sont dans l'espace Schengen : l'Islande, la Norvège, la Suisse, le micro-État du Lichtensteint.

4. Hachures en rouge. Les États membres en retard de développement sont localisés en Europe de l'Est : pays Baltes, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Roumanie, Bulgarie (p. 141).

5. Hachures en vert. Les États candidats sont l'Islande, la Turquie, la Serbie, la Macédoine et le Monténégro. (p. 138).

6. Ligne rouge. La mégalozone européenne s'étend du bassin de Londres au nord de l'Italie, en passant par la Rhénanie, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse.

Titre : L'Union européenne, une géométrie variable

Exercice 4

En vous appuyant sur deux exemples, le Royaume-Uni et l'Allemagne, expliquez l'expression « Europe à géométrie variable ».

L'Allemagne et le Royaume-Uni appartiennent à l'Union européenne, l'un depuis 1957, l'autre depuis 1973. Mais ces deux États n'ont pas suivi les mêmes politiques au sein de l'Union. L'Allemagne a volontairement abandonné une partie de sa souveraineté

en acceptant une monnaie unique en 2002, l'euro (€), alors que le Royaume-Uni a préféré gardé sa monnaie nationale, la livre sterling (£). De même pour l'espace Schengen auquel appartient l'Allemagne mais pas le Royaume-Uni.

L'Europe à géométrie variable désigne donc l'existence de différences entre les États membres, certains acceptant de pousser plus avant le niveau d'intégration, d'autres n'ayant pas le désir ou n'étant pas en mesure d'assumer une intégration plus poussée.

2. Les situations (p. 147)

Situation 1 : Les frontières de l'Union européenne

1. À quels ensembles de l'UE appartiennent les deux États frontaliers ?

Les deux États frontaliers appartiennent à l'UE mais dans des ensembles différents.

L'Allemagne, au cœur de la création européenne depuis 1957, fait partie de l'espace Schengen et utilise l'euro. La Pologne est dans l'UE depuis 2004, lors d'un élargissement qui a fait entrer dix pays de l'ancienne Europe de l'Est après la chute du bloc soviétique. L'euro n'est pas utilisé en Pologne mais le pays se trouve dans l'espace Schengen. Économiquement, les disparités sont importantes, le PIB/hab. de l'Allemagne est beaucoup plus élevé que celui de la Pologne qui bénéficie des fonds régionaux pour rattraper son retard.

2. Comment est matérialisée la frontière ? A-t-elle une utilité ? Justifiez votre réponse.

Deux poteaux (jaune et noir côté allemand, rouge et blanc côté polonais) matérialisent la frontière. Cette ligne de démarcation issue de la Seconde Guerre mondiale peut apparaître inutile puisque la Pologne est dans l'espace Schengen et que l'on peut passer sans contrôle d'un pays à l'autre. La frontière entre l'Allemagne et la Pologne est aujourd'hui jalonnée de nombreux programmes de coopération transfrontalière.

Mais la frontière reste quand même présente, d'un côté on parle allemand et on paie en euros, de l'autre on parle polonais et on paie en zlotys.

3. Toutes les frontières de l'UE sont-elles semblables ? Appuyez votre réponse sur d'autres exemples.

Les frontières intérieures à l'espace Schengen sont semblables à celle du document présenté (par exemple entre la France et la Belgique, le Portugal et l'Espagne, etc.). Mais les frontières extérieures de

l'UE sont différentes, avec des garde-frontières, des postes de contrôle (Frontex, Eurosur) parfois des barbelés pour empêcher l'immigration clandestine.

Situation 2 : un grand projet européen

1. *Expliquez l'origine du document : quelle en est la source, quel en est l'auteur ? Est-ce un texte officiel ?*

Le document est un communiqué de presse d'Antonio Tajani qui ne parle pas en son nom propre. Il s'exprime en tant que personnage officiel, vice-président de la Commission européenne, une des institutions de l'Union européenne qui représente et défend les intérêts de l'Union dans son ensemble.

2. *Pourquoi parle-t-on de « GPS européen » ?*

Le *Global Positioning System* (GPS) est un système américain de positionnement par satellites destiné au départ à des utilisateurs militaires qui sou-

haitaient connaître la position de ses sous-marins nucléaires. Aujourd'hui, il est entièrement opérationnel, accessible au grand public et fonctionne au niveau mondial. Pour nous, en Europe, le GPS utilisé de façon banale est devenu la référence.

Le système Galileo représente la nouvelle génération de « géolocalisation et navigation par un système de satellites » (GNSS).

3. *Quels sont les enjeux du projet Galileo ?*

Le projet Galileo est un projet civil qui doit répondre à plusieurs enjeux : doter l'Union européenne de son propre système de positionnement par satellite pour garantir son indépendance vis-à-vis des autres dispositifs existants. Améliorer la surveillance des territoires (grands travaux publics, autoroutes, voie de chemin de fer, contrôle des zones de pêche, etc..) est un autre enjeu. Il doit aussi être un moteur pour l'économie grâce aux applications envisagées.

ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE

THÈME 1

PLURALISME DES CROYANCES ET LAÏCITÉ

Le thème 1 d'enseignement moral et civique «se centre sur l'un des piliers fondamentaux des sociétés démocratiques : la reconnaissance du pluralisme des croyances». L'étude de la laïcité vise à renforcer le sentiment d'appartenance aux valeurs républicaines, pour mieux vivre ensemble dans la diversité.

Problématique générale du chapitre

Laïcité? Des milliers de pages ont été et sont écrites sur ce sujet! On peut rappeler le sens premier. En grec *laos*, c'est le peuple, *laïkos*, ce qui a trait au peuple dans son unité; en français, le mot *laïcité* définit «tout ce qui est indépendant des conceptions religieuses». Il va être le ciment qui permet à tous les citoyens de vivre ensemble.

Sous la III^e République, à la fin du xix^e siècle, la laïcité devient une conception de l'organisation de la société visant à la neutralité réciproque des pouvoirs religieux par rapport au pouvoir politique. Il faut rappeler qu'à cette époque, la religion dominante est le catholicisme. Sur 38,8 millions d'habitants en France, il y a probablement 38 millions de catholiques baptisés. Les protestants, 730 000, se répartissent au sein des Églises luthériennes et des Églises réformées (calvinistes) issues du courant humaniste et de la Réforme au xvi^e siècle. Les juifs, 75 000, font partie d'une des plus anciennes communautés juives d'Europe occidentale qui semble remonter au I^{er} siècle de notre ère. Restent 3 000 personnes dont on ne sait pas si elles ont ou non une religion. À partir de 1905, on voit dans la laïcité un principe simple qui, appliqué rigoureusement, dicte sans ambiguïté les règles de vie en société.

Mais le contexte de la France d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui de 1905, les forces religieuses ne sont plus les mêmes, les sociétés démocratiques modernes se caractérisent par une diversité de conceptions morales et un éventail des religions.

Si le catholicisme, bien qu'en baisse, reste dominant, les Églises évangéliques «dissidentes de la mouvance protestante» sont en forte croissance depuis quelques années. L'islam est devenu la deuxième religion en France. En 2010, on compte entre 4,7 millions (selon l'étude américaine du Pew Research Center) et 6 millions de musulmans (selon le ministère de l'Intérieur chargé des cultes). Issues de l'immigration à partir des années 1960, les populations musulmanes sont aujourd'hui souvent de deuxième et de troisième, voire de quatrième génération. Les premiers travailleurs musulmans originaires d'Afrique du Nord arrivent au début du xx^e siècle avec la Première Guerre mondiale. Ils s'installent plus nombreux en France dans les années 1960 volontiers accueillis à cause de ses grands chantiers des Trente glorieuses.

Le bouddhisme se diffuse à partir des années 60, lorsque les Occidentaux sont de plus en plus nombreux à se rendre en Asie (surtout au Japon et au Népal) et des enseignants bouddhistes qualifiés s'installent en Occident, aux États-Unis ou en Europe.

L'établissement de la laïcité, fruit d'une longue lutte contre l'Église catholique, est maintenant confronté à la nouvelle donne géopolitique de l'islam contemporain.

Existe-t-il plusieurs conceptions de la laïcité? L'une «permettant à chacun d'exercer sa religion dans la calme et la sérénité, l'autre, très différente de celle de 1905, cherchant à étendre la neutralité de l'État à la société tout entière.» (D'après Jean Baubérot). Petit à petit, ce n'est plus à l'État mais aux individus eux-

mêmes que l'on demande d'être neutres, comme en témoignent la loi de 2010, interdisant la burqa dans l'espace public.

En évoquant ces aspects de la laïcité, on répond aux consignes du programme « la notion de laïcité, les différentes significations de la laïcité, ses dimensions historique, politique, philosophique et juridique ».

Les enjeux de la diversité des croyances sont évoqués par la construction des nouveaux lieux de cultes. Les élèves sont amenés à réfléchir au paradoxe suivant : la loi de 1905 demande à l'État de garantir le libre exercice des cultes, de veiller à ce que chaque religion dispose de lieux de culte, sans avoir le droit de les financer. De même, on peut faire analyser la difficulté à concilier l'exercice des libertés et les dérives sectaires.

Pour chaque sujet, on donne des éléments pour réagir à une situation, s'informer et enfin construire son point de vue. Le débat offre un espace de dialogue sur un sujet d'actualité qui pourra être expliqué.

Ouverture (p. 150-151)

1. (Doc 1) À qui s'adresse le président de la République ? Comment sont placés ses interlocuteurs ? Pourquoi ?

Le président de la République s'adresse aux autorités religieuses lors de la présentation des vœux pour la nouvelle année. Les représentants* des six grandes religions pratiquées en France (catholicisme, protestantisme, judaïsme, orthodoxie, islam, bouddhisme) sont sur un seul rang, les uns à côté des autres afin qu'ils soient à égalité. Le ministre de l'Intérieur en charge des cultes et le Premier ministre assistent à la cérémonie.

Cela prouve que l'État ne reconnaît aucun culte particulier et traite toutes les confessions religieuses de façon égale.

*Jusqu'en 2004, seuls les représentants des quatre anciens cultes reconnus par la loi de 1905 étaient conviés.

2. (Doc 2) Relevez les mots choisis par les élèves lors de ce cours d'enseignement moral et civique.

Sur le tableau on peut lire les mots suivants issus d'une réflexion sur la laïcité : Liberté, respect de l'autre, neutralité, loi de 1905, droits de l'Homme, lutte contre le racisme, la violence. Les élèves ont également choisi les lois appliquées dans les écoles, la loi de 2004 sur l'interdiction de signes religieux ostensibles et la loi du 26 janvier 1984. Dite « loi Savary », elle concerne l'enseignement supérieur. « Le service public de l'enseignement supérieur est laïque et indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique ; il tend à l'objec-

tivité du savoir ; il respecte la diversité des opinions. Il doit garantir à l'enseignement et à la recherche leurs possibilités de libre développement scientifique, créateur et critique ».

3. (Doc 1 et 2) À quel échelon se déroulent-ils ? Quels messages délivrent-ils ?

L'événement évoqué sur le premier document se déroule au plus haut niveau, celui de l'État et des représentants religieux de niveau national. L'autre se passe dans une classe de lycée, au niveau local auprès d'élèves qui se préparent à devenir citoyens.

Dans les deux cas, la laïcité est mise en application, par l'État selon le principe de séparation des Églises et de l'État, par les élèves, dans la vie quotidienne d'une classe.

La notion de laïcité (p. 152-153)

Je réagis

1. (Situation) Expliquez à quelle situation est confronté l'hôpital de Lyon. À qui sont rappelées les règles de la laïcité au CHI de Créteil ? Pourquoi ?

L'hôpital de Lyon est confronté à la demande d'un vieil homme mourant qui désire être tourné vers la Mecque. Les infirmiers ne savent pas quelle attitude adopter face à cette requête d'ordre religieux.

Dans ce lieu où l'on est face à la souffrance, la douleur des patients et de leur famille, les règles de la laïcité sont rappelées : neutralité de l'État et liberté de culte du patient, dans la limite du bon fonctionnement du service. Ce rappel des éléments juridiques est destiné à l'ensemble des professionnels du milieu hospitalier et à tous les usagers. Ainsi, les médecins, infirmiers, peuvent apporter des réponses claires aux demandes des patients et de leur famille.

Je m'informe

2. (Doc 1) Expliquez le titre donné à la loi de 1905. Quelle liberté fondamentale est garantie par cette loi ?

Le titre de la loi marque la séparation entre le politique (l'État) et le religieux (les Églises, les quatre confessions représentées à l'époque, le catholicisme, le luthéranisme, le calvinisme et le judaïsme). Aucune religion n'est reconnue ni subventionnée.

La loi du 9 décembre 1905 garantit la liberté de conscience, l'égalité de toutes les convictions philosophiques et religieuses et la liberté de culte.

3. (Doc 1 et 2) Relevez deux périodes dans l'adoption des lois sur la laïcité à l'école. Quel événement les sépare ?

Les premières lois sur la laïcité à l'école sont les lois Jules Ferry (l'école primaire est gratuite, obligatoire et laïque). Votées en 1881-82, sous la III^e République, elles sont complétées par la loi Goblet de 1886 : le personnel enseignant doit être laïque.

Une autre loi est votée en 2004 sous la V^e République interdisant les signes religieux ostensibles à l'école. Des années 1880 à 2004, il y a eu deux guerres mondiales, la période des Trente Glorieuses, l'arrivée de gens d'origine et de croyances différentes, en particulier des musulmans. Certains ont revendiqué le droit de porter des signes religieux à l'école, ce qui a créé un vif débat en France et a abouti à la loi de 2004.

4. (Doc 3) Dites quelles interprétations de la loi sont jugées inexactes par l'auteur.

On dit souvent que la religion doit être reléguée dans la sphère privée et qu'elle ne doit pas se manifester dans l'espace public, ce qui paraît inexact à l'auteur. La loi de 1905 énonce que la religion n'est pas une affaire de l'État, que la neutralité de l'État est un moyen de garantir la liberté de conscience, le libre exercice des cultes, l'égalité des citoyens devant la loi. Les citoyens, la société n'ont pas d'obligation de neutralité, seul l'État et ses agents ont le devoir d'être neutres.

5. (Doc 3 et 4 et non pas 4 et 5) Indiquez les aspects de la laïcité mis en évidence. Les deux documents présentent-ils la laïcité de la même façon ? Justifiez votre réponse.

Le regard du sociologue Jean Baubérot (doc 3) insiste sur l'aspect personnel de la laïcité. Le citoyen n'a pas l'obligation d'être neutre, seul l'État doit l'être. Le document 4, extrait d'un rapport de l'organisme officiel « Observatoire de la laïcité » souligne que la laïcité est un moyen de « bien vivre ensemble ». Les différences reconnues doivent être dépassées pour se fondre dans des valeurs partagées par tous. On peut donc comprendre la laïcité avec des nuances mais le principe reste le même.

6. (Doc 2 et 5) Précisez ce que propose le texte (et non le dessin).

Le texte propose deux options au sujet de la loi de 1905.

Garder la loi telle qu'elle est parce que c'est une base de la République.

Réfléchir à une révision de la loi car aujourd'hui, plus de 110 ans ont passé, l'islam a une place importante

alors qu'il n'était pas présent en 1905, la société est devenue multiculturelle.

Je construis mon point de vue

7. (Situation et Doc 1 à 5) La laïcité est-elle un principe rigide et indiscutable ?

La laïcité est un fondement de la République en France. Elle est définie dans la Constitution, dans la Déclaration de droits de l'homme et du citoyen et par un ensemble de lois. Celles de 1881/82 (lois Jules Ferry) ont instauré l'école laïque, la loi de 1905 a séparé les affaires religieuses de l'État. Ces éléments fixent un cadre juridique et législatif au principe de laïcité qui paraît donc rigide et indiscutable.

Cependant la laïcité est interprétée de plusieurs façons. Certains voudraient que la neutralité de l'État s'étende aux citoyens et à la société. Les manifestations ou signes d'appartenance religieuse doivent être gommés de l'espace public.

D'autres pensent qu'il faut tenir compte des évolutions de la société et faire une place aux particularismes, même religieux. On peut donc discuter d'une redéfinition de la laïcité sans toucher aux textes fondamentaux.

Une acception large de la laïcité semble se faire jour, qui condamnerait toute atteinte à des valeurs jugées universelles.

La construction de nouveaux lieux de culte en France (p. 154-155)

Je réagis

1. (Situation) Présentez l'esplanade des religions de Bussy Saint Georges. Que pensez-vous de cette réalisation ?

« L'esplanade des religions » est un quartier culturel et culturel, né d'une volonté politique en 2004. Le maire de l'époque, Hugues Rondeau est à l'origine du projet. Dans une ville nouvelle de 30 000 habitants (300 en 1970!) où la population vient de tous les coins du monde, les religions peuvent être un moyen pour créer un ciment entre les différentes communautés.

L'organisation spatiale proposée permet aux pratiquants des différentes religions de se rencontrer facilement. On peut penser qu'à force de se croiser tous les jours, moines, rabbins, imams, vont avoir envie de dialoguer, de tisser des liens entre les communautés. Les gens seront plus tolérants.

Je m'informe

2. (Situation et Doc 1... et non 2) *Précisez à qui incombent l'entretien des édifices religieux et la construction de lieux de culte. Quelles évolutions a connu la loi ?*

Les édifices religieux construits avant 1905 appartiennent à l'État, aux collectivités locales. 87 cathédrales sont propriétés de l'État, environ 45 000 des églises paroissiales sont propriété des communes ce qui représente un lourd héritage à entretenir.

Construits après 1905 les lieux de culte appartiennent à des personnes ou des associations privées, par exemple, des associations diocésaines, des congrégations religieuses, des abbayes et monastères pour les catholiques.

En vertu de la loi du 9 décembre 1905, aucune subvention publique ne peut être attribuée aux associations culturelles, ce qui pourrait être interprétée comme la reconnaissance officielle d'un culte, ce qui est exclu. Mais la loi a évolué et les associations culturelles profitent d'aides indirectes qui ont été progressivement mises en place.

- La législation fiscale appliquée est avantageuse. Le Code général des impôts autorise les entreprises et les particuliers à déduire de leurs bénéfices ou de leurs revenus les dons aux associations culturelles.

- Les édifices du culte sont exonérés de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties s'ils appartiennent à une personne publique ou à une association culturelle.

- L'État peut accorder sa garantie à des emprunts émis par des associations culturelles pour la construction de nouveaux édifices du culte.

- La pratique des baux emphytéotiques consentis par une commune à une association culturelle moyennant un loyer symbolique s'est répandue.

3. (Situation et Doc 2) *Expliquez comment la cathédrale d'Évry a été financée. Comment expliquer la rumeur qui a circulé ?*

Le financement de la cathédrale d'un coût d'environ 14 millions d'euros est dû à des fonds « religieux », provenant des *Chantiers du Cardinal* (760 000 €) et du diocèse de Munich (760 000 €), au mécénat d'entreprise et au marketing direct par un appel sous forme d'affiches avec pour accroche « *Qui peut encore bâtir une cathédrale ? Vous.* »

La rumeur a couru qu'en contradiction avec la loi de séparation de l'Église et de l'État, la cathédrale avait été édifée avec des fonds publics. C'est inexact. Le ministère de la Culture et la Région Île de France ont subventionné partiellement le *Centre National d'Art Sacré* qui fait partie intégrante de la cathédrale mais a un fonctionnement autonome et son propre

accès. Dans ce strict cadre, les fonds publics représentent environ 2 millions d'euros.

4. (Doc 2) *Expliquez le choix du nom de la mosquée de Saint-Étienne.*

La mosquée de Saint Étienne porte le nom de l'actuel roi du Maroc, Mohammed VI car une grande partie du financement a été prise en charge par le Maroc.

La construction de cette nouvelle mosquée en remplacement de l'ancienne, petite et vétuste n'était pas chose facile. Les dons des fidèles ne suffisant pas, l'association qui gère le lieu s'est tournée vers le Maroc, qui a fourni cinq des huit millions d'euros nécessaires à la construction, le reste provenant de donateurs privés. La Grande mosquée – une des plus grandes de France – est désormais la propriété du royaume marocain, qui l'administre via son ministère des Affaires islamiques. Une subvention annuelle de 600 000 euros permet d'entretenir le bâtiment et de rémunérer la dizaine de salariés de l'équipe dont trois imams.

5. (Doc 2 et 3) *Comparez les financements des deux lieux de culte.*

La pagode a été financée exclusivement par les dons des fidèles, depuis l'achat de la vieille ferme jusqu'à sa transformation en lieu de culte pour la communauté vietnamienne. La mosquée de Saint-Étienne a été construite grâce à la large contribution d'un pays étranger, le Maroc.

6. (Doc 1 et 4) *Expliquez comment le maire d'une commune peut répondre à la demande d'un nouveau lieu de culte.*

Le maire est dans une situation embarrassante car il doit à la fois appliquer la loi de 1905 qui n'autorise aucun financement public pour un lieu de culte et garantir la liberté de culte dans des lieux décents. Les aménagements de la loi de 1905 permettent de trouver des solutions, par exemple sur le plan fiscal. (Voir plus haut). Les édifices du culte sont exonérés de la taxe d'habitation et de la taxe foncière. La commune peut accorder sa garantie à des emprunts émis par des associations culturelles pour la construction de nouveaux édifices du culte, consentir un bail emphytéotique de 99 ans pour 1 € symbolique. Mais toutes les communes ne choisissent pas cette solution.

Je construis mon point de vue

7. À quel(s) besoin(s) de la société la construction de lieux de culte répond-elle ? Pourquoi ces constructions peuvent-elles être un sujet de débat ?

La construction de lieux de culte répond au besoin de se retrouver pour pratiquer sa religion, un élément fort d'identité culturelle. Cela correspond au principe de liberté religieuse énoncé dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Des confessions variées ont été introduites en France par les immigrés au cours du xx^e siècle. Le bouddhisme est pratiqué par des milliers de réfugiés vietnamiens qui ont fui le Vietnam en 1974 lors l'arrivée des communistes au Sud Vietnam, l'islam par les travailleurs venus d'Afrique du nord lors des Trente Glorieuses, etc. Pour beaucoup, un lieu de culte permet de s'inscrire dans le territoire.

Cependant, dans certaines communes, surtout quand il s'agit de mosquées c'est un sujet de débat et un enjeu politique. Différentes questions peuvent prêter à discussion. Sur quel terrain va-t-on construire et l'architecture va-t-elle s'intégrer dans le paysage urbain? Les discours au sein de la mosquée peuvent-ils amener la radicalisation des croyants? Le cultuel et le culturel peuvent-ils être confondus? Des fonds publics pour le côté culturel peuvent-ils financer des activités soit-disant éducatives mais animées par des acteurs étrangers qui parlent mal français?

Mais le plus souvent, la construction de nouveaux lieux de culte se fait dans la sérénité.

Concilier libertés publiques et lutte contre les dérives sectaires (p. 156-157)

Je réagis

1. (Situation) *Selon vous, Internet est-il un «facilitateur» pour enrôler quelqu'un dans une secte? Justifiez votre réponse.*

Internet est aujourd'hui la plus grande porte d'entrée vers un possible enrôlement dans une secte. Un jeune, seul dans son coin, derrière un ordinateur, peut se laisser prendre par des images, des discours, puis se retrouver en totale incapacité de réagir et ne plus se rendre compte de la spirale dans laquelle il est entraîné. Les adolescents, parfois tourmentés, plein d'interrogations, représentent des cibles potentielles. Certains se laissent piéger par un cruel manque de connaissances et d'esprit critique.

Je m'informe

2. (Doc 1) *Relevez les libertés fondamentales énoncées dans le texte.*

Les libertés fondamentales sont définies dans la Déclaration de 1789. La liberté est indissociable de

la personne humaine, elle «consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui» (article 4). Ensuite des libertés particulières sont précisées : liberté d'opinion et de conscience (article 10), liberté d'expression (article 11). La liberté de chacun s'arrête là où commence celle de l'autre et la loi garantit la liberté de tous.

Cette liberté individuelle est complétée par les libertés collectives qui garantissent la place de chacun dans la société comme la liberté d'expression, de manifester, la liberté d'association, la liberté syndicale qui sont des moyens d'exercer nos libertés fondamentales.

3. (Situation, Doc 2 et 3) *Pour un individu, définissez comment se manifeste la dérive sectaire. Comparez l'article 10 et la définition de la dérive sectaire.*

Plusieurs signes peuvent indiquer une dérive sectaire. La personne tentée par une secte ne réfléchit plus par elle-même, se soumet aux exigences du ou des dirigeant(s). Elle se met à l'écart de son environnement d'origine, sa famille, ses amis, l'école, ses loisirs habituels. Elle adopte un langage propre au groupe, modifie ses habitudes alimentaires et tient un discours contre la société, les institutions, elle répond aux demandes financières de plus en plus importantes. Cette déstabilisation mentale entraîne l'embrigadement des plus vulnérables.

* Ces indicateurs d'alerte sont répertoriés dans le guide *Savoir déceler les dérives sectaires* dans la formation professionnelle édité par la Miviludes. Toutefois, ces signes sont rarement flagrants et nécessitent une attention particulière pour être mis au jour.

L'article 10 insiste sur la liberté d'opinion, on a le droit de penser ce que l'on veut sans être inquiété. Mais la liberté de penser ne doit pas être détournée et ne doit pas entraîner une dérive qui porte atteinte aux personnes, à leur à l'intégrité physique et à leur santé mentale.

4. (Doc 2) *Indiquez la peine prévue contre les sectes.*

La peine encourue est définie dans la loi About-Picard de 2001. Elle peut être financière (une amende prévue jusqu'à 400 000 €). Le «gourou» responsable d'une secte risque un emprisonnement de 3 ans.

Cette loi intervient dans un contexte particulier : des mouvements sectaires ont amené leurs membres à commettre divers crimes et ou délits contre les personnes (mort de membres de l'Ordre du Temple solaire en 1994 et 1995 dans le Vercors). Cette affaire a été un facteur majeur du durcissement de la lutte contre les sectes en France.

5. (Doc 4) Expliquez le but de la secte dont parle Voltaire en 1763. De telles manifestations peuvent-elles se produire de nos jours ?

Les adeptes de la secte dont parle Voltaire égorgent les petits enfants nouvellement baptisés afin qu'ils aillent directement au paradis. Ce type de secte ne semble plus possible. Mais de nos jours, des comportements relèvent du même fanatisme. Certains exhortent des jeunes gens à commettre des attentats-suicides, à combattre dans les rangs d'États terroristes (par exemple Daech) en leur promettant d'aller au paradis car ils mourront « en martyr ».

6. (Doc 5) Décrivez le dessin (la scène, les personnages, le lieu). Comment l'Église de scientologie est-elle considérée selon les États ?

La scène se déroule au tribunal, entre le juge et le prévenu, adepte de l'Église de scientologie. Ce dernier explique au juge comment extorquer de l'argent aux plus crédules... et le juge est prêt à payer.

L'Église de scientologie est classée en France parmi les sectes par plusieurs rapports parlementaires. En revanche, elle est considérée comme une religion aux États-Unis et dans des pays européens, comme l'Espagne, l'Italie, la Hollande ou la Suède. Lors du procès, les avocats de la scientologie ont invoqué une atteinte à la liberté religieuse alors que la cour d'appel de Paris a condamné pour « escroquerie en bande organisée », reprochant aux prévenus d'avoir profité de la vulnérabilité d'anciens adeptes pour leur soutirer de fortes sommes d'argent.

7. (Situation, Doc 5 et 6) Retrouvez le point commun entre ces documents. Pourquoi est-ce condamnable aux yeux de la loi ? Quelle serait votre attitude face à de telles situations ?

Les documents montrent que les sectes profitent de personnes vulnérables, des adolescents, des personnes fragilisées. En apparence, les victimes de sectes rentrent de leur plein gré dans un groupe qui semble capable de donner des réponses sécurisantes à des questions essentielles pour elles.

Je construis mon point de vue

8. Pourquoi la lutte contre les dérives sectaires est-elle difficile ? Développez votre argumentation.

La France s'est engagée dans une lutte dont l'objectif est de réprimer les dérives sectaires mais les difficultés sont nombreuses.

La France est un pays laïque, l'État doit respecter tous les cultes et n'en reconnaître aucun. Les mouvements « spirituels » sont donc a priori autorisés, seuls leurs délits sont répréhensibles. De plus, dans le droit français il n'y a pas de définition juridique

de la secte, ni de la religion afin de ne pas heurter les libertés de conscience, d'opinion et de religion garanties par les textes fondamentaux.

Pour autant, tout n'est pas permis au nom de la liberté de conscience ou de la liberté de religion. L'absence de définition de la secte n'efface pas l'existence de victimes de dérives sectaires. La loi fixe donc des bornes qui sanctionnent les abus sous le contrôle du juge.

L'État a créé en 2002 la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES) organisme placé sous l'autorité du Premier ministre. Sa mission est d'observer et d'analyser le phénomène des dérives sectaires, d'informer le public sur les risques qu'elles représentent et de coordonner l'action préventive et répressive des pouvoirs publics. En 2011, une centaine de procédures pénales impliquant un contexte sectaire étaient en cours d'instruction (source : ministère de la Justice)

S'engager dans un débat (p. 158-159)

Préparer le débat

1. (Doc 1) Classez les jours fériés en France par origine.

5 des 11 jours fériés en France sont des fêtes civiles comme le 1^{er} janvier « Nouvel an » jour férié depuis 1810, les autres sont liés à l'histoire.

– Le 1^{er} mai (fête du travail, jour chômé depuis 1919).

– Le 8-Mai (fin de la Seconde Guerre mondiale et la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie).

– Le 14-Juillet (commémoration de la fête de la Fédération, le 14 juillet 1790 qui célébrait la prise de la Bastille l'année précédente, fête nationale française par la loi du 6 juillet 1880.)

6 sont liés à des fêtes religieuses chrétiennes : Noël (naissance de Jésus), lundi de Pâques (résurrection de Jésus), jeudi de l'Ascension (montée au ciel de Jésus), lundi de Pentecôte (venue du Saint-Esprit sur les disciples de Jésus). Le 15 août (montée au ciel de la mère de Jésus) et la Toussaint (fête de tous les saints) sont des fêtes catholiques.

2. (Doc 2, 4 à 7) Dans deux colonnes, relevez les arguments pour et contre l'aménagement du calendrier des jours fériés en précisant, l'auteur, la date, le contexte.

POUR

A. La commission Stasi (doc 2) a adopté cette idée en 2003 proposée par le chercheur Patrick Weil. « Nous souhaitons introduire des « journées alterna-

tives», c'est-à-dire laisser au choix des salariés la date d'un jour férié : la Pentecôte, une fête d'une autre religion, ou, pour les athées, la possibilité de prendre un long week-end en septembre plutôt qu'en mai par exemple». Cela serait en accord avec le caractère privé de la religion, inscrit dans la loi, les croyants n'auraient pas à se déclarer comme tels – ce que seuls les chrétiens n'ont pas à faire aujourd'hui pour pratiquer leur religion».

B. Les directeurs de ressources humaines en 2012 (doc 6). C'est le souhait de trouver un équilibre entre la vie de l'entreprise et la vie privée des salariés. Les entreprises gagneraient en productivité, puisque tous les salariés ne seraient pas absents en même temps.

C. Les départements ultramarins (doc. 4). Le 14 février 2015, une proposition adoptée par l'Assemblée nationale permettra d'instaurer des jours fériés différents, remplaçant des fêtes chrétiennes, pour répondre aux spécificités des territoires. Par exemple, Diwali, la fête des Lumières célébrée par la diaspora indienne installée sur l'île de la Réunion, l'Aïd el Fitr, la fin du jeûne de ramadan, fêtée à Mayotte peuplée de 95 % de musulmans.

CONTRE

D. Les évêques de France, le 18 février 2015, au lendemain du texte adopté par l'Assemblée nationale. Pour eux, c'est une atteinte à l'Église catholique et une mauvaise interprétation de la laïcité.

Autres arguments contre

E. Des parlementaires le 24 février 2015 : L'unité française est fragilisée par l'adoption du texte qui donne de l'importance aux communautés.

« Jours fériés dans les DOM : pétition en ligne lancée le 24 février 2015 par Bruno Retailleau, sénateur et président du Conseil général de la Vendée (LR), Éric Ciotti Député et Président du Conseil général des Alpes-Maritimes (LR). S'attaquer au calendrier français, c'est fragiliser encore un peu plus l'unité française. Nos fêtes et les jours fériés qui l'accompagnent sont des éléments essentiels de notre histoire et de notre patrimoine communs. Dire cela, ce n'est pas afficher une préférence confessionnelle mais souligner une réalité culturelle. Créer des congés communautaires, c'est mettre en congé la République. »

3. Classez les arguments selon leur nature, économique, religieuse, philosophique, autre.

Les arguments A sont de nature laïque.

Les arguments B sont de nature économique.

Les arguments C et D sont culturels et religieux.

Les arguments C et E sont de nature socio-politique.

Évaluation 1. La notion de laïcité (pages 160/161)

Comprendre la situation

1. Décrivez la photo, remarquez la date, relevez les slogans. Donnez un titre au document.

Une foule nombreuse et compacte défile dans une rue de Toulouse le 10 janvier 2015. Les manifestants brandissent des pancartes pour la laïcité, pour la solidarité entre les peuples et contre le racisme.

Trois jours avant, ont eu lieu des attaques terroristes islamistes visant la rédaction du journal *Charlie Hebdo*, des policiers et des clients d'une supérette casher.

Le titre du document peut être « Marche pour les valeurs de la République »

Mobiliser ses connaissances

2. Citez les dates qui mettent en place la laïcité en France. Dans quels domaines est-elle appliquée ?

La laïcité se met en place par étapes. En 1881/82, les lois Jules Ferry instaurent l'école gratuite, obligatoire et laïque, la loi de 1886 la laïcité des personnels dans l'enseignement public. Les crucifix sont décrochés des salles de classe. Les religieux sont expulsés des établissements scolaires.

En 1905, la loi sépare les Églises et l'État, c'est une nouvelle pierre à l'édifice de la laïcité. Inscrite en 1946 dans la Constitution de la IV^e république, la laïcité est réaffirmée en 1958 dans la Constitution de la V^e République. En 2004, sous la présidence de Jacques Chirac la loi interdit les signes qui reflètent ostensiblement une appartenance religieuse dans les écoles publiques.

La laïcité s'applique à la République, aux services publics (sécurité, justice, enseignement, santé et protection sociale, et à leurs agents dans les hôpitaux, l'enseignement, l'armée, etc..) mais pas aux personnes, qu'elles soient dans l'espace public ou dans un espace privé.

3. Énoncez les objectifs de la laïcité.

Les objectifs de la laïcité sont liés aux droits fondamentaux de la personne. On peut citer :

- la liberté de conscience et ses conséquences, la liberté de culte, la liberté de manifester ses convictions dans les limites de l'ordre public, de changer de convictions ou de les abandonner ;

- l'égalité de traitement entre les différentes religions et convictions philosophiques, égalité toujours difficile à atteindre ;

- le respect des convictions de chacun pourvu qu'il les manifeste de façon tranquille.

Défendre un point de vue

4. Traitez l'une des questions ci-dessous.

– Le mot « Laïcité » a été élu « Mot de l'année » par un jury d'experts de la langue française et par plus de 100 000 votants (sur le site motdelannee.fr). Expliquez le mot en vous inspirant des propositions ci-dessous : J'ai compris que la laïcité, c'est... Elle sert à... Elle nécessite de... Elle protège de... Elle empêche de... Elle permet de...

J'ai compris que la laïcité c'est d'abord la liberté de conscience, celle de croire, de ne pas croire, de changer de conviction ou de n'en avoir aucune. C'est le droit de « n'être comme personne ». C'est aussi la neutralité de l'État fixée par la loi de séparation des Églises et de l'État depuis 1905. La laïcité a offert la liberté à toutes les religions sans n'en soutenir aucune, sans verser d'aide financière publique. Elle protège des pressions qui empêchent de faire ses propres choix.

Elle sert à garantir l'égalité de traitement de tous les citoyens quelles que soient leurs origines, leurs convictions, leurs appartenances.

Elle permet à chacun de vivre ses identités multiples – ethnique, culturelle, religieuse – en conformité ou en opposition aux traditions familiales donc de construire son avenir plutôt que de subir un destin tout tracé. Elle permet à tous de bien vivre ensemble.

Elle nécessite d'être enseignée, expliquée et appliquée par tous les agents des services publics.

Elle empêche les intolérances et les exclusions.

– La laïcité est « un règlement juridique et un art de vivre ensemble ». Justifiez ce propos et donnez des exemples pour l'illustrer.

La laïcité est un règlement inscrit dans un cadre juridique et législatif. La Constitution de la V^e République consacre le principe de la laïcité de l'État (article 1^{er} de la Constitution de 1958), l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen garantit la liberté d'opinion et d'expression. La loi de 1905 énonce la séparation entre l'État et les affaires religieuses (l'État neutre est la traduction concrète du principe de laïcité), la liberté religieuse et de conscience.

Le principe de laïcité est aussi « un art de vivre ensemble » avec des règles nécessaires pour le bien de tous. Sa mise en œuvre est parfois compliquée.

Par exemple, la loi interdit de subventionner les cultes, mais les maires sont confrontés aux besoins de lieux de culte, notamment de la part de la communauté musulmane. Une solution pragmatique s'est imposée avec le recours au bail emphytéotique de 99 ans.

Il faut gérer la demande d'autorisation d'absence pour la célébration des fêtes religieuses qui ne sont pas dans le calendrier, la question du choix des menus dans les cantines.

Un nouvel équilibre entre laïcité, liberté de culte et intérêt public s'installe pour vivre ensemble dans la diversité.

Évaluation 2. Exercice des libertés et risque d'emprise sectaire

Comprendre la situation

1. (Doc 1) Décrivez les personnages du dessin. Qui représentent-ils ? Trouvez un adjectif qui les qualifie.

Au premier plan, une femme vêtue de blanc, coiffée d'un bonnet phrygien s'adresse à une dizaine de personnes debout au second plan. Certains affichent un symbole de leurs convictions – anarchiste, juif, catholique, musulman. Celle qui domine la scène, c'est Marianne, incarnation de la République française, icône de la liberté et de la démocratie. En face, des citoyens ordinaires aux croyances diverses ou sans croyance, l'écoutent. Elle rappelle que la liberté de croyance, politique, religieuse est un fondement de la République.

2. (Doc 2) Expliquez le rôle de l'État face aux croyances.

L'État est neutre face aux croyances. Toutes sont possibles dans le respect de la loi. Mais la neutralité de l'État ne doit pas permettre le développement de croyances contraires aux principes démocratiques. L'État doit être vigilant face aux dérives des mouvements sectaires qui portent atteinte à l'intégrité morale ou physique des personnes les plus vulnérables. C'est un équilibre à trouver.

Mobiliser ses connaissances

3. (Doc 1 et 2) Donnez la date et énoncez la loi évoquée par les deux documents.

La loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État « assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes. »

4. (Doc 2) Quelles sont les libertés fondamentales, où et quand ont-elles été énoncées ?

Les libertés fondamentales sont définies dans la Déclaration de 1789. La liberté, indissociable de la personne humaine, « consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui » (article 4). Ensuite des libertés particulières sont précisées : liberté d'opinion et de conscience – on a le droit de penser ce

que l'on veut sans être inquiété (article 10), liberté d'expression (article 11). La loi garantit la liberté de tous. Les libertés fondamentales sont reprises dans la déclaration universelle de 1948.

5. (Doc 2) De quels moyens dispose l'État contre les dérives sectaires ?

Il y a peu de moyens face aux dérives sectaires car la liberté de croyance est un droit fondamental. Cependant, la loi punit ceux qui détournent la liberté de penser en entraînant des personnes vulnérables vers des sectes. La peine encourue, définie dans la loi About-Picard de 2001, peut être une amende (jusqu'à 400 000 €) ou l'emprisonnement (3 ans possibles).

L'État a mis en place en 2002 la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES) sous l'autorité du Premier ministre afin d'observer, d'analyser le phénomène des dérives sectaires, d'informer le public sur les risques qu'elles représentent et de coordonner l'action préventive et répressive des pouvoirs publics.

Défendre un point de vue

6. Traitez l'une des questions ci-dessous.

– *Peut-on tout faire au nom de la liberté de conscience ou de religion ? Argumentez votre réponse.*

La liberté de conscience ou de religion a les limites énoncées dans la Déclaration de 1789. «La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits». En prenant l'exemple cité par Voltaire, on peut remarquer que les adeptes de la secte ont toute liberté de croire à ce qui est énoncé

comme une religion. Mais quand ils égorgent les petits enfants, sans tenir compte de la douleur des parents, c'est condamnable.

La liberté de religion ne doit pas contrevenir aux droits fondamentaux et ne doit pas enfreindre la loi. La loi prévoit des sanctions contre les abus commis par des mouvements qui se réclament d'une religion. On peut évoquer les escroqueries (l'Église de scientologie condamnée pour escroquerie en bande organisée), la mise en danger de jeunes gens attirés par des mouvements terroristes.

– *La laïcité limite-t-elle les dérives sectaires ? Argumentez votre réponse.*

La laïcité de la République garantit à chaque citoyen sa liberté de conscience. Il peut se définir comme croyant, non croyant ou athée, adhérer à telle philosophie ou telle morale, les formes de croyance sont très nombreuses. Dans ce cadre, il est possible à une personne de créer un groupe fermé, une secte.

La laïcité est aussi liée à la neutralité de l'État. L'État neutre garantit à la fois la protection de la liberté de conscience de chacun et la sauvegarde de l'ordre public qui peut être troublé par les agissements d'un mouvement sectaire. L'État s'est engagé dans la prévention des dérives sectaires (la Mission de vigilance, Miviludes) et la répression des mouvements qui extorquent de fortes sommes d'argent, violent la liberté des personnes et portent atteinte aux plus vulnérables. En France, pays laïque, l'Église de scientologie – considérée comme une secte et non comme une religion – a été condamnée pour escroquerie par un tribunal.

Ces aspects montrent que la laïcité peut limiter les dérives sectaires.

THÈME 2

Biologie, éthique, société et environnement

Ce chapitre est le deuxième thème d'étude d'enseignement moral et civique. La réflexion porte sur l'appartenance à une société démocratique contemporaine, qui organise de grands débats sur les questions éthiques posées par la biologie, la médecine et l'environnement. Les instructions officielles demandent spécifiquement de réfléchir aux enjeux moraux et civiques que les progrès scientifiques et technologiques suscitent dans notre société.

Problématique générale du sujet d'étude

Les progrès scientifiques et technologiques des ^{xx^e}-^{xxi^e} siècles ont considérablement transformé les êtres vivants et leurs milieux de vie. Ils ont prolongé l'espérance de vie, amélioré la santé des individus et ont permis parfois de franchir les limites posées par la Nature (création d'OGM destinés à produire davantage, multiplication de vaccins, fécondations assistées par la médecine...). L'expansion urbaine, l'industrialisation, le développement des réseaux de transport ont modifié durablement l'environnement et amplifié le phénomène de pollution. Mal contrôlés, mal utilisés, ces progrès peuvent devenir un danger pour les sociétés comme pour l'environnement : armes biologiques, ondes électromagnétiques excessives, pollution des transports, manipulations génétiques...

Des règles de conduite morale s'imposent dans le respect des droits de l'homme et de l'environnement pour utiliser au mieux ces progrès. La réflexion autour de l'usage de ces derniers aboutit à l'établissement d'une bioéthique et d'une éthique médicale, un ensemble de règles morales à adopter face à des situations complexes génératrices de débat en matière de santé, d'environnement et de biologie. La bioéthique s'applique à toute forme d'être vivant, végétal, animal ou humain. L'État répond à ces interrogations par la création d'organismes publics (ex : Comité consultatif national d'éthique) et par la promulgation de lois (lois de bioéthique en 1994, lois contre le clonage humain...). L'État et de nombreuses ONG encouragent de plus les pra-

tiques responsables qui conduisent au développement durable et à la protection de l'environnement.

Les pages d'ouverture amorcent l'étude par une illustration des progrès de la médecine, appliqués pour «réparer», voire améliorer des capacités humaines que l'on croyait perdues, et par une affiche de sensibilisation à la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique et de protéger l'environnement, dans l'intérêt de nos sociétés actuelles et futures. La biologie est ainsi présentée à la fois comme une source de progrès pour l'humanité et l'environnement, et comme une science dont il faut vite maîtriser les limites et les dérives sur les sociétés comme sur notre environnement.

Trois sujets sont ensuite proposés pour illustrer le thème. Ils commencent toujours par définir un aspect du débat éthique autour des progrès scientifiques, rappellent la loi en vigueur sur l'usage de ces progrès et dénoncent les dérives possibles de ceux-ci. Il s'agit d'amener l'élève à comprendre la nécessité de poser des règles d'éthique dans ces nouveaux usages.

– La réflexion sur **le bébé-médicament** est l'occasion de cerner la question de la bioéthique : doit-on sauver à tout prix, sans considération pour les «moyens médicaux» employés afin d'aboutir au résultat espéré? Un être humain peut-il être conçu dans un seul but de sauver une autre vie? La situation montre que des lois de bioéthique doivent encadrer ces activités et évoluer au fil des progrès scientifiques.

– **Le débat sur la fin de vie** pose la question de l'éthique médicale, c'est-à-dire de la conduite à tenir face à des situations médicales complexes et extrêmes. Il est l'occasion de réfléchir sur la ques-

tion du traitement, de ses dérives éventuelles et du consentement du patient.

– **La responsabilité environnementale** concerne la nécessité de préserver l'environnement pour transmettre aux générations futures un monde viable, capable de leur fournir les ressources dont ils auront besoin. L'interdépendance entre l'homme et la nature est soulignée. La notion de principe de précaution est abordée autour de la question de la pollution atmosphérique : elle souligne l'importance d'anticiper sur des risques encore incertains mais potentiellement dévastateurs, sans pour autant freiner la recherche et le progrès scientifique. Chaque sujet est accompagné d'une rubrique « à retenir » qui rappelle les grandes lignes de chaque débat.

Une double page «s'engager dans un projet» permet d'approfondir par une approche différente la question bioéthique majeure de la protection de l'environnement à travers l'application de mesures responsables et durables. Ces pages répondent à une attente des instructions officielles : les élèves doivent s'engager dans la défense d'une cause, préparer une charte d'engagements éco-responsables pour améliorer l'environnement dans le cadre de leur lycée.

Une double page d'évaluation conclut le thème. Le premier sujet reprend la question de la responsabilité environnementale et du principe de précaution, à travers l'exemple de la diffusion des ondes électromagnétiques, et de l'existence de gens «hyperélectrosensibles». Le deuxième sujet traite d'un aspect complexe de la bioéthique : la diffusion des OGM et leur encadrement légal.

Ouverture (p. 162-163)

1. (Doc 1) Indiquez la fonction du SaeboFlex. Expliquez le titre : « De l'homme réparé à l'homme augmenté ».

Le SaeboFlex est un gant doté d'un appareillage complexe, qui amplifie la sensation de toucher pour les gens qui souffrent de problèmes neurologiques et qui ont perdu la capacité de percevoir le fait de prendre des objets. Il sert à réapprendre à maîtriser ce sens et peut permettre à une personne atteinte de traumatismes crâniens de retrouver la capacité perdue.

Le titre du document fait référence aux progrès de la médecine. La recherche permet dans cet exemple de «réparer» un patient souffrant de troubles neurologiques; elle pourrait peut-être amplifier le sens du toucher d'un individu, le rendre plus précis

dans ses gestes au point de le rendre «augmenté», capable de dépasser ses propres compétences initiales. L'exemple s'inscrit dans les progrès de la biologie et du rôle de l'individu dans la société.

2. (Doc 1) Une main artificielle pourrait vous transformer en surhomme : seriez-vous prêts pour autant à vous en équiper, hors d'une situation de handicap ?

Un premier débat peut découler de cette réflexion : jusqu'où un individu serait-il prêt à aller pour améliorer ses performances ? Une prothèse peut être nécessaire pour remplacer un membre déficient; mais un individu bien portant serait-il prêt à s'équiper d'un tel appareil pour acquérir par exemple une force surhumaine ? Le débat porte ainsi sur une question de bioéthique. L'individu qui accepte un tel équipement de façon permanente améliore ses performances mais renonce à une partie de son identité en acceptant de s'équiper d'un appareil artificiel, qui remplace l'usage normal de son bras sain par exemple... L'évolution de l'homme est jusqu'à présent toujours passée par une meilleure connaissance du fonctionnement du corps humain; est-on prêt à renoncer à une partie de ce corps naturel pour la remplacer par des pièces artificielles ? Une question éthique se pose alors, face à la définition de l'être humain. De telles modifications sont-elles souhaitables ? Ne risquent-elles pas d'aboutir à des problèmes futurs de santé, à un rejet par l'organisme de ces artifices ? Une question d'éthique médicale se pose également : une opération médicale peut-elle éthiquement se réaliser alors que le patient est en bonne santé ? Quel regard extérieur se poserait sur un individu qui accepterait de telles modifications sur son propre organisme ? La réponse de l'élève, quelle qu'elle soit, doit impliquer une réflexion morale sur les implications conséquences d'une telle modification de l'être humain. Certains peuvent répondre que des solutions naturelles, saines, existent pour améliorer ses performances : l'activité sportive, une alimentation saine et équilibrée, une hygiène de vie irréprochable. Ils peuvent aussi se poser la question de l'intérêt de telles performances surhumaines, quand de nombreuses machines parviennent à des résultats équivalents, sans avoir besoin de mettre sa santé en danger... Une réflexion morale doit aboutir ensuite à l'établissement, par la société, de règles éthiques, qui autorisent ou condamnent certaines pratiques, à l'aune de la dignité humaine et de la santé.

3. (Doc 2) Décrivez la composition de l'affiche. Expliquez le titre et le sous-titre.

L'affiche montre un vaste espace maritime, froid, surmonté d'un ciel nuageux. Un bras et une main fermée le traversent, de façon à ce que seules les articulations des doigts couvertes de gel apparaissent à la surface. La scène se situe au pôle, elle évoque l'accélération de la fonte des glaciers, qui pourrait provoquer une élévation du niveau de la mer et donc des changements climatiques majeurs dans les décennies à venir. L'élévation du niveau de la mer risque de redessiner certaines côtes, d'entraîner l'apparition de migrants climatiques, et de perturber la faune et la flore des milieux bioclimatiques à la surface du globe. Le poing fermé fait écho à la notion d'engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique, titre de l'affiche. Le sous-titre « pour tout changer, nous avons besoin de tous ». « Paris climat 2015 » fait référence aux espoirs portés dans la COP21, tenue dans la capitale française en décembre 2015, pour inciter les États de la planète à se mettre d'accord pour limiter l'émission de pollution atmosphérique, dans le but de ralentir le réchauffement climatique. Pour que les mesures soient efficaces, la réduction de la pollution doit être planétaire.

4. (Doc 2) Relevez les problèmes éthiques soulevés par le document.

Depuis les années 1960, de nombreux États prennent conscience de la nécessité de coopérer pour protéger l'environnement et les milieux de vie. La conférence des Nations Unies de Stockholm (1972) lie la protection de l'environnement aux droits de l'homme et en particulier à la dignité humaine. Depuis le sommet de Rio (1992), de nombreuses conférences et sommets mondiaux ont opté pour le développement durable. Ainsi, de nombreux États du monde se sont engagés à réduire la pollution, à protéger l'environnement, pour transmettre à leurs enfants un monde dans le meilleur état possible, afin qu'ils puissent vivre dans de bonnes conditions et retirer de la nature leurs moyens de subsistance (COP21). Or, une politique efficace passe par une entraide et une participation de tous... Mais, problème éthique majeur, certains États ne veulent pas participer à cet engagement : ils estiment ne pas en avoir les moyens financiers, ils ne veulent pas freiner leur développement industriel, ou alors, selon eux, la question du réchauffement climatique est exagérée...

L'interdépendance entre l'homme et la nature est de plus en plus établie; les sociétés ont une responsabilité dans le maintien d'un environnement

sain, qui est nécessaire à leur propre survie. La charte de l'environnement (2004) établit un droit français à vivre dans un environnement sain (référence à la santé) et équilibré (référence à l'équilibre des milieux de vie). Un droit universel au développement durable est cependant encore loin d'être acquis, bien que des organismes travaillent à son élaboration (Organisation mondiale de la Santé).

« Le bébé médicament », naître pour sauver ? (p. 164-165)

Je réagis

1. (Situation) Expliquez le but du « bébé-médicament ».

Le « bébé-médicament » est un bébé conçu avec l'aide de la médecine : sa naissance a pour but de soigner un autre enfant de la fratrie atteint d'une maladie grave, incurable, voire mortelle.

2. (Situation et Doc 2) Après avoir lu l'avis du Dr Kahn, donnez votre avis sur cette appellation. Approuvez-vous les raisons de la naissance du petit Umut ?

Dans le respect de la démarche de l'EMC, les élèves expriment librement leurs réactions. On peut confronter les réactions de début de séance à celles exprimées en fin de séance.

3. (Doc 1) Définissez le terme « bioéthique ». Selon vous, des lois sont-elles nécessaires dans ce domaine ? Pourquoi ?

La bioéthique (bio= la vie; éthique = la morale) étudie les problèmes moraux soulevés par la recherche biologique, médicale ou génétique, et certaines de ses applications (procréation médicalement assistée, clonage, prélèvement d'organes, euthanasie...). Des lois sont nécessaires dans ce domaine pour éviter des dérives, des abus (il s'agit de manipuler le « vivant »), et pour empêcher l'homme de devenir un « apprenti sorcier ».

Je m'informe

4. (Situation et Doc 1 et 2) Identifiez les étapes de la création du bébé, en tenant compte du cadre légal.

Le futur « bébé médicament » est créé d'abord par fécondation in vitro, puis sélectionné comme étant indemne de la maladie héréditaire et compatible avec le frère ou la sœur malade, et enfin transféré dans l'utérus de la mère. Les lois de bioéthique de 1994 (contrôle de l'assistance médicale à la procréa-

tion, du diagnostic prénatal), et celle de 2013 (encadrement des tests génétiques et de dépistage avant la naissance) constituent le cadre légal.

5. (Situation et Doc 1) Montrez que le « bébé-médicament » entraîne des conséquences sur le plan légal.

Le « bébé-médicament » a fait évoluer et préciser la législation. Face aux progrès de la science, de la médecine, il était important et urgent d'encadrer des pratiques nouvelles par des lois, de leur donner un cadre légal. Le CCNE, créé en 1983, est obligatoirement consulté avant promulgation des lois de bioéthique, dont les premières datent de 1994. Ces lois évoluent au fil du temps, selon les avancées scientifiques : elles sont révisées en 2011, approfondies et précisées en 2004 et 2013.

6. (Doc 2) À l'aide de ces trois réactions, présentez les arguments favorables à cette naissance et ceux qui y sont opposés.

- Les arguments favorables à cette naissance : faire naître un enfant indemne de la maladie ; soigner une membre de la fratrie atteint de la maladie et accroître ses chances de survie, de guérison ; aimer cet enfant comme les autres, car il s'agit d'un être unique et irremplaçable, qui est sa propre finalité
- Ceux qui y sont opposés : l'enfant est conçu comme étant un instrument, un moyen, un objet ; il y a des risques de dérive : choix du sexe, de la couleur des yeux ou des cheveux, création d'un bébé objet, marchandise jetable quand il ne sert plus.

7. (Doc 3) Quel avis ce dessin partage-t-il ? Comment appuie-t-il les réserves précédentes ?

Ce dessin partage l'avis de l'Eglise, car selon sa maman, ce bébé est né avant tout pour soigner sa sœur. Il appuie les réserves précédentes : le bébé est conçu et considéré comme un médicament qui pourra guérir sa sœur, il est sur le dessin un simple un instrument de soin.

Je construis mon point de vue

8. Et vous, qu'auriez-vous décidé si vous aviez été la maman d'Asya ? Est-il acceptable de concevoir un enfant pour en sauver un autre ?

Point de vue en faveur de la naissance d'Umut

Si j'avais été la maman d'Asya, c'est sans hésiter que j'aurais donné naissance à Umut. En effet, les progrès de la médecine permettent aujourd'hui d'aider les parents porteurs d'un certain gène déficient de concevoir un enfant indemne de la maladie. De plus, cet enfant sain peut guérir sa sœur malade. Il évite ainsi maintes souffrances à sa famille, parents

et fratrie. Ce bébé sera avant tout conçu par amour, pour lui, pour ses frères et sœurs. C'est un enfant de l'espoir, de la victoire de la vie sur la maladie, le handicap, la mort. Il faut savoir profiter des opportunités qu'offre notre époque, ne plus subir sans réagir, éviter la souffrance qu'est celle de mettre au monde un enfant malade. Umut existe avant tout pour lui, il est unique. Et ce petit être en parfaite santé, dont l'existence va permettre de soigner sa sœur malade, apporte joie et bonheur à toute la famille. Oui, il est acceptable de concevoir un enfant pour en sauver un autre.

Point de vue opposé

Si j'avais été la maman d'Asya, je n'aurais certainement pas donné naissance à Umut. Il faut laisser faire la nature. Cet enfant est fabriqué artificiellement, dans une éprouvette. Au moment de sa conception, il subit des manipulations de laboratoire au lieu de bénéficier de la chaleur protectrice du ventre de sa mère. Et puis, il va naître simplement pour servir de médicament à sa sœur. Il n'est pas créé pour lui-même mais comme moyen de guérison de sa sœur. Ce petit être innocent est avant tout un instrument. Il n'est pas acceptable de concevoir un enfant pour en sauver un autre. Un enfant existe avant tout pour lui et par lui-même.

L'éthique médicale et la fin de vie (p. 166-167)

Je réagis

1. (Situation) Rappelez dans quelle situation Vincent Humbert se trouve, à qui il s'adresse et dans quel but. Présentez ses arguments.

À la suite d'un accident de la circulation qui l'a plongé dans un coma de neuf mois, Vincent Humbert est paralysé à vie, il ne peut communiquer que par une légère pression du pouce sur des lettres. Il s'adresse au président de la République J. Chirac pour lui demander le droit de mourir. Il dit qu'il est dans un état grabataire sans possibilité d'amélioration, que toute communication est pour lui réduite au minimum, que sa maman a tout sacrifié pour être à ses côtés, qu'il est lucide et responsable de ses décisions.

2. (Situation) Que ressentez-vous à la lecture de la lettre ?

Dans le respect de la démarche de l'EMC, les élèves expriment librement leurs réactions. On peut confronter les réactions de début de séance à celles exprimées en fin de séance.

3. (Situation) *Qui répond à sa demande? Qualifiez cette aide et justifiez votre réponse.*

C'est sa mère qui répond d'abord à sa demande en lui administrant des substances nocives. Après accord de la famille, le docteur Chaussoy prend le relais. C'est un geste d'amour et de courage de la part de la mère, de compassion et de courage en ce qui concerne le médecin, la loi interdisant toute aide à la mort.

Je m'informe

4. (Situation et Doc 1) *Que dit la loi au moment de l'envoi de cette lettre? Quelles sont les avancées de la législation sur la fin de vie après «l'affaire V. Humbert»?*

Au moment de l'envoi de cette lettre, la loi Kouchner de 1999, renforcée en 2002, limite l'acharnement thérapeutique, instaure les soins palliatifs, mais n'autorise pas l'euthanasie. Après «l'affaire V. Humbert», la législation évolue. La loi Leonetti (relative aux droits des malades et à la fin de vie) de 2005 interdit l'acharnement thérapeutique, promet les soins palliatifs et donne au patient la possibilité de refuser tout traitement. Elle est renforcée en 2015 par la loi sur la fin de vie qui instaure le droit à une sédation «profonde et continue» jusqu'au décès des malades en phase terminale, et elle rend contraignantes les «directives anticipées».

5. (Doc 2) *Quel avis cet auteur handicapé émet-il sur l'euthanasie? Selon lui, qu'apporte la loi Leonetti?*

L'auteur handicapé est contre l'euthanasie. Selon lui, la loi Leonetti, par des soins palliatifs accessibles à tous, entend réduire la douleur physique des malades et la souffrance morale de leur entourage.

6. (Doc 1 et 3) *Expliquez le sens du dessin. À quelles lois de la fin de vie fait-il référence et quels risques de dérives dénonce-t-il?*

Le dessin traite de la fin de vie et du débat sur l'euthanasie. Les proches s'interrogent si accélérer la mort du malade n'est pas préférable à son maintien en vie dans la souffrance. Le dessin fait référence à la loi de 2005 qui permet au malade le refus de tout traitement, et surtout à celle de 2015 qui lui donne le droit à une sédation profonde et continue jusqu'au décès, si telle est sa volonté. Les risques de dérives dénoncés sont : soulager et libérer les proches, réduire les coûts financiers pour la société.

Je construis mon point de vue

7. *Expliquez votre position sur la question de la fin de vie. Justifiez votre réponse par des argu-*

ments précis, en vous aidant de cas pris dans l'actualité (Vincent Lambert, le docteur N. Bonnemaison...).

Exemple de réponse

À une époque où la science progresse à pas de géant et où la médecine accomplit des prouesses, il n'est pas concevable de laisser souffrir des personnes en fin de vie. Au pays des Droits de l'homme, où la liberté est une valeur fondamentale, tout malade sans aucun espoir de guérison a le droit de ne pas souffrir. On dispose aujourd'hui de tout un arsenal de substances pour enrayer la douleur, endormir un patient jusqu'à sa mort. La loi de 2005 permettait le refus de tout traitement, celle de 2015 va plus loin puisqu'elle instaure le droit à une sédation profonde et continue jusqu'au décès. Vincent Humbert, paralysé à vie, demande en 2002 au président de la République, le droit de mourir, d'être euthanasié. La loi l'interdit, mais sa mère décide de mettre un terme à la vie de son fils. Des médecins, malgré le serment prononcé, compatissent à la souffrance de malades sans espoir de guérison et les aident à mourir : ainsi le docteur Chaussoy, et plus récemment le docteur Bonnemaison. Traduits devant la justice, ils risquent l'emprisonnement, la radiation de leur métier. Ces derniers temps, la presse s'est fait l'écho de l'affaire Vincent Lambert, dont la famille se déchire. À la suite d'un terrible accident, ce jeune homme est dans un état végétatif depuis de longs mois, il ne peut plus s'exprimer. Son épouse veut abréger ses souffrances, ses parents se prononcent pour son maintien en vie coûte que coûte. Depuis 2015, la législation autorise le droit à une sédation profonde et continue jusqu'au décès, elle rend contraignantes les directives anticipées, ce qui permet d'éviter de tels dramatiques désaccords.

La pollution urbaine automobile, suffoquer ou agir (p.168-169)

Je réagis

1. (Situation) *Que ressentez-vous en regardant ce panneau ayant pour fond le ciel de Paris?*

Ce panneau ayant pour fond le ciel de Paris laisse un sentiment d'angoisse, de malaise, une impression d'étouffement : tout est gris, indistinct, voilé par la fumée.

2. (Situation et Doc 1) *Identifiez les principaux polluants atmosphériques en milieu urbain. Indiquez leurs sources en insistant sur la principale.*

Les principaux polluants atmosphériques en milieu urbain sont l'oxyde d'azote, le dioxyde de carbone (CO₂) ou gaz à effet de serre, les particules fines. Ils proviennent en partie du chauffage domestique, des fumées industrielles mais surtout des transports, principalement des voitures particulières.

3. (Situation) Énumérez les conséquences de la pollution atmosphérique sur la santé des habitants.

La pollution atmosphérique en France provoque des milliers de décès (40 000 chaque année), réduit l'espérance de vie, coûte cher à la société

Je m'informe

4. (Doc 2 et 3) À l'aide de la charte et du débat, expliquez ce qu'est le principe de précaution lié à la pollution, et précisez son but.

Le principe de précaution lié à la pollution entend prévenir des risques potentiels et incertains par l'instauration de mesures provisoires et proportionnées. Son but est d'éviter la réalisation du dommage.

5. (Doc 2, 3 et 4) Relevez les mesures adoptées par l'État en juin 2015 et celles prises par la mairie de Paris en 2014 et 2015. Lesquelles relèvent du principe de précaution ou de celui de prévention ?

- Les mesures adoptées par l'État en juin 2015 relèvent du plan gouvernemental contre la pollution :
 - favoriser le stationnement et la circulation des véhicules moins polluants («certificat qualité de l'air»),
 - inciter les élus locaux à mettre au point des projets («Villes respirables en 5 ans»),
 - encadrer la lutte contre la pollution (développer les «voitures propres»),
 - aider financièrement à lutter contre la pollution de l'air.
- Celles prises par la mairie de Paris en 2014 et 2015 concernent la circulation automobile lors des pics de pollution : circulation alternée, réduction de la vitesse autorisée.

Je construis mon point de vue

6. Et vous, quelles actions proposeriez-vous pour rendre l'air plus respirable dans les villes ? Donnez vos raisons.

Pour rendre l'air plus respirable dans la ville, il paraît indispensable de réduire, voire d'éliminer la voiture particulière dans les centres urbains, qui doivent rester le royaume des piétons. Dans ce but, tout un réseau de transports en commun (trains, cars)

rapides, propres et bon marché, des parkings gratuits permettront aux banlieusards d'accéder aux portes de la cité : là, ils trouveront métros, trams et bus qui les conduiront en son cœur. Les particuliers qui ne voudront pas renoncer à leur véhicule individuel paieront un droit d'entrée élevé, comme dans certaines capitales européennes (Londres, Oslo, Bergen, Milan, Dublin, Singapour...). Des parcs de stationnement et des voies de circulation seront réservés aux véhicules dits «propres». Des aides financières viendront aider ceux dont la voiture individuelle est un outil de travail (chauffeurs de taxi, ambulanciers) : ils pourront céder leur vieux véhicule polluant contre une voiture électrique. L'air de nos villes deviendra alors respirable, la rue sera rendue à ses habitants, adultes, enfants et vieillards, aux piétons.

S'engager dans un projet (p. 170-171)

Préparer le projet

1. (Doc 1) Relevez les principaux objectifs de la COP21

La 21^e conférence des parties sur les changements climatiques (COP21) réunit 196 États du monde à Paris en décembre 2015, pour lutter contre le réchauffement climatique et soutenir la diffusion des comportements responsables, en faveur du développement durable. La conférence a un but de sensibilisation de l'opinion internationale ; elle rappelle que l'avenir de la planète, donc le bien-être des générations futures, dépend de notre capacité à gérer correctement les ressources et à pouvoir transmettre aux générations futures les moyens de pouvoir répondre à leurs besoins.

La COP21 s'est efforcée de trouver un accord entre les États du monde. Le premier objectif de cet accord est de réduire la pollution et ralentir ainsi le réchauffement climatique, qui menace nos sociétés. Le second est de passer progressivement à des sociétés moins polluantes, plus respectueuses de l'environnement, capables d'adopter des comportements éco-responsables (transports durables, tri sélectif des déchets, limitation de la pollution atmosphérique, consommation de produits locaux pour limiter les transports polluants...).

2. (Doc 2) Relevez les mesures de développement durable adoptées par le lycée Léonard de Vinci.

Le lycée est classé HQE (à haute qualité environnementale), car il répond à de nombreux critères éco-responsables.

– Il s’efforce d’économiser l’énergie et les ressources : les surfaces vitrées le rendent lumineux et permettent de limiter l’usage de lumière électrique ; des chaudières à condensation et des panneaux solaires assurent un chauffage « propre » qui ne consomme pas d’énergies fossiles. La récupération d’eau de pluie permet de limiter la consommation d’eau.

– Il est construit en matériaux isolants et possède des toits végétalisés : il garde davantage la chaleur et économise ainsi l’énergie. Le recyclage de l’air et les toits végétalisés favorisent un bon environnement.

– Il pratique le tri des déchets et en particulier le recyclage de ceux issus de l’entretien des espaces verts. Ces derniers, nombreux dans l’établissement, créent un environnement agréable.

3. (Doc 1 et 2) Montrez que ce lycée correspond aux attentes de la COP21.

Ce lycée correspond pleinement au premier objectif qui consiste à limiter la pollution et à ralentir le réchauffement climatique : il n’utilise pas de mode de chauffage polluant, il consomme une électricité issue en grande part de l’énergie solaire et de chaudières à condensation, il s’entoure de nombreux espaces verts...

Il répond également au second objectif, l’adoption de comportements éco-responsables : il emploie des matériaux isolants et biodégradables, recycle ses déchets, économise l’eau, renouvelle naturellement son atmosphère. Il implique la communauté éducative dans cet apprentissage des comportements éco-responsables, en montrant à tous ses membres au quotidien comment vivre confortablement sans consommer d’énergies fossiles et sans gaspiller des ressources.

4. (Doc 3) Classez par ordre les modes de transport, du moins polluant au plus polluant. Précisez l’intérêt du site « opération carbone lycée ».

Les déplacements les plus propres sont ceux effectués à pied et à vélo ; viennent ensuite les transports en commun : avec un seul moteur polluant, ils permettent d’acheminer plusieurs personnes, d’éviter que chacune utilise un véhicule polluant. Les plus polluants sont les véhicules individuels, ne transportant qu’une ou deux personnes, alors que leur moteur pollue autant que celui d’un transport en commun.

Le site « opération carbone lycée » concerne à la fois la prévention des risques liés à la pollution, l’information à caractère pédagogique et la sensibilisation. En effet, il explique aux lycéens les risques liés à un

gaspillage des ressources et à une pollution excessive ; il sensibilise les lycéens en leur faisant calculer l’empreinte carbone d’activités scolaires courantes (transports, cantine, consommation d’eau et d’électricité...) ; il incite les élèves à réduire la pollution en adoptant des comportements éco-responsables et en réfléchissant à leurs propres solutions.

5. (Doc 4) Décrivez l’affiche. Expliquez pourquoi le tri des déchets est un comportement éco-responsable.

L’affiche sensibilise les élèves au tri sélectif des déchets. Elle est construite en deux volets, qui invitent à distinguer les déchets biodégradables et les non-biodégradables. Elle énumère les éléments qui rentrent dans chacune des catégories.

Le tri des déchets est un comportement éco-responsable, parce qu’il incite à la réduction du gaspillage. Il permet de plus de préserver l’environnement, en évitant que les déchets ne deviennent un encombrement. Les déchets biodégradables peuvent être recyclés pour produire de l’énergie par leur combustion (bio méthane et biogaz divers) ou du compost, utilisé comme engrais ; les déchets non-biodégradables peuvent être recyclés pour produire de nouvelles matières premières (récupération du plastique des emballages, du papier, du carton...) qu’il s’agit de ne pas gaspiller et de recycler pour les rendre réutilisables. Le tri des déchets permet ainsi d’économiser les ressources et de limiter la pollution.

Mettre en œuvre le projet

Construisez la charte d’engagements éco-responsables de votre lycée.

1. Identifiez les acteurs possibles du projet. Répertoriez les actions en matière de développement durable mises en place dans votre lycée et celles qui pourraient l’être.

- Les élèves doivent partir du principe que les objectifs de comportements éco-responsables impliquent l’ensemble des acteurs de la vie éducative, que les objectifs de la COP21, pour avoir un sens, concernent tous les États du monde.

- Il leur faut classer par catégories les différents acteurs, selon leur capacité à s’investir dans la vie du lycée :

- les « usagers » agissent au quotidien au lycée : les élèves, les éco-délégués chargés de les mobiliser et de leur rappeler la nature et l’importance des enjeux, les professeurs, l’administration du collège.

- les personnels de cuisine et d’entretien des bâtiments doivent être sensibilisés dans le choix des produits qu’ils utilisent et dans leur implication :

utilisation de produits certifiés respectueux de l'environnement (entretien), sensibilisation des élèves à l'usage de produits locaux et au tri des déchets (cantine).

- les représentants des institutions peuvent subventionner des projets, à les soutenir par des campagnes de sensibilisation... (le conseil municipal, le conseil régional qui finance les lycées...). Il est possible de faire appel à la presse locale (journaux lycéens, journaux municipaux et régionaux...) ou à des ONG engagées dans le développement durable.

- Il s'agit ensuite de faire la liste des actions mises en place dans le lycée en matière de développement durable et celles qui pourraient l'être.

Quelques propositions : économies d'électricité, d'eau, de chauffage (par énergie solaire, éolienne, hydraulique, géothermique...), aération naturelle, développement des espaces verts, mise en place d'un potager ou d'un verger lycéen dont les produits sont susceptibles d'être utilisés dans la cantine, renforcement de l'isolation, tri des déchets, sensibilisation à une alimentation saine et locale... projets de transports en commun et ramassage scolaire, mise à disposition de vélos pour réduire le bilan carbone des déplacements...

2. Énumérez les objectifs de la COP21.

Le premier objectif de cet accord est de réduire la pollution. Le second est d'adopter des comportements éco-responsables pour économiser les ressources. Tous deux doivent apparaître clairement sur la charte.

3. Faites correspondre à chaque objectif de la COP21 les actions réalisées et celles souhaitables. Ajoutez des documents (photos, vidéos, affiches...)

Au premier objectif correspondent les mesures relatives au transport, à la ventilation, au développement d'espaces verts. Au second, se rapportent les mesures relatives au tri des déchets et à la mise en place d'une alimentation saine et de proximité (produits alimentaires), à la production locale d'électricité par des énergies renouvelables, à l'isolation naturelle ... La liste est loin d'être exhaustive, les initiatives locales et les atouts de chaque établissement doivent être valorisés. L'addition de photos et de vidéos, la création d'un site internet lycéen, permettront de faire connaître les actions, de contribuer à la sensibilisation des acteurs du projet.

Évaluation (p. 172-173)

Évaluation 1. La responsabilité environnementale et le principe de précaution

1. Identifiez les partisans et les opposants à la loi de 2015. Expliquez leurs arguments respectifs.

La loi de 2015 doit encadrer l'exposition du public aux ondes électromagnétiques. Les partisans de la loi sont les «hyperélectrosensibles», ceux qui souffrent de migraines et de maladies diverses dont les causes sont attribuées à une exposition excessive aux ondes. Même si la nocivité de l'exposition aux ondes n'est pas clairement établie, certaines personnes semblent plus sensibles que d'autres, et militent activement pour la création de zones blanches (sans ondes) et pour une réduction de l'exposition aux ondes dans les autres espaces (exigence de «sobriété»). Ils y voient un engagement en matière de santé publique, dans la mesure où l'OMS a formulé l'hypothèse que les ondes pourraient être cancérogènes.

Les opposants à la loi de 2015 sont les opérateurs de téléphonie sans fil, les industriels du numérique (soutenus par l'UMP), et les fabricants de tout appareil qui produit des ondes électromagnétiques : ils y voient un ralentissement potentiel de leur activité, ou l'exigence d'investissements dans la recherche pour la réduction des ondes émises. Dans tous les cas, c'est l'aspect économique qui anime les principaux opposants.

2. Relevez les mesures adoptées par la loi au nom du principe de précaution.

La loi de 2015 établit un compromis entre partisans et opposants du maintien des champs électromagnétiques. Elle introduit un principe de «sobriété» de l'exposition du public aux ondes, c'est-à-dire qu'elle fixe des seuils maximums d'exposition et encourage à ne pas les dépasser. Elle impose à l'AFNR de faire chaque année un recensement des lieux où l'exposition du public franchit les limites autorisées. La loi oblige les maires à adopter un certain nombre de mesures de précaution avant d'autoriser l'installation d'antennes-relais : ils sont encouragés à consulter leurs administrés à ce sujet. Elle interdit les appareils sans fil dans les lieux où la population peut être particulièrement sensible (crèches et garderies).

3. Expliquez ce qu'est le principe de précaution dans le domaine de la société et de l'environnement. Illustrez votre réponse en citant une loi relative à ce principe.

Le principe de précaution lié à la protection de la société et de l'environnement entend prévenir des risques potentiels et incertains par l'instauration de mesures provisoires et proportionnées. Son but est d'éviter la réalisation du dommage, à court et à long terme. Par exemple, la charte de l'environnement applique le principe de précaution par ses multiples propositions pour réduire l'exposition de la population à la pollution. L'État français oblige les collectivités à vérifier le degré de pollution dans l'air, et à prendre des mesures de précaution lorsque celui-ci devient nocif (ex : circulation alternée en cas de pics de pollution). La science ne peut mesurer l'effet exact de la pollution atmosphérique sur la santé des gens. Dans le doute (risque potentiel), des mesures de limitation à une exposition excessive sont mises en place. Il s'agit d'une mesure de santé publique.

4. Traitez l'une des questions ci-dessous.

– Expliquez les applications possibles et les limites du principe de précaution pour les ondes électromagnétiques.

Au nom du principe de précaution pour les ondes électromagnétiques, on peut obliger les fabricants à limiter l'intensité des ondes émises, mesurer les espaces les plus exposés et imposer la redistribution spatiale des appareils émetteurs, de façon à mieux équilibrer les champs électromagnétiques. Il faut également bannir les appareils émettant des ondes dans les lieux où se trouvent des populations sensibles (crèches, garderies, écoles). On doit créer des zones blanches pour soulager celles qui le sont le plus.

Mais l'application de ce principe a des limites. Pour l'appliquer pleinement, il faudrait aussi modifier les comportements et le mode de vie des citoyens. De nombreux appareils utilisés au quotidien (radiateurs, réfrigérateurs, téléphones portables, télécommandes...) devraient être remplacés par des nouveaux n'émettant pas ou peu d'ondes. Si certains peuvent être modifiés aisément (téléphone filaire, suppression des télécommandes, reprise de commandes manuelles), d'autres n'ont pas encore de produits de substitution. Des coûts sont à prévoir pour remplacer ceux qui peuvent l'être (retour à des chauffages plus traditionnels ou plus écologiques...). La recherche scientifique doit réfléchir à des solutions alternatives.

– Pensez-vous qu'il soit nécessaire de protéger le citoyen des effets produits par les ondes électromagnétiques ? Si oui, pourquoi et par quels moyens ? Si non, expliquez pourquoi.

La multiplication des ondes électromagnétiques peut avoir des conséquences à long terme sur la

santé des gens qui y sont exposés, mais ce soupçon n'est pas scientifiquement vérifiable avec les moyens actuels. Par précaution, des lois sont établies pour limiter le degré d'exposition, mais le principe ne peut déboucher que sur des mesures provisoires et proportionnées au degré d'évaluation du risque : limitation du degré d'exposition aux ondes, établissement de zones blanches pour les « hyper-électrosensibles », commercialisation d'appareils qui réduisent les émissions d'ondes électromagnétiques, financement de travaux scientifiques pour améliorer les produits générateurs d'ondes...

Ceux qui s'opposent à ce principe de précaution peuvent argumenter que la science ne peut prouver réellement la nocivité des ondes, que les mesures de précaution freinent la créativité et l'innovation industrielle, en décourageant les entreprises qui travaillent dans ce domaine. Il faut malgré tout souligner qu'on ne peut faire totalement abstraction d'un risque potentiel : ce serait irresponsable et éventuellement dangereux pour les générations futures. L'élève doit montrer, dans ses arguments, qu'il est un citoyen responsable et que ses intérêts personnels ne lui font pas oublier ceux de la collectivité (civisme).

Évaluation 2. La notion de bioéthique

1. (Doc 1) Expliquez ce qu'est un OGM et comment il est créé.

Un OGM est un organisme génétiquement modifié, c'est-à-dire un être vivant (végétal, animal, bactérie, cellule...) dont la science a modifié le patrimoine génétique pour lui donner des caractéristiques nouvelles. Certaines plantes, devenues des OGM, peuvent ainsi produire plus, résister davantage au gel ou à la sécheresse, survivre aux pesticides et à divers produits chimiques couramment employés pour les protéger des insectes... Les OGM sont créés dans des laboratoires de recherche, par des scientifiques qui travaillent sur commande des filières agroalimentaires ou de groupes industriels, afin de produire des aliments plus rentables et plus résistants aux aléas.

2. (Doc 1 et 2) Relevez les arguments en faveur de la culture des OGM et les arguments opposés à cette même culture.

La culture des OGM a des points positifs. Elle permet une agriculture productiviste qui, à la fois, remplit certains critères de qualité et produit abondamment, ce qui entraîne une baisse des coûts de

production et donc des prix à la vente. Le consommateur peut acheter davantage. L'agriculteur préfère parfois des espèces qui garantissent sa récolte, car il les sait résistantes à de nombreux aléas climatiques...

La culture des OGM a également des points négatifs. La crainte majeure réside dans la nature même de la manipulation génétique : certains OGM, d'abord autorisés, ont parfois tardivement été identifiés comme nocifs et finalement interdits. De plus, on ne peut pas toujours mesurer avec précision les conséquences de tels OGM sur la santé du consommateur comme sur l'environnement.

3. (Doc 1 et 2) Expliquez ce qu'est le principe de précaution dans le domaine de la bioéthique.

Le principe de précaution lié à la protection de la société et de l'environnement entend prévenir des risques potentiels et incertains par l'instauration de mesures provisoires et proportionnées. Son but est d'éviter la réalisation du dommage, à court et à long terme. Dans le domaine de la bioéthique, le principe de précaution s'applique à tous les produits de la recherche scientifique, qu'ils soient d'origine animale ou végétale. Ainsi, la France interdit l'exploitation d'OGM dont on suspecte la nocivité potentielle pour l'être humain, les OGM formellement identifiés non toxiques par la science étant, eux, commercialisés.

4. (Doc 1 et 2) Traitez l'une des questions ci-dessous :

– Selon vous, l'interdiction du maïs transgénique MON810 est-elle nécessaire ? Justifiez votre réponse par des arguments précis.

L'élève doit répondre que l'interdiction du maïs transgénique MON810 est nécessaire, à partir du moment où les résultats des expériences scienti-

fiques ont prouvé l'existence d'un risque de « propagation d'organismes nuisibles devenus résistants » et d'un « risque grave pour l'environnement ». Il s'agit d'une question de santé publique. En effet, l'État et l'exploitant ne peuvent courir le risque de causer aux consommateurs des problèmes de santé, de polluer l'environnement. La propagation d'organismes toxiques, probablement difficiles ensuite à enrayer, ne peut être autorisée. Le principe de précaution s'applique ici pleinement, dans la mesure où l'OGM est reconnu toxique. Le risque étant avéré, on peut passer à la phase de prévention par l'interdiction de l'OGM.

– Selon vous, les découvertes scientifiques doivent-elles être encadrées par des lois de bioéthique ? Justifiez votre réponse par des arguments précis, en vous aidant de l'exemple des OGM.

Les lois de bioéthique existent pour poser des limites aux produits de la recherche scientifique. Elles doivent obliger les laboratoires et les entreprises à étudier les conséquences des produits à mettre sur le marché, afin de ne pas déclencher de crises sanitaires préjudiciables pour la société et l'environnement. Dans l'exemple du maïs transgénique MON810, les lois de bioéthique jouent un rôle crucial. Elles ont imposé à des laboratoires internationaux impartiaux de faire des études scientifiques de nocivité : le résultat prouve que le produit présente un danger avéré, qu'il ne doit donc pas être commercialisé. Les lois qui encadrent ces découvertes s'avèrent indispensables pour protéger le consommateur et l'environnement. Représentant un geste éco-responsable, qui s'inscrit dans le développement durable et les objectifs de la COP21, elles doivent continuellement s'adapter aux progrès scientifiques, et instaurer les limites éthiques et sanitaires concernant la manipulation d'organismes vivants.

SUJET BAC 1

PARTIE 1 : HISTOIRE

Choix 1 : Les États-Unis et le monde (1917-1989) (p. 152)

1. Sur la carte du monde, situez :

- les États-Unis,
- la superpuissance rivale à partir de 1945,
- les deux principaux théâtres de leur affrontement durant la guerre froide.

Corrigé page suivante.

2. Recopiez les événements suivants dans l'ordre chronologique et datez-les :

- l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale : 1917
- les « 14 points » de Wilson : 1918
- l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale : 1941
- la mise en place du plan Marshall : 1947
- l'entrée des États-Unis dans la guerre froide : 1947
- la construction du mur de Berlin : 1961

3. Donnez la définition des mots ou expressions :

- **Démocratie libérale** : On appelle démocratie libérale un régime politique qui garantit les libertés individuelles et où le peuple exerce sa souveraineté par l'intermédiaire de représentants élus au suffrage universel au sein de divers partis
- **Guerre froide** : La guerre froide est la période de tension et d'hostilité (1947-1989) qui oppose sans affrontement armé direct les États-Unis et l'URSS, ces deux superpuissances aux systèmes idéologiques opposés.
- **Rideau de fer** : Le rideau de fer est le nom donné par Churchill à la frontière séparant les pays de l'Europe de l'Ouest liés aux États-Unis et les pays socialistes de l'Europe de l'Est placés sous l'influence de l'URSS de 1946 à 1990. Il est un symbole de la guerre froide.
- **Doctrines de l'endiguement** : Lancée par le président américain Truman en mars 1947, la doctrine de l'endiguement vise à arrêter l'expansion du communisme dans le monde par une aide militaire, économique et financière aux pays européens décidés

à s'opposer aux pressions soviétiques, et par un réseau d'alliances militaires.

4. Expliquez pourquoi les États-Unis sont entrés dans la guerre froide.

Les États-Unis sont entrés dans la guerre froide pour arrêter la mainmise de l'URSS sur l'Europe. À partir de 1945, l'URSS, auréolée du prestige militaire acquis durant la guerre, favorise l'installation de régimes communistes dans les pays de l'Europe de l'Est qu'elle a libérés du nazisme. La crainte des États-Unis était que les démocraties occidentales, ruinées par le conflit, tombent à leur tour sous emprise soviétique.

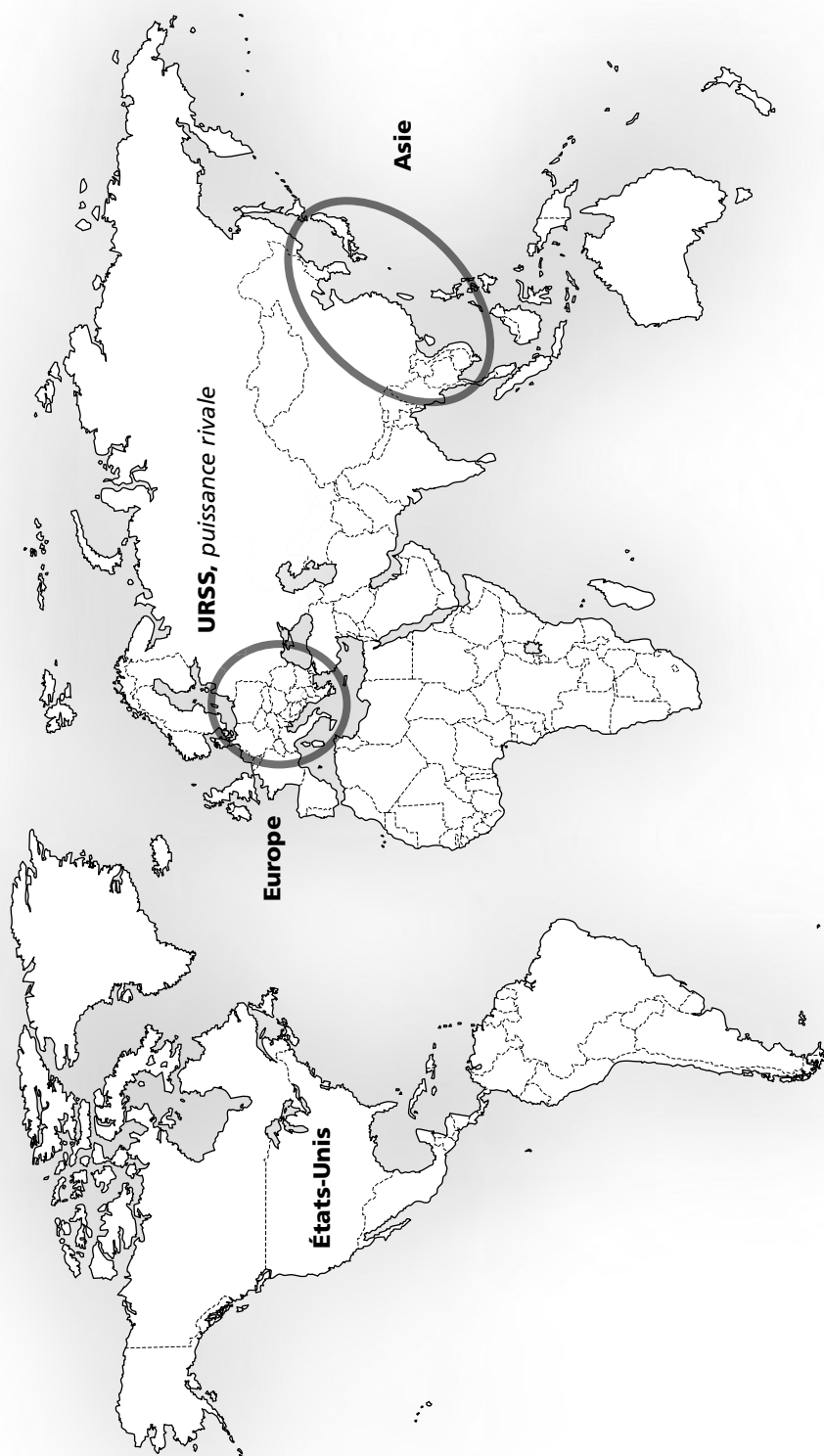
5. Expliquez comment les États-Unis, l'une des puissances mondiales en 1914, sont devenus une superpuissance en 1945.

Les deux guerres mondiales ont enrichi les États-Unis tandis qu'elles ont affaibli l'Europe; le territoire américain a été épargné par le conflit alors que les États européens sont au cœur des combats. Puissance mondiale en 1914, les États-Unis font, durant la Grande Guerre, fonctionner leur industrie à plein régime pour fournir des armes à leurs alliés européens, deviennent leurs créanciers et retirent un grand prestige politique et diplomatique (« 14 points de Wilson », 1918). En 1945, face à une Europe ruinée, ils possèdent la puissance politique, militaire, industrielle, économique et financière, éléments qui caractérisent la superpuissance.

Choix 2 : L'idée d'Europe au xx^e siècle (p. 152)

1. Nommez deux personnalités françaises et un événement marquant de leur engagement en faveur de l'Europe.

Aristide Briand, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, intervient auprès de la SDN pour soutenir l'idée d'une d'Europe fédérale destinée à maintenir la paix en Europe.



Robert Schuman propose de réunir la production de charbon et d'acier de la France et de l'Allemagne afin de rendre la guerre impossible entre les deux pays.

François Mitterrand rencontre son homologue allemand Helmut Kohl afin de relancer la construction européenne à un moment où elle est en difficulté.

On pourrait accepter d'autres personnalités, Jean Monnet bien entendu ou d'autres couples franco-allemands : De Gaulle – Adenauer, Giscard-d'Estaing – Schmidt, Chirac – Schröder.

2. Dater ces événements.

A. Briand présente son projet en 1929, Robert Schuman en 1950 et F. Mitterrand en 1984.

3. Définissez ce que recouvre l'idée de fédéralisme.

Le **fédéralisme** est un mode d'organisation dans lequel chacun des États délègue certains de ses pouvoirs à un **gouvernement** fédéral, il est supranational, il décide en dehors des nations.

4. Expliquez dans quel contexte l'idée d'Europe devient une réalité dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle.

L'Europe devient une réalité avec le plan Schuman en 1950, alors que l'Europe est en pleine guerre

froide et que s'est créée, en septembre 1949, la RFA (République fédérale allemande).

5. Présentez la première organisation européenne concrète.

La première réalisation concrète européenne est la CECA, Communauté économique du charbon et de l'acier. Il s'agit d'une mise en commun de ces deux productions entre la France et l'Allemagne, mais aussi avec tous ceux qui voudront y participer. Immédiatement les pays du Benelux et l'Italie y adhèrent. L'objectif est de rendre impossible la guerre en Europe puisque les pays membres seront désormais liés et ne pourront produire des armes sans que les autres le sachent, par exemple. Le plan Schuman met en place une Haute Autorité pour gérer la CECA, à caractère supranational. R. Schuman est persuadé que ce sont les premiers pas vers une Europe fédérale.

PARTIE 2 : ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE

Thème d'étude : Pluralisme des croyances et laïcité (p. 175)

1. Relevez les termes qui montrent l'importance de la notion de laïcité.

46 % des Français trouvent que la laïcité est un principe majeur de la République. La laïcité est très souvent évoquée dans les médias, c'est donc un terme familier. C'est un élément essentiel de l'éducation.

2. Présentez les principales lois laïques en vigueur en France en précisant leur date et leur contenu.

Les principales lois laïques sont votées sous la III^e République. Les lois Jules Ferry votées en 1881-82 concernent l'école – l'école primaire est gratuite, obligatoire et laïque, elles sont complétées par la loi Goblet de 1886 – le personnel enseignant doit être laïque.

La loi du 9 décembre 1905 de séparation des Églises et de l'État marque la séparation entre le politique (l'État) et le religieux. Elle garantit la liberté de conscience, l'égalité de toutes les convictions philosophiques et religieuses et la liberté de culte.

Sous la V^e République, une loi est votée en 2004 interdisant les signes religieux ostensibles à l'école.

3. Diverses interprétations sont données à la laïcité. Citez celles évoquées dans le texte. Donnez des exemples pour chacune.

Une première interprétation veut réduire le principe de laïcité à la neutralité. Or la loi de 1905 énonce

que la neutralité de l'État est le moyen de garantir la liberté de conscience, le libre exercice des cultes, l'égalité des citoyens devant la loi.

Une autre interprétation veut étendre la neutralité de l'État à la société toute entière. Dans la loi de 1905, l'obligation de neutralité est faite à l'État et à ses agents (dans l'éducation nationale, la police, l'armée, etc.) pas aux citoyens.

On dit par exemple que la religion ne doit pas se manifester dans l'espace public et doit être reléguée dans la sphère privée. Mais la loi n'a jamais interdit les manifestations de la religion sur la voie publique (processions, fêtes). On peut porter des signes religieux dans la rue et en principe s'habiller comme on veut.

4. Que pensez-vous de la place donnée à la laïcité en France ?

Réponse ouverte. L'élève peut développer l'idée que la laïcité est essentielle pour faire vivre ensemble des gens d'origine, de croyances différentes.

Il peut trouver des arguments montrant que la laïcité n'est pas assez prononcée (idée d'étendre la neutralité de l'État à tous les citoyens) ou au contraire que la laïcité est trop contraignante.

PARTIE 3 : GÉOGRAPHIE

Sujet d'étude : La France dans l'Union européenne et dans le monde

Choix 1 : Paris, ville mondiale (p. 154)

1. À l'aide des sites représentés sur cette photographie, précisez quelques-unes des activités de cette partie de l'agglomération.

Cette photographie représente l'ouest parisien délimité par le Bois de Boulogne et, au-delà, une partie de la première Couronne avec les communes de Neuilly, Puteaux, Courbevoie, Nanterre et, tout à fait dans le fond, les coteaux qui bordent les méandres de la Seine. Cette partie de l'agglomération parisienne concentre des activités de haut niveau liées :

- au tourisme : tour Eiffel, École militaire, Champ de Mars situés dans le 7^e arrondissement ;
- à la culture avec le centre culturel international de l'UNESCO ;
- aux affaires économiques avec le centre de La Défense. La Défense rassemble des sièges sociaux d'entreprises, des bureaux, des centres financiers qui en font le premier quartier d'affaires européen. On y trouve les bureaux de sociétés telles que Total, Gan, la Société générale, Saint-Gobain, Cap Gemini, SFR, AREVA... Ce rôle de centre directionnel se marque dans l'importance de ses tours (la tour First, récemment construite, mesure plus de 231 m de haut et c'est la plus haute tour de France). La Défense est aussi le premier pôle commercial d'Ile-de-France avec le Centre des Quatre-Temps.

2. Nommez le projet dont il est question dans cet article de loi.

Cet article de loi concerne le Grand Paris. Ce projet a été mis en place vers 2007, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, dans le but d'améliorer le cadre de vie des habitants, de corriger les inégalités territoriales et de construire une ville durable.

3. Énumérez les grands axes de ce projet.

Le texte énumère les principaux axes du projet du Grand Paris :

– Favoriser la création ou l'extension de pôles de compétitivité ou pôles d'excellence spécialisés dans la santé, la finance (La Défense), la recherche (Saclay)...

– Mettre en place un réseau de transports publics. Celui-ci doit s'appuyer sur la modernisation et l'extension de ce qui existe déjà (RER), sur la création d'un métro automatique (Grand Paris Express). Les différents projets prévus sont confrontés à des problèmes de coûts. Ils ont tous pour but de relier les différents pôles de compétitivité entre eux, de mieux les relier au centre de Paris et de les connecter aux gares TGV et aux aéroports.

– Construire des logements. Il est prévu de construire chaque année 70 000 logements, en ayant pour objectif de réaliser la mixité sociale, afin d'éviter la ghettoïsation, mais aussi de maîtriser l'étalement urbain. Ce programme doit donc être réalisé dans le souci de construire une ville durable, donc dans une perspective écologique.

4. Précisez les objectifs auxquels il doit répondre.

– Garder à Paris son rang de « ville mondiale ». Celui-ci semble en effet se dégrader, Paris offrant actuellement un moindre dynamisme, économique, financier, touristique (Paris n'est plus, par exemple, la première ville organisatrice de congrès) et intellectuel. D'autres villes aspirent ainsi à devenir des « villes mondiales » tant dans les pays riches (Berlin) que dans les pays émergents (Shanghai).

– Assurer un développement durable en préservant l'environnement et le climat social.

5. Utilisez vos réponses aux questions précédentes pour définir ce qu'est une ville mondiale et montrez la place de Paris dans ce domaine.

Une « ville mondiale » est une grande ville (Paris a 2,2 millions d'habitants pour la ville, 10 millions pour l'agglomération, 11,8 pour l'aire urbaine), bien reliée au reste du monde et ouverte sur celui-ci, pouvant de ce fait échanger des capitaux (investissements), des marchandises, des idées, des hommes

(touristes, hommes d'affaires, chercheurs...). Une «ville mondiale» a des fonctions stratégiques à l'international :

- c'est un pôle de commandement économique (siège de multinationales);
- c'est un pôle de commandement politique (ex. : à Paris, OCDE, UNESCO);
- c'est un centre de production stratégique industriel et tertiaire;
- c'est un centre de recherche;
- c'est un centre de culture.

Paris est incontestablement une ville mondiale tout comme New York, Londres, Tokyo, mais sa place est fragile du fait de la montée en puissance de villes des pays émergents.

Choix 2 : L'Outre-mer et la puissance française (p. 155)

1. Expliquez pourquoi le texte parle de « diversité institutionnelle des outre-mer ».

Tout l'outre-mer n'a pas le même statut administratif. Les départements et régions d'outre-mer sont administrés comme des départements et des régions français et disposent des mêmes pouvoirs. La Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion sont à la fois des départements et des régions, et un conseil général et un conseil régional coexistent sur leur territoire. Mayotte, ancienne collectivité d'outre-mer, est devenue un département d'outre-mer (ce n'est pas une région) le 31 mars 2011.

Les collectivités d'outre-mer, les COM, ont un certain degré d'autonomie. Elles ont des compétences étendues en matière douanière et fiscale. Elles disposent d'une forme de gouvernement local et les lois votées par l'Assemblée nationale et le Sénat ne s'y appliquent pas obligatoirement.

Les pays d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, divisée en trois provinces, sont plus autonomes encore, y compris politiquement. Un référendum local doit y être organisé entre 2014 et 2018 pour décider de son avenir (État associé à la France, indépendance, large autonomie au sein de la République française). Quant aux TAF (c'est-à-dire les terres australes) et Clipperton, dans la mesure où ils ne sont pas habités et où ils constituent un enjeu stratégique important, ils relèvent du domaine privé de l'État.

2. Expliquez pourquoi le texte parle de « diversité géographique » des outre-mer.

Les éléments de cette diversité peuvent être envisagés à partir du document 1. Les différentes composantes de l'outre-mer diffèrent par :

– leur position géographique. Certains de ces territoires sont très éloignés de la métropole (Nouvelle-Calédonie), d'autres sont plus rapprochés (Saint-Pierre-et-Miquelon). Certains sont situés dans l'océan Atlantique (Martinique, Guadeloupe), d'autres dans l'océan Pacifique (Clipperton), d'autres dans l'océan Indien (la Réunion). Beaucoup de ces territoires sont des îles, mais l'Antarctique est un continent et la Guyane est intégrée à l'Amérique du Sud. Certains sont situés aux latitudes subtropicales (Guadeloupe, Martinique), d'autres aux hautes latitudes (TAF);

– l'importance de leur territoire. Les terres australes françaises représentent les quatre cinquièmes de la superficie française, mais Clipperton est un atoll de 3 km de diamètre. De tous les territoires habités, c'est la Guyane qui est la plus vaste, mais elle est en grande partie occupée par la forêt équatoriale.

– leur population. C'est la Réunion qui a la population la plus importante. Les TAF et Clipperton sont vides. On peut calculer la densité de population de ces territoires (nombre d'habitants au km²) et on constate alors que la Martinique a une densité de 353 hab./km², Mayotte de 511 hab./km² et Saint-Pierre-et-Miquelon de 23 hab./km².

– leur richesse. C'est Saint-Pierre-et-Miquelon (28 327 euros) suivi par la Nouvelle-Calédonie (27 661 euros) qui ont les PIB/hab. les plus élevés. Le premier PIB peut s'expliquer par les ressources de la pêche, le second par celles du nickel. Le PIB de Mayotte (6 575 euros) est, en revanche, particulièrement faible (insuffisance des ressources, surcharge démographique?).

3. Déterminez quels sont les différents atouts de l'outre-mer. Vous pouvez illustrer votre réponse avec des exemples précis.

L'éparpillement des territoires français dans tous les océans confère à la France une position stratégique tant militaire (bases militaires) que commerciale et lui permet d'intervenir rapidement dans la région. La richesse de l'environnement, paysages (forêts de Guyane, fonds sous-marins de Polynésie; massifs volcaniques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion), mais aussi la richesse des cultures (créole, canaque...) sont d'incontestables atouts. Le dynamisme démographique (importante natalité) a pour conséquence la jeunesse de la population et son esprit d'entreprise. Enfin, les infrastructures en routes, en dessertes aériennes, en réseaux de télécommunication, mises en place par la métropole ou par l'Union européenne dans le cadre des aménagements des régions ultrapériphériques, ne

peuvent constituer que des points positifs pour ces territoires d'outre-mer.

4. *Expliquez quelles sont les difficultés des outre-mer et quelles en sont les raisons.*

Cependant, l'outre-mer connaît des difficultés liées à son éparpillement, à son isolement et à son insularité. De là, le coût de la vie souvent très élevé dans ces territoires. Par ailleurs, la population souffre souvent d'un déficit d'instruction, et ces régions doivent avoir recours à des compétences venues de l'extérieur. En outre, les ressources locales sont encore souvent des ressources liées à l'agriculture, et les outre-mer se cantonnent parfois dans des monoproductions (bananes, canne à sucre, ananas, plantes à parfum) qui subissent la concurrence de pays à plus forte productivité, qui ne trouvent pas sur place de marché suffisamment ouvert

et qui doivent être subventionnées. Les activités modernes industrielles et tertiaires sont absentes. Tout ceci explique le faible niveau de vie, le chômage (environ 30 % à la Réunion) et l'émigration vers la métropole.

5. *Montrez les raisons pour lesquelles l'outre-mer constitue « un potentiel à révéler ».*

L'outre-mer peut, dans l'avenir, connaître un développement plus important. Pour cela, il peut s'appuyer sur une population nombreuse, jeune, entreprenante. Il peut exploiter davantage son potentiel touristique extrêmement riche et développer différentes formes d'activités touristiques (balnéaire, sportif, culturel...). Il peut également être amené à envisager l'exploitation des ressources de sa ZEE (ressources halieutiques, hydrocarbures, nodules polymétalliques).

SUJET BAC 2

PARTIE 1 : GÉOGRAPHIE

Sujet d'étude 1 : La France dans l'Union européenne et dans le monde (p. 156)

1. Localisez sur ce planisphère les différents espaces du territoire français. Distinguez en employant des couleurs différentes :

Métropole. Départements et régions d'outre-mer. Pays d'outre-mer – Territoires relevant du domaine privé de l'État.

2. Donnez une légende à votre croquis de localisation (cf. carte ci-contre).

3. Citez les domaines dans lesquels la France rayonne en Europe et dans le monde.

La dispersion de ses territoires dans le monde permet à la France d'exercer un rôle stratégique (diplomatique, militaire puisqu'elle peut être un point d'escale pour les forces terrestres, navales et aériennes), un rôle économique (commerce, mais aussi apports que constitue la position de la Guyane en ce qui concerne le lancement des satellites d'observation et de télécommunication) et aussi culturel dans la mesure où on trouve des États francophones sur tous les continents et où la culture métropolitaine peut s'enrichir des nombreux apports culturels de la France d'outre-mer.

4. Expliquez les raisons (historiques, géographiques, démographiques...) pour lesquelles la France occupe une place importante en Europe et dans le monde.

La France a joué dans l'histoire un rôle important dans le monde. Dès le ^{xvii}e siècle, elle a participé à la maîtrise des mers (la marine de Colbert). Elle s'est constituée un premier puis un second empire colonial. Au ^{xviii}e siècle, elle a défendu des valeurs telles que la démocratie, la liberté et les droits de l'homme. Au ^{xx}e siècle, elle a activement contribué à forger l'idée d'Europe, et elle est une des initiatrices de l'Union européenne. Il y a donc une tradition française de participation aux affaires du monde.

Par ailleurs, la géographie confère à la France un certain nombre d'atouts. Située à la terminaison occi-

dentale de l'Europe, elle est bordée par des mers parmi les plus fréquentées du globe : la Manche et la Méditerranée. Elle est, en outre, un carrefour entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud et ce carrefour a été valorisé par la mise en place d'importantes voies de communications. Ses richesses naturelles (sols, charbon, fer) ont contribué à faire d'elle une puissance économique importante.

Enfin, sa population a contribué et contribue encore à faire d'elle une puissance qui compte dans le monde. Avec 63,7 millions de Français vivant en métropole, la France a la 2^e population européenne. Cette population, renforcée par l'apport de l'immigration, est jeune, bien formée et de plus en plus mobile.

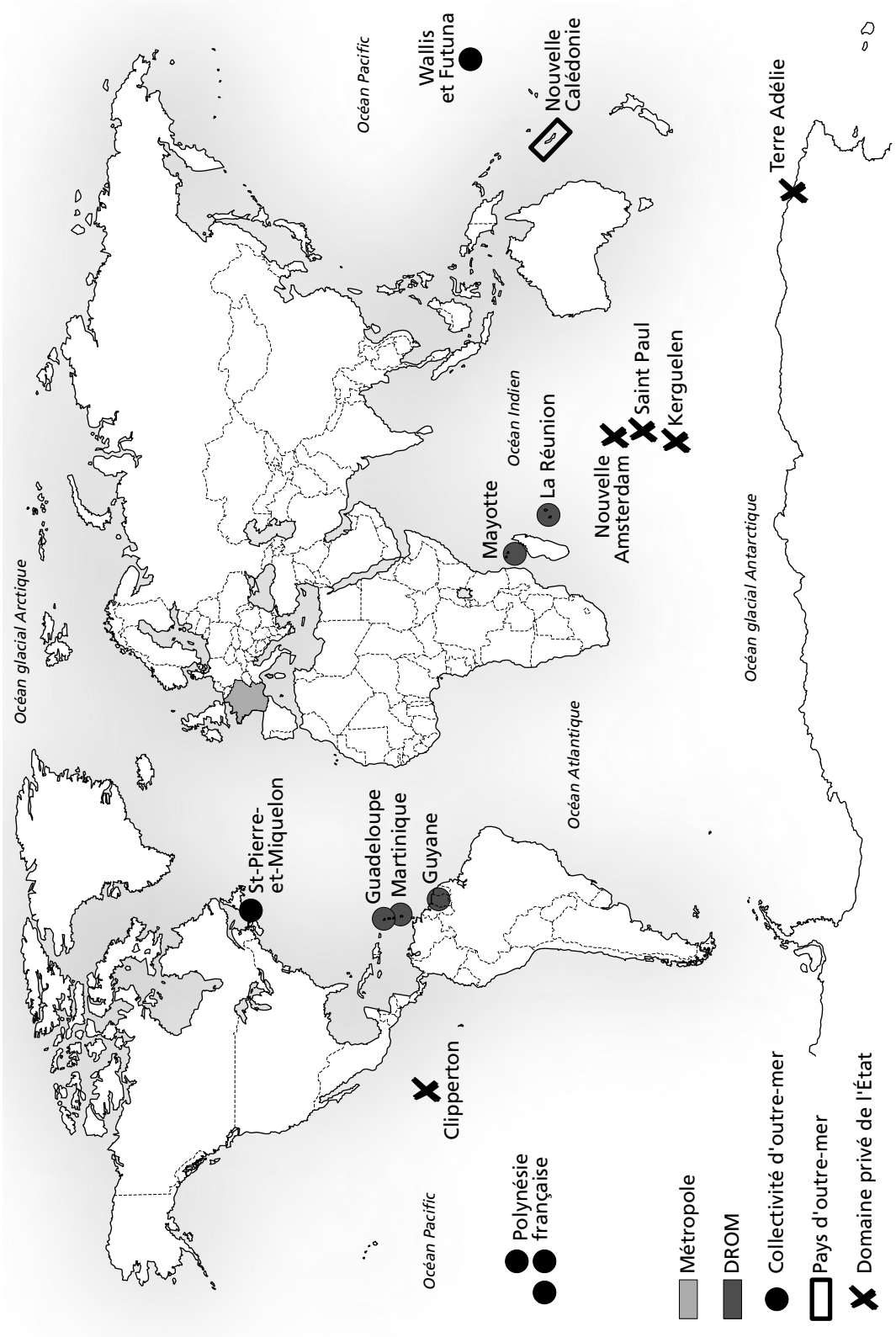
5. Montrez que la France est une grande puissance européenne mais une moyenne puissance mondiale.

La France est la deuxième puissance économique européenne derrière l'Allemagne mais devant le Royaume-Uni. Elle brille moins aujourd'hui par ses performances industrielles mais elle reste une puissance nucléaire et elle s'affirme par la multiplicité et la diversité de ses services. Elle est d'ailleurs le 4^e exportateur mondial de services. Elle est une des puissances culturelles de l'Europe et Paris, au même titre que Londres, est une « ville mondiale ».

Mais au plan mondial, elle apparaît souvent comme une moyenne puissance. Elle n'est d'ailleurs que la 5^e puissance économique mondiale et son PIB n'est que le sixième de celui de l'hyperpuissance américaine. Sa croissance économique est faible et certaines puissances la concurrencent pas l'attrait culturel qu'elles exercent.

6. Précisez comment évolue la place de la France dans le monde et expliquez cette évolution.

La France reste une grande puissance mais son rôle dans le monde s'émousse. Ainsi, par exemple, il y a dix ans encore, elle était 4^e puissance économique



mondiale et aujourd'hui, elle n'arrive plus qu'au 5^e rang. Elle était un des principaux foyers culturels mondiaux et, aujourd'hui, d'autres lieux sont plus actifs qu'elle dans le domaine de la création. Ce recul de ses positions s'explique par la montée en puissance des États émergents, au premier rang desquels la Chine. Mais on peut noter que la perte de compétitivité de la France tient aussi à sa perte de compétitivité en ce qui concerne les investisse-

ments, les coûts de production dans un temps où les pouvoirs publics n'ont plus les moyens de soutenir l'économie comme ils le faisaient au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, de nos jours, la France privilégie ses rapports avec l'Europe au détriment de ses rapports avec le monde (par exemple, son commerce extérieur est essentiellement européen).

Sujet d'étude 2 : Acteurs et enjeux de l'aménagement des territoires (p. 156)

1. Nommez l'organisme public d'État chargé de gérer l'aménagement des territoires.

L'organisme public d'État chargé de gérer l'aménagement des territoires est la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement des territoires et à l'attractivité régionale). La DATAR est chargée de dialoguer avec les différents acteurs de l'aménagement et de coordonner les projets à toutes les échelles, afin de répondre aux mieux aux attentes des citoyens et à l'application des enjeux de l'aménagement (équité territoriale, compétitivité, gestion durable).

2. Localisez un aménagement destiné à mieux relier le territoire français avec l'Union européenne.

L'élève peut citer en exemple présenté dans le manuel : le parc des expositions de Toulouse, relié à l'Union européenne par les autoroutes, le TGV, l'aéroport de Toulouse. L'élève peut aussi citer le tunnel sous la Manche, une autoroute transeuropéenne, une zone industrialo-portuaire (Dunkerque, Nantes...).

3. Définissez l'équité territoriale, et illustrez votre définition par un exemple d'aménagement.

L'équité territoriale est un enjeu majeur de l'aménagement des territoires. Elle désigne la volonté d'harmoniser les territoires, de compenser les inégalités entre eux (démographiques, économiques...). Elle implique l'objectif d'assurer à tous un égal accès aux services publics, en favorisant la modernisation et le développement équilibré des territoires (ex. : la mise en place des points Visio-Public, qui permettent à tous les citoyens de pouvoir avoir accès en ligne à de nombreux services publics, même dans des territoires mal desservis ou éloignés des centres administratifs).

4. Exposez un exemple d'aménagement d'un territoire local impliquant une intercommunalité.

L'exemple de l'aménagement de la ZAC de l'éco-quartier Flaubert à Rouen métropole peut être choisi. Il correspond aux objectifs d'équité territoriale (favoriser la mixité sociale et générationnelle, réhabiliter un quartier ancien), de compétitivité territoriale (valoriser la zone industrialo-portuaire, créer des bureaux, des commerces...) et de développement durable (favoriser des transports propres et la construction de bâtiments à haute qualité environnementale, multiplier les espaces verts sur les bords de la Seine...). Le projet répond de plus à une attente des habitants, il est dirigé par la communauté d'agglomération Rouen métropole. Il s'agit enfin du résultat d'un travail collectif, impliquant de nombreux acteurs: les communes, l'intercommunalité et la région.

5. Expliquez pourquoi il peut y avoir des tensions entre les différents acteurs de l'aménagement des territoires dans l'exercice de leurs fonctions et justifiez votre réponse par un exemple précis.

Il peut y avoir des tensions entre les acteurs de l'aménagement des territoires en raison de la complexité des responsabilités de chacun des acteurs. Celles-ci ont tendance à se chevaucher et à entraîner des conflits en terme d'influence et de financement: ainsi, lors de l'implantation d'une zone d'activités économiques dans une communauté de communes, la commune concernée, l'intercommunalité et la région sont chargées du développement économique et doivent se mettre d'accord, avec parfois des objectifs différents... Des conflits d'intérêt peuvent apparaître entre les acteurs, car les intérêts locaux et régionaux par exemple ne sont pas forcément les mêmes (exemples : lors de l'installation du circuit moto à Méhers, la tranquillité

des habitants et leur volonté de préserver leur environnement s'opposent à l'intérêt économique de la communauté de communes Val-de-Cher-Controis ; les intérêts du Conservatoire du littoral et de l'amé-

nagement de centres immobiliers et économiques d'une commune sur le littoral corse ne se rejoignent pas toujours...).

PARTIE 2 : ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE

Thème d'étude : Biologie, éthique, société et environnement (p. 179)

1. Expliquez pour quelles raisons l'école Sempé d'Asnières est fermée.

L'école Sempé d'Asnières est fermée par mesure de précaution, parce qu'une pollution au mercure a été découverte dans les locaux, suite à une analyse d'air qui a été effectuée. L'école se trouve sur le site des anciennes automobiles Chaussou, et des problèmes similaires ont déjà eu lieu. Pour protéger la santé des enfants et des personnels, l'école a été fermée jusqu'à ce que le problème soit résolu.

2. Rappelez quelles autorités prennent une telle décision. Quelles démarches doivent-elles effectuer ?

Le directeur de l'école prévient le maire, lequel prévient la préfecture, qui saisit l'ARS (Agence régionale de santé), seule autorité scientifique compétente pour juger du risque sanitaire lié à l'exposition au mercure. La mairie et la direction de l'école ont prévenu les familles par mail et téléphone, puis ils ont envoyé un courrier à chaque famille concernée pour les informer de la situation. La mairie et la préfecture ont ordonné la fermeture préventive de l'école et la répartition des élèves dans l'école Voltaire, proche de l'école Sempé. L'évacuation préventive semble nécessaire, étant donné le risque sanitaire.

3. Rappelez et définissez quel principe, en relation avec la société et l'environnement, les autorités ont appliqué dans ce cas précis.

Les autorités ont appliqué le principe de précaution, en relation avec la protection de la société et de l'environnement. Ce principe entend prévenir

des risques potentiels et incertains par l'instauration de mesures provisoires et proportionnées. Son but est d'éviter la réalisation du dommage, à court et à long terme. La pollution au mercure n'est pas pleinement avérée, puisque l'ARS n'a « apporté aucune garantie sur les risques encourus », mais le danger existe ; pour éviter des dommages sanitaires irréversibles, des mesures provisoires et proportionnées sont prises : écarter temporairement les élèves et les adultes du site, jusqu'à ce que les mesures pour supprimer la pollution aient été efficaces.

4. Selon vous, les autorités ont-elles eu raison d'appliquer ce principe ? Argumentez votre réponse.

L'élève doit répondre que l'évacuation de l'école est nécessaire, à partir du moment où les résultats des expériences scientifiques ont prouvé qu'il y avait un risque de pollution au mercure, toxique pour les individus. Il s'agit d'une question de santé publique : le directeur de l'école, la mairie, la préfecture et l'ARS ne peuvent courir le risque de causer des problèmes de santé chez les enfants et les adultes et de laisser polluer l'environnement : leur responsabilité est en jeu, la pollution au mercure peut provoquer des problèmes de santé incurables. Le principe de précaution s'applique ici pleinement, dans la mesure où il y a de sérieux doutes quant à la qualité de l'air. Les procédures officielles qui sont appliquées suivent les lois de bioéthique et protègent la population. La gêne occasionnée paraît mineure, face au risque sanitaire encouru.

PARTIE 3 : HISTOIRE

Choix 1 : Les « 14 points » de Wilson (p. 158)

1. *Dites dans quel contexte international, ce discours a été prononcé. Précisez qui est T. W. Wilson et qui sont ses auditeurs.*

Ce discours a été prononcé quelques mois après l'engagement des États-Unis dans la Première Guerre mondiale et avant la fin des combats. T. W. Wilson est le président des États-Unis depuis 1912, ses auditeurs sont les membres du Congrès, c'est-à-dire des parlementaires élus de la nation (représentants et sénateurs).

2. *Indiquez au nom de quelle valeur les États-Unis se sont engagés dans la guerre.*

Les États-Unis se sont engagés dans la guerre au nom du respect du droit, de la justice.

3. *Citez les nouvelles règles internationales mises en avant. Sur quels principes et valeurs s'appuient-elles ?*

Les nouvelles règles internationales mises en avant sont : une diplomatie ouverte, la liberté de navigation et de commerce, la réduction de l'armement, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'égalité entre les États. Ces nouvelles règles s'appuient sur la transparence, la liberté, le droit, la collaboration entre les États.

4. *Décrivez cette caricature (identification et attitudes des personnages). Quel est son message ?*

Le président Wilson, personnage situé sur la gauche et debout, présente son programme de paix en « 14 points » aux États européens. Ceux-ci sont incarnés par des parents qui mettent en avant leurs enfants en pleurs pour faire part de leur mécontentement et de leurs revendications. Cette caricature entend exposer les difficultés rencontrées par le président Wilson pour faire accepter son plan par les États européens : mécontentement, mésestimation, concurrence, surenchère.

5. *Précisez la portée de ces 14 points sur les traités de paix. Pourquoi peut-on dire qu'il s'agit d'un bel idéal non abouti ?*

Le programme du président Wilson a pour but de créer un nouvel ordre international qui éviterait les

guerres en mettant en avant des principes généraux pour assurer la sécurité, le droit et la liberté (une diplomatie ouverte, la liberté des mers et du commerce, la réduction des armements nationaux, le droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes), puis leur application au sujet de l'Europe après la guerre (l'évacuation de la Russie, la restauration de la Belgique, la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, la création d'un État polonais indépendant ayant accès à la mer, la modification des frontières italiennes selon les limites des nationalités). Ce nouvel ordre international a pour moteur la Société des nations, organisation internationale pour la paix garantissant l'indépendance territoriale et politique de tous les États. Mais les divergences entre les vainqueurs aboutissent à une paix de compromis, fragile et incomplète, le programme en 14 points ayant fait l'objet de nombreuses concessions. Il n'est appliqué qu'en partie dans les traités de paix : fondation de la SDN, rétablissement de la Pologne et création d'États indépendants sur les décombres des empires multinationaux emportés par la guerre. Cependant, certaines zones, objets de litige, sont placées provisoirement sous contrôle de la SDN. Des minorités coexistent dans les nouveaux États créés suivant le principe des nationalités. La France craint une revanche de la part de son voisin allemand demeuré, selon elle, trop puissant. Le sénat américain ne ratifie pas le traité de Versailles : pour éviter à son pays un engagement contraint dans des guerres européennes, il refuse l'adhésion à la SDN, qui perd ainsi de sa substance.

Choix 2 : Le plan Marshall et le début de la guerre froide (p. 159)

1. *Expliquez en quoi consiste le plan Marshall et dites quel État est à son origine. Dans quel contexte historique a-t-il été lancé ?*

Le plan Marshall est une aide économique et financière proposée en 1947 à tous les pays européens alors ruinés par la guerre. Il s'agit d'une initiative des États-Unis. Le plan Marshall a été lancé après la

mainmise soviétique sur l'Europe de l'Est (Churchill, discours de Fulton, 1946).

2. *Indiquez par quels mots Jdanov, l'auteur du rapport, qualifie les États-Unis et le plan Marshall. Jdanov, l'auteur du rapport, qualifie les États-Unis d'impérialistes, d'usuriers, d'exploiteurs, et il considère le plan Marshall comme un moyen d'asservir l'Europe, de la rendre dépendante.*

3. *Selon lui, pour quelles raisons économiques et financières, les Américains ont-ils proposé ce plan à l'Europe, et quelle est la contre partie politique de ce plan pour les pays adhérents ?*

Selon Jdanov, les Américains ont proposé ce plan à l'Europe pour investir leurs capitaux et assurer des débouchés à leurs produits agricoles et industriels. Pour les pays adhérents, la contrepartie est la perte de leur indépendance politique, leur soumission aux ordres des États-Unis.

4. *Dites quel est le but du plan Marshall pour les États-Unis. Pour l'URSS ?*

Pour les États-Unis, le plan Marshall a pour but d'arrêter l'expansion du communisme en Europe, de l'«endiguer» et de permettre aux États européens de se relever dans la paix en optant pour la démocratie libérale, l'opposée de la dictature

communiste. Pour l'URSS, ce plan veut ôter aux pays adhérents leur indépendance politique et les placer sous contrôle américain.

5. *Rappelez les conséquences du plan Marshall sur l'Europe et, plus généralement, sur les relations internationales dans les décennies qui suivent son lancement.*

Proposé à tous les États européens, alors ruinés politiquement et économiquement, sous réserve qu'ils adoptent des institutions libres à l'image de la démocratie américaine, le plan Marshall est accepté par les pays de l'Europe de l'Ouest, mais il est refusé par l'URSS et, sous sa pression, par ceux de l'Europe de l'Est. Un rideau de fer partage désormais l'Europe, et particulièrement l'Allemagne, en deux camps aux idéologies opposées, chacun étant dirigé par un chef de file : les États-Unis pour l'Europe de l'Ouest, l'URSS pour l'Europe de l'Est.

Peu après, le monde se trouve à son tour divisé en deux blocs rivaux. En effet, chacune des deux superpuissances a voulu étendre sa sphère d'influence pour faire triompher son propre modèle : les États-Unis en créant un réseau d'alliances défensives, l'URSS en s'entourant d'États « amis ». Ainsi, le plan Marshall marque l'entrée de l'Europe, puis celle du monde, dans la guerre froide.

SUJET BAC 3

PARTIE 1 : HISTOIRE

Choix 1 La décolonisation et la construction de nouveaux États : Inde, Algérie (p. 160)

1. Complétez le tableau avec les réponses qui conviennent.

Parti nationaliste : Algérie FLN
(Front de Libération nationale)

Date de l'indépendance : Inde 1947...

Mode d'accès : Inde par la négociation, Algérie par la violence

Forme du nouvel État indépendant :
Algérie : État-nation

2. Expliquez dans quel contexte international se déploie la décolonisation.

Les puissances coloniales européennes affaiblies à la fin de la Seconde guerre mondiale ont perdu leur prestige aux yeux des colonisés. Les deux grandes puissances, sorties grandies de la guerre, se montrent hostiles au colonialisme. Les États-Unis, anciennes colonies anglaises devenues indépendantes en 1783, le sont par tradition historique, l'URSS est idéologiquement « anti-impérialiste ». L'ONU, nouvellement créée, met en avant, parmi les grands principes, « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Le contexte international est donc favorable à la décolonisation qui se déploie à partir de 1945.

3. Présentez les choix économiques et les résultats obtenus en Inde et en Algérie depuis l'indépendance.

Les pays nouvellement indépendants sont confrontés à de nombreux défis économiques.

L'Inde et l'Algérie choisissent d'abord un développement autocentré fondé sur les ressources et le marché national. L'État privilégie la sidérurgie, la pétrochimie (Inde), les hydrocarbures (Algérie) pour entraîner en aval des usines de mécanique, d'engrais. L'État est le premier entrepreneur et investisseur du pays. Des plans établis pour cinq ans en Inde, quatre ans en Algérie coordonnent les efforts

dans le but de satisfaire rapidement les besoins de la population.

En Inde, l'agriculture réussit la « révolution verte » et assure les besoins de base de la population (350 millions en 1950, 1 000 millions en 2000). Depuis 1990, l'Inde a assoupli ses règles économiques pour libérer le secteur privé. L'orientation économique est devenue libérale. L'Inde développe aujourd'hui une impressionnante capacité technologique en informatique, dans le domaine nucléaire, spatial.

L'Algérie entreprend, depuis 2000, des réformes économiques qui visent à transformer le rôle économique de l'État, à « couper le cordon » de la rente pétrolière et à diversifier la production pour limiter la hausse continue des importations. Elle reste cependant très dépendante de l'exploitation des hydrocarbures.

L'idée d'Europe au xx^e siècle (p. 160)

4. Exposez deux décisions du traité de Maastricht qui permettent de réaliser une Europe économique et politique plus proche des habitants.

Les deux mesures qui permettent de réaliser une Europe économique et politique plus proche des habitants sont certainement :

- la création de la monnaie européenne, l'euro, utilisé quotidiennement depuis 2002 ;
- la citoyenneté européenne qui permet au citoyen de voter pour les élections municipales sur le territoire où il vit ; lui donnant ainsi le sentiment d'appartenir à une autre entité que celle de sa nation seulement.

Choix 2 Le monde depuis le tournant des années 1990 (p. 160)

1. Datedes les événements suivants :

- la guerre à l'Irak : 2003
- la chute du mur de Berlin : 1989
- les « printemps arabes » : début fin 2010
- la fin de l'URSS : 1991
- la guerre du Golfe : 1991
- les attentats du 11 septembre : 2001
- le génocide en Bosnie : 1994

2. Proposez une définition pour :

Chute du mur de Berlin : Il s'agit de l'ouverture et de l'effondrement, sous la pression des Berlinoises, le 9 novembre 1989 d'une ligne fortifiée qui isole Berlin-Est de Berlin-Ouest et qui a été édiflée par la RDA pour arrêter l'exode de ses habitants vers l'Ouest.

Terrorisme : On qualifie de terrorisme les actes de violence (attentats, prises d'otages, sabotages) commis par des organisations dans le but de créer un climat de terreur, de peur, d'insécurité et de faire pression sur un État.

Génocide : On appelle génocide l'extermination physique et intentionnelle d'un groupe en raison de ses origines ethniques, religieuses ou sociales.

« Printemps arabes » : On désigne sous cette appellation l'ensemble des mouvements de protestation qui se produisent dans des pays du monde arabe à partir de décembre 2010.

3. Expliquez pourquoi on peut qualifier le monde de « multipolaire et instable » depuis les années 1990.

La fin de la guerre froide n'a pas apporté la paix dans le monde. Unique superpuissance au début des années 1990 à la suite de l'implosion de l'URSS, les États-Unis tentent de créer un nouvel ordre international fondé sur le concert des nations dans le cadre de l'ONU, et placé sous leur commandement. Ainsi, ils dirigent en 1991 une vaste coalition d'États pour chasser du Koweït l'envahisseur irakien, ils interviennent en « gendarmes » du monde dans des conflits locaux quand leurs valeurs et leurs intérêts sont menacés. Après les attentats islamistes du 11 septembre 2001 perpétrés sur leur sol même, ils déclarent une guerre sans merci au terrorisme international. Ils s'engagent militairement sous accord de l'ONU à la fin de 2001 en Afghanistan, refuge des terroristes. En 2003, dans une guerre préventive n'ayant pas l'aval de l'ONU, ils interviennent en Irak,

qu'ils soupçonnent (à tort) de détenir des armes de destruction massive. Enlisés dans ces guerres, ils ne peuvent empêcher des attentats terroristes de se produire en Europe, en Afrique ou en Asie. Avec la montée des nationalismes ethniques ou religieux, les foyers de tension se multiplient dans le monde. Ainsi, la Yougoslavie est en proie à une guerre civile qui aboutit à son éclatement, au génocide des musulmans bosniaques par les Serbes en 1994-1995, tandis qu'en Afrique, au Rwanda, les Tutsis sont massacrés par les Hutus en 1994. Le conflit israélo-palestinien perdure et fait du Moyen-Orient une poudrière. Depuis fin 2010, les « printemps arabes » sont source d'agitation et d'instabilité dans le monde arabe. La prolifération nucléaire est lourde de menaces. Les pays industrialisés en crise doivent affronter la vive concurrence de la Chine et de l'Inde, pays émergents qui connaissent une forte croissance économique.

Les États-Unis et le monde, 1917-1989 (p. 160)

2. Expliquez ce que l'on entend par modèle américain et comment les États-Unis ont assuré sa défense.

Le modèle américain est fondé sur la liberté et le droit, la croyance en la mission d'apporter la civilisation au reste du monde. D'un point de vue politique, la Constitution, mise en place en 1787 à la suite de la guerre d'indépendance des treize colonies anglaises (toujours en vigueur aujourd'hui malgré quelques amendements), établit une démocratie libérale garantissant une stricte séparation des pouvoirs, la souveraineté du peuple par le suffrage universel, le respect des libertés individuelles. En économie, c'est l'adoption du capitalisme libéral, avec pour principes la propriété privée, la libre entreprise et la libre concurrence. Le modèle social et culturel, l'*American way of life*, met en avant le confort, l'aisance matérielle, la consommation de masse : le rêve américain avec la conviction que dans cette terre promise tout est possible.

C'est au nom de la défense de la liberté que les États-Unis interviennent dans les deux guerres mondiales : en 1917 pour défendre le commerce maritime menacé, en 1941 pour venir au secours des démocraties contre le totalitarisme. Promus superpuissance en 1945, ils défendent leur modèle en affrontant dans la guerre froide l'URSS, l'autre superpuissance au système idéologique opposé. Face à la mainmise soviétique sur l'Europe de l'Est, ils décident de contenir l'expansion du commu-

nisme, de l'«endiguer» : ils lancent dès 1947 le plan Marshall, une aide économique et financière proposée à toute l'Europe pour sa reconstruction, puis tissent tout un réseau d'alliances militaires défensives visant à encercler l'URSS. Dans le monde

divisé en deux blocs, les deux Grands s'affrontent lors de crises par pays interposés ou sont contraints à la négociation, la politique de dissuasion nucléaire menée, empêchant toute attaque directe.

PARTIE 2 : ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE

Thème d'étude : Pluralisme des croyances et laïcité (p. 183)

1. Décrivez la photo. Où a-t-elle été prise? Que symbolise-t-elle?

La photo est prise dans le cimetière, à Chasseneuil-sur-Bonnieure où se trouvent le mémorial de la Résistance et une nécropole nationale. Elle compte 2 255 tombes, celles des combattants de Charente, de Charente maritime et celles des 1 465 martyrs de la Résistance. Les emblèmes funéraires montrent l'appartenance ou la non-appartenance à une religion. Toutes les «croyances» sont traitées à égalité.

2. Quels principes permettent en France la diversité des croyances et des cultures?

La neutralité de l'État énoncée dans la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État, le principe de laïcité, permettent à tous les citoyens de se rassembler dans une «culture républicaine» qui ne tient pas compte des appartenances religieuses, ethniques ou autres.

3. Expliquez à quels défis sont confrontées les valeurs de la République. Justifiez votre réponse.

Aujourd'hui, les valeurs de la République sont confrontées à deux défis. D'une part, l'individu s'affranchit de plus en plus des règles et des valeurs issues de la conscience collective et des tutelles tra-

ditionnelles qui pèsent sur lui. D'autre part, pour certains, la communauté (ethnique, religieuse, culturelle, sociale, politique, mystique, sportive...) a une valeur plus importante que les valeurs universelles de liberté, d'égalité. Pour cela la communauté doit se libérer du moule de la «culture dominante» et faire respecter ses particularités.

4. (Doc 1 et 2) Présentez les arguments pour montrer que la laïcité est indispensable au pluralisme des croyances.

La laïcité est un cadre juridique et politique propre à faire vivre ensemble des personnes de convictions différentes, religieuses ou philosophiques.

En effet, la laïcité garantit la liberté de conscience à tous. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire. Elle permet la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et dans les limites de l'ordre public.

Elle implique le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre. Elle permet de concilier la liberté de chacun avec l'égalité et la fraternité de tous dans le souci de l'intérêt général.

Elle vise à créer un monde commun tout en permettant de respecter les différences.

PARTIE 3 : GÉOGRAPHIE

Choix 1 : L'espace productif d'une métropole (p. 162)

Erratum : une partie du document a été omise dans le livre élève. La partie manquante est reproduite en bas de la page 132.

1. Localisez la métropole de Metz.

Metz est située au nord-est de la France, à l'est du Bassin parisien, en Lorraine, dans le département de la Moselle, dans la vallée de la Moselle et de la Seille. La ville qui compte 123 000 habitants est construite à un carrefour donné par des voies Nord-Sud (Bruxelles-Luxembourg-Metz-Nancy-Dijon-vallée de la Saône et du Rhône) et de voies Ouest-Est (Paris-Reims-Metz-Strasbourg-Francfort sur le Main).

2. Trouvez dans cette publicité de Metz-Métropole Développement l'expression qui montre quelle a été l'activité économique de la région.

Le texte parle de « tradition d'excellence industrielle ». La note du document indique que la vallée de la Moselle était consacrée à la sidérurgie (minerai de fer du plateau lorrain).

3. Précisez quel est le but de cette plaquette.

Cette plaquette est réalisée par la Communauté d'agglomération de Metz qui a chargé son agence de développement économique Metz-Métropole Développement de chercher à attirer les investisseurs en montrant les atouts de la ville.

4. Énumérez quels atouts sont mis en avant par cette promotion.

Le texte qui accompagne cette photo de PDG au bord de la crise de nerf, car il ne s'est pas installé à Metz, développe les arguments qui auraient dû l'inciter à le faire :

- l'accessibilité de la ville : liaisons rapides avec Paris qui, avec le TGV, est à 82 minutes, proximité (interface) avec l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg ;
- le tissu économique dynamique, 15 000 entreprises étant déjà implantées à Metz dont des entreprises très importantes telles qu'IKEA logistique, PSA Peugeot-Citroën, Claas (machines agricoles

et forestières). Ces entreprises sont à l'origine de synergies et de réseaux professionnels dynamiques ;

- l'importance de l'agglomération de 230 000 habitants où il existe une main-d'œuvre qualifiée à tradition d'excellence industrielle ;

- l'importance des espaces fonciers et immobiliers disponibles du fait de la nécessité de reconversion des activités liée à la crise de la sidérurgie ;

- le soutien de l'agence de développement Metz-Métropole-Développement.

5. Précisez quelles sont les transformations économiques actuelles de cette métropole.

Cette métropole est en train de passer de l'ère industrielle à l'ère post-industrielle grâce à la mise en place de projets innovants liés au secteur tertiaire.

- Le centre Pompidou-Metz consacré à l'art moderne et contemporain, construit sur d'anciennes friches ferroviaires, ouvert en 2010. C'est le musée de province le plus visité de France.

- Un technopôle. Metz-Technopôle est consacré aux technologies de l'information et des télécommunications.

- Un pôle innovation Santé. Actuellement en cours de finalisation, celui-ci doit s'articuler autour de l'hôpital. Il doit rassembler des laboratoires, des activités industrielles dédiées au service de la santé et des commerces.

Choix 2 : L'espace productif dans lequel est situé l'établissement (p. 163)

1. (Doc 1 et 2) Déterminez les projets évoqués par les deux documents.

Cette carte et ce texte évoquent des projets de transports rapides. D'une part, la prolongation du LGV Atlantique par le LGV Bretagne Pays de la Loire en direction de Rennes et par le LGV Sud Europe Atlantique en direction de Bordeaux. Ces nouvelles lignes doivent être mises en service à l'horizon 2017. Actuellement, les LGV utilisent les lignes traditionnelles existantes.

D'autre part, le transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique dans un nouveau site, celui de Notre-Dame-des-Landes. Cet aéroport pourrait alors devenir un aéroport international et deviendrait aéroport du Grand Ouest.

Erratum : Nantes, actuellement, n'est pas à l'écart de la circulation ferroviaire ! Nantes est relié à Rennes et à Bordeaux et au Mans et à Paris par des LGV. De même, Bordeaux n'est pas à l'écart de la circulation aérienne et l'aéroport de Mérignac accueille en 2013 4,6 millions de passagers ce qui en fait le 8^e aéroport français par le nombre de passagers.

2. (Doc 1) Nommez la région concernée par ces projets.

Il s'agit de l'ensemble du Grand Ouest qui regroupe les régions Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Aquitaine, si on tient compte de Bordeaux.

3. (Doc 2) Définissez la situation économique de cette région.

Cette région est une région dynamique (le grand arc périphérique Ouest et Sud) et particulièrement celle de Nantes qui semble connaître une expansion économique dans la mesure où le texte évoque le dynamisme de la métropole nantaise, sa croissance démographique et l'essor des fonctions du tertiaire supérieur. Les liaisons aériennes de Nantes-Atlantique sont en plein développement, puisque nous sommes en présence du premier aéroport

français pour la croissance du trafic de passagers depuis 2000.

Entre 2000 et 2012, le trafic a augmenté de 63 %, ce qui est essentiellement dû à l'ouverture de nouvelles lignes (entre 2009 et 2012, 32 nouvelles destinations dont 20 en Europe et 1 million de passagers supplémentaires), mais aussi à l'arrivée de compagnies à bas coût comme Ryan Air.

Nantes-Atlantique est en 2013 loin devant Brest et Rennes et est le 10^e aéroport français avec presque 4 millions de passagers.

4. (Doc 1 et 2) Précisez les buts de cet aménagement.

Cet aménagement aurait pour but de suivre le développement économique de Nantes d'une part et, d'autre part, de doter le Grand Ouest d'un aéroport international commun.

5. (Doc 2) Déterminez les oppositions à ce projet de développement du territoire et précisez les arguments sur lesquels elle se fonde.

Les opposants à ce projet contestent les chiffres officiels de croissance du trafic de l'aéroport et rejettent le projet de transfert à Notre-Dame-des-Landes tout en admettant qu'il conviendrait d'agrandir l'aéroport de Nantes-Atlantique. Leurs arguments sont financiers (coût d'un nouvel aéroport), économiques (disparition de terres agricoles et par conséquent d'emplois agricoles; avenir incertain des trafics aériens), écologiques (destruction de la biodiversité, en particulier des zones humides sur lesquelles doit être transféré l'aéroport).

POURQUOI VEULENT-ILS TOUS METZ ?

» L'ENTREPRENEUR

Pourquoi ce chef d'entreprise aurait-il dû s'installer à Metz ?

Pourquoi devriez-vous installer votre entreprise à Metz ?

Pourquoi devriez-vous investir à Metz ?

De nombreuses possibilités pour développer vos activités...

Metz-Métropole est un territoire économique attractif et dynamique situé à 82 minutes de Paris aux portes de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg, dans un cadre idéal. L'agglomération compte 230 000 habitants, près de 15 000 entreprises implantées et plus de 100 000 emplois salariés. La main-d'œuvre est qualifiée dans un environnement économique dense à forte tradition d'excellence industrielle. L'offre immobilière et foncière à court et à moyen termes est compétitive.

Tous ces atouts économiques territoriaux, garants des conditions optimales de réussite pour les entreprises, ont convaincu de nombreuses grandes sociétés, nationales ou internationales, de s'installer dans l'agglomération, telles que IKEA Logistique, PSA Peugeot Citroën

ou encore Claas... et surtout d'y rester : PSA Metz vient de fêter ses 40 ans et « l'aventure à Metz continue! ».

Metz-Métropole est également tournée vers l'avenir et initie des projets ambitieux, innovants et attractifs :

– Le Quartier de l'Amphithéâtre qui abrite le prestigieux Centre Pompidou-Metz offre 25 ha de mixité urbaine en centre-ville, derrière la gare TGV.

– Sur le futur Parc du Technopôle, ce sont 117 hectares qui permettent le déploiement d'activités technologiques innovantes pour les entreprises et les investisseurs à l'horizon 2011.

– Le site de Mercy propose 58 hectares pour le développement d'un pôle « innovation-Santé ».

SUJET BAC 4

PARTIE 1 : GÉOGRAPHIE

Choix 1 La France dans l'Union européenne et dans le monde (p. 164)

1. *La France occupe une place importante en Europe et dans le monde». Justifiez cette affirmation en présentant les atouts liés à la situation géographique de son territoire et à sa population.*

La France est la 2^e puissance économique européenne et la 5^e mondiale. C'est, en outre, un des principaux pôles culturels du monde, comme le montre le nombre de touristes qui arrivent chaque année sur son territoire. C'est enfin une puissance diplomatique active et écoutée. Si cette place découle en partie de son passé historique, elle la doit aussi à sa situation géographique et à sa population.

La géographie confère à la France un certain nombre d'atouts. Située à la terminaison occidentale de l'Europe, elle est bordée par des mers parmi les plus fréquentées du globe : la Manche et la Méditerranée. Elle est, en outre, un carrefour entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, et ce carrefour a été valorisé par la mise en place d'importantes voies de communications facilitée par la disposition du relief. Ses richesses naturelles (sols fertiles, charbon, fer) ont contribué à faire d'elle une puissance économique importante.

La population a contribué et contribue encore à faire d'elle une puissance qui compte dans le monde. Avec 63,7 millions de Français vivant en métropole, auxquels s'ajoutent les Français d'outre-mer, la France a la 2^e population européenne. Cette population est très urbanisée (environ 78 %). Cette population, renforcée par l'apport de l'immigration est jeune, bien formée et de plus en plus mobile.

2. *La puissance culturelle de la France : vous en montrerez les origines, les aspects et les moyens qui contribuent à sa diffusion.*

Les origines de la puissance culturelle française sont à rechercher dans son histoire. En raison de

sa situation à l'extrémité de l'Europe occidentale, à l'interface avec la Méditerranée et les pays pauvres du Moyen-Orient et d'Afrique, la France a été, et est toujours, un pays d'accueil et le point d'aboutissement de l'arrivée de migrants; ce qui est à l'origine d'un brassage important de peuples et de cultures. L'existence de l'empire colonial renforce ce contact des cultures qui est pérennisé aujourd'hui par l'existence de la France d'outre-mer. Au XIX^e et au XX^e siècle, ses valeurs de liberté, d'égalité et de démocratie ont attiré des populations opprimées, d'Europe centrale par exemple à la fin du XIX^e siècle. La beauté et la diversité de ses paysages, de ses monuments contribuent encore à attirer des populations extérieures comme les Britanniques et les Néerlandais dans le centre et le sud de la France. Tout ceci a pour conséquence de renforcer encore sa diversité et sa richesse culturelle. Par ailleurs, grâce au mécénat des souverains et des élites, à la formation intellectuelle de sa population, à sa conception de la liberté d'entreprendre, la France est devenue très tôt un important foyer créatif.

La puissance culturelle de la France revêt des aspects variés. D'abord sa langue, une des langues de l'ONU, de l'UNESCO et des Jeux Olympiques, est la langue officielle de 29 États répartis sur les cinq continents, et elle est parlée par 220 millions de francophones. Son esprit créatif se manifeste dans des domaines tels que l'art, la littérature, le cinéma, les sciences, mais aussi le luxe. Le luxe est une spécificité française et LVMH est le n° 1 du luxe français : mode (Dior, Chanel), arts de la table (Alain Ducasse, Marc Loiseau, mais aussi Moët et Chandon, Château Yquem), horlogerie (Michel Herbelin), maroquinerie (Vuitton), parfums et cosmétiques (Guerlain). Cette aura culturelle attire les étrangers, tant les étudiants (il y a environ 300 000 étudiants étrangers en France) que les touristes (environ 80 millions de touristes visitent notre pays chaque année).

La culture française se diffuse à l'étranger grâce aux initiatives des centres culturels français et en tout premier lieu de l'Alliance française. Celle-ci, fondée en 1883, pour promouvoir, en dehors de la France,

la langue et la culture française, compte aujourd'hui 1 135 centres répartis dans 138 pays et 1 135 étudiants. De plus, les entreprises françaises délocalisées (par exemple les magasins Carrefour en Chine, qui vendent des produits français, les restaurants de chefs étoilés et bientôt le musée du Louvre à Abou Dhabi), tout comme les quelque 2 millions de Français installés à l'étranger, contribuent aussi au prestige de la civilisation française

Les transformations de l'espace productif et décisionnel (p. 164)

3. *Expliquez quels facteurs sont à l'origine des transformations récentes des espaces productifs et décisionnels. Appuyez votre explication sur des exemples précis.*

Les transformations récentes des espaces productifs et décisionnels tiennent à l'ouverture généralisée sur le monde ou mondialisation, entraînée par l'amélioration (vitesse, capacité, coût) des moyens de transports. Cette mondialisation a pour conséquence la concurrence des pays moins disant au plan des coûts, en premier lieu des pays émergents (Asie en particulier). De là, la recherche du *low coast*, soit par le biais des délocalisations, soit par celui de nouvelles implantations à proximité des interfaces, à des carrefours de communications ou bien là où la productivité peut être importante (espaces agricoles de plus en plus concentrés sur les meilleures terres).

Ces transformations tiennent également à l'affirmation de nouveaux produits demandant davantage de matière grise et de savoir-faire, requérant donc plus d'activités tertiaires. Ces produits dits *high tech*, à haute valeur ajoutée, supplantent les produits industriels traditionnels issus de l'industrie textile, sidérurgique, de la métallurgie de transformation et de la chimie lourde et ne peuvent se localiser que là où il y a des universités, des laboratoires et des synergies entre les entreprises. C'est pour cette raison qu'on évoque souvent la désindustrialisation de la France.

Ces transformations tiennent enfin à de nouvelles formes de travail (télétravail) dans des entreprises qui sont de plus en plus de petites ou de moyennes entreprises industrielles ou des start-up. Les grands groupes ont tendance souvent à éclater et les régions industrielles spécialisées (Le Nord et le charbon, la Lorraine et la sidérurgie, Lyon et la chimie) disparaissent au profit de localisations plus diffuses.

4. *Définissez ce qu'est un espace décisionnel. Montrez la diversité de ces espaces. Précisez et expliquez leur localisation.*

Un espace décisionnel est un espace où se prennent des décisions plus ou moins importantes. Ces décisions peuvent être politiques, financières, économiques, culturelles. Ces espaces décisionnels qui se multiplient sont des espaces urbains, situés particulièrement dans les grandes villes. Les entreprises trouvent là main-d'œuvre spécialisée, services rares, universités, espaces culturels... Ce sont les villes les plus importantes, les mieux situées (carrefours importants, aéroports internationaux) et celles où le cadre de vie est le plus agréable (mer, montagne...) qui concentrent les plus d'espaces décisionnels. C'est à Paris, dans les quartiers de l'ouest parisien et à La Défense que sont prises les décisions les plus importantes.

Choix 2 Acteurs et enjeux des aménagements des territoires français (p. 164)

1. *Nommez un territoire de reconversion industrielle particulièrement concerné par des aménagements destinés à favoriser l'équité territoriale et la compétitivité.*

L'exemple de Metz et de sa campagne publicitaire présentée en page d'ouverture peut répondre à la question. La carte de la page «Essentiel en cartes» permet à l'élève de rappeler qu'il s'agit d'un espace d'aide à la reconversion industrielle (ancien bassin minier, territoire historiquement marqué par l'industrie lourde). Il s'agit donc d'un territoire qui nécessite des mesures d'attraction des populations et entreprises dans une perspective d'équité territoriale. Le projet de Metz Métropole est d'attirer des entreprises de haute technologie et des services de pointe (ex. : le centre de Beaubourg Metz) et de créer des partenariats transfrontaliers (ex. : l'euro-région Saar-Lor-Lux), donc de dépasser le cadre du territoire, ce qui est un objectif majeur de compétitivité.

2. *Définissez ce qu'est une communauté de communes et quels en sont les objectifs.*

Une communauté de communes est un groupe de communes, souvent en milieu rural, rassemblant moins de 50 000 habitants, dans le but de mettre en commun leurs ressources pour réaliser des projets ambitieux qui bénéficient à toutes les communes membres. Ainsi, la communauté de communes

Val-de-Cher-Controis illustre-t-elle bien la définition, car elle se compose de 29 communes rurales, rassemblant 35 000 habitants, pour bâtir des services d'intérêt général (médiathèque, complexe sportif, réhabilitation du quartier Saint-Michel...). Une communauté de communes essaie en général d'accomplir des objectifs correspondant aux enjeux nationaux d'équité territoriale, de compétitivité et de gestion durable.

L'Union européenne et ses territoires (p. 164)

1. *Citez les États marqués d'un astérisque et précisez s'ils appartiennent ou non à la zone euro.*

La Finlande est le seul pays appartenant à la zone euro, les trois autres États sont en dehors pour des raisons différentes. Le Royaume-Uni et la Suède ont refusé de faire partie de la zone euro pour garder une monnaie nationale gérée par eux seuls. La Croatie ne répond pas pour le moment aux critères de l'euro.

2. *Expliquez pourquoi l'Union européenne est une construction « à géométrie variable » en vous appuyant sur des exemples.*

L'Union européenne n'est pas une construction figée dans l'espace et dans le temps. Formée de six

États en 1957, de 28 en 2014, son espace s'est élargi en fonction des adhésions. La construction géopolitique peut encore changer dans les années à venir en fonction de l'entrée des pays candidats.

La construction géoéconomique est aussi en évolution. Des politiques communes ont été mises en place mais n'ont pas été suivies de la même façon ou au même rythme par les 28 États membres. Les accords Schengen qui permettent de circuler librement sans contrôle concernent 23 pays sur 28 (le Royaume-Uni, l'Irlande, la Roumanie, la Bulgarie et la Croatie sont en dehors). Dans 18 pays de la zone euro, on paie avec la monnaie commune, les autres (Bulgarie, Croatie, Danemark, Hongrie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni et Suède) ont gardé leur monnaie nationale.

On remarque que les États membres de l'UE n'appliquent pas tous les mêmes politiques. Ceux qui appartiennent à la fois à l'espace Schengen et à la zone euro sont plus intégrés que d'autres qui n'ont pas le désir (le Royaume-Uni) ou ne sont pas en mesure d'assumer une intégration plus poussée. C'est pourquoi on parle de l'UE comme d'une construction « à géométrie variable », toujours en évolution.

PARTIE 2 : ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE

Thème d'étude : Biologie, éthique, société et environnement (p. 187)

1. Décrivez l'affiche. Quel est le but de sa diffusion ?

L'affiche montre une jeune fille qui fait de la balançoire; elle a l'air en bonne santé, souriante, elle s'amuse, mène une vie normale d'un enfant de son âge. Le message qui entoure l'image nous apprend que la jeune fille a un cœur greffé, ce qui implique que, sans la greffe, elle ne pourrait profiter d'une vie normale comme les autres enfants. Le message qui encourage au don d'organes et de moelle osseuse confirme le sens de l'affiche : le don d'organes permet de sauver des vies, de rendre la santé à des gens qui en ont besoin, quel que soit leur âge.

Le but d'une telle affiche est de sensibiliser l'opinion sur l'importance du don d'organes, sur son rôle dans la survie de certains patients atteints de pathologies qui ne peuvent guérir que par ce biais. L'image donne une vision positive de ce geste de solidarité, qui n'est ni banal ni facile à décider. L'affiche essaie d'inciter au don, car les besoins sont importants et les donneurs sont peu nombreux.

2. Repérez les changements à propos du don d'organes qu'apporte le projet de loi santé.

L'amendement au projet de loi santé souhaite remédier au manque de donneurs volontaires en établissant la présomption de consentement au don d'organes chez toute personne majeure décédée qui n'aurait laissé aucune volonté. À partir de 2018, seuls ceux qui se seraient inscrits sur le registre des refus seraient écartés du prélèvement d'organes. Le projet retire également la décision aux proches, qui seraient informés, mais dont l'avis ne pourrait plus être retenu.

3. (Doc 2) Définissez la bioéthique. Expliquez la position de l'ordre des médecins et le débat qui en découle.

Les lois de bioéthique existent pour poser des limites aux produits et décisions de la recherche scientifique, en faisant des rappels à la morale et à la dignité du patient. L'ordre des médecins pro-

pose d'encadrer le don d'organes par un protocole juridique précis. Les défenseurs du projet de loi demandent que le prélèvement d'organes ne soit autorisé que lorsque le donateur a exprimé par écrit son accord pour le faire, ou tout au moins que la famille proche ait donné son accord.

L'ordre des médecins s'oppose à l'amendement au projet de loi santé, qui inciterait à prélever par défaut les organes d'une personne décédée qui n'aurait fait aucune démarche. Il estime que cette mesure est contre-productive : elle est contraignante car elle présume de l'opinion de ceux qui ne font pas de démarche plutôt que d'encourager les volontaires à faire une démarche pour donner. Cette mesure risque de provoquer une méfiance des familles, voire des refus de la part des citoyens qui se sentiraient ainsi contraints. Pour l'ordre des médecins, le don d'organes doit être une démarche volontaire et affirmée de la part du donneur, aucune place ne doit être laissée au doute ; le consentement du patient est un élément fondamental de l'éthique médicale, depuis le serment d'Hippocrate... Le débat s'ouvre donc entre l'ordre des médecins et l'ADOT d'une part, qui s'opposent à des mesures qu'ils jugent contre-productives et éthiquement discutables, et les défenseurs de l'amendement qui pensent avant tout à une solution rapide de remédier au manque d'organes disponibles, alors que de nombreux patients sont en attente de greffe.

4. (Doc 1 et 2) Quels arguments utiliseriez-vous pour persuader quelqu'un de participer au don d'organes ?

L'élève doit argumenter en fonction de sa sensibilité et de sa conscience sur un débat qui n'est pas simple. L'intérêt des patients en attente de greffe est ici en débat, face aux réticences naturelles de l'être humain à donner ses organes, de son vivant ou après sa mort. La perspective chirurgicale répugne certains individus, en dépit de l'intérêt manifeste que le don d'organes représente pour les patients en attente.

Les arguments qui doivent persuader quelqu'un de participer au don d'organes ne doivent sans doute pas se tourner vers une dédramatisation de la phase chirurgicale, ni même sur l'idée selon laquelle, une fois mort, la personne décédée peut céder des organes dont elle n'a plus l'usage. Ce concept n'est pas si simple, beaucoup de personnes répugnent à l'idée que leur corps, après le décès, soit l'objet d'interventions chirurgicales; il y a là une question de morale, de philosophie et de croyances. Les arguments de persuasion doivent plutôt s'orienter sur la notion de don, de solidarité, de geste envers quelqu'un qui a besoin de cet organe, qui

est en attente, dont la vie est en danger. Le donneur ne peut être persuadé que s'il a conscience de l'humanité de sa décision; la dimension chirurgicale s'efface alors devant la dimension éthique et morale : aider son prochain parce que l'on en a la capacité, donner un organe qui n'est pas indispensable pour nous mais le sera pour le patient en attente. Les lois de bioéthique donnent des pistes, mais c'est l'éthique humaine, la morale, le respect de la dignité humaine et la conviction personnelle qui doivent l'emporter dans le choix du donateur potentiel.

Cartographie : ILLUSTRATEK

Mise en pages : Ici & AILLEURS

ÉDITIONS FOUCHER – PARIS – MAI 2016 – 01 – DL – VS/DG

IMPRIMÉ EN FRANCE PAR LIGHTING SOURCE FRANCE

